
COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE
RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

NUMERO SPECIAL

OFFICE DEPARTEMENTAL DE L'EAU
EXTRAITS DES DELIBERATIONS

PUBLICATION EN APPLICATION DU DECRET n°95-710 DU 9 MAI 1955

DÉLIBÉRATIONS

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 20 AVRIL 2018

N°C.A.163-18 – VOTE DU RAPPORT DE GESTION 2017	05	N°C.A.177-18 – ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'EARL LE PETIT COIN DE PARADIS - M. et Mme RETORY : INSTALLATION D'UN DISPOSITIF DE STOCKAGE D'EAU A USAGE AGRICOLE	214
N°C.A.164-18 – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 2017	136	N°C.A.178-18 – ATTRIBUTION DE SUBVENTION A LA SOCIETE OZANAM S.A HABITATION LOYER MODERE : DECONSTRUCTION ET DEPOLLUTION DE LA STATION D'EPURATION DE 16 LOGEMENTS RESIDENCE ABRICOTIERS ET 155 LOGEMENTS RESIDENCE LA FRAICHEUR SUR LA COMMUNE DU GROS-MORNE	216
N°C.A.165-18 – VOTE DU COMPTE DE GESTION DE L'EXERCICE 2017	187	N°C.A.179-18 – ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'USINE DENEL ROYAL S.A: PROJET PILOTE: MISE EN PLACE DE FILTRES PLANTES	218
N°C.A.166-18 – APPROBATION ET LANCEMENT DU CHANTIER « OBSERVATOIRE DES COÛTS MARTINIQUE »	189	N°C.A.180-18 – ATTRIBUTION DE SUBVENTION A LA FREDON : ELABORATION DE STRATEGIES DE PBI CONTRE LES INSECTES RAVAGEURS EN CULTURES MARAICHERES ET ORNEMENTALES EN MARTINIQUE- PROGRAMME 2018	220
N°C.A.167-18 – APPROBATION ET LANCEMENT DE LA CONSULTATION EN VUE DE L'ELABORATION DU SCHEMA DE GESTION DE LA RESSOURCE EN EAU	191	N°C.A.181-18 – ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'EXPLOITATION AGRICOLE SUD EST SARL (Petit Morne) : MISE EN PLACE D'UN SYSTEME HELIOSEC	222
N°C.A.168-18 – CONVENTION DE RECHERCHE PARTAGÉE AVEC HYDRECO DANS LE CADRE DE L'ETUDE COMPLEMENTAIRE POUR L'AMELIORATION DE L'INDICATEUR INDICE DIATOMIQUE ANTILLES (IDA)	193	N°C.A.182-18 – ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'UNION SARL : MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME HELIOSEC	224
N°C.A.169-18 – VOTE DE LA PROGRAMMATION ODE/DEAL DANS LE CADRE DU PROJET DE PROGRAMME D'ACTION D'INTERET COMMUN (PAIC) 2018	195	N°C.A.183-18 – ATTRIBUTION DE SUBVENTION A SOUDON SARL : MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME HELIOSEC	226
N°C.A.170-18 – COMPLEMENT DE L'AVENANT À LA CONVENTION DE PARTENARIAT 2017-2022 AVEC LE CONSERVATOIRE DU LITTORAL ADOPTANT LA PROGRAMMATION 2018 : ENLEVEMENTS DES EPAVES EN MANGROVES	200	N°C.A.184-18 – ATTRIBUTION DE SUBVENTION A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'ESPACE SUD DE LA MARTINIQUE - CAESM : RESTAURATION DES COURS D'EAU ET DE MANGROVE SUR LA COMMUNE DE DUCOS	228
N°C.A.171-18 – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION COMPLEMENTAIRE A LA COMMUNAUTE AGGLOMERATION CENTRE MARTINIQUE- CACEM DANS LE CADRE DE LA CONVENTION N° 011-04-2018 POUR LA REALISATION DU PROJET SENEUR : LUTTE CONTRE LES MICROPOLLUANTS (ANNEE 2)	202	N°C.A.185-18 – ATTRIBUTION DE SUBVENTION A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'ESPACE SUD DE LA MARTINIQUE - CAESM : ETUDE PREALABLE A LA RESTAURATION, L'AMENAGEMENT ET LA MISE EN VALEUR DU COURS D'EAU SUR LA COMMUNE DE RIVIERE PILOTE	230
N°C.A.172-18 – ATTRIBUTION DE SUBVENTION AU CARBET DES SCIENCES : COMPETITION INTERNATIONALE ROBOTIQUE FIRST- EDITION 2018	204	N°C.A.186-18 – PROROGATION DE LA CONVENTION N° 049-11-2012 A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'ESPACE SUD DE LA MARTINIQUE- CAESM: RENFORCEMENT DE LA CHAÎNE DE POMPAGE AU QUARTIER LA FERME SUR LA COMMUNE DES TROIS-ÎLETS (DELIBERATION N° CA 053-12)	232
N°C.A.173-18 – ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'ASSOCIATION 3ED ACTEUR DU DEVELOPPEMENT DURABLE : CREATION DE LA PLATEFORME WEB MARTINIQUE2030.COM	206	N°C.A.187-18 – PROROGATION DE LA CONVENTION N° 051-11-2012 A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'ESPACE SUD DE LA MARTINIQUE- CAESM : RENFORCEMENT DE LA CHAÎNE DE POMPAGE DES QUARTIERS EPINAY ET MORNE HONORE SUR LA COMMUNE DE RIVIERE-SALEE (DELIBERATION N° CA 055-12)	234
N°C.A.174-18 – REJET DE SUBVENTION À L'ASSOCIATION 3ED : ACTEUR DU DEVELOPPEMENT DURABLE: CONFERENCES 3ED - EDITION 2018	208	N°C.A.188-18 – PROROGATION DE LA CONVENTION N° 09-010 A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'ESPACE SUD DE LA MARTINIQUE- CAESM: REHABILITATION DE POSTES DE REFOULEMENT DES COMMUNES DUCOS-ROBERT-VAUCLIN-MARIN ET SAINTE LUCE (DELIBERATION N° CA 033-09)	236
N°C.A.175-18 – ATTRIBUTION DE SUBVENTION A LA SOCIETE ANTILAISE D'EXPLOITATION DE PORTS DE PLAISANCE - LA MARINA DU MARIN : RECUPERATION DES EAUX PLUVIALES	210		
N°C.A.176-18 – ATTRIBUTION DE SUBVENTION A LA SOCIETE MADIN'JUMP ELEVAGE : INSTALLATION D'UNE CUVE VERTICALE HORS-SOL	212		

N°C.A.189-18 – PROROGATION DE LA CONVENTION N° 11-065 A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'ESPACE SUD DE LA MARTINIQUE- CAESM : RENFORCEMENT DE LA DISTRIBUTION AU QUARTIER ZAC MORNE DAVID SUR LA COMMUNE DU SAINT-ESPRIT (DELIBERATION N° CA 047-11)

238

N°C.A.201-18 – ACOMPTE DE 80% DE LA CONVENTION N° 033-10-2014 A 2TDA (Traitement et Transport de Déchets d'Assainissements) : REALISATION D'UNE PLATEFORME DE TRAITEMENT DES MATIERES DE VIDANGE ET DE BOUES DE MICRO STEP- PHASE TRAVAUX (DELIBERATION N° CA 055-14)

262

N°C.A.190-18 – PROROGATION DE LA CONVENTION N° 11-066 A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'ESPACE SUD DE LA MARTINIQUE - CAESM : EXTENSION ET REHABILITATION STEP DIZAC SUR LA COMMUNE DU DIAMANT (DELIBERATION N° CA 048-11)

240

N°C.A.191-18 – PROROGATION DE LA CONVENTION N° 11-069 A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'ESPACE SUD D.E LA MARTINIQUE - CAESM : REHABILITATION STEP DE PETIT FOND SUR LA COMMUNE DU SAINT -ESPRIT (DELIBERATION N° CA 052-11)

242

N°C.A.192-18 – PROROGATION DE LA CONVENTION N° 09-012 A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'ESPACE SUD DE LA MARTINIQUE- CAESM : EXTENSION STEP DE GROS RAISIN SUR LA COMMUNE DE SAINTE-LUCE - TRANCHE 2 (DELIBERATION N° CA 035-09)

244

N°C.A.193-18 – PROROGATION DE LA CONVENTION N° 011-04-2018 A LA COMMUNAUTE AGGLOMERATION CENTRE MARTINIQUE - CACEM : PROJET SENEUR : LUTTE CONTRE LES MICROPOLLUANTS - ANNEE 2 (DELIBERATION N° CA 037 -15)

246

N°C.A.194-18 – PROROGATION DE LA CONVENTION N° 019-04-2015 A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS NORD CAP NORD : RENOUVELLEMENT ET RENFORCEMENT DE L'ADDUCTION ET DE LA DISTRIBUTION EN EAU POTABLE QUARTIER BOUT-BOIS SUR LA COMMUNE DU CARBET (DELIBERATION N° CA 010-15)

248

N°C.A.195-18 – PROROGATION DE LA CONVENTION N° 023-07-2013 A L'AGENCE DES 50 PAS GEOMETRIQUES: REPRISE DU RESEAU AEP ET EP, EU AU QUARTIER FOND LAHAYE SUR LA COMMUNE DE SCHOELCHER (DELIBERATION N° CA 015-13 et 021-13)

250

N°C.A.196-18 – PROROGATION DE la CONVENTION N° 012-04-2018 A L'AGENCE DES 50 PAS GEOMETRIQUES: FORUM BOD LANME 4EME EDITION (DELIBERATION N° CA 038-15)

252

N°C.A.197-18 – PROROGATION DE LA CONVENTION N° 013-04-2018 A LA FEDERATION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS AGREEES DE PECHE ET DE PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES - FDPPMA: SCHEMA DEPARTEMENTAL DE VOCATION PISCICOLE (DELIBERATION N° CA 073-09)

254

N°C.A.198-18 – PROROGATION DE LA CONVENTION N° 050-10-2015 A LA SOCIETE ECOMPAGNIE: PRE TRAITEMENT DES EFFLUENTS HYDROCARBURES (DELIBERATION N° CA 065-15)

256

N°C.A.199-18 – PROROGATION DE LA CONVENTION N° 051-10-2015 A LA SOCIETE ECOMPAGNIE : RECYCLAGE DES EAUX INDUSTRIELLES TRAITEES ET REJETEES (DELIBERATION N° CA 066-15)

258

N°C.A.200-18 – PROROGATION DE LA CONVENTION N° 014-04-2018 A L'EXPLOITANT AGRICOLE : M. Émile ALONZEAU : INSTALLATION D'UN SYSTEME DE RECUPERATION D'EAUX DE PLUIE ET DU SYSTEME D'IRRIGATION DANS LE CADRE DU PROJET DE CONVERSION A L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE SUR L'HABITATION VAL D'OR, RAVINE CHIEN SUR LA COMMUNE DE RIVIERE-SALEE (DELIBERATION N° CA 085-14)

260



DÉLIBÉRATIONS





EXTRAIT DES DELIBERATIONS

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU VENDREDI 20 AVRIL 2018

Présidence : Marie-France TOUL

Date de convocation : 12/04/2018

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres au début de la séance : 11

Nombre de membres arrivés en cours de séance : 2

Nombre de membres partis en cours de séance : 2

Nombre de membres présents pour ce point : 13

Extrait n° CA 20-04-2018/ 163

Date de publication : 24 AOUT 2018

Objet : VOTE DU RAPPORT DE GESTION 2017

ÉTAIENT PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS : Marie-France TOUL (représentant Claude LISE), Patricia TELLE, Arnaud RENE-CORAIL, Victor CESAR, Marcellin NADEAU, Christophe GROS (représentant Patrick BOURVEN et Jacques HELPIN), Guillaume VISCARDI (représentant Mathilde BRASSY), Alex PAVIOT (représentant Marie-Jeanne TOULON), Jean- Maurice MONTEZUME

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS : Éric BELLEMARE

ÉTAIENT ABSENTS : Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Antoine VEDERINE, David ZOBDA, Patrick HOUSSEL

- **VU** le code de l'environnement partie réglementaire notamment l'article R213-67 portant sur les délibérations du conseil d'administration « ... Il délibère sur : 4° Le rapport annuel de gestion »,
- **VU** la loi n° 2003-132 du 19 juillet 2003 relative aux règles budgétaires et comptables applicables aux Départements et mettant en œuvre la réforme comptable couramment dénommée « réforme M 52 »,
- **VU** la délibération n° CA084-16 adoptant le 3^{ème} Programme Pluriannuel d'Intervention et la délibération n° CA085-16 adoptant les conditions générales d'attribution des aides aux personnes publiques et privées,
- **Considérant** le rapport de la Direction de l'Office de l'Eau de Martinique,

- **Considérant** les remarques faites en séance,

Les membres du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ou représentés,

Décident,

- D'adopter le rapport de gestion 2017 de l'ODE Martinique ci-annexé.

Pour extrait certifié conforme

Fait à Fort-de-France, le 08 AOUT 2018



Le Président

Claude LISE



7 avenue Condorcet BP 32
97201 Fort-de-France Cedex
Tél. 05 96 48 47 20
Email : contact@eaumartinique.fr
Fax : 05 96 63 23 67
SIRET : 289 720 054 00013

1



SOMMAIRE

PRÉAMBULE. p3-6

A- LES MISSIONS DE L'ODE – L'EQUIPE ODE. p7-10

- Missions
- Organigramme

B- GESTION DES RESSOURCES ET MOYENS GENERAUX p11

- Fiche 1 bilan d'activité : Service Gestion des Ressources Humaines. p12-25
- Fiche 2 bilan d'activité : Commande Publique et Affaires Juridiques. p26-32
- Fiche 3 bilan d'activité : Service Comptabilité et Moyens Logistiques. p33-37

C- INTERVENTIONS FINANCIERES/REDEVANCES p38

- Fiche 4 bilan d'activité : Service Interventions Financières-Pôle Redevances p39-44
- Fiche 5 bilan d'activité : Service Interventions Financières-Pôle Subventions p45-53

D- ETUDES, CONNAISSANCES ET CONSEILS p54

- Fiche 6 bilan d'activité : Expertise et assistance technique aux opérateurs. p55-59
- Fiche 7 bilan d'activité : Formation des professionnels de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques. p60-63
- Fiche 8 bilan d'activité : Connaissance milieux et pressions. p64-68
- Fiche 9 bilan d'activité : Cellule terrain. p69-73
- Fiche 10 bilan d'activité : Politiques de bassin. p74-78

E- INFORMATION, SENSIBILISATION p79

- Fiche 11 bilan d'activité : Communication institutionnelle et sensibilisation. p80-83

F- COOPERATION INTERNATIONALE p84

- Fiche 12 bilan d'activité : Coopération internationale. p85-89

G- INFORMATION ET DONNÉES - OBSERVATOIRE DE L'EAU DE LA MARTINIQUE p90

- Fiche 13 bilan d'activité : Service Information et données – Observatoire de l'Eau p91-95

H- DIRECTION GENERALE p96

- Fiche 14 bilan d'activité : Gestion du Conseil d'Administration. p97-106
- Fiche 15 bilan d'activité : Pilotage des chantiers transversaux 2017. p107-120

I- PERSPECTIVES 2018 p121

- 1 Tableau de programmation 2017. p122-125
- 2 Tableau de programmation 2018. p126
- 3 Enjeux 2018. p127-128

PRÉAMBULE

2017 : Une année de grandes mutations pour la gestion de la compétence EAU en Martinique

➤ Le transfert de la compétence eau assainissement aux 3 EPCI de la Martinique

Le 1^{er} Janvier 2017 les EPCI ont récupéré la compétence eau assainissement, venant ainsi se substituer aux anciens syndicats (SICSM, SCCNO, SCNA). Ce transfert de compétence anticipe la prescription de la loi NOTRe qui crée l'obligation pour le 1^{er} janvier 2020. Ce changement majeur à l'échelle de la Martinique impacte l'exécution du budget de l'ODE Martinique. En effet l'absorption du passif constaté du SICSM, trouve ses répercussions dans la dynamique d'investissement ralentie des nouveaux opérateurs de l'eau que sont singulièrement CAP Nord et la CAESM.

L'ODE observe donc un recul du volume des dossiers à instruire pour ce qui concerne les investissements lourds en eau et en assainissement au niveau de ces deux opérateurs.

➤ La mutation des anciens Comité De Bassin devenus Comité de l'Eau et de la Biodiversité (CEB) – l'ONEMA devenu l'Agence Française de la Biodiversité

Cette mutation voulue par la loi se traduit par un élargissement de la compétence de cette instance, qui sera désormais appelée à impulser les politiques publiques de l'eau, mais également celles relatives à la **biodiversité** sur le territoire Martiniquais. **Le CEB Martinique s'est installé le 21 septembre 2017.**

Cet élargissement de périmètre vient questionner le positionnement de l'Office de l'Eau quant à son propre champ d'intervention.

En effet, à ce jour l'Office de l'Eau n'a pas acquis la compétence biodiversité, et par conséquent cette mission ne trouve pas aujourd'hui de financement au niveau des redevances.

Aussi, une vigilance particulière devra être observée quant aux leviers de financement pouvant être mobilisés pour ce qui concerne le volet biodiversité, afin de traduire en actions la volonté du politique.

➤ La réinstallation du Conseil d'Administration de l'ODE

L'installation du CEB Martinique a induit la réinstallation du Conseil d'Administration en séance du **20 octobre 2017**. La constitution du Conseil n'a pas évolué mais des nouveaux membres ont été accueillis. Il s'est agi également lors des réunions suivantes de réinstaller la CAO (Commission d'Appel d'Offre), et de voter un nouveau règlement du Conseil d'Administration de l'ODE.

➤ **La période d'intérim du DG de l'ODE et le changement de direction générale à compter du mois d'avril 2017**

La période d'intérim du DG s'est déroulée du 1^{er} janvier au 31 mars 2017. Elle est observée comme une période morose du point de vue du lancement de grands chantiers organisationnels. Il s'est agi durant cette période de maintenir l'activité en respectant les engagements financiers de l'ODE. Cet objectif a été globalement atteint.

Les changements organisationnels et fonctionnels intervenus à compter du mois d'avril 2017, ont impacté la stratégie de conduite de certaines activités ou opérations. On peut notamment citer la résiliation du marché dont l'objet était la construction du siège de l'ODE. Une nouvelle stratégie de relogement a été validée afin de favoriser le regroupement sur un même site de l'ensemble des agents de l'ODE.

On peut également citer la non reconduction de la campagne « Plages et Rivières Propres (PRP) », ou encore plus modestement la reprise en régie de certaines activités logistiques (entretien espaces verts, nettoyage des véhicules..).

Ces orientations prises en cours d'exercice viennent soit repositionner l'ODE sur son cœur de métier, et indirectement impacter le budget de l'Office, notamment en dépenses, induisant une réduction de certains postes.

➤ **La réorganisation générale des services de l'ODE**

La feuille de route du président de l'ODE, Claude LISE était claire début 2017 : **Rétablir un climat social serein et bienveillant, afin de conduire les changements nécessaires, visant à moderniser les procédures de travail à l'ODE, et à améliorer la visibilité générale de son action et sa performance.**

C'est ce projet ambitieux qui a été engagé dès avril 2017, avec la collaboration et l'adhésion de l'ensemble des services.

La prise de fonction de la nouvelle direction générale au 1^{er} avril 2017, a induit l'ouverture et la conduite de **plusieurs chantiers transversaux et dits prioritaires**, visant à la réorganisation générale de l'ODE, tout en décloisonnant les processus de travail aux fins d'améliorer la fluidité des circuits, ainsi que la performance administrative et opérationnelle de l'établissement. On peut citer pour exemple les chantiers suivants qui sont aujourd'hui aboutis :

Ressources Humaines: L'adoption du nouvel organigramme (révisions des périmètres de travail de chacun, mobilité interne, évolution de certains agents, repositionnement des fonctions support), adoption d'un nouveau règlement intérieur, adoption de règlement formation, élaboration de nouvelles fiches de poste, lancement de la RIFFSEEP par adoption d'un référentiel métier ...

Conditions de travail: Réaménagement des espaces de travail des 4 et 7 avenue Condorcet et mise en cohérence physique de l'occupation des locaux avec l'organisation des services et l'organigramme.

Moyens généraux: Refonte des moyens téléphoniques (changement d'opérateur et développement de la mobilité), poursuite du chantier dématérialisation (comptabilité, courrier, gestion du Conseil d'Administration, passation des marchés..). La réalisation d'un

audit informatique par un prestataire extérieur, a permis de relever une **situation d'insécurité** quant à la préservation des nombreuses données dont a la gestion l'Office de l'Eau. Un plan d'action visant à la modernisation et à la sécurisation des solutions informatiques a été déclenché et se poursuit à ce jour.

Renforcement de la fonction financière et sécurisation de la fonction achat : Lancement de la formation ASTRE de 3 agents supplémentaires- Formation réalisée en janvier 2018- (Un seul agent était jusqu'alors en pratique du logiciel), mise en place d'un dialogue budgétaire, sécurisation des procédures d'achat public avec notamment la mise en place d'une plateforme dématérialisée des marchés publics, développement de la qualité comptable.

Cette qualité comptable est désormais recherchée à tous les niveaux et contribuera à faire diminuer les montants très élevés des restes à réaliser.

Communication : Lancement de la refonte du site internet de l'ODE et du site de l'Observatoire, la finalisation est en cours.

D'autres chantiers sont en cours et leur conduite peut être appréciée au regard du tableau annuel de suivi des chantiers prioritaires (cf. *fiche bilan activité N°15*).

➤ **2017 : Première année de mise en œuvre du PPI 3**

Le troisième PPI a été adopté en novembre 2016. 2017 est la première année de son exécution. Des ambitions fortes ont été affichées, mais un taux de réalisation faible est à constater sur certaines lignes, en raison notamment des éléments de contexte relatifs à la conduite des politiques publiques sur l'eau en Martinique :

A l'externe, la situation financière très tendue qui caractérise les EPCI (CAP Nord et l'Espace Sud), suite à la dissolution du SCSIM depuis janvier 2017, a induit un ralentissement très important des investissements dans le secteur ;

En interne à l'ODE, une programmation 2017 parfois trop ambitieuse et optimiste, soutenant des **pré-projets**, explique le faible taux de réalisation de certaines lignes.

Par ailleurs une tendance à la baisse de la recette de la redevance a été observée en 2016. Ce constat a induit le gestionnaire à une plus grande prudence budgétaire. Il a donc été opéré un **ajustement à la baisse du PPI 3**. Cet ajustement a été opéré et voté en séance du CA du 18 décembre 2017. La baisse est évaluée globalement à **-10%**.

De manière plus positive, le PPI3 pose des principes et des propositions qui ont été confortées tout au long de l'année 2017. Ainsi, une attention particulière a été portée à l'instruction des dossiers du point de vue technique (avec pour toile de fond les problématiques cruciales liées aux choix technico-financiers de l'opération STEP de Pontaléry au Robert) ; d'autre part, un rapprochement avec la direction en charge des finances a été amorcé dans le but de fluidifier les informations, et d'améliorer la qualité de l'exécution financière des opérations. Enfin, un renforcement du contrôle de terrain a été opéré sur la mission redevance et le premier contrôle fiscal commandité par l'ODE a été réalisé 2017 (COGITE/BST et Cabinet JOCK).

En termes d'appui financier, l'ODE a attribué **plus de 1 900 000 € de subventions nouvelles en 2017 et a dans le même temps, procédé au mandatement de plus de 2 600 000 M€ d'aides**. Ce chiffre reste important même s'il est à la baisse par rapport à 2016.

➤ **La poursuite de l'action de l'ODE Martinique, en réaffirmant le cadre de nos missions**

En 2017, l'ODE a également amorcé un retour à ses fondamentaux en termes de missions : La préservation de la ressource et de la qualité des milieux, financement de l'investissement et des actions en liens avec les missions.

Cela s'est traduit par certains **refus motivés** du comité d'opportunité de financer des opérations ne s'inscrivant pas dans le cadre des missions. C'est une nouvelle manière d'opérer qui s'est avérée nécessaire, afin que l'action de l'ODE soit bien comprise de ses partenaires et que les interventions financières restent dans le cadre des missions de l'Office. L'ODE s'est également attaché à mieux se faire connaître en améliorant son exposition avec la presse.

L'ODE a également poursuivi sa mission fondamentale de **connaissance sur l'eau et les milieux aquatiques, ses usages et les pressions qui s'y exercent** via ses réseaux de mesure mais encore au travers d'études diverses, en lien avec les orientations du CEB et du Conseil d'Administration.

L'ODE a conduit ou été fortement impliqué en appui de **chantiers phares et mobilisateurs pour la structuration du territoire et la montée en compétence des acteurs** : Accompagnement technique des contrats de Milieux des 3 EPCI, Installation du CEB, finalisation du bilan qualité des milieux 2011-2016, conseil techniques, Séminaire ATTENTIVE aux Trois-Ilets, signature de grands partenariats (ONF/PNM/DEAL/ Conservatoire du Littoral), Plan EAU DOM)

Enfin, l'ODE a réalisé **diverses publications et communications** dont certaines particulièrement remarquées, comme « Les produits phytosanitaires dans les cours d'eau de Martinique en février 2017, ou encore son Rapport d'Activité 2016 paru au deuxième semestre 2017.

➤ **2017, nouvel élan pour la mission coopération internationale**

Une clarification a été opérée s'agissant des priorités à agir en matière de coopération décentralisée, mais également en matière **de modalités** d'intervention.

Ainsi l'ODE a travaillé à la signature d'accords de coopération avec les 3 EPCI de la Martinique, faisant intervenir une ligne sur l'eau. Ces accords devraient être signés avec les partenaires d'actions de coopération prévues à la DOMINIQUE et à HAITI courant 2018. Ils concernent tous des interventions dans la Caraïbe, zone géographique validée comme étant prioritaire en 2017.

Que le travail des équipes de l'ODE soit ici salué, merci à toutes et à tous pour la confiance dont vous avez fait preuve.

*Michéla ADIN,
Directrice Générale*

A- LES MISSIONS DE L'ODE – L'EQUIPE ODE

Missions

L'Office De l'Eau est un Établissement Public Local à caractère administratif, chargé d'améliorer la connaissance, de fédérer, de faciliter et de financer les diverses actions d'intérêt commun dans le domaine de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques.

Améliorer

Améliorer la connaissance est l'un des objectifs de l'ODE, notamment par l'étude et le suivi des ressources en eau, des milieux aquatiques et littoraux et de leurs usages.

Fédérer

Administré par un conseil réunissant des membres de tous horizons, l'ODE fédère les acteurs de l'eau et de l'environnement avec des actions basées sur la concertation et la coordination. C'est d'ailleurs le cas au-delà des frontières : l'établissement peut en effet mener des actions de coopération internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

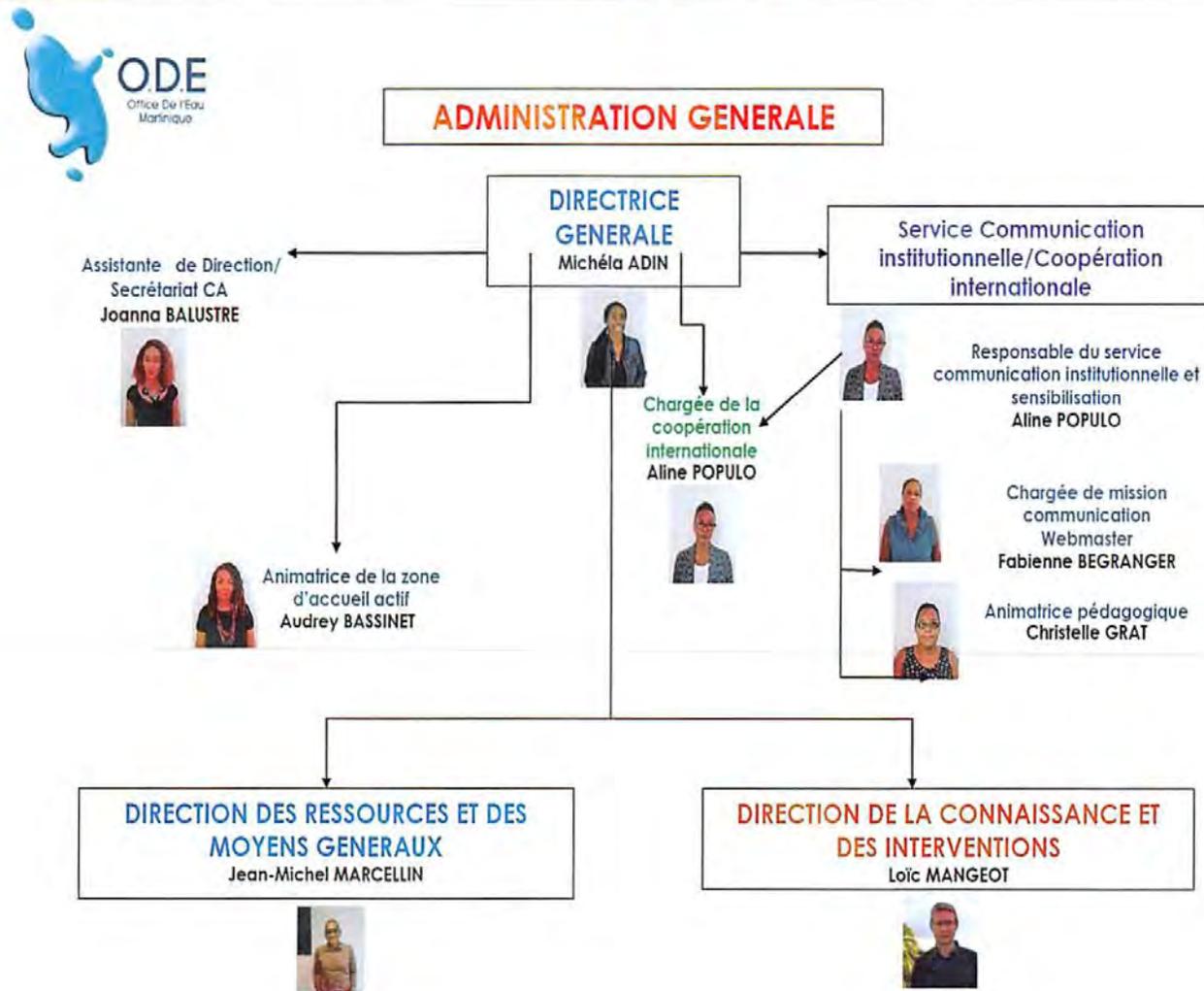
Faciliter

L'Office De l'Eau Martinique facilite les actions des maîtres d'ouvrage (services déconcentrés de l'Etat, établissements publics et privés) en leur apportant conseils, assistance technique et formation. Il facilite également la compréhension des enjeux de l'eau et des milieux aquatiques par des actions d'information et de sensibilisation.

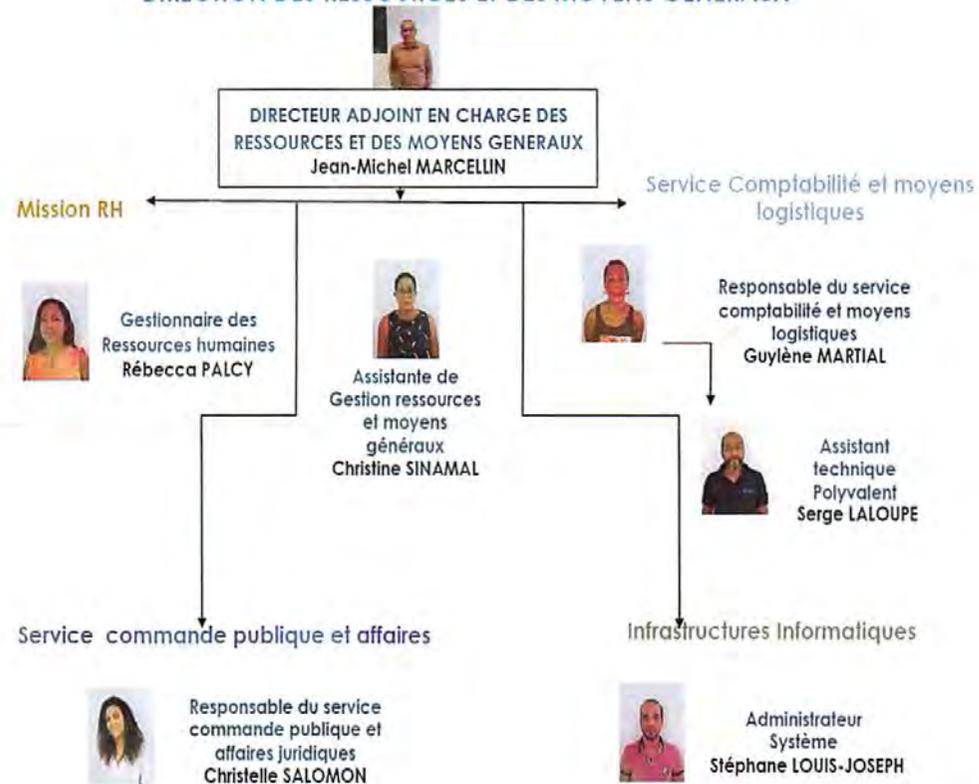
Financer

Selon le principe pollueur-payeur, l'Office De l'Eau Martinique collecte des redevances qui permettent le financement d'actions de préservation de la ressource en eau. Sur proposition du Comité de Bassin, l'ODE assure ainsi la programmation et le financement d'actions et de travaux dans le cadre du programme pluriannuel d'intervention : amélioration des techniques d'assainissement, mise en place de dispositifs d'économie d'eau, réalisation de campagnes de sensibilisation, animation de l'Observatoire de l'Eau ...

Organigramme



DIRECTION DES RESSOURCES ET DES MOYENS GENERAUX





B-GESTION DES RESSOURCES ET MOYENS GENERAUX

FICHE 1 BILAN ACTIVITÉ 2017

Intitulé de l'activité :

Service Gestion des Ressources Humaines

Présentation de l'équipe opérante :

PALCY Rébecca
Gestionnaire des Ressources Humaines

Description synthétique de l'activité :

Administration du personnel

- Gestion des carrières
- Gestion du temps de travail
- Mise en mission
- Gestion de la rémunération
- Relations avec les agents

Développement des compétences et gestion de l'emploi

- Recrutement
- Formation
- Suivi et gestion du référentiel métier

Conditions de travail et sécurité

- Hygiène, sécurité et conditions de travail
- Document unique d'évaluation des risques professionnels

Action sociale

- Mise en œuvre de l'action sociale

Bilan chiffré de l'activité pour 2017 :

RAPPORT DES EFFECTIFS DE L'ANNEE 2017

Effectifs en poste au 31 décembre 2017 : 17 femmes (68%) / 8 hommes (32%) soit 25 agents

Moyenne d'âge : 37,96 ans

➤ **AGENTS TITULAIRES PAR CATEGORIE ET PAR FILIERE**

N°	NOM	PRENOM	SEXE (F) Féminin (M) Masculin	GRADE	FONCTION	Date de recrutement	Date de titularisation dans le grade	Service
CATEGORIE A – FILIERE ADMINISTRATIVE								
1	ADIN	Michéla	F	Administrateur territorial	Directrice générale des services	01/04/2017	01/05/2015	Direction générale
CATEGORIE B – FILIERE ADMINISTRATIVE								
2	MARTIAL	Gylène	F	Rédacteur territorial	Responsable du service comptabilité et moyens logistiques	01/07/2011	01/07/2012	Comptabilité et moyens logistiques
3	SALOMON	Christelle	F	Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe	Responsable du service commande publique et affaires juridiques	01/12/2015	01/11/2007	Commande publique et affaires juridiques

N°	NOM	PRENOM	SEXE (F) Féminin (M) Masculin	GRADE	FONCTION	Date de recrutement	Date de titularisation dans le grade	Service
CATEGORIE C – FILIERE ADMINISTRATIVE								
4	BALUSTRE	Joanna	F	Adjoint administratif	Assistante de direction	01/10/2008	01/03/2010	Direction générale
5	BASSINET	Audrey	F	Adjoint administratif	Animatrice de la zone d'accueil actif	16/04/2008	24/07/2009	Direction générale
6	OSENAT	Lina	F	Adjoint administratif	Assistante de gestion subventions et redevances	01/06/2011	01/09/2012	Interventions financières
7	PALCY	Rébecca	F	Adjoint administratif principal 2 ^{ème} classe	Gestionnaire des ressources humaines	01/03/2009	01/03/2010	Mission RH
8	SINAMAL	Christine	F	Adjoint administratif principal 2 ^{ème} classe	Assistante de gestion ressources et moyens généraux	01/10/2017	01/02/2003	Direction des ressources et des moyens généraux
CATEGORIE C – FILIERE ANIMATION								
9	GRAT	Christelle	F	Adjoint d'animation territoriale	Animatrice pédagogique	01/08/2006	01/02/2008	Communication institutionnelle / Coopération internationale

NOM	PRENOM	SEXE (F) Féminin (M) Masculin	GRADE	FONCTION	Date de recrutement	Date de titularisation dans le grade	Service
CATEGORIE A – FILIERE TECHNIQUE							
BOUDRE	Sylvie	F	Ingénieur territorial	Chargée de mission appui Technique aux acteurs du territoire	01/10/2008	01/03/2015	Etudes, conseils et prospectives
MANGEOT	Loïc	M	Ingénieur territorial	Directeur adjoint en charge de la connaissance et des interventions	21/07/2008	01/07/2014	Direction de la connaissance et des interventions
CATEGORIE B – FILIERE TECHNIQUE							
AMORY	Gladys	F	Technicien principal de 2ème classe	Technicienne chargée de la valorisation des données et documents	01/04/2009	01/03/2015	Information et données / Observatoire de l'eau
BELLANCE	Anne-Lise	F	Technicien principal de 2ème classe	Technicienne supérieure aménagement et gestion des rivières et des zones humides	01/01/2008	01/03/2012	Etudes, conseils et prospectives
BOURGEOIS	Péguy	M	Technicien territorial	Instructeur / Contrôleur des aides eau et assainissement	23/10/2017	01/02/2014	Interventions financières

N°	NOM	PRENOM	SEXE (F) Féminin (M) Masculin	GRADE	FONCTION	Date de recrutement	Date de titularisation dans le grade	Service
CATEGORIE B – FILIERE TECHNIQUE								
15	LOUIS-JOSEPH	Stéphane	M	Technicien principal de 2ème classe	Instructeur / contrôleur des redevances – Administrateur système	01/06/2006	01/06/2014	Interventions financières
16	RAIMBAUD	Guillaume	M	Technicien principal de 2ème classe	Chargé de mission information et données	01/06/2009	01/03/2012	Information et données / Observatoire de l'eau
CATEGORIE C – FILIERE TECHNIQUE								
17	LALOUPE	Serge	M	Adjoint technique territorial	Assistant technique polyvalent	01/03/2007	01/03/2011	Comptabilité et moyens logistiques

➤ **AGENTS CONTRACTUELS**

N°	NOM	PRENOM	SEXE (F) Féminin (M) Masculin	FONCTION	Catégorie d'emploi	Date de recrutement	Date de fin de contrat	Service
1	ARQUE	Alexandre	M	Chargé d'études pressions et usages	A	01/02/2017	31/01/2021	Etudes, conseils et prospectives
2	BETRANGER	Fabienne	F	Chargée de mission communication / Webmaster	B	01/10/2017	30/09/2018	Communication institutionnelle / Coopération internationale
3	HIELARD	Gaëlle	F	Cheffe de projet des politiques de bassin	A	01/04/2012	31/03/2018	Etudes, conseils et prospectives
4	LONETE	Roberte	F	Assistante de direction	C	01/06/2017	31/05/2019	Direction de la connaissance et des interventions
5	NICOLAS	Anthony	M	Chargé de mission eau et environnement	A	01/03/2016	28/02/2020	Interventions financières
6	PELUS	Lucas	M	Chargé d'études assainissement	A	01/10/2012	31/10/2020	Etudes, conseils et prospectives
7	POPULO	Aline	F	Responsable du service communication institutionnelle et sensibilisation Chargée de la coopération internationale	A	01/09/2012	31/08/2018	Communication institutionnelle / Coopération internationale
8	RAFFIN	Yona	F	Assistante de gestion	CAE	01/10/2017	30/09/2018	Etudes, conseils et prospectives

➤ **AGENTS DETACHES**

NOM	PRENOM	SEXE (F) Féminin (M) Masculin	GRADE	FONCTION	Date de recrutement	Date de titularisation dans le grade	Date de détachement
ARMEDE	Gladys	F	Adjoint administratif	Assistante de direction	16/04/2008	15/04/2009	01/11/2013
ROGISTER	Jean	M	Ingénieur territorial	Responsable de l'Observatoire de l'eau	22/11/2004	01/03/2015	01/06/2016
GRESSER	Julie	F	Ingénieur territorial	Chargée de mission connaissance et suivi des milieux aquatiques	01/03/2010	01/03/2011	29/12/2017

➤ **AGENTS EN DISPONIBILITE**

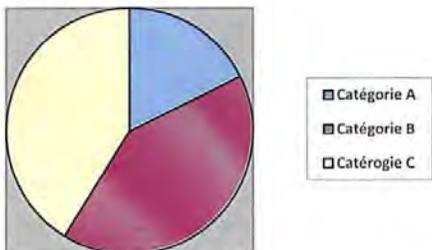
NOM	PRENOM	SEXE (F) Féminin (M) Masculin	GRADE	FONCTION	Date de recrutement	Date de titularisation dans le grade	Date de mise en disponibilité
COLOMBO	Tania	F	Adjoint administratif	Assistante de Direction	16/09/2013	16/09/2014	01/06/2017

➤ **STAGIAIRES**

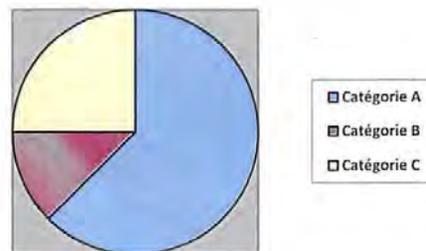
NOM	PRENOM	SEXE (F) Féminin (M) Masculin	Cursus	Objectifs du stage	Date de début de stage	Date de fin de stage	Service
MAHI	Elias	M	Master 2 Géologie Géo énergie	<ul style="list-style-type: none"> - Définir les zones propices à l'expansion des crues - Mener une enquête de terrain pour valider les informations cartographiques et identifier les gestions foncières - Faire une proposition de classement et d'aménagements adaptés à ces zones 	01/02/2017	28/08/2017	Etudes, conseils et perspectives
SMITH	Stessio	M	BTS Assistant de manager trilingue	Mise en situation en milieu professionnel au cours de laquelle l'étudiant acquiert des compétences professionnelles et met en œuvre les acquis de sa formation	09/01/2017	11/02/2017	Ressources Humaines

Diagrammes synthétisant les chiffres :

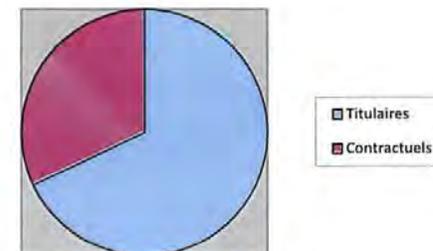
Titulaires toutes filières ODE



Contractuels toutes catégories d'emploi

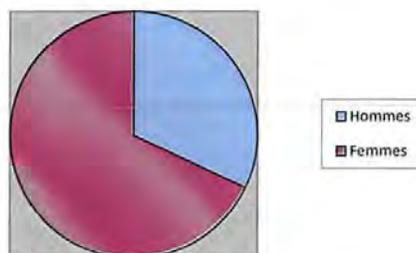


Répartition titulaires / contractuels



Nombre de stagiaires reçus en 2017 2
Nombre de recrutement temporaire 3

Répartition hommes / femmes





➤ **RECAPITULATIF DES FORMATIONS REÇUES EN 2017**

INTITULE DE LA FORMATION	LIEU DE LA FORMATION	NOMBRE D'AGENTS FORMES	NOMBRE DE JOUR / HEURES
FILIERE ADMINISTRATIVE CATEGORIE A			
Organisation politico-économique, intégration régionale et diplomatie	Fort de France	1	1 jour / 6 heures
La coopération ou les coopérations au sein de la Caraïbe	Fort de France	1	3 jours / 18 heures
La mer des Caraïbes et ses enjeux	Fort de France	1	3 jours / 18 heures
Ennéagramme initiation	Trois-Îlets	1	3 jours / 18 heures
Ennéagramme les sous types	Schœlcher	1	2 jours / 17 heures
Ennéagramme étude de panels	Schœlcher	1	1 jour / 7 heures 30
Rencontre interscol/sar (Loi littoral)	François	1	0,5 jour / 3 heures
Connaissance générale de la Caraïbe	Fort de France	1	4 jours / 24 heures
Développer les talents et les potentialités managériales dans l'encadrement de Direction	Trois-Îlets	1	21 heures
Total agents formés		2	Total heures de formation
			129 heures 30
FILIERE ADMINISTRATIVE CATEGORIE B			
Loi de finances	Fort de France	2	1 jour / 6 heures
Marché publique et développement durable	Fort de France	1	2 jours / 12 heures
La passation des marchés selon une procédure négociée	Fort de France	1	2 jours / 12 heures
Éléments de sourcing et approche de la détermination des besoins par l'analyse fonctionnelle	Fort de France	1	3 jours / 18 heures
Ennéagramme les sous types	Schœlcher	1	2 jours / 17 heures
Ennéagramme étude de panels	Schœlcher	2	1 jour / 7 heures 30

FILIERE ADMINISTRATIVE CATEGORIE B			
Stratégie financière, choix budgétaires	Fort de France	1	0,5 jour / 1 heure
Total agents formés		2	Total heures de formation
			73 heures 30
FILIERE ADMINISTRATIVE CATEGORIE C			
Ennéagramme initiation	Trois-Îlets	2	3 jours / 18 heures
Ennéagramme les sous types	Schœlcher	2	2 jours / 17 heures
Formation AKKA Informatique & Systèmes Sud	Toulouse	1	2 jours / 14 heures
Total agents formés		3	Total heures de formation
			49 heures
FILIERE ANIMATION CATEGORIE C			
Ennéagramme initiation	Trois-Îlets	1	3 jours / 18 heures
Total agents formés		1	Total heures de formation
			18 heures
FILIERE TECHNIQUE CATEGORIE A			
Loi de finances	Fort de France	1	1 jour / 6 heures
Contrôle des dispositifs ANC de 21 eh à 199 eh	Fort de France	1	4 jours / 24 heures
Comprendre et appliquer la loi Littoral en Martinique	Fort de France	3	1 jours / 6 heures
Mise en œuvre et exploitation des données de l'auto surveillance des stations d'épuration	Fort de France	1	5 jours / 30 heures
Les conséquences pour les communes et les intercommunalités de Martinique de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République	Trois-Îlets	1	0,5 jour / 3 heures

Les fondamentaux de la doctrine ministérielle	Fort de France	2	1 jour / 8 heures
Ennéagramme initiation	Trois-Îlets	2	3 jours / 18 heures
FILIERE TECHNIQUE CATEGORIE A			
Ennéagramme les sous types	Schœlcher	1	2 jours / 17 heures
Ennéagramme étude de panels	Schœlcher	2	1 jour / 7 heures 30
Rencontre interscot/sar (Loi littoral)	François	1	0,5 jour / 3 heures
Total agents formés		6	Total heures de formation
FILIERE TECHNIQUE CATEGORIE B			
Formation AKKA Informatique & Systèmes Sud	Toulouse	1	2 jours / 14 heures
Ennéagramme initiation	Trois-Îlets	1	3 jours / 18 heures
Ennéagramme les sous types	Schœlcher	1	2 jours / 17 heures
Rencontre interscot/sar (Loi littoral)	François	1	0,5 jour / 3 heures
Total agents formés		3	Total heures de formation
Total agents formés (filière administrative)		7	Total heures de formation
Total agents formés (filière animation)		1	Total heures de formation
Total agents formés (filière technique)		9	Total heures de formation
Totaux généraux (administratif et technique)		17	444,30

Analyse synthétique :

L'année 2017 a été marquée par la prise de fonction, le 1^{er} avril, de la nouvelle Directrice générale des services, Michéla ADIN.

Dès lors, de nombreux chantiers en matière de ressources humaines ont été engagés tels que le plan de formation 2017-2018, le règlement de formation, le règlement intérieur du personnel de l'ODE et de l'Observatoire de l'eau ainsi que l'adoption du nouvel organigramme qui a mené aux recrutements de collaborateurs à la Direction des ressources et des moyens généraux, au service Communication institutionnelle, au service Etudes conseils et prospectives ainsi qu'au service des interventions financières.

Ces chantiers ont permis de gagner en proximité avec les agents et de leur apporter des réponses mieux adaptées à leurs préoccupations.

Le chantier relatif au nouveau régime indemnitaire a été amorcé en 2017 par la réalisation du référentiel métier de l'ODE. Ce chantier se poursuivra en 2018.

L'équipe de l'ODE se compose au 31 décembre de 25 agents.

Une sortie de cohésion a été réalisée en fin d'année avec la découverte des Jardins partagés de l'Anse Gaïac sur le site de Grand-Case au Prêcheur. Ce projet coopératif qui a pour but de mettre en valeur un patrimoine naturel et culturel tout en sensibilisant un large public aux notions de cycle de la forêt et de cycle de l'eau ainsi qu'à des techniques agricoles basées sur le biomimétisme telles que l'agroforesterie, entrait tout naturellement en résonance avec les valeurs de l'ODE.

Cette visite s'est poursuivie par un déjeuner à l'Habitation Céron sur le site de l'Anse Céron au Prêcheur.

Cette rencontre, hors du contexte professionnel, a été l'occasion, à l'approche des fêtes de fin d'année, d'offrir des présents personnalisés à chaque agent et d'échanger sur le changement de gouvernance.

Comparatif de la masse salariale :

2016 : 1 154 421,45 €

2017 : 1 154 573,67 €

Une progression de 0,013%

FICHE 2 BILAN ACTIVITÉ 2017

Intitulé de l'activité :

Commande Publique et Affaires Juridiques

Présentation de l'équipe opérante :

Christelle SALOMON

Responsable du service de la commande publique et des affaires juridiques

Christine SINAMAL

Assistante de gestion ressources et moyens généraux

Description synthétique de l'activité :

Le service de la commande publique et des affaires juridiques a pour objectif la sécurisation juridique de l'ensemble des procédures contractuelles de l'institution (marchés publics, convention). Ses missions consistent notamment à :

1) Gérer la Commande publique

- Planifier la commande publique
- Assister les services opérationnels
- Assurer la gestion administrative et juridique des procédures de passation des marchés publics
- Assurer le suivi administratif et juridique des marchés en cours d'exécution
- Exercer une activité précontentieuse
- Assurer une veille juridique de la commande publique

2) Participer à l'élaboration des autres contrats administratifs

Bilan chiffré de l'activité pour 2017

Marchés publics

OBJET	NATURE	MONTANT € TTC	PROCEDURE	TITULAIRE
Formation d'auto-surveillance	Service	9 535,00 €	MAPA	ENGEES
Achat d'un véhicule	Fourniture	20 445,76 €	MAPA	MARTINIQUE AUTOMOBILE
Acquisition d'ordinateurs	Fourniture	3 686,00 €	MAPA	MEDIACENTER
		1 336,00 €		INFODOM
Travaux d'impression et conception de pochettes du SDAGE 2016-2021	Service	48 270,00 €	MAPA	YDC CONSULTING

Réalisation d'un audit informatique	Service	6 466,60 €	MAPA	EXODTA
Refonte, maintenance et hébergement du site internet de l'observatoire de l'eau Martinique	Service	22 134,10 €	MAPA	SYNAPSE
Refonte, maintenance et hébergement du site internet de l'Office de l'eau Martinique	Service	19 096,00 €	MAPA	SYNAPSE
Organisation du séminaire ATTENTIVE 2017	Service	25 360,79 €	MAPA	MOTS D'ICI
Conception du rapport de gestion 2016 de l'Office De l'Eau Martinique	Service	18 076,10€	MAPA	MOTS D'ICI
Assistance à Maîtrise d'ouvrage pour le réaménagement des espaces de bureau de l'ODE	Service	13 020,00€	MAPA	Groupement TERDEV et BH ANTILLES
Marché de travaux en tous corps d'état d'amélioration intérieure du siège de l'Office De l'Eau Martinique	Travaux	62 980,45 €	MAPA	CARAIB REHAB SERVICES
Mission d'étude de faisabilité pour la construction du siège de l'ODE	Service	6 998,25 €	MAPA	CED
Conception et impression d'un livret de jardinage écoresponsable destiné aux enfants	Service	9 318,54 €	MAPA	BERGER BELLEPAGE
Achat de matériel pour le projet Système d'épuration dans les DOM » 2017	Fourniture	5 092,96€	MAPA	INJINUS
Licence informatique Veeam backup et réplication	Service	6 013,51€	MAPA	C2I
Achat de 2 imprimantes pour le bâtiment technique de l'ODE	Fourniture	5 970€	MAPA	TRIMARG

Achat de mobilier de bureau	Fourniture	5 728,11 €	MAPA	ANTILLES BUREAUX
		6 858,22 €		MARTINIQUE EQUIPEMENT CONSEIL
La réalisation d'analyses chimiques sur eau, sédiment et biote des milieux aquatiques d'eau douce superficielle du bassin hydraulique de la Martinique	Service	Montant estimé : 443 463,97 € TTC/an	PROCEDURE FORMALISEE	Groupement LTA MARTINIQUE LDA DRÔME CREOCEAN

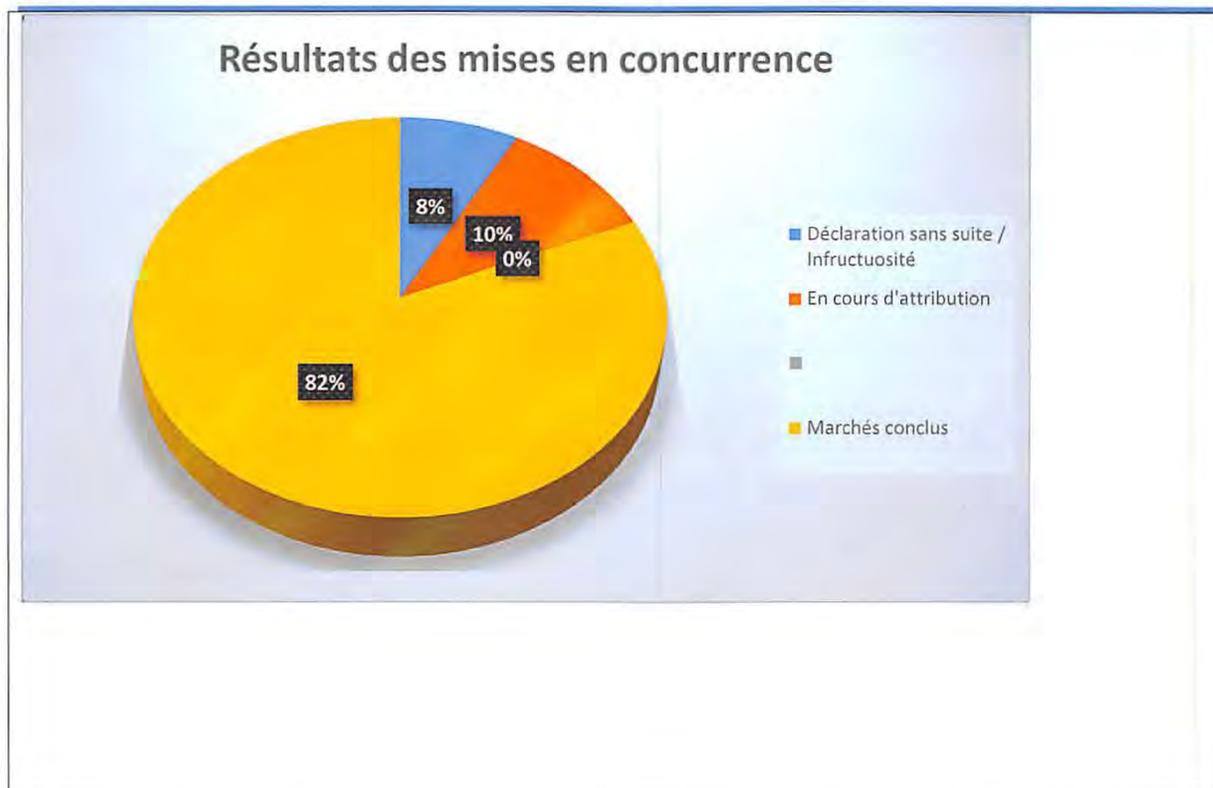
Conventions de partenariat aux fins de recherche ou à la mise en place d'actions d'information, de sensibilisation et de préservation des milieux aquatiques et littoraux

OBJET DES CONVENTIONS DE PARTENARIAT	PARTENAIRES
Convention pour l'adaptation d'une filière ANC au contexte local martiniquais suivi in-situ du dispositif "jardi-assainissement FV-FH" Aquatiris entre l'ODE Martinique et NEOPHILIA	NEOPHILIA
Etude de la contamination des eaux côtières de la Martinique par les nutriments	IFREMER
Convention de partenariat 2017 dans le cadre de la lutte contre les atteintes portées à l'environnement	ENTREPRISES ENVIRONNEMENT
Convention de recherche et développement partagés suivi de la qualité des eaux souterraines de Martinique 2017-2018	BRGM
Assistance à Maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre du ROCCH en Martinique	IFREMER
Appui au pilotage pour le suivi de la caractérisation de la contamination par la chlordécone des eaux et des sols du bassin versant pilote martiniquais du Galion	CIRAD
Convention de partenariat pour la mise en place d'opérations visant à la réduction de l'utilisation du glyphosate et autres produits phytosanitaires usages non agricoles	FREDON
Convention de partenariat relative à l'évaluation de l'efficacité des dispositifs de réduction des émissions de fongicide post récolte	IT2
Convention constitutive d'un groupement de commandes pour la réalisation de missions d'AMO GEMAPI	DEAL
Convention de financement pour la réalisation du suivi chimique et biologique des eaux littorales en Martinique dans le cadre du RNO - REPOM 2016 -2017 entre l'ODE Martinique et la DEAL	DEAL
Convention de financement pour la réalisation du suivi chimique et biologique des eaux littorales en Martinique dans le cadre du RNO - REPOM 2017 -2018 entre l'ODE Martinique et la DEAL	DEAL
Convention de financement pour la réalisation de travaux d'impression et de confection d'une pochette cartonnée contenant le SDAGE 2016- 2021 de la Martinique et ses annexes entre l'ODE Martinique et la DEAL	DEAL
Convention de partenariat 2017-2022 pour la mise en place d'actions de préservation, valorisation des zones humides	UICN/PRZHT
Convention de partenariat DEAL/ODE 2017-2022	DEAL
Convention de partenariat 2017-2022 Conservatoire du Littoral	CONSERVATOIRE DU LITTORAL

Convention de partenariat 2017-2022	PNRM/ONF
Convention de recherche & Développement partagés relative à la définition des valeurs de référence spécifiques en cuivre dans les sédiments des bassins versants du centre et du Sud de la Martinique, à la caractérisation en dangerosité des sédiments d'un site et à la recherche des voies de valorisation des matériaux dragues	BRGM/DEAL
Convention Plan Ecophyto II à la Martinique pour la réalisation d'un livret écophyto junior	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LA MARTINIQUE
Convention de partenariat de recherche relative à l'Etude Poisson Colle Roche Sicydium Sentinelle	ENTPE/ ODE 971
Convention pluriannuelle de partenariat 2016-2021 sur la qualité du plan d'eau de la Manzo	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Convention de recherche partagée relative à une étude préliminaire à la mise en place d'un bio-indicateur de l'impact des eaux usées sur les mangroves (Martinique)	AQUASEARCH
Convention de recherche relative à la définition des volumes prélevables en Martinique	BRGM/DEAL
Evaluation de l'impact de l'écrevisse exotique	CNRS/DEAL

Diagrammes synthétisant les chiffres :





Analyse synthétique :

Dans le cadre de la réforme du droit de la commande publique entrée en vigueur le 1er avril 2016, la dématérialisation des procédures de marchés publics est devenue obligatoire depuis le 1er avril 2017 pour les centrales d'achat et le sera à partir du 31 octobre 2018 pour les autres acheteurs.

Par conséquent, l'utilisation du profil acheteur, qui sera un pivot de la dématérialisation mais aussi de la démarche d'open data des données essentielles des contrats de la commande publique, deviendra incontournable.

Afin de se préparer à cette échéance et parce que l'établissement est conscient de l'intérêt de disposer d'un profil acheteur (gain de temps, accès simplifié à la commande publique, meilleure mise en concurrence), l'ODE a en mai 2017 mis en place sa plateforme de dématérialisation des marchés publics conforme à l'environnement réglementaire en la matière et accessible à l'adresse internet suivante : <http://eau-martinique.e-marchespublics.com/>

Cette plateforme a permis la mise en ligne des dossiers de consultation des entreprises, la réception des offres électroniques de façon sécurisée, la gestion des registres de retrait et de dépôt des offres, la publication des avis d'appel public à concurrence. Elle a également permis de communiquer avec les candidats tout au long des procédures (demande de précisions sur les offres, notifications de rejet d'offres, d'attribution de marché...).

Accessible via le portail e-marchépublic.com, qui bénéficie d'une large audience avec 650 000 visiteurs par mois et 520 000 entreprises abonnées, l'outil a largement contribué à améliorer la qualité des achats de l'établissement.

En 2017, 38 consultations ont été lancées par le service. Les procédures de passation mises en œuvre ont été fonction de la valeur estimée du besoin par rapport aux seuils européens en vigueur au 1er janvier de l'année 2017, soit 209 000 € HT pour les marchés de fournitures et de services et 5 225 000 € HT pour les marchés de travaux.

Mode de passation des marchés

36 consultations qui ont été passées selon une procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n°2016-360 relatif aux marchés publics (montant estimé de l'achat inférieur aux seuils européens).

2 consultations passées selon une procédure formalisée en application de l'article 25 de ce même décret (montant estimé de l'achat supérieur aux seuils européens)

Résultat de la mise en concurrence

Pour rappel, **38** consultations lancées en 2017.

3 procédures n'ont pas donné lieu à une attribution pour les motifs suivants :

- l'achat de licences et l'installation d'un serveur de messagerie pour l'Office De l'Eau Martinique → Procédure déclarée sans suite pour motif d'intérêt général

- mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre de la refonte du site internet de l'Office De l'Eau Martinique (ODE) → Procédure déclarée infructueuse

- La conception, la réalisation et la production d'un film court pour l'Office De l'Eau Martinique → Procédure déclarée infructueuse

4 procédures ont été lancées en fin d'année 2017 et n'ont pu donner lieu à une attribution au cours de cette année.

31 consultations ont donné lieu à la conclusion de marchés publics.

- 13 consultations, relatives à des achats de très faible montant (inférieurs à 5 000€ TTC) ont été formalisées sur la base de devis, la forme écrite du marché n'étant obligatoire qu'à partir de 25 000€ HT. Ils représentent une dépense totale de 7 321,89 € TTC.

-18 consultations ont donné lieu à la conclusion d'un marché écrit, compte tenu de leur montant (< 25 000€ HT) ou au regard de leur enjeu nécessitant la rédaction de clauses contractuelles.

L'Office de l'Eau Martinique a, au titre des missions qui lui sont dévolues par les lois et règlements en vigueur et codifiées aux articles L213-12 et R 213-62 du code de l'environnement, conclu **23** conventions de partenariat aux fins de recherche ou pour la mise en place d'actions d'information, de sensibilisation et de préservation des milieux aquatiques et littoraux.

FICHE 3 BILAN ACTIVITÉ 2017

Intitulé de l'activité :

Service Comptabilité et Moyens Logistiques

Présentation de l'équipe opérante :

Jean-Michel MARCELLIN : Directeur des Ressources et Moyens Généraux

Guylène MARTIAL : Responsable du service comptabilité et logistique

Christine SINAMAL : Assistante de gestion du service

Serge LALOUPE : Assistant technique polyvalent

Description synthétique de l'activité :

Le service Comptabilité et Moyens Logistiques fait partie des principales fonctions ressources de l'ODE.

Sur le plan de la comptabilité, il assure la gestion des comptes en relation avec les services du Payeur Territorial et veille à la santé financière de l'établissement. En plus de la gestion quotidienne, il coordonne les opérations de fin d'exercice et l'élaboration des documents budgétaires (Budget Primitif, Budget Supplémentaire, Décisions modificatives et Compte Administratif). Il est en relation tant avec les services de l'ODE qu'avec les partenaires extérieurs (fournisseurs, les bénéficiaires de subventions, collecteurs de redevances...).

Sur le plan de la logistique, le service accompagne l'ensemble des acteurs de l'organisation dans le but de faciliter leur activité. Cette fonction, très transversale, concerne des activités qui vont de la mise à disposition des fournitures de bureau à la gestion du parc automobile, en passant par la gestion de stocks, le nettoyage des locaux ainsi que les missions de vagemestre.

L'année 2017 a été marquée par l'entrée en vigueur d'une nouvelle organisation des services de l'ODE. A la faveur de cette dernière, certaines activités logistiques ont été reprises en régie telles que l'entretien des espaces verts ou le nettoyage des véhicules.

Le service comptabilité et logistique a par ailleurs initié des chantiers majeurs pour le travail en transversalité de toutes les directions à l'image de la modernisation des moyens téléphoniques. Une vaste opération de réaménagement des locaux actuels a également été lancée, mettant à contribution l'ensemble des agents et particulièrement le service logistique dans la mesure où les travaux ont été réalisés sans fermeture des locaux.

Les prochains chantiers du service concerneront la mise en place d'une comptabilité analytique et d'une structuration budgétaire mieux adaptée à la nouvelle organisation des services et aux enjeux de pluriannualité des interventions.

Bilan chiffré de l'activité pour 2017 :

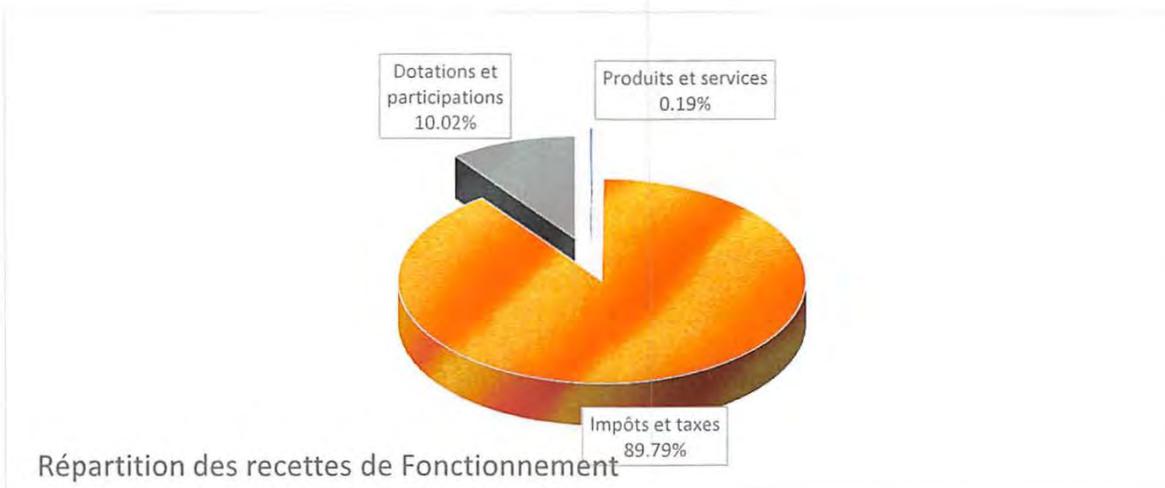
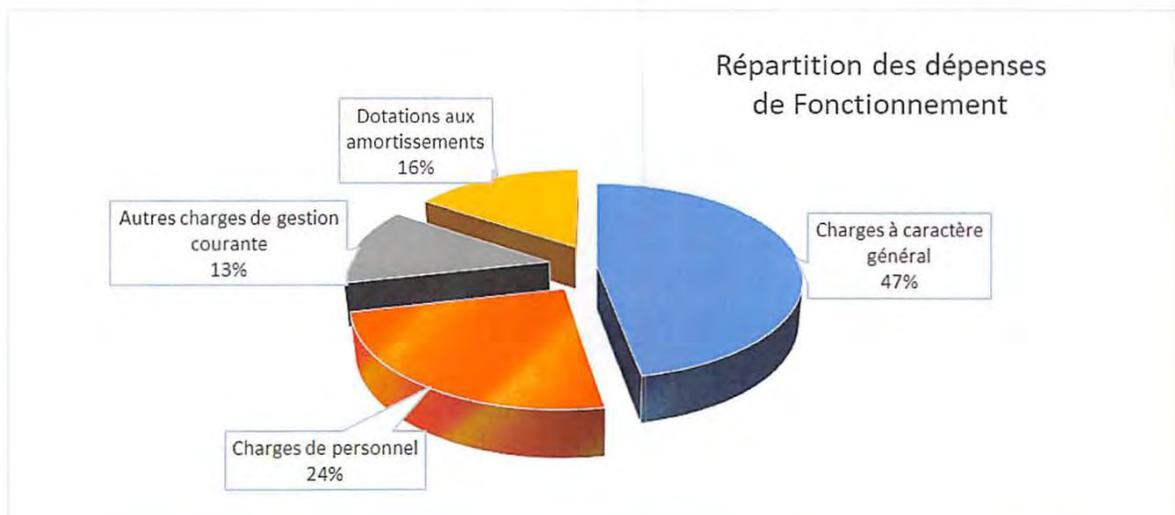
REPARTITION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT		
Chapitre		Montant en €
011	Charges à caractère général	2 348 006.31
012	Charges de personnel	1 222 647.77
65	Autres charges de gestion courante	639 793.54
042	Dotations aux amortissements	785 810.48
		4 996 258.10

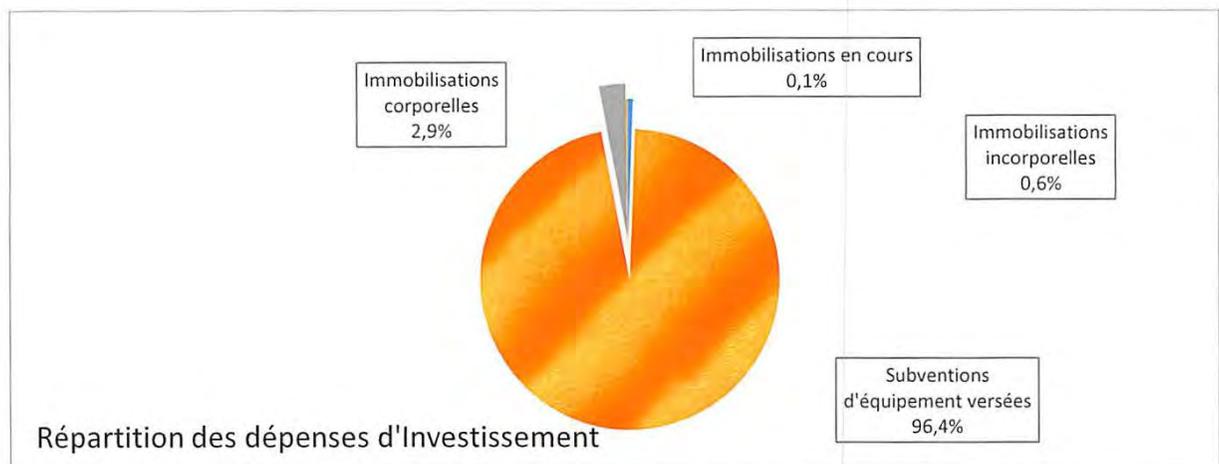
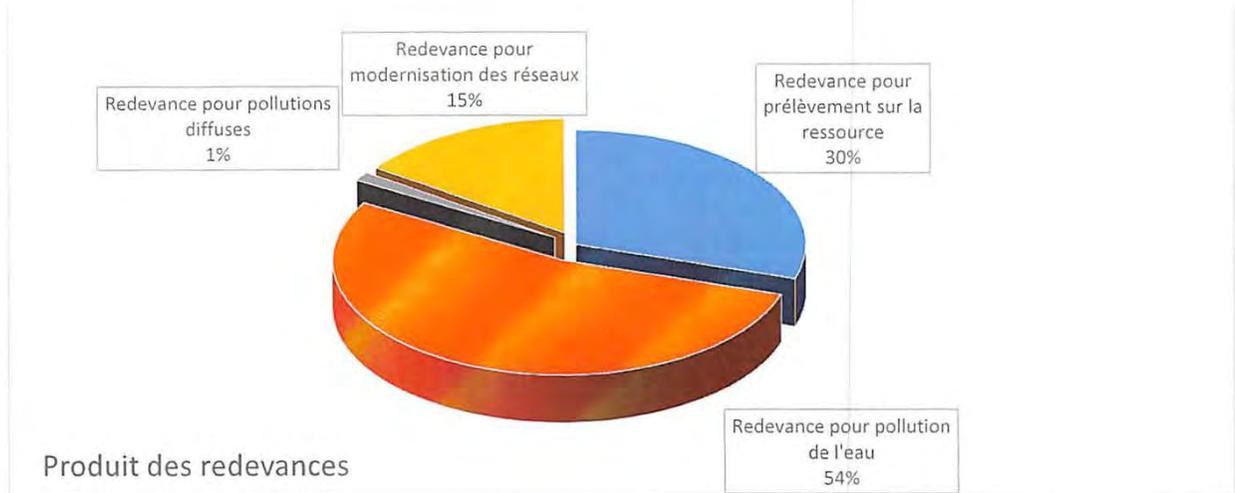
REPARTITION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT		
Chapitre		Montant en €
70	Produits et services	18 640.66
73	Impôts et taxes	8 927 802.03
74	Dotations et participations	996 188.60
		9 942 631.29

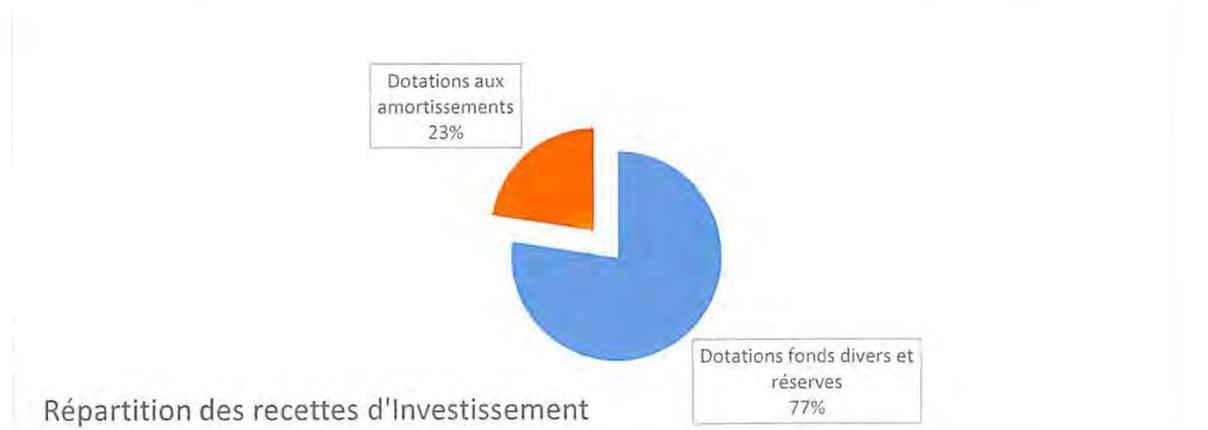
REPARTITION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		
Chapitre		Montant en €
20	Immobilisations incorporelles	14 982.32
204	Subventions d'équipement versées	2 428 696.28
21	Immobilisations corporelles	72 605.65
23	Immobilisations en cours	3 149.02
		2 519 433.27

REPARTITION DES RECETTES D'INVESTISSEMENT		
Chapitre		Montant en €
10	Dotations fonds divers et réserves	2 696 556.93
040	Dotations aux amortissements	785 810.48
		3 482 367.41

Diagrammes synthétisant les chiffres







Analyse synthétique :

L'ODE c'est 1633 mandats de paiement et 176 titres de recettes ont été émis en 2017. 536 factures ont été traitées, dans un délai moyen de paiement inférieur à 14 jours.

Le résultat de la section de fonctionnement s'établit à 4 946 373,19 €.

Les recettes de fonctionnement proviennent principalement du produit des redevances perçues pour 8 927 802.03 € (soit 87,79% des recettes de fonctionnement) et de la participation versée par l'Agence Française pour la biodiversité (AFB) pour (10,02 % des recettes de fonctionnement).

Le résultat de la section d'investissement s'établit à 962 934,14 €.

Au cours de l'exercice 2017, les financements accordés aux collectivités et aux usagers privés ont représenté 12,80 % des dépenses de fonctionnement et 96 % des dépenses d'investissement.

Tableau budgétaire de l'activité 2017

L'exercice comptable 2017 permet de dégager un résultat positif de 5 909 307,33 €.

	Dépenses	Recettes
Section de Fonctionnement	4 996 258.10 €	9 942 631.29 €
Section d'Investissement	2 519 433.27 €	3 482 367.41 €
Total	7 515 691.37 €	13 424 998.70 €
Résultat	+ 5 909 307,33 €.	

C-INTERVENTIONS FINANCIERES/ REDEVANCES

FICHE 4 BILAN ACTIVITÉ 2017

Intitulé de l'activité :
Service Interventions Financières – Pôle redevances

Présentation de l'équipe opérante :

Anthony NICOLAS, Coordonnateur du service Interventions, Ingénieur Eau-Environnement
Stéphane LOUIS-JOSEPH, Instructeur/Contrôleur des redevances
Lina OSEMAT, Assistante de gestion du service.

Description synthétique de l'activité :

L'Office De l'Eau Martinique attribue des participations financières aux actions entreprises par les collectivités et les usagers privés. En contrepartie et en application de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006, il perçoit des redevances auprès des personnes publiques ou privées.

Depuis le 1^{er} janvier 2005, l'Office perçoit une redevance annuelle prélevée sur les personnes qui prélèvent directement de l'eau dans le milieu naturel, qu'il s'agisse d'eau superficielle, d'eau de source, d'eau de nappe. L'assiette de la redevance est le volume d'eau prélevé dans le milieu naturel au cours d'une année civile du 1^{er} janvier au 31 décembre, destiné à l'alimentation en eau potable, à l'irrigation des terres agricoles ou à la réalisation d'autres activités économiques.

Au 1^{er} janvier 2008, ont été établies les nouvelles redevances de bassin ci-après :

- Pour pollution de l'eau, domestique, non domestique et activité d'élevage,
- Pour modernisation des réseaux de collecte, domestique, non domestique,
- Pour pollutions diffuses,
- Pour stockage d'eau en période d'étiage,
- Pour obstacle sur les cours d'eau,
- Pour protection du milieu aquatique.

Les éléments nécessaires au calcul de la redevance de l'année (n) doivent être déclarés à l'Office de l'Eau avant le 1^{er} avril de l'année (n+1)

En 2017, Le pôle redevances a suivi deux marchés pour la réalisation d'un contrôle comptable relatif à la perception et au reversement des redevances :

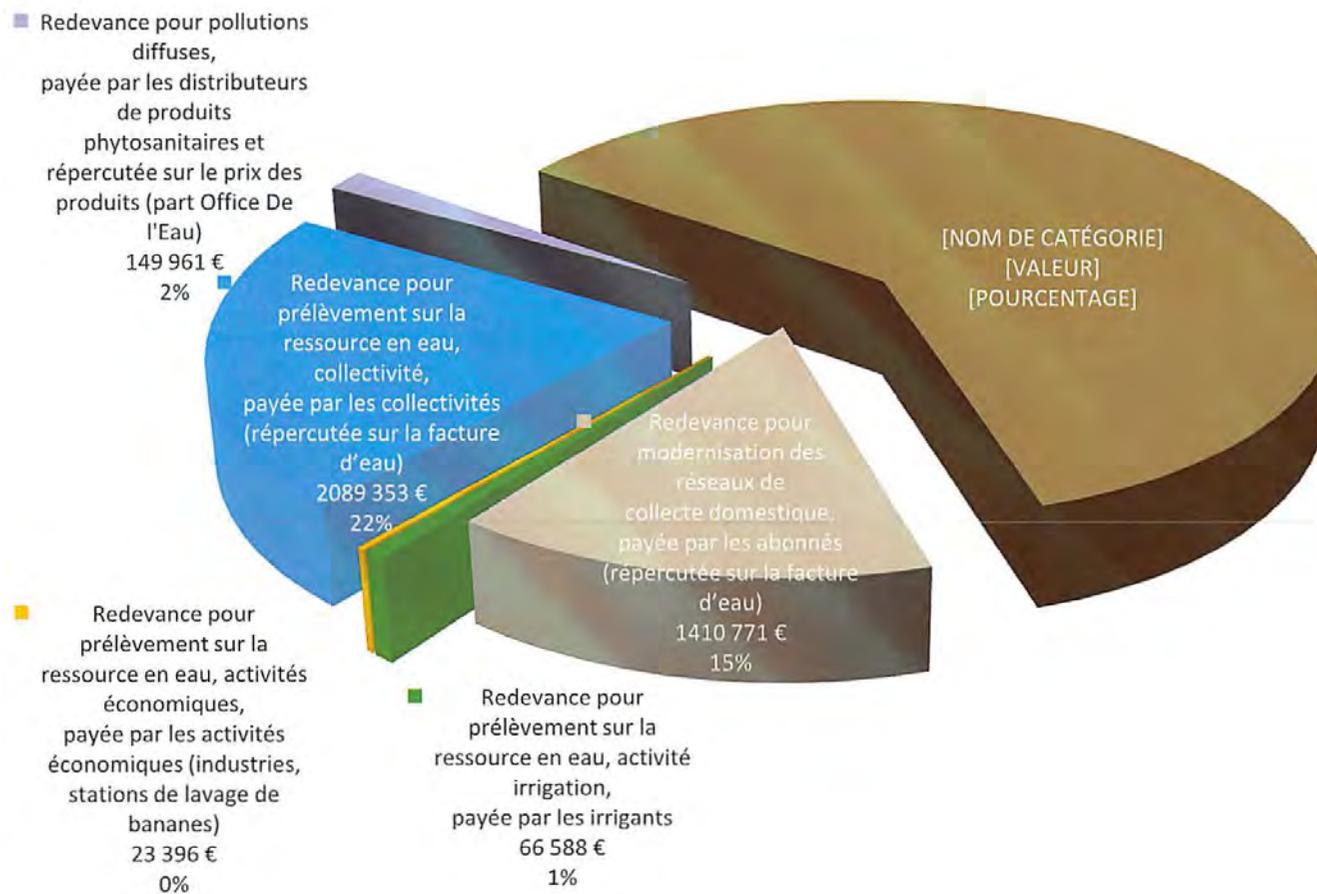
- *redevance pour pollutions diffuses*
- *redevance pour prélèvement sur la ressource en eau usage AEP, redevances pour pollution de l'eau et modernisation des réseaux de collecte domestique*

L'objectif de la mission de contrôle demandée aux prestataires était de vérifier l'adéquation des déclarations de redevances aux écritures comptables pour les trois précédents exercices. En cas de différentiel, le prestataire doit fournir un argumentaire permettant à l'Office d'effectuer un redressement le cas échéant (résultats attendus au 1^{er} semestre 2018).

Bilan chiffré de l'activité pour 2017

**Tableau 1 - Répartition des redevances de bassin
Campagne 2017 sur l'exercice 2016**

TYPE DE REDEVANCE		2016	
		Recettes	Répartition %
1	Redevance pour pollutions diffuses payée par les distributeurs de produits phytosanitaires et répercutée sur le prix des produits (part Office De l'Eau)	149 961 €	1,6%
2	Redevance pour pollution domestique payée par les abonnés (répercutée sur la facture d'eau)	5 732 677 €	60,5%
3	Redevance pour modernisation des réseaux de collecte domestique payée par les abonnés (répercutée sur la facture d'eau)	1 410 771 €	14,9%
4	Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau, activité irrigation payée par les irrigants	66 588 €	0,7%
5	Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau, activités économiques payée par les activités économiques (industries, stations de lavage de bananes)	23 396 €	0,2%
6	Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau, collectivités payée par les collectivités (répercutée sur la facture d'eau)	2 089 353 €	22,1%
TOTAL		9 472 746 €	



PRIME aux SPANC

Conformément aux dispositions de l'article L. 213-10-3 du code de l'environnement, l'Office De l'Eau peut accorder chaque année aux communes ou à leurs groupements une prime au titre de leurs compétences en matière de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Le calcul de la prime est basé sur 4 critères :

- Le diagnostic de l'existant,
- Le contrôle périodique de bon fonctionnement (ce contrôle n'est pas encore effectif en Martinique),
- Le contrôle de conception et d'implantation,
- Le contrôle de réalisation des travaux.

Les tableaux suivants recensent le nombre de contrôles effectués pour chaque critère en 2016 :

Tableau 2 - PRIME aux SPANC

DIAGNOSTIC DE L'EXISTANT			
	CAP NORD	ESP. SUD	ODYSSI*
nombre de contrôles	2731	188	224
coefficient de périodicité*	1	1	1
taux ODE	15 €		
MONTANT DE LA PRIME	40 965 €	2 820 €	3 360 €

* Un contrôle périodique sera ensuite effectué au minimum tous les 4 ans et au maximum tous les 10 ans. Chaque SPANC définit sa périodicité.

PÉRIODIQUE DE BON FONCTIONNEMENT*			
	SCNA	SICSM	ODYSSI
nombre de vidanges	0	0	0
taux ODE	15 €		
MONTANT DE LA PRIME	0 €	0 €	0 €

*Ce contrôle n'est pas effectif dans les Spanc

DE CONCEPTION et D'IMPLANTATION			
	CAP NORD	ESP. SUD	ODYSSI
nombre	367	806	367
taux ODE	9 €		
PRIME	3 303 €	7 254 €	3 303 €

DE RÉALISATION DES TRAVAUX			
	CAP NORD	ESP. SUD	ODYSSI
nombre	41	153	0
taux ODE	21 €		
PRIME	861 €	3 213 €	0 €

PRIME TOTALE	4 164 €	10 467 €	3 303 €
---------------------	----------------	-----------------	----------------

PRIME CONTRÔLE AU SPANC				
	CAP NORD	ESP. SUD	ODYSSI	TOTAL
Diagnostic de l'existant	40 965 €	2 820 €	3 360 €	43 785 €
Périodique de bon fonctionnement	0 €	0 €	0 €	0 €
De conception et d'implantation	3 303 €	7 254 €	3 303 €	10 557 €
De réalisation des travaux	861 €	3 213 €	0 €	4 074 €
MONTANT DE LA PRIME	45 129 €	13 287 €	6 663 €	58 416 €

Analyse synthétique :

En 2016, le montant global des redevances (tous usages confondus) s'est élevé à 9 472 746 €, dont 9 232 800 € en provenance des factures d'eau (soit 97 %).

Par rapport à l'exercice 2015, ce montant global est en baisse de 6 % : arrêt des ventes de produits phytosanitaires par certains distributeurs, diminution des prélèvements tous usages confondus.

L'activité 2017 du pôle Redevances a été marquée par :

Le suivi des campagnes de contrôle comptable :

Les premières conclusions montrent que des réajustements sont nécessaires pour la SME sur les redevances pour pollution et modernisation des réseaux de collecte.

Quelques données sur le contrôle des distributeurs de produits phytopharmaceutiques ; sur 39 entités auditées :

- seules 18 possèdent un agrément,
- 20 possèdent un certi-phyto tandis que 10 procèdent à des ventes sans certi-phyto,
- seules 5 peuvent procéder à la traçabilité de leurs ventes de produits phytosanitaires,
- Seules 18 surfaces de vente ont procédé à une mise sous vitrine sécurisée de leurs produits phytosanitaires.
- 21 ont des écarts identifiés sur les quantités vendues et déclarées.

La synthèse finale des rapports est en cours de rédaction.

Les conventions ODE / Exploitants :

Avec la mise en œuvre du 3ème programme d'interventions, l'Office de l'Eau a signé avec chaque exploitant du service d'eau potable et/ou d'assainissement une convention relative aux modalités de reversement des redevances pour prélèvement sur la ressource en eau, pour pollution de l'eau d'origine domestique et pour modernisation des réseaux de collecte perçues en application des articles L.213-14, L.213-10-6 et L.213-10-9 du code de l'environnement

La présente convention, qui intègre désormais la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau, a pour objet de préciser le calendrier et les modalités de reversement sous la forme d'acomptes, ainsi que celles de l'établissement du solde à reverser des redevances encaissées par l'exploitant auprès de ses abonnés.

Les contrôles sur site :

Sur les neuf contrôles sur site effectués pour la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau, le pôle Redevances a redressé un dossier pour l'usage irrigation, d'un volume de 591 694 m3 non déclaré, pour un montant de 2 958 €.

La collecte des données prélèvements 2015 BNPE

L'Office de l'Eau a contribué à la diffusion des données de prélèvement sur la ressource en eau. Ce rapportage se fait sur les années n-2.

L'ensemble des données est accessible sur <http://www.bnpe.eaufrance.fr>

FICHE 5 BILAN ACTIVITÉ 2017

Intitulé de l'activité :

Service Interventions Financières – Pôle subventions

Présentation de l'équipe opérante :

Anthony NICOLAS, Coordonnateur du service Interventions, Ingénieur Eau-Environnement
Péguy BOURGEOIS, Instructeur/Contrôleur des subventions, Technicien Eau-assainissement
Lina OSEAT, Assistante de gestion du service.

Description synthétique de l'activité :

La mise en place du pôle subventions du service des Interventions financières répond aux exigences du Code de l'Environnement. Ce dernier fixe, pour les Offices de l'Eau des départements d'outre-mer, plusieurs missions dont la « programmation et le financement d'actions et de travaux » permettant de concourir à l'amélioration de la qualité des masses d'eau.

Le pôle subventions du service des Interventions financières a pour mission principale d'assurer le pilotage du programme d'aides financières de l'ODE. Son activité se traduit par :

- La mise en œuvre du programme d'aide du 3^e PPI,
- L'instruction et la gestion des dossiers de demandes d'aides,
- L'accompagnement administratif des porteurs de projet.

Ce pôle d'activité est une interface pour un grand nombre d'interlocuteurs : les bénéficiaires directs y déposent leurs dossiers de financement, il participe à des réflexions sur l'élaboration de stratégies de financement efficaces avec d'autres partenaires (à l'échelle de l'île, sur des branches d'activité spécifiques).

L'activité du pôle des subventions émerge sur tous les Axes du 3^e PPI et répond à la majorité des objectifs du SDAGE et des Orientations Fondamentales du Programme De Mesures du SDAGE. En effet, le financement des actions ciblées du programme de mesures est assuré pour partie par le PPI.

Bilan chiffré de l'activité pour 2017 :

Tableau 1- Ventilation des attributions d'aide selon l'axe du PPI (projets entraînant la création d'un engagement financier)

	Nombre de dossiers	Montant projet	Volume d'aides voté	Dotation initiale	% Consommation
Axe 1 : Connaître et faire connaître	8	362 355,00 €	65 001,00 €	243 333,33 €	27%
Axe 2: Gouvernance de bassin	5	355 615,00 €	145 358,00 €	450 500,00 €	32%
Axe 3 : satisfaire les usages en eau	8	2 829 558,98 €	725 833,00 €	2 130 500,00 €	34%
Axe 4: Réduire les pollutions	9	4 846 739,00 €	954 979,00 €	3 327 500,00 €	29%
Axe 5 : Milieux aquatiques	4	111 299,00 €	40 995,00 €	773 083,33 €	5%
Total	34	8 505 566,98	1 932 166,00	6 924 916,67 €	28%

Tableau 2- Répartition des dossiers par type de décision

	Nombre de dossiers	Montant projet	Volume d'aides voté
Attribution	27	3 952 317,98 €	1 030 649,00 €
Annulation	1	0,00 €	0,00 €
Rejet	5	544 227,04 €	0,00 €
Avance	2	10 000,00 €	5 000,00 €
Complément	7	4 553 249,00 €	901 517,00 €
Prorogation	27	0,00 €	0,00 €
Sursis à statuer	3	452 421,01 €	0,00 €
Modification de plan de financement	1	0,00 €	0,00 €
Total	73	9 512 215,03 €	1 937 166,00 €

Tableau 3- Répartition des dossiers par type de bénéficiaire

	Nombre de dossiers	Montant projet	Volume d'aides voté	% du total
Public	46	7 297 650,50 €	1 787 085,00 €	92,5%
Entreprises	10	1 437 527,82 €	86 095,00 €	4,5%
Agricole	3	3 698,71 €	740,00 €	0,04%
Association	14	773 338,00 €	58 246,00 €	3,0%
Total	73	9 512 215,03 €	1 932 166,00 €	

Tableau 4- Répartition temporelle des demandes

	Nombre de dossiers	Montant projet	Volume d'aide voté	Type de décision							
				Attribution	Annulation	Rejet	Avance	Complément	Prorogation	Sursis à statuer	Modification du plan de financement
CA du 17 Mars 2017	1	362 111,00 €	12 000,00 €	1	0	0	0	0	0	0	0
CA du 23 Mai 2017	19	1 226 347,52 €	144 531,00 €	10	1	3	0	1	1	3	0
CA du 24 Juillet 2017	7	798 067,50 €	218 077,00 €	4	0	1	1	1	0	0	0
CA du 20 Octobre 2017	21	7 125 689,01 €	1 557 558,00 €	12	0	1	1	5	2	0	0
CA du 18 décembre 2017	25	0,00 €	0,00 €	0	0	0	0	0	24	0	1
Total	73	9 512 215,03	1 932 166,00	27	1	5	2	7	27	3	1

Diagrammes synthétisant les chiffres :

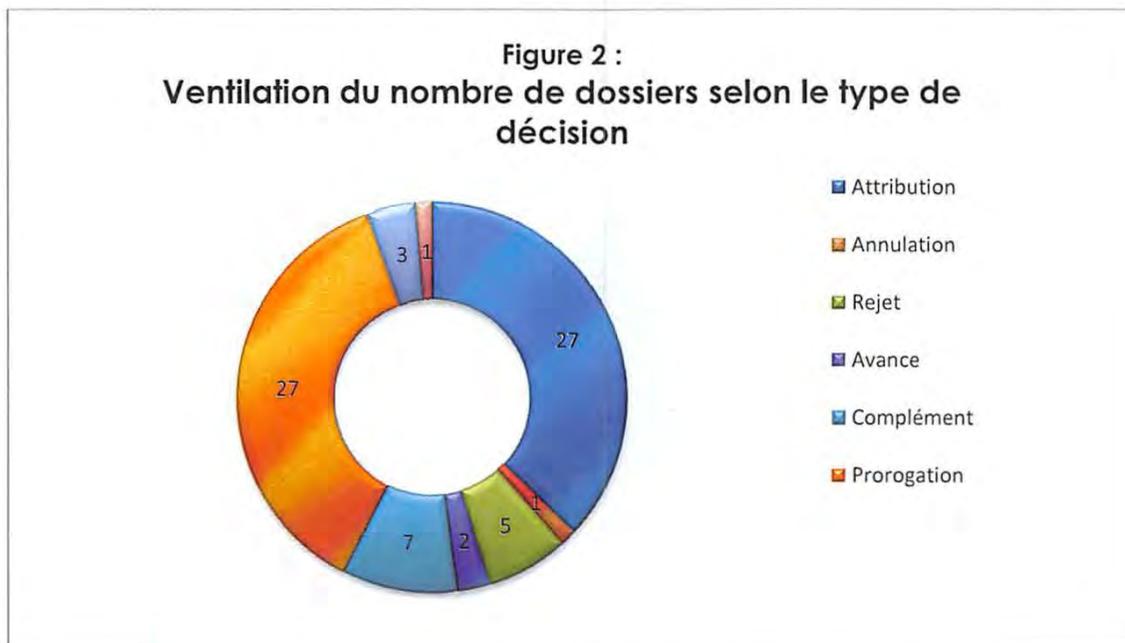
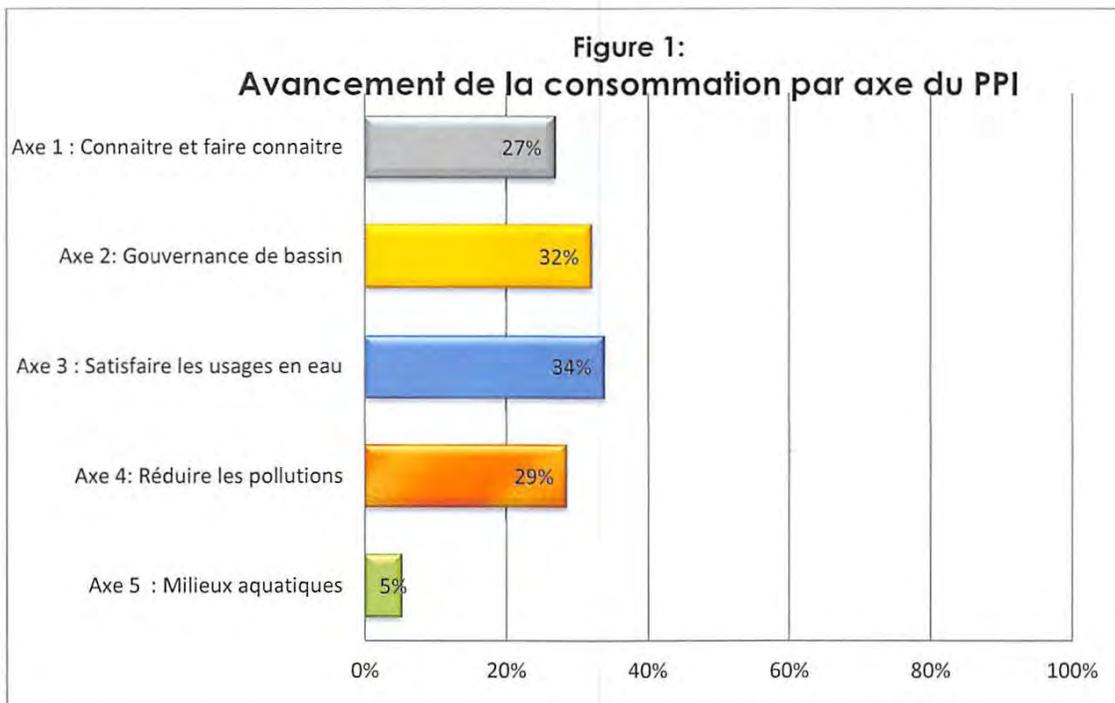


Figure 1

Figure 3 :
Répartition des dossiers selon le type de bénéficiaire

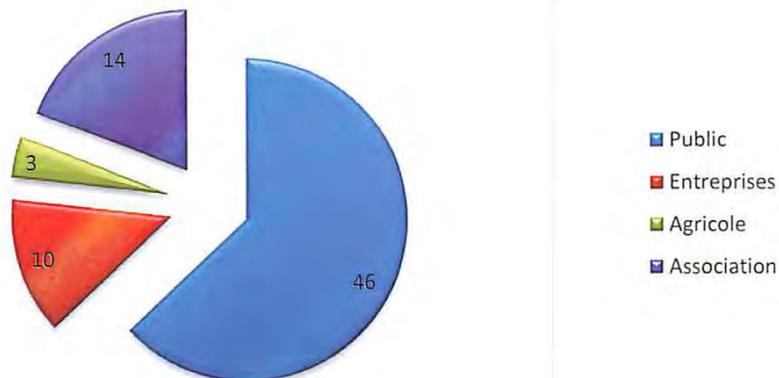
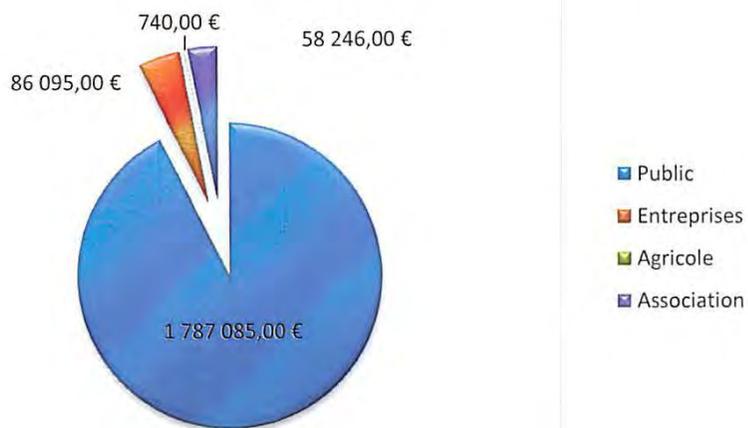
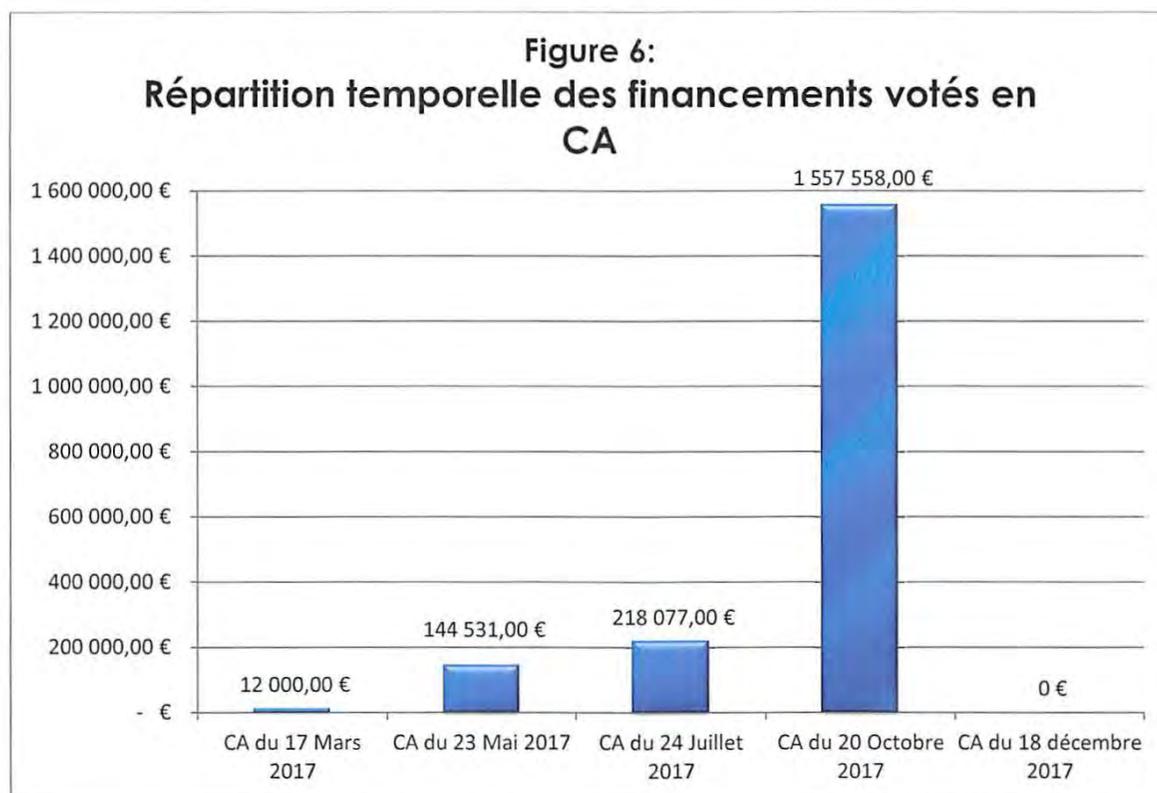
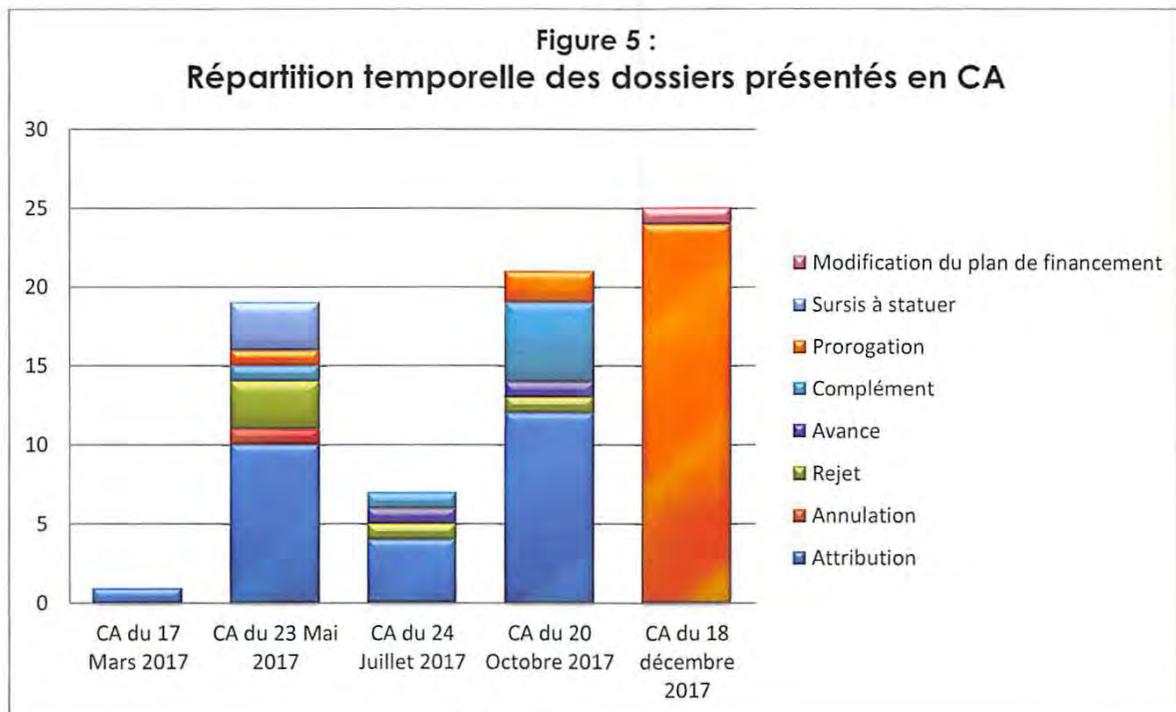


Figure 4 :
Ventilation des financements selon le type de bénéficiaire





Analyse synthétique :

L'activité 2017 du pôle des subventions a été marquée par plusieurs évènements qui ont impacté ses résultats. On pourra retenir comme faits marquants la mise en œuvre du 3^e programme d'interventions de l'Office de l'Eau, la prise de compétence eau/assainissement des communautés d'agglomération, et la mise en œuvre du plan d'apurement des conventions de financement. Cette activité singulière est retranscrite à travers les différents résultats détaillés ci-après.

Mise en œuvre du 3^e PPI

L'année 2017 marque l'entrée en vigueur du 3^e PPI de l'Office de l'Eau. Son dispositif d'aide a notamment introduit des **critères de bonification** environnementaux qui impactent positivement les taux d'intervention de l'Office. Ainsi, **2 dossiers** ont bénéficié en 2017 de l'obtention d'au moins une bonification du taux de financement.

L'appropriation progressive du nouveau programme par les bénéficiaires devrait aboutir à une augmentation des dossiers bonifiés dans les prochains mois.

Décisions du CA

Les paramètres de suivi du pôle traduisent une activité globalement en retrait par rapport à l'année 2016. En effet **73 décisions** ont été prises en Conseil d'Administration, dont 34 attributions (contre 82 décisions dont 50 attributions en 2016). De plus, les décisions d'attribution pour l'année 2017 (regroupant attribution initiale ou exceptionnelle et complément) représentent un volume total d'aides voté de **1 932 166,00€** contre 4 666 504,00€ en 2016 (soit une diminution de 58,6 %).

Mandaterments

Au cours de l'exercice 2017, le pôle subventions a édité **44** propositions de mandatement pour un montant total de **2 677 087,78€** (contre 83 en 2016 représentant un montant total de 8 230 673,00€).

Il est à noter que plusieurs demandes de versement (intermédiaire ou final) n'ont pas pu être effectuées en fin d'année 2017 car rattachées à des conventions de financement caduques. Cette situation a entraîné un décalage dans le traitement de ce type de demande.

Visite et contrôle terrain :

Sur l'année 2017, **une trentaine de visites ou contrôles** terrains ont été réalisés tant chez les partenaires privés (SNEMBG, Batimat bétons, exploitation agricoles, Prochimie, Ozanam, Marina du Marin...) qu'auprès des partenaires publics (EPCI, SMTVD, ADEME, CCIM, Commune de Sainte Marie...).

Tableau budgétaire de l'activité 2017 :

	Enveloppe budgétaire ODE prévisionnel	Volume d'aides voté	Taux d'exécution (€)
Axe 1 : Connaître et faire connaître	243 333,33 €	65 001,00 €	27%
Axe 2: Gouvernance de bassin	450 500,00 €	145 358,00 €	32%
Axe 3 : satisfaire les usages en eau	2 130 500,00 €	725 833,00 €	34%
Axe 4: Réduire les pollutions	3 327 500,00 €	954 979,00 €	29%
Axe 5 : Milieux aquatiques	773 083,33 €	40 995,00 €	5%
Total	6 924 916,67 €	1 932 166,00	28%

En 2017, le taux de consommation global des dotations initiales s'élève à 28%. Deux phénomènes expliquent cet état de réalisation :

- L'année 2017 se traduit par une prise des compétences eau/assainissement des Communautés d'agglomération par application de la loi NOTRe. Ce transfert de compétence a induit un gel temporaire de la commande publique sur les travaux d'infrastructure.
- La mise en œuvre du plan d'apurement des conventions de financement au mois de Novembre 2017. Cette phase a entraîné un report des dossiers présentés pour attribution à l'année 2018 afin de réserver le dernier Conseil d'administration de l'année 2017 au traitement des demandes de prorogations.

On peut toutefois espérer un redémarrage de l'activité des EPCI qui, dans le cadre du plan Eau DOM, construisent leurs contrats de progrès. Cette feuille de route visant la programmation des investissements en eau/assainissement permettra de bénéficier d'une bonification des financements locaux et nationaux.

D-ÉTUDES, CONNAISSANCES ET CONSEILS

FICHE 6 BILAN ACTIVITÉ 2017

Intitulé de l'activité :

Expertise et assistance technique aux opérateurs

Présentation de l'équipe opérante :

Sylvie BOUDRÉ
Chargée de mission Appui technique aux acteurs
Ingénieur Environnement –Eau

Lucas PELUS
Chargé d'études assainissement
Ingénieur Géologue

Anne-Lise BELLANCE
Technicien supérieur aménagement et gestion des rivières et des zones humides
Master Sciences de l'Environnement Terrestre

Description synthétique de l'activité :

Dans le cadre de l'article L213-13 du code de l'environnement, les Offices de l'Eau ont pour mission l'assistance technique aux maîtres d'ouvrage. Cette dernière voit son application par le décret n° 2007-1868 du 26 décembre 2007 en assainissement et dans le domaine de la protection des milieux aquatiques.

Bien que cette mission ne puisse être mise en œuvre pour les EPCI de plus de 15 000 habitants et en contrepartie d'une rémunération du service par les collectivités, l'Office De l'Eau Martinique a fait le choix de réaliser cette mission par l'assistance au suivi des projets des acteurs, la réalisation d'études appliquées pour une mise en œuvre rapide, et l'expertise sur des projets d'aménagement ou de travaux englobant des problématiques de gestion, traitement des eaux et d'impact sur le milieu aquatique.

Bilan chiffré de l'activité pour 2017

Suivi de projet : Accompagnement des acteurs

Thématique	Secteur	Cadre	Nombre de projets	Nombre de réunions	Nombre de jours terrain	Nombre de jours de traitement/analyse
Assainissement	Public	Etude	4	61	44	175
		Expertise	1			
		GT	1			
	Privé	Etude	2			
		Expertise	1			
Cours d'eau et ripisylve	Privé	Expertise	1	3	1	4
	Public	Etude	2	16	1	11
Pluvial	Public	Expertise	1	15	3	25
		Etude	1			
Total			14	95	49	215

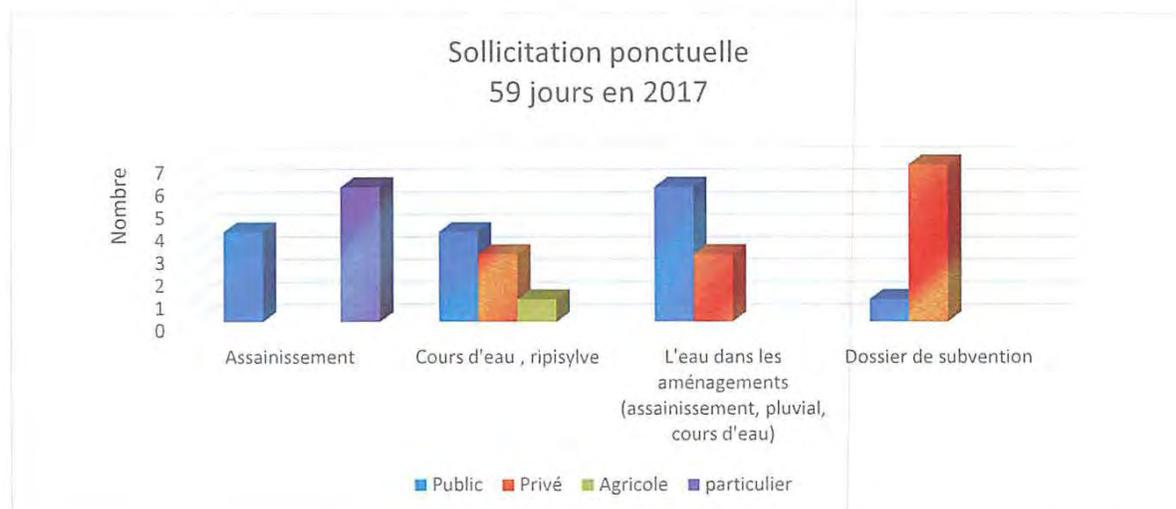
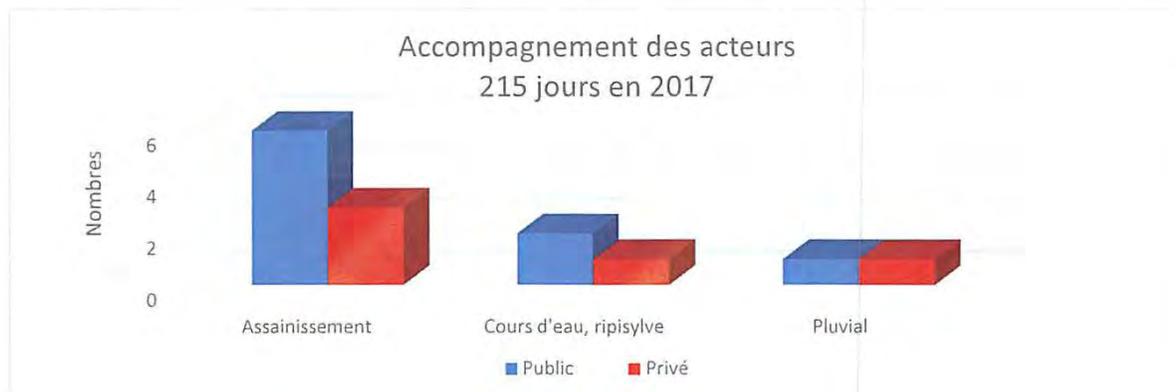
Expertise de projet : sollicitation ponctuelle

Thématique	Secteur	Cadre	Nombre d'avis sollicités	Nombre d'avis émis	Nombre de jours de traitement/analyse
Assainissement	Public	LEMA police de l'eau	4	4	17
	Particulier	Expertise	6	6	
Cours d'eau, ripisylve	Agricole	LEMA police de l'eau	1	1	3
	Public	LEMA police de l'eau	3	3	10
		Expertise	1	1	
	Privé	Expertise	3	3	
Aménagement global (pluvial, AC, cours d'eau)	Public	Enquête publique	2	2	27
		Expertise	4	4	
	Privé	Expertise	3	3	
Dossier de subvention	Public	Expertise	1	8	7
	Privé	Expertise	7		
Total			35	35	59

Sensibilisation et information

Thématique	Nombre d'interventions	Public visé	Forme
Assainissement	6	Grand public et professionnel	2 séminaires 2 émissions radio 1 émission télé 1 spot télé
Cours d'eau	3	Collectivité	Formation

Diagrammes synthétisant les chiffres :



Analyse synthétique :

En 2017, le nombre de sollicitations d'acteurs (publics ou privés) était en nette augmentation par rapport à l'année 2016, notamment sur des problématiques d'assainissement ou de gestion des eaux dans les projets d'aménagement.

La nouvelle organisation des services (création de la cellule appui technique au territoire) a permis une meilleure visibilité et répartition des tâches en fonction des sollicitations.

Cette année fut également marquée par la restitution, lors d'un séminaire à destination des élus et professionnels, de 3 ans de suivi du projet ATTENTIVE pour l'adaptation locale du procédé de traitement des eaux usées par filtres plantés de végétaux.

La campagne de communication de l'ODE sur l'assainissement a permis de positionner l'ODE comme expert et conseil du grand public. Certaines sollicitations de particuliers (2ème diagramme) ont nécessité un temps de travail plus important en recherche et expertise. Néanmoins, La plupart d'entre elles trouvaient des réponses rapides et n'ont donc pas été comptabilisées.

A noter également l'avortement de l'étude « caractérisation des eaux pluviales » étant donnée la liquidation du BET Asconit. Des éléments de l'état des lieux ont pu être collectés. Ils devront faire l'objet d'une analyse pour identifier les suites à donner.

Tableau budgétaire de l'activité 2017 :

Le coût de la mission « Expertise et Assistance technique » se compte majoritairement en temps agents avec un relais du service Financement pour les projets éligibles.

Néanmoins, des études sont parfois nécessaires afin de mieux appréhender les sujets et l'expertise. Les dépenses relatives à la mission se font en « suivi de projet, accompagnement des acteurs ».

Thématique	Prévisionnel	Engagement	Consommation
Assainissement	163 000 €	156 000 €	46,7 %
Cours d'eau et ripisylve	70 000 €	46 000 €	58,5 %
Pluvial	50 000 €	0	0
Total	283 000 €	202 000 €	49,4 %

Les projets relevant de l'assainissement sont en cours de clôture budgétaire (ATTENTIVE), en cours (étude sur les micro-stations d'épuration) ou à venir (étude de dispositifs ANC et filtres plantés pour distillerie).

Sur la thématique cours d'eau et ripisylve, le projet d'étude sur les Zones d'Expansion de Crues (ZEC) a été réalisé en interne par un stagiaire, minimisant la consommation, et l'étude sur la mise en place d'une CATEAR est toujours en cours.

Depuis 2016, une étude était en cours sur la « caractérisation des eaux pluviales », le budget prévisionnel devant servir à poursuivre l'étude après la validation de la phase 1 et un retard de livraison important étant déjà accusé. Au final, le bureau d'étude a été mis en liquidation judiciaire avant le premier rendu.

FICHE 7 BILAN ACTIVITÉ 2017

Intitulé de l'activité :

Formation des professionnels de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques

Présentation de l'équipe opérante :

Sylvie BOUDRE
Chargée de mission Appui technique aux acteurs
Ingénieur Environnement - Eau

Description synthétique de l'activité :

Dans le cadre de l'article L213-13 du code de l'environnement, les Offices et les Agences de l'eau ont une mission de formation et d'information dans le domaine de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques que leur confère le code de l'Environnement.

Cette mission ne fait pas des Offices et Agences des organismes de formation, mais leur donne la possibilité de contribuer au développement des formations, sur leur territoire, dans leur domaine de prédilection (l'eau et les milieux aquatiques) en collaborant avec les professionnels de la formation en complément de leur mission d'expertise et assistance technique.

Les formations ODE se regroupent en 4 catégories et ciblent tous les secteurs d'activité pouvant avoir un impact sur le milieu et/ou contribuer à l'amélioration de la gestion de l'eau (industriel, artisanal, public,...) :

Formation d'adaptation réglementaire : pour prise en charge de nouvelles compétences suite à une modification législative

Formation de perfectionnement : pour amélioration des pratiques et compensation des lacunes

Formation connaissance : pour sensibiliser et transmettre la bonne information

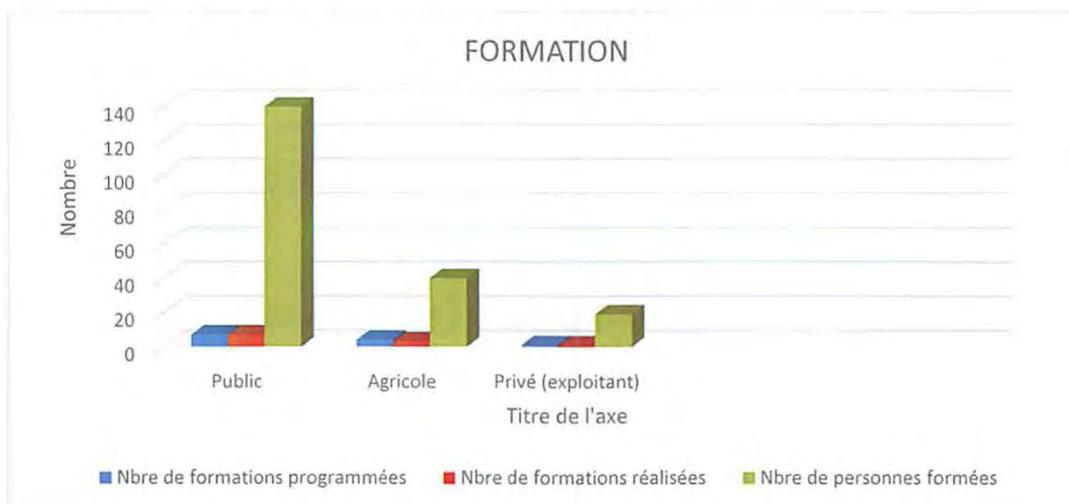
Formation qualifiante : pour répondre à un besoin fort présent sur le territoire

Elles s'inscrivent en transversalité dans tous les axes du PPI et répondent aux dispositions IV-C-4 et IV-C-6 du SDAGE.

Bilan chiffré de l'activité pour 2017 :

Cadre	Secteur	Thématique	Nombre de formations programmées	Nombre de formations réalisées	Nombre de jours de formation	Nombre de personnes formées
Convention ODE/CNFPT	Public	Gestion de l'eau et des milieux aquatiques	2	3		
		Assainissement	3	4	22,5	140
		Eau et aménagement	2	0	0	0
Convention ODE/Chambre d'Agriculture	Agricole	Technique de protection des milieux et agroécologie	4	3	19	40
Convention ODE/IRSTEA	Privé (exploitant Eau)	Assainissement	1	1	2	19
Total			10	11	43,5	199

Diagrammes synthétisant les chiffres :



Analyse synthétique :

Dans le secteur public (convention ODE/CNFPT pour une programmation de 4 formations par an), 7 formations étaient programmées dont 3 en report de l'année 2016. Au total, 4 formations ont été réalisées dont deux ont été doublées :

-Assainissement et eau potable : base technique et réglementaire.

-Les milieux aquatiques de Martinique (formation dispensée par un agent de l'ODE, cellule connaissance milieu et pressions).

A noter également la réalisation d'une journée de Formation/information sur la GEMAPI par 3 agents ODE dont 1 stagiaire pour une présentation d'une étude locale sur les zones d'expansion des crues (ZEC).

La première année de formation dans **le secteur agricole** est concluante avec 3/4 formations réalisées et une reportée sur 2018.

Dans le secteur privé, seule une formation à destination des exploitants a eu lieu dans le cadre d'une mission d'expertise du Ministère suite au contentieux DERU par l'expert IRSTEA. Il s'agissait de deux jours de rappel sur les indicateurs essentiels d'exploitation de station d'épuration.

Tableau budgétaire de l'activité 2017 :

Cadre	Secteur	Prévisionnel	Engagement	Consommation
		€ TTC	€ Ttc	(sur engagement) € TTC
Convention ODE/CNFPT	Public	40 000 €	40 000 €	48,8 %
Convention ODE/CAM	Agricole	20 000 €	20 000 €	0
Convention ODE/IRSTEA	Privé (exploitant)	20 000 €	2 232 €	100 %
Convention Chambre consulaire (CCIM, CMA)	Privé (artisan et industriel)	60 000 €	0	0
	Total	140 000 €	62 232	35 %

Dans le secteur public, le budget est évalué sur la base de 4 formations par an à 10 000 euros la formation, étant donnée l'expertise attendue (Intervenant comme l'OIEau, ENGEES) et une adaptation du programme au contexte local. En 2017, seules deux formations ont nécessité le recours à ce niveau d'expertise.

Dans le secteur agricole, il s'agit de la première année de partenariat. Aussi, un retour de la Chambre est attendu pour déterminer le coût réel de fonctionnement et donc la consommation 2017.

Dans le secteur Privé, le peu d'engagement et de consommation s'expliquent par les objectifs, non atteints parce que très ambitieux car impliquant de nombreux partenaires. Il s'agit de réaliser :

- un partenariat avec l'Université des Antilles pour développer des formations qualifiantes à destination des exploitants en eau potable et assainissement (chimie de l'eau, débitmètre,...).
- un partenariat avec la CTM pour la formation professionnelle des artisans plombiers en assainissement (raccordement au réseau et pose de dispositifs ANC).

FICHE 8 BILAN ACTIVITÉ 2017

Intitulé de l'activité :

Connaissance Milieux et Pressions

Présentation de l'équipe opérante :

GRESSER Julie, Chargée de mission Qualité des milieux aquatiques, Ingénieure Agronome

ARQUE Alexandre, Chargé d'études Pressions et Usages, Ingénieur Gestion environnement

Description synthétique de l'activité :

D'après l'article L213-13 du code de l'environnement, qui définit les missions de l'ODE, la cellule assure l'activité de surveiller et étudier la qualité des milieux aquatiques et la pression des usages.

L'objectif est d'acquérir de la connaissance sur les milieux et les pressions dans le cadre de la DCE (Directive Cadre sur l'Eau) et des besoins du territoire martiniquais.

Les dispositions du SDAGE visées sont :

Disposition IV-A : Mieux connaître le fonctionnement des milieux aquatiques

Et notamment la **Disposition IV-A-2 :** Maintenir et développer les réseaux de mesures ainsi que les indicateurs propices à la surveillance des milieux aquatiques marins (dont la DCE)

Disposition IV-B : pour développer des pratiques innovantes ou plus durables

Disposition II-B : réduire la pollution diffuse par les substances dangereuses

Disposition II-C : Améliorer les pratiques agricoles

Bilan chiffré de l'activité pour 2017 :

MISSION CONNAISSANCES MILIEUX ET PRESSIONS

Indicateurs	Nombre de jours	% activité en jours sur l'année
Nbre de jours ESOUT	15	4%
Nbre de jours ESUP	47	12%
Nbre de jours Manzo (plan d'eau)	6	2%
Nbre de jours ELIT (hors séminaire ELIT)	87	23%
Nbre de jours Suivi des pressions	67	17%
Nbre de jours Traitement des données	55	14%
Nbre de jours Valorisation des connaissances	44	11%
Total	321	83%

MISSIONS ANNEXES

Indicateurs	Nombre de jours	% activité en jours sur l'année
Cellule Terrain	30	8%
Nbre de jours "avis et assistance technique"	18	5%
Nbre de jours sensibilisation ODE	9	2%
Total	64	17%

Commentaire du bilan chiffré

Actions phares 2017

L'organisation d'un **séminaire sur les récifs et les herbiers** de 6 jours en Martinique avec plus de 35 chercheurs (Métropole et DOM) à l'hôtel Batelière avec l'AFB en avril 2017.

3 documents de valorisation réalisés dont le **bilan des milieux aquatiques** sur 6 ans de données.

La réalisation du rapport ODE/lfremer sur les données **échantillonneurs passifs** dans les eaux littorales.

Travail d'échanges avec l'observatoire et la communication pour l'accès aux études et notamment la création d'une page « interdiction de la pêche en rivière » sur le site de l'Observatoire.

Réalisation d'une **formation au CNFPT sur les milieux aquatiques** : 2 sessions de 2 jours à 15/20 personnes.

Forte participation à la cellule terrain, formation du nouveau binôme « cellule terrain ».

Actions en routine

Mise en place des réseaux de suivi (DCE) sur l'ensemble des milieux : eaux souterraines chimie, Cours d'eau chimie et biologie, eaux littorales chimie et biologie

Traitement des données chimie cours d'eau et rédaction du rapport

Suivi des études de connaissances sur les milieux aquatiques et sur les pressions

Commande publique :

Pour les réseaux de mesures : 4 marchés en cours (biologie cours d'eau et eaux littorales) dont deux lancements (Chimie des cours d'eau et CARHYCE) et 1 convention de recherche partagée pour les eaux souterraines.

11 conventions dont 4 nouvelles sur la connaissance des milieux et 5 nouvelles pour le suivi des pressions et 4 avenants

15 lettres de commande

Autres chiffres :

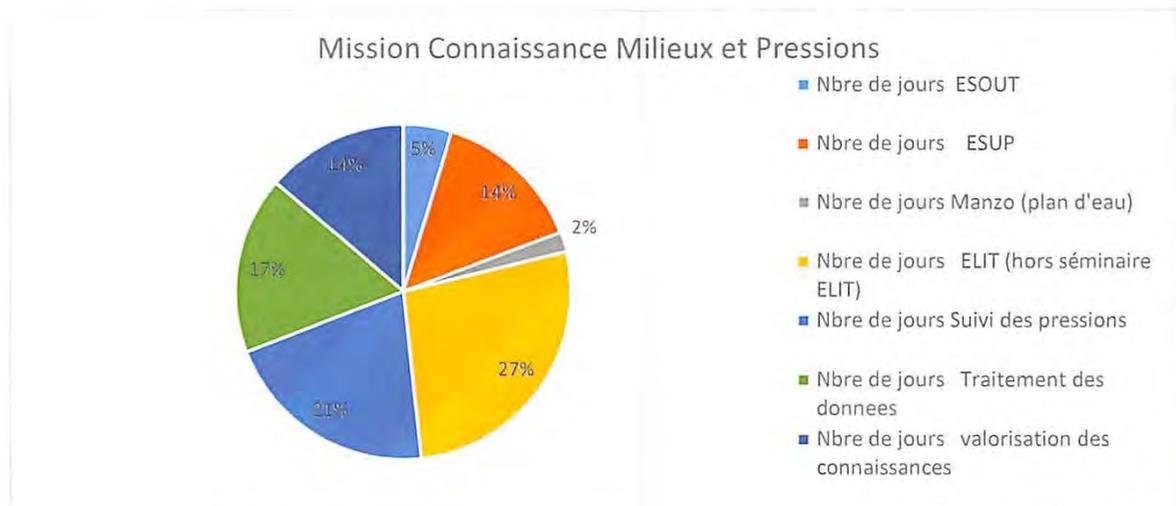
41 jours sur le terrain

Une participation à 103 réunions (83 extérieures et 20 en interne)

2 avis rendus (Câble RTE, Anse Charpentier- usine effluents post-récolte)

4 actions de sensibilisation : formation CNFPT (cf action phare), Legta Croix Rivail, CFPPA Rivière Pilote, Film sur la Chlordécone avec Florence Lazar.

Diagrammes synthésisant les chiffres :



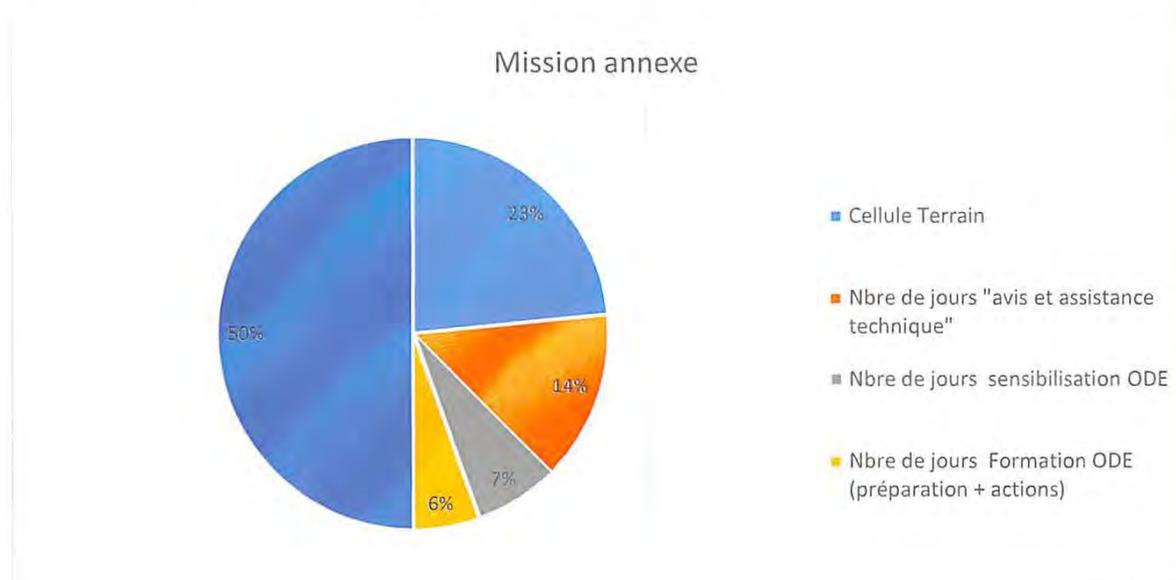
Mission principale (83%)

Suivi des milieux aquatiques : 41% (dont 23% sur les eaux littorales, 12 % sur les cours d'eau, 4 % sur les eaux souterraines et 2 % sur les plans d'eau)

Suivi des pressions : 17%

Traitement des données chimie (régie) : 14%

Valorisation données chimie cours d'eau (régie): 11%



Missions annexes (17%)

Cellule terrain : 8%

Avis assistance technique : 5%

Formation : 2%

Sensibilisation : 2%

Analyse synthétique :

La répartition de l'activité montre que tous les milieux aquatiques sont bien suivis. L'acquisition de la connaissance (réseaux de mesure) et la valorisation des données acquises occupent une grande partie de l'activité du pôle. Le suivi des pressions vient après.

Tableau budgétaire de l'activité 2017 :

Le taux d'engagement est de 76 % par rapport à la programmation avec un taux de consommation de 50 % en raison des paiements sur les réseaux de mesure qui s'étalent sur l'année suivante (lors de la bancarisation des données à n + 6mois), des difficultés de mise en œuvre du réseau de La Manzo et de la non mise en œuvre du suivi piscicole (faute de protocole).

Thématique	Prévisionnel	Engagement	Taux de consommation %
Eaux Souterraines (chimie)	325 000 €	390 353€	42%
Suivi DCE Manzo	305 024 €	45 761 €	49%
Suivi DCE Biologie Cours d'eau	94 000 €	53 697 €	49%
Suivi DCE ESOUT	274 000 €	183 800 €	30%
Suivi DCE Masses d'eau Littorales	290 000€	237 038 €	40%
Suivi RNO/REPOM	56 000 €	55 873 €	60%
Suivi Echantillonneurs Passifs	106 000 €	121 758 €	30 %
AMO Ifremer	30 000 €	30 000 €	50%
Séminaire Ateliers d'échange Eaux Littorales	30 000 €	30 348 €	86%
Total	1 510 024 €	1 148 628	42%

FICHE 9 BILAN ACTIVITÉ 2017

Intitulé de l'activité :

Cellule Terrain

Présentation de l'équipe opérante :

Sylvie BOUDRÉ

Chargée de mission Appui technique aux acteurs

Ingénieur Environnement –Eau

Lucas PELUS

Chargé d'études assainissement

Ingénieur Géologue

Julie GRESSER

Chargée de mission Qualité des milieux aquatiques

Ingénieur Agronome

Alexandre ARQUE

Chargé d'études Pressions et Usages

Master 2 en Gestion du littoral

Anne-Lise BELLANCE

Technicien supérieur aménagement et gestion des rivières et des zones humides

Master Science de l'Environnement Terrestre

Description synthétique de l'activité :

Dans le cadre de l'article L213-13 du code de l'environnement, les Offices de l'Eau ont pour mission l'étude et le suivi de la ressource en eau et des milieux aquatiques. Dans ce cadre, l'ODE a fait le choix de faire les prélèvements en régie pour les réseaux de suivi de la qualité des rivières. L'objectif visé est de consolider l'expertise interne sur la connaissance des milieux, d'améliorer et sécuriser la qualité des données produites.

La cellule fonctionne en transversalité sur les missions des cellules CMP et AT. Elle s'active pour faire le suivi de la qualité des milieux (RCS, RCO, REF, patrimoniale) et pour améliorer la connaissance (assainissement, Attentive, pêche électrique, pression, tortue). Elle fonctionne avec 6 agents (du service études, conseils et prospectives). Elle peut aussi mobiliser ponctuellement des agents d'autres services de l'ODE.

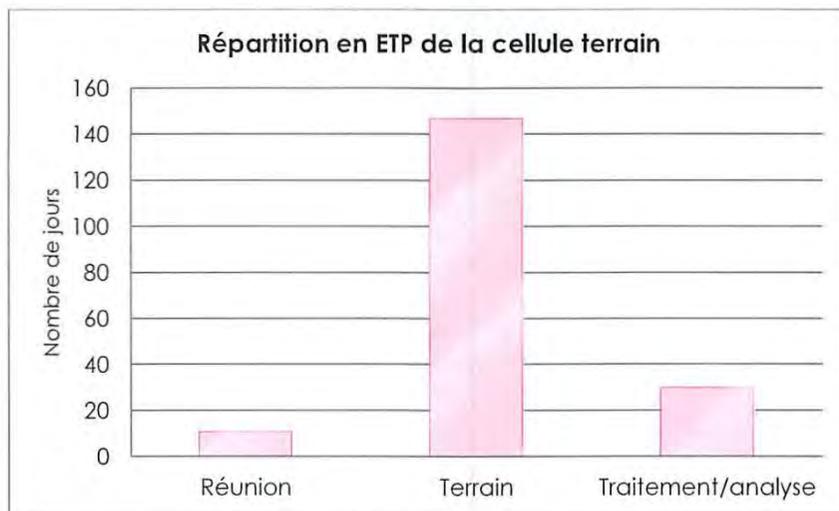
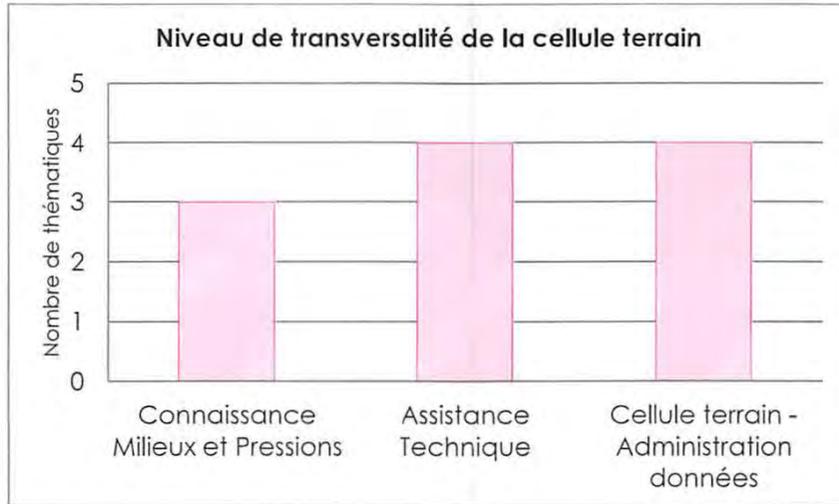
Par ailleurs, la cellule est chargée de produire les données pour une mise à disposition au niveau national et/ou d'alimenter les banques locales et nationales. Elle permet aussi de participer au service d'administration national des données et référentiels sur l'eau (SANDRE).

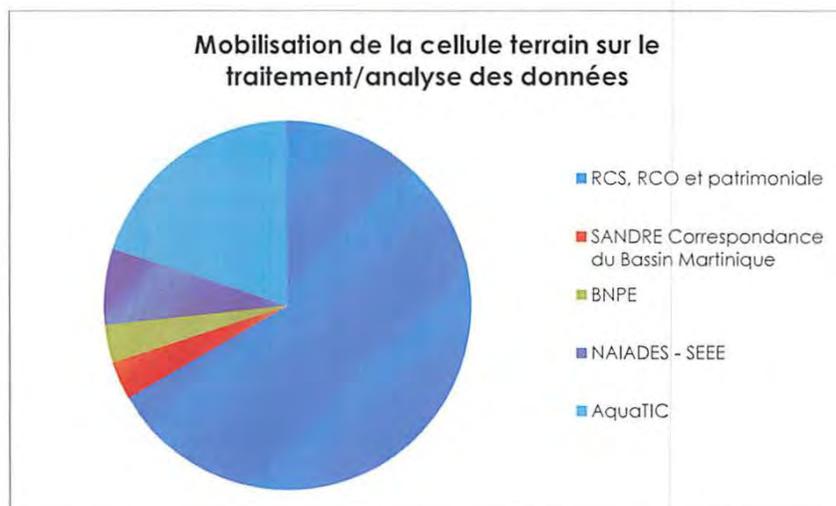
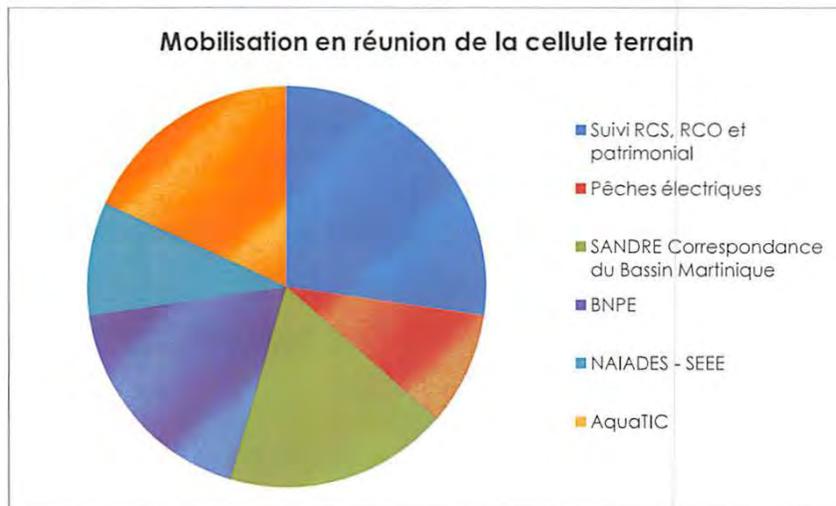
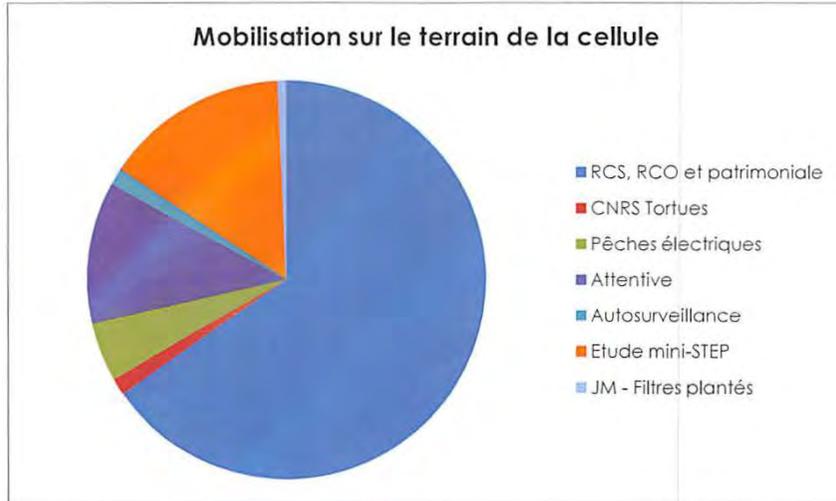
Bilan chiffré de l'activité pour 2017

Suivi de la cellule terrain en fonction des thématiques				
	Thématiques	Nombre de réunions	Nombre de jours terrain	Nombre de jours de traitement/analyse
Connaissance Milieux et Pressions	RCS, RCO et patrimoniale	3	96	20
	CNRS Tortues		2	
	Pêches électriques	1	7	
Assistance Technique	Attentive		17	
	Auto-surveillance		2	
	Étude mini-STEP		22	
	JM - Filtres plantés		1	
Cellule Terrain – administration données	SANDRE Correspondance du Bassin Martinique	2		1
	BNPE	2		1
	NAIADES - SEEE	1		2
	AquaTIC	2		6
Total		11	147	30

Bilan de la production des données de la cellule terrain	
Nombre de jours terrain au total	121
Nombre de jours RCS	98
Nombre de stations suivies	28
Nombre de fiches terrain	336
Nombre de prélèvements rivière	336
Nombre de données bancarisées base AQUATIC	70 944
Nombre de jours gestion données nationales (SANDRE, Bancarisation/ contrôle conformité données, BNPE)	20
Nombre d'échanges EDILABO	25
Nombre de référentiels mis à jour	4

Diagrammes synthétisant les chiffres :





Analyse synthétique :

En 2017, les suivis en routine ont permis d'asseoir l'expertise terrain de la cellule. Des changements sur le calendrier prévisionnel ont permis une meilleure latitude face aux aléas climatiques et aux besoins des agents.

Toutefois, la cellule gagnerait en performance par l'achat de matériel adéquat (renouvellement EPI et des sondes, tablettes, GPS,...). Il faut aussi noter des difficultés dans la production et la mise à disposition des données en lien avec le manque d'échanges avec le niveau national (absence aux GT nationaux).

Tableau budgétaire de l'activité 2017 :

Le coût du fonctionnement de la cellule terrain s'est compté majoritairement en temps agents. Le budget prévisionnel n'a pas été consommé même si des commandes étaient faites et nécessaires pour le bon fonctionnement de la cellule, notamment pour le renouvellement des stocks.

	Prévisionnel	Engagement	Consommation
Cellule terrain	10 000 €	794,15 €	794,15 €
Total	10 000 €	794,15 €	794,15 €

La consommation et l'engagement représentent une utilisation du budget consacré de 8%.

Cette faible mobilisation s'explique de plusieurs manières :

Les grosses commandes (notamment l'achat de sondes), n'ont pas pu être opérées en 2017, compte tenu de l'évolution de la stratégie des achats qui a été opéré dans le courant de l'année. Ces achats seront effectués dans le courant du 1^{er} semestre 2018.

L'absence de prestataire au niveau local pour certains achats spécifiques, complexifie les procédures et rallonge les délais.

Pour pallier cette difficulté, une proposition d'organisation a été soumise et validée par la DG. Il s'agit de distinguer les besoins en commandes urgentes, annuelles ou d'amélioration dès le début de l'exercice. Cette nouvelle manière de travailler sera testée pour 2018.

FICHE 10 BILAN ACTIVITÉ 2017

Intitulé de l'activité :
Politiques de Bassin

Présentation de l'équipe opérante :

HIELARD Gaëlle, Cheffe de projet Politiques de bassin, Ingénieure Environnement
RAFFIN Yona, Assistante de gestion.

Description synthétique de l'activité :

Acteur central de la politique de l'eau de la Martinique, l'ODE accompagne la gouvernance de l'eau. Son rôle est de fédérer les acteurs de l'eau dans une approche cohérente à l'échelle de l'île. L'ODE participe à de nombreuses instances décisionnaires ou à des programmes d'intérêt commun : Comité de l'eau et de la biodiversité, Plan Eau DOM, Mission Inter-Services de l'Eau et de la Nature (MISEN), Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI), conseils d'administration d'Odysse, Groupes de Travail (GT) du Ministère de l'Écologie...

Le pôle a en charge notamment :

- la définition de la stratégie « Connaissance et politique de bassin » de l'ODE : il définit les orientations de programmation des études, de l'assistance technique et de la formation.
- le suivi des politiques publiques de l'eau : il participe à la gouvernance de l'eau (CEB...), il réalise les études liées au SDAGE pour le secrétariat technique de Bassin, il assure le secrétariat Commission Milieux Aquatiques CEB,
- l'évaluation de l'impact des politiques publiques de l'ODE
- l'accompagnement des politiques de territoire (contrats de milieux)
- le montage et le pilotage des partenariats stratégiques de l'ODE : il élabore des conventions cadres de partenariat
- l'expertise en économie et sciences sociales et humaines : il réalise des études économiques et sociologiques.

Cette mission est mise en œuvre en application des dispositions du SDAGE 2016-2021 suivantes:

I D : Développer la gouvernance et la solidarité

III D : Favoriser la gestion concertée et la bonne gouvernance

Et notamment, des mesures du PDM (programme de Mesures) suivantes

Mesure 56 : Développer les aires marines protégées : réserves naturelles (création et extension)

Mesure 57 : Développer les espaces de gestion intégrée et durable sur le littoral : contrat de baie, GIZC, contrat littoral, etc.

IVC1 - Améliorer la connaissance sur le comportement des Martiniquais face à la protection de l'environnement

Mesure PDM N° 86 : Analyser les relations entre les comportements des Martiniquais et l'eau

Bilan chiffré de l'activité pour 2017 :

	Indicateurs	Nombre	Nature
Gouvernance	Nbre d'instances de Gouvernance participation ODE	32	dont 16 instances de pilotage national
Partenariats et Etudes	Nbre total de conventions de partenariat dont	19	
	partenariats AMO	3	IFREMER, BRGM (Haïti), AELB
	partenariats Cadre	5	PNM, ONF, CDL, UNICN, DEAL
	partenariats Recherche & Etudes	11	CNRS (étude SHS, suivi tortues), CIRAD (Bassin Versant Galion), Aquasearch (indicateur crabes), CTM (La Manzo), MADIBENTHOS (MNHN / agence Aires Marines Protégées), Asconit (Atlas Diatomées), BRGM (suivi des eaux sout, volumes prélevables, redéfinition cours d'eau, redécoupage ME),
	partenariats Sensibilisation	0	(à venir en 2018 : 2)
	Nbre d'Etudes	2	Economique et Sciences humaines
Politique de territoire	Nbre de contrats de milieu suivis	5	Baie de Fdf, Contrat Littoral Sud, Rivière Galion Aire marine Educative (Anses Arlet, Carbet)
	Nbre d'instances pilotées ODE	1	Réseau des animateurs de politiques de bassin
Autres (Communication)	Intervention en séminaire	3	RNF, plénières OMB, VALORA
	Production d'articles	4	revue régions de France, CESER, lettres maires, 4 posts facebook

Commentaire du bilan chiffré

Actions phares 2017

Etudes

Publication du SDAGE

Publication de l'étude SHS « Relation des Martiniquais aux mangroves »

Etude sur la valeur économique des fonctions écosystémiques des mangroves,

Analyse Cout-Efficacité du plan OMAN.

Gouvernance / Partenariats

Renouvellement des grands partenariats (ONF, PNM, Conservatoire du littoral et UICN) et recherche de partenariats de sensibilisation (H2eaux, Carbet des Sciences).

Prise en charge du secrétariat de la Commission Milieux aquatiques CEB.

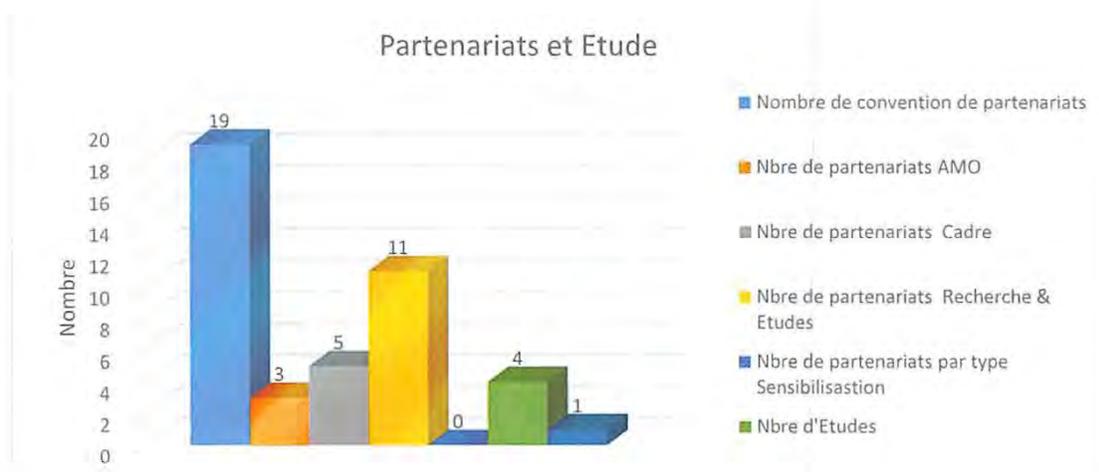
Intervention au Congrès national des Réserves Naturelles de France.

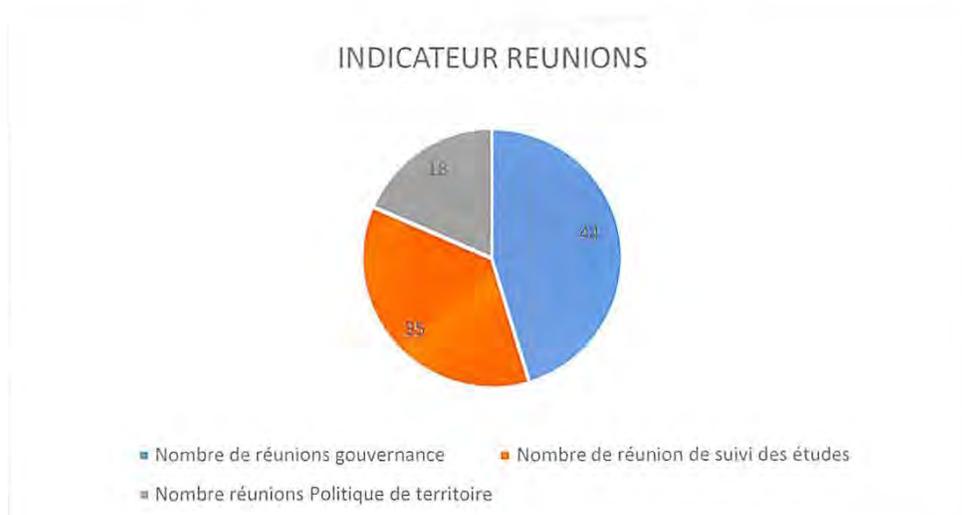
Actions en routine

Suivi des partenariats et des contrats de territoire.

Participation aux instances de gouvernance (32 groupes différents).

Diagrammes synthétisant les chiffres :





Indicateur nombre de Réunions :	
Total	97
Nombre de réunions gouvernance	44
Nombre de réunions de suivi des études	35
Nombre réunions Politique de territoire	18

Analyse synthétique :

La mission de l'ODE concernant les politiques de bassin est variée.

L'ODE poursuit son accompagnement des politiques de territoire. Les contrats de milieu sont en pleine évolution (construction du Contrat Littoral Sud de la CAESM, renouvellement du Contrat de Baie de Fort de France, et déploiement du plan d'action du contrat rivière du Galion). L'émergence de deux Aires Marines Educatives (AME Carbet et Anses d'Arlet) a aussi été accompagnée.

L'ODE a largement participé tout au long de l'année 2017 aux instances de gouvernance liées à l'eau tant au niveau local qu'au niveau national, prenant ainsi toute sa part à la construction d'une politique de l'eau en accord avec son PPI.

La production d'études et d'articles a aussi occupé une partie conséquente de l'activité : sortie de l'étude SHS « La relation des Martiniquais aux mangroves », la publication de deux études économiques et enfin l'édition du SDAGE finalisé.

Notons aussi le renouvellement des grands partenariats pour 5 ans (ONF, PNM, Conservatoire du Littoral, UICN) preuve d'une confiance partagée et d'une collaboration efficace. Le renforcement des partenariats techniques (IFREMER, CIRAD, BRGM, CNRS...) et une convention d'organisation du travail avec la DEAL sont aussi notables.

Tableau budgétaire de l'activité 2017 :

Actions	Montants Engagés 2017 ODE € TTC	Montant des paiements au 31/12/2017 € TTC	%
Edition valorisation SDAGE 2016-2021	30 429	30 429	100
IMPRESSION SDAGE 2016-2021	48 269	48 269	100
Convention ODE/ONF/PNRM 2013-2016	389 600	194 800	50
Convention CDL 2017-2022 - année 2017	110 100	55 050	50
ETUDE SHS (engagement 2016 + avenant 2017)	42 000	42 000	100
Pôle Mangroves UICN	34 000	17 000	50
TOTAL	704 398	387 548	59

L'avancement financier en mars 2018 a légèrement progressé (62 %) pour 404 548 €.

Ce taux de consommation s'explique notamment par des actions encore en cours dans les partenariats (lesquels ont été signés fin 2017).

E-INFORMATION SENSIBILISATION

FICHE 11 BILAN ACTIVITÉ 2017

Intitulé de l'activité :

Communication Institutionnelle et Sensibilisation

Présentation de l'équipe opérante :

Aline POPULO – Responsable du Service Communication Institutionnelle et Sensibilisation
Fabienne BEGRANGER – Chargée de Mission Communication et Webmaster
Christelle GRAT – Animatrice Pédagogique Eau-Environnement

Description synthétique de l'activité : Organiser les opérations de communication institutionnelle et planifier les actions de sensibilisation de la population martiniquaise, toutes cibles confondues, scolaires, grand public, professionnels, élus, etc. à la préservation des ressources en eau et des milieux aquatiques, par des campagnes, des interventions pédagogiques et des supports idoines. Il s'agit de faciliter la prise de conscience des enjeux associés à la ressource en eau et aux milieux aquatiques, d'encourager et d'accompagner les évolutions des comportements, et de communiquer sur les projets mis en œuvre ou soutenus par l'ODE pour faciliter leur réalisation puis leur appropriation par les usagers.

Dispositions du SDAGE :

IV-C-1 : Améliorer la connaissance sur le comportement des Martiniquais face à la protection de l'environnement

IV-C-2 : Informer le grand public et faciliter son accès aux données et à la connaissance

Disposition IV-C-3 : Améliorer la coordination des actions d'information, de communication et d'éducation du grand public

Disposition IV-C-5 : Développer des actions d'éducation à l'environnement dans les établissements scolaires

Disposition IV-C-6 : Informer et sensibiliser sur la fonctionnalité et la fragilité des fonds marins

Fiche actions 1.d du PPI «Informer et sensibiliser les publics à fort pouvoir de transmission et acteurs du changement».

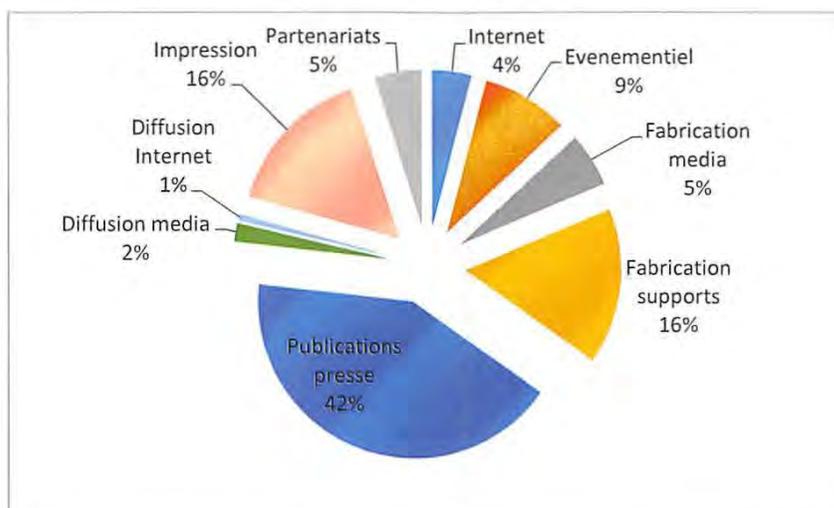
Mesure PDM :

Bilan chiffré de l'activité pour 2017 :

THEMATIQUES/LIGNES BUDGETAIRES	POSTES DE DEPENSES	DEPENSES €
SITE INTERNET	Refonte du site internet de l'ODE	3406,90
EVENEMENTIEL	Organisation séminaire Attentive	7608,24
FABRICATION MEDIA	Création de supports audio et vidéo	4 689,19
FABRICATION SUPPORTS	Fabrication d'articles & Supports de communication	13511,52
PUBLICATIONS PRESSE	Articles, publiereportages	35154,49
DIFFUSION MEDIA	Diffusion spots vidéo TV & audio radio	1 564,36
DIFFUSION INTERNET	Diffusion Web replay & bannières	542,50
IMPRESSION	Etudes & supports de sensibilisation	13249,18
PARTENARIATS	E&E, CDS	4137,83
TOTAL		79175,02

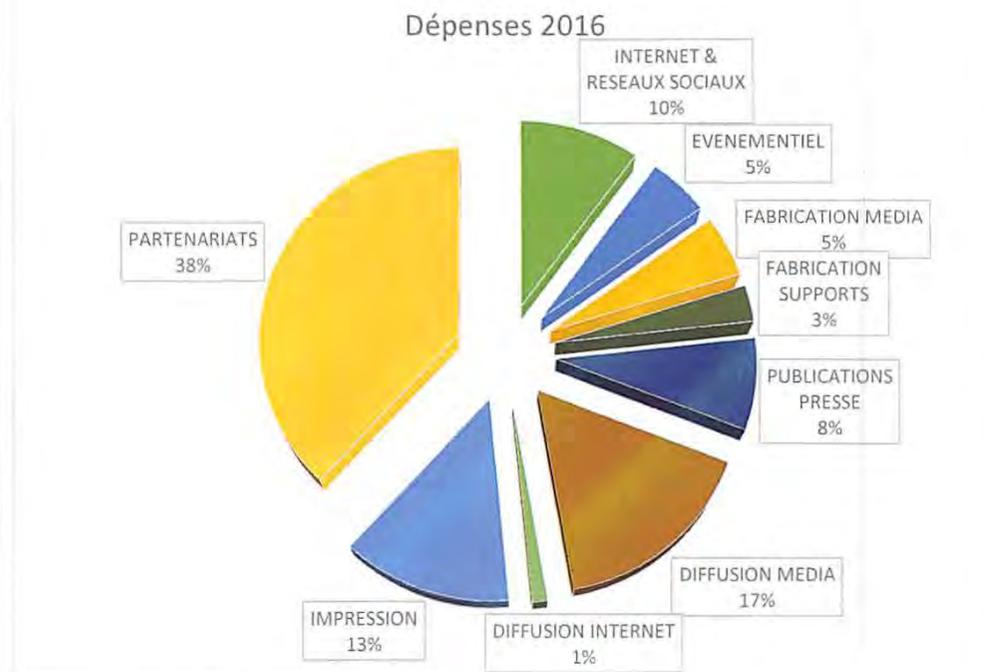
Diagrammes synthétisant les chiffres :

Dépenses 2017



Nombre de scolaires sensibilisés : 1381 environ

Analyse synthétique :



Nombre de scolaires sensibilisés : 1 500

L'année 2016 a été marquée par une hausse de l'activité singulière avec une augmentation des demandes d'animations pédagogiques, la mise en œuvre opérationnelle de la communication événementielle avec l'organisation et la participation de l'ODE à de nombreux événementiels et une journée Mondiale de l'Eau médiatisée localement et au niveau régional, tant sur les réseaux sociaux que dans les médias. Enfin, le lancement d'une campagne de notoriété et la relance d'un projet pédagogique ont également contribué à une hausse notable de l'activité.

Par ailleurs, les prestations internet et réseaux sociaux étaient externalisées, et la politique de partenariats, très active.

L'année 2017 en revanche s'est caractérisée par un changement de stratégie, occasionné par un changement de direction. Une nécessaire mise à plat des actions engagées et une redéfinition des priorités de communication ont été effectuées. La majorité des partenariats touchant à leur fin, de même que les campagnes médiatiques, la consommation de crédits a décliné. Ceux dédiés à la fabrication et l'impression de supports de communication ont en revanche augmenté, ainsi que les publications dans la presse. Enfin, les manifestations événementielles ont pris un nouvel essor sur le dernier trimestre.

Les animations pédagogiques se sont toutefois poursuivies, même si le relais « actions terrain » a été passé à minima aux acteurs locaux (associations, etc.) pour la sensibilisation du public, au moyen de conventions de partenariat.

Pour terminer, quant à la fabrication média, un marché étant en cours pour la refonte de supports audio et vidéo de l'Office, très peu de matière a pu être diffusée au cours de ces deux dernières années.

Tableau budgétaire de l'activité 2017 :

THEMATIQUES	ENGAGEMENT (DEPENSES)	PREVISIONNEL	CONSOMMATION
SITE INTERNET	3406,9	17034 ,50	20,00%
EVENEMENTIEL	7608,24	25360,79	30,00%
FABRICATION MEDIA	4 689,19	55 310	8,50%
FABRICATION SUPPORTS	13511,52	19314,1	70,00%
PUBLICATIONS PRESSE	35154,49	39328,87	89,40%
DIFFUSION MEDIA	1564,36	2755,73	56,80%
DIFFUSION INTERNET	542,5	542,50	100,00%
IMPRESSION	13249,18	22567,66	58,70%
PARTENARIATS	4137,83	44000	9,40%
TOTAL	79175,02	196818,75	40,20%

Le marché de refonte du **site internet** ayant été lancé au cours du dernier trimestre 2017, et sa fin étant prévue pour la fin mai 2018, les crédits n'ont pas encore été consommés en totalité.

Pour ce qui est des activités à caractère **événementiel**, en raison du changement de stratégie de communication, la campagne annuelle Plages et Rivières Propres a été annulée cette année 2017. Aussi les crédits dédiés n'ont-ils pas pu être consommés. Il en sera de même pour les années à venir.

La majeure partie de la **fabrication média**, comprenant notamment la refonte des éléments audio et vidéo a été réalisée au cours du dernier trimestre 2017. Ce marché est sur le point d'être terminé et les sommes réglées après son échéance du 31 décembre 2017 ont été reportées sur l'exercice 2018.

Les 30% de **fabrication de supports** manquants correspondent aux sommes prévues pour la campagne Plages et Rivières Propres qui a été annulée.

Les **supports audio et vidéo** n'ayant pas été mis à jour assez tôt en 2017, ils n'ont donc pas pu être **diffusés**, d'où cette différence entre les sommes engagées et les crédits utilisés.

Ce n'est qu'au dernier trimestre 2017 que les **impressions** de documents ont connu une augmentation, avec notamment la sortie du rapport d'activité 2016.

Enfin, parce que la majorité des **partenariats** n'a pas été reconduite, les sommes engagées, même si elles étaient inférieures à celles de l'exercice 2016, n'ont pas pu être consommées.

F-COOPÉRATION INTERNATIONALE

FICHE 12 BILAN ACTIVITÉ 2017

Intitulé de l'activité :
Coopération internationale

Présentation de l'équipe opérante :

POPULO Aline, chargée de la coopération institutionnelle
HIELARD Gaëlle, chargée de la coopération décentralisée

Description synthétique de l'activité :

La Loi dite "Oudin / Santini" du 9 février 2005, introduit la possibilité aux Agences et Offices de l'Eau de consacrer jusqu'à 1% de leur budget à des actions de coopération internationale. L'ODE développe cette mission de coopération depuis 2013 selon deux axes : la mise en œuvre de coopération décentralisée dans la Caraïbe et la coopération institutionnelle dans les instances de gouvernance Eau internationales.

Coopération décentralisée :

Il s'agit d'animer la coopération en Haïti (projet eau THIOTTE) et de contribuer aux coopérations martiniquaises dans la Caraïbe avec un volet eau (recherche de projets).

Coopération institutionnelle :

Il s'agit d'identifier, de développer et de mettre en œuvre les opportunités de coopération entre les acteurs et institutions œuvrant dans le domaine de l'eau et la préservation des milieux aquatiques, au niveau régional et international.

Egalement donc à la mise en place des partenariats institutionnels nécessaires à la mise en œuvre des actions de coopération décentralisée.

Cette mission est mise en œuvre en application des dispositions du SDAGE 2016-2021 suivantes:
Disposition IV-A-1 « *Soutenir la coopération interrégionale dans la Caraïbe dans le domaine de l'eau* ».

Bilan chiffré de l'activité pour 2017 :

Coopération institutionnelle

THÉMATIQUES	POSTES DE DÉPENSES	Nombre jours mission
Assemblée générale CAWASA Dominique	Mission Michéla ADIN, Loïc MANGEOT, Aline POPULO. Billets d'avion et Hébergement	3 jours LM – 2 jours AP & MA
COP 23 de BONN	Mission Aline POPULO et Pascal SAFFACHE Billets d'avion et Hébergement	5 jours
TOTAL		12 jours

Coopération décentralisée

THÉMATIQUES	POSTES DE DÉPENSES	Nombre jours mission
Inauguration réseau eau THIOTTE (Haïti)	Mission Gaëlle HIELARD (hébergement pris en charge par l'opérateur ACTED)	3 jours
Mission d'expertise support Cuba	Mission Gaëlle HIELARD prise en charge par l'opérateur de la coopération OI-Eau	5 jours
Assises de la coopération franco-haïtienne	Mission Michéla ADIN et Gaëlle HIELARD Billets d'avion et Hébergement	4 jours X 2 agents
TOTAL		16 jours

Diagrammes synthétisant les chiffres :



A titre de comparaison
Nombre de jours mission coopération 2016

ROBAN (Québec) : 8j
 AG RIOB (Mexique) : 9j
 EURO RIOB (Lourdes) : 8j
 COP 22 (Maroc) : 13j

Haïti (projet eau Thiotte) : 8j

TOTAL 2016 : 46 jours
TOTAL 2017 : 16 jours

Analyse synthétique :

Comparée à 2016, l'activité en matière de **coopération institutionnelle** de 2017 a nettement baissé en raison d'un repositionnement stratégique avec l'arrivée de la nouvelle direction. La priorité a été donnée au fonctionnement de l'institution en interne, avant de réajuster les actions de coopération institutionnelle. Ainsi, en 2017, les seules participations en matière de coopération institutionnelles ont été la participation à l'assemblée Générale de la CAWASA en juin 2017, puis la COP 23 en Allemagne en novembre 2017.

L'action de **coopération décentralisée** ODE se traduit par son engagement dans un projet eau depuis 2013 en Haïti (THIOTTE). En 2017, aucun accord entre la Martinique et Haïti incluant un projet institutionnel avec une action Eau n'existait. Cet accord est en cours d'élaboration en 2018.

La participation ODE aux Assises de la coopération décentralisée franco-haïtienne de décembre 2017a élargi les perspectives d'actions pour la coopération. Cet événement a permis des avancées quant au cadrage de l'action de l'ODE selon la loi OUDIN.

Actions phares 2017

COOP INSTITUTIONNELLE

- La Coop 23 à Bonn (Allemagne)
- Le séminaire caribéen des services d'eau (CAWASA à la Dominique)

COOP DECENTRALISEE

- Inauguration du réseau d'eau potable du bourg de THIOTTE (Haïti) : remise en eau pour 10 00 personnes.
- Participation aux assises de la coopération décentralisée franco-haïtienne à Port en Prince (décembre).
- Mission à Cuba : accompagnement technique de l'OI-Eau (Office International de l'Eau) dans un projet de coopération décentralisée entre l'INRH (Institut National Ressources Hydrauliques) et l'Agence de l'Eau Adour-Garonne. Cette mission a été prise en charge par l'Oleau (avion / logement).

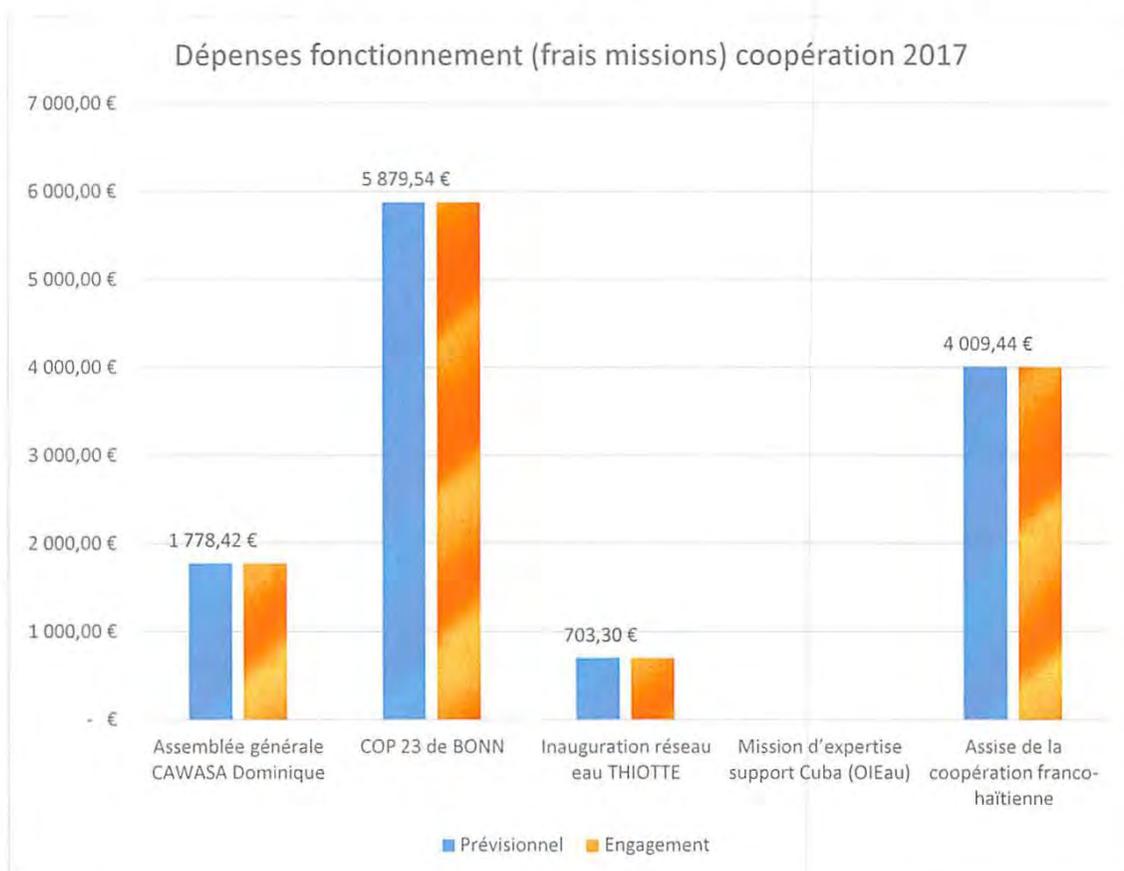
Actions en routine

Suivi des coopérations décentralisées (suivi technique, administratif et financier) ; Recherche de synergie avec les collectivités parties prenantes, promotion de la technologie ATTENTIVE dans la Caraïbe.

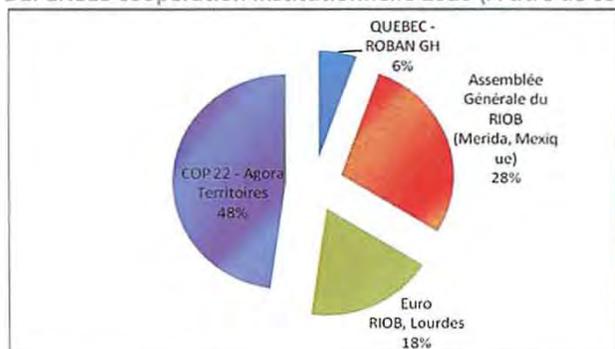
Tableau budgétaire de l'activité 2017 :

THÉMATIQUES	PRÉVISIONNEL	ENGAGEMENT	CONSOMMATION
Enveloppe budgétaire 2017 coopération décentralisée			
Projet Eau Thiotte (phase1- convention ACTED - ODE)	50 000€	50 000€	100,00 %
Fonctionnement Coopération institutionnelle			
Assemblée générale CAWASA Dominique	1 778,42€	1 778,42€	100,00%
COP 23 de BONN	5 879,54€	5 879,54€	100,00%
SOUS-TOTAL	7657,96	7657,96	100,00%

Fonctionnement Coopération décentralisée			
Inauguration réseau eau THIOTTE (Haïti)	703,30€	703,30€	100,00%
Mission d'expertise support Cuba <i>(Prise en charge frais mission par Oleau)</i>	0,00€	0,00€	
Assises de la coopération franco-haïtienne	4 009,44€	4009,44€	100,00%
SOUS-TOTAL	4 712,74€	4 712,74€	100,00%
TOTAL GLOBAL fonctionnement	12 370,70€	12 370,70€	100,00%



DÉPENSES coopération institutionnelle 2016 (A titre de comparaison)



Perspectives mission coopération décentralisée

Un accord de coopération décentralisée entre la Mairie du **PRÊCHEUR / CAP Nord** et **Thiotte** apportera le cadre qui faisait lacune à l'engagement de l'ODE en Haïti (loi Oudin). Cette coopération (signature prévue mai 2018) permet d'accéder aux fonds FICOL (AFD) dédiés, avec une prise en charge de 70% du budget de la phase 2 du projet eau de Thiotte (total 350 k€, pré-projet accepté).

Élargir le programme d'actions de coopération de l'ODE à d'autres îles voisines est aussi une perspective possible dans le cadre d'accords préétablis avec une collectivité martiniquaise.

Notamment, la **CACEM** travaille actuellement à l'élaboration d'un accord de coopération avec l'Etat de la **Dominique**, comportant plusieurs volets thématiques dont l'électricité et l'eau. La CACEM a sollicité l'ODE pour la mise en œuvre d'un projet d'assistance technique et financière sur le volet eau suite à l'ouragan Maria (sept 2017). Une mission de configuration technique auprès de la **DOWASCO** (service Eau dominiquais) réalisée fin mars 2018 doit permettre de configurer ce nouveau projet de coopération décentralisée.

Le budget total ODE, 100 K€ réservé à la coopération décentralisée, abonderont ces deux projets en 2018.

Enfin, la vocation de l'ODE en termes de coopération dans la Caraïbe doit aussi permettre aux coopérations françaises de l'hexagone de s'appuyer sur les domaines de compétences développés en Martinique dans le domaine de l'eau : La formation périmètre de protection des captages (SEDIF Haïti) ou les outils de gestion eau développés aux Antilles françaises (IBMA-IDA), dans le cadre de la coopération AEAG /INRH (autorités Cubaines de l'eau).

A noter que la **technologie ATTENTIVE** (assainissement par filtres de plantes) est susceptible de faire l'objet d'un projet INTERREG en 2018 (consortium Martinique, Guadeloupe, St Lucie, Dominique, Cuba, Haïti). L'ODE prendra toute sa part pour faire rayonner cette expertise dans les Antilles.

G-INFORMATION ET DONNÉES - OBSERVATOIRE DE L'EAU DE LA MARTINIQUE

FICHE 13 BILAN ACTIVITÉ 2017

Intitulé de l'activité :

Service Information et données - Observatoire de l'Eau

Présentation de l'équipe opérante :

Guillaume RAIMBAUD

Coordonnateur du service
Chargé de mission information et données
Animateur de l'Observatoire de l'eau

Gladys AMORY

Technicienne principale chargée de la valorisation des données et documents
En poste depuis le 1^{er} octobre 2017

Description synthétique de l'activité :

Dans le cadre de l'**article L213.13** du code de l'environnement, les Offices de l'Eau ont pour mission l'information dans le domaine de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques.

Le service information et données - Observatoire de l'eau est en charge de l'Observatoire de l'Eau de la Martinique, projet partenarial fédérant l'essentiel des acteurs de l'eau de la Martinique (services déconcentrés de l'Etat, collectivités territoriales, syndicats intercommunaux, organismes de recherche, associations, etc...).

Il a pour missions de collecter, mutualiser, valoriser et diffuser les données sur l'eau et les milieux aquatiques de la Martinique auprès des professionnels, des décideurs et du grand public, notamment via son site internet et son portail cartographique.

Son programme d'action est validé chaque année lors de son Assemblée des membres (programme d'action 2017 validé lors de l'Assemblée plénière du 10 novembre 2016).

Le service information et données est également en charge du Système d'Information Géographique (SIG) de l'ODE. Il réalise les travaux SIG et cartographiques des différentes cellules de la Direction de la connaissance et des interventions de l'ODE.

PPI 2017-2021- Axe stratégique 1 - Fiche Actions 1-B : Renforcer la synthèse, la mise à disposition et la valorisation des données sur l'eau et les milieux aquatiques et sur les interventions associées.

Bilan chiffré de l'activité pour 2017 :

Site internet de l'Observatoire de l'eau - Activité 2017		
Visiteurs	33 731	31 266 en 2016 soit une augmentation de 8%
Sessions	43 454	40 832 en 2016 soit une augmentation de 6 %
Pages vues	94 195	90 553 en 2016 soit une augmentation de 4 %
Etudes et rapports mis en ligne	63	Pour un total de 713 documents en ligne
Articles publiés	14	Dont 10 articles à la « Une »
Articles mis à jour	8	Ex : nouvelle organisation des services publics d'eau potable et d'assainissement...
Actualités publiées	19	

Portail cartographique de l'Observatoire de l'eau - Activité 2017		
Cartes interactives grand public en ligne (WebSIG)	3	- Le SIG EAU, regroupant l'ensemble des données SIG sur l'eau et les milieux aquatiques de Martinique - La réglementation de la pêche en mer en Martinique - Le prix de l'eau en Martinique
Cartes interactives en accès privé	3	- SIG Police de l'eau (DEAL) - Périmètres de protection de captage (ARS) - Réseau sentinelle (ODE, ONF, PNM)
Cartes statiques (pdf ou image) réalisées	13	Sur un total de 114
Fichiers SIG consultables en ligne	140	Dont 120 téléchargeables

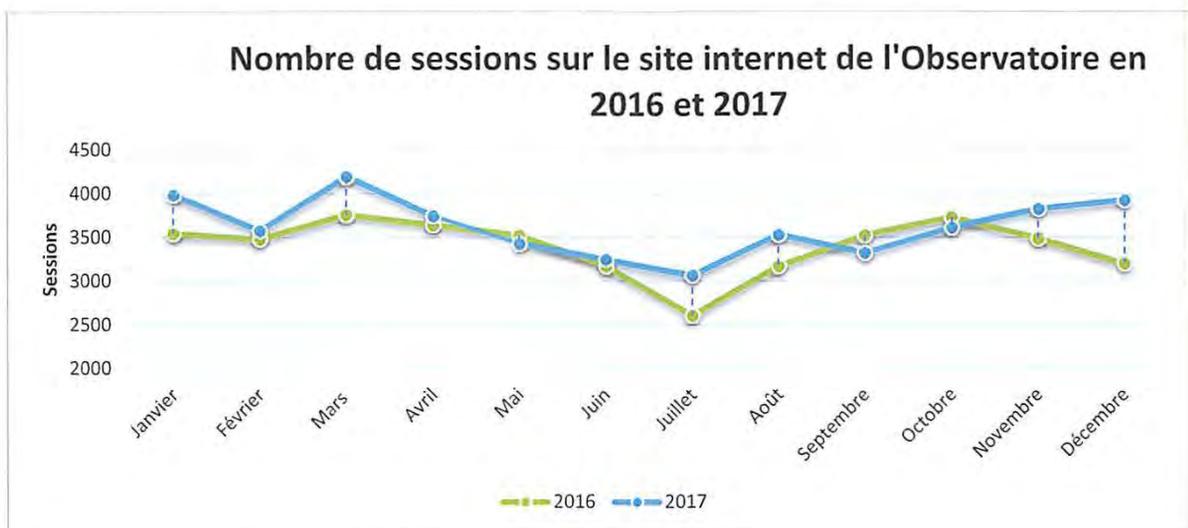
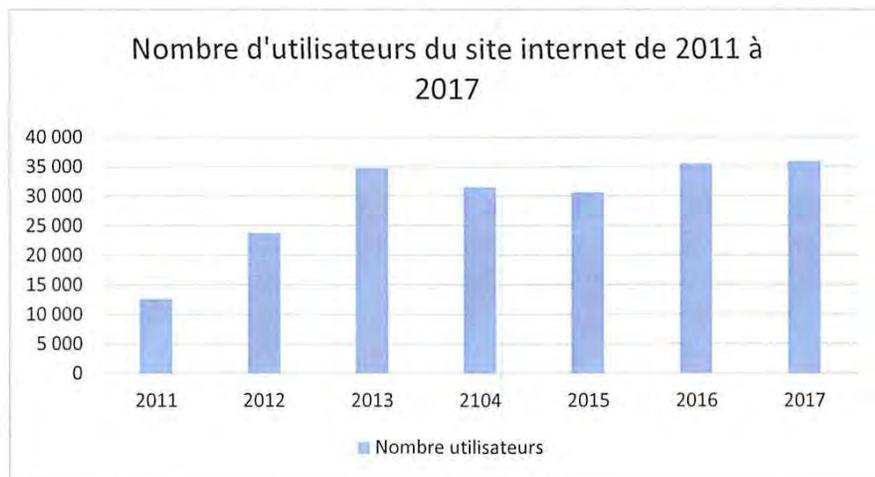
Assistance technique SIG - information et données		
Demandes traitées dans le cadre de l'Observatoire de l'eau :	36	Conseil et appui technique, collecte et transmission de documents, cartes, données, fichiers SIG...

Autres actions menées par l'Observatoire en 2017 :		
Analyse, compilation et publication de la tarification des services publics d'eau et d'assainissement au 1er janvier 2017 en Martinique.		
Base de données chlordécone-eau : 684 analyses mises en ligne sur un total de 8 777		
Participation aux Chiffres clés de l'environnement - DEAL : compilation des données et graphiques sur l'Eau		

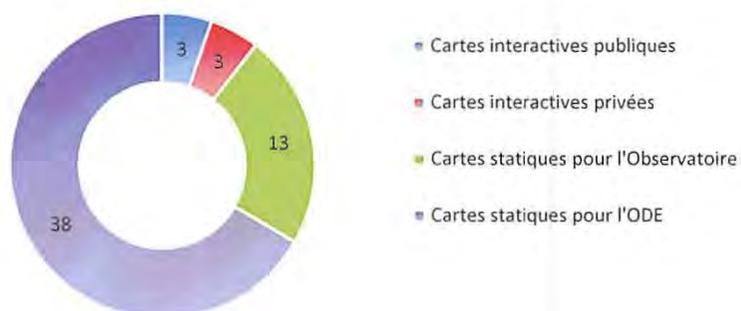
Réunions	33	12 réunions internes ODE 21 réunions avec partenaires
-----------------	----	--

SIG (Système d'information géographique) de l'ODE - activité 2017	
38 cartes réalisées pour l'ODE	- 12 cartes pour la cellule appui au territoire - 26 cartes pour la cellule connaissance, milieux et pressions
2 chantiers d'assistance technique pour l'ODE	- Appui à la définition des zones à enjeu "sanitaire-baignade" pour réhabilitation prioritaire de l'ANC (cellule appui au territoire) - Appui technique pour les travaux SIG réalisés dans le cadre de l'étude sur les zones d'expansion de crues (cellule appui au territoire)
Géomartinique :	- Participation aux groupes de travail sur l'OCS GE et au CORU de l'IGN (3 demi-journées) - Participations aux comités techniques, aux CA et AG (7 demi-journées) - Co-administration du site internet de Géomartinique

Diagrammes synthétisant les chiffres :



Productions cartographiques réalisées par le service



Analyse synthétique :

Plusieurs évolutions notables ont marqué l'année 2017 :

- au niveau organisationnel, l'Observatoire de l'Eau a été intégré au sein d'un nouveau service aux compétences élargies à la diffusion et à la valorisation des informations et données de l'ODE : le service « Information et données – Observatoire de l'Eau »;

- au niveau des ressources humaines, une technicienne principale, en charge de la valorisation des données et des documents est venue renforcer le service au 1^{er} octobre 2017, après une année de fonctionnement en effectif réduit (de juin 2016 à septembre 2017);

- au niveau technique, l'Observatoire a mené un vaste chantier de modernisation de ses outils internet afin de les adapter aux nouveaux standards du web :

- le portail cartographique (www.carto.observatoire-eau-martinique.fr) s'appuie sur une nouvelle application WEB SIG, qui a nécessité la migration de l'ensemble des données et des cartographies interactives. Cette opération, menée en partie par prestation et en partie en régie a été achevée à la fin de l'exercice 2017.
- le site internet www.observatoire-eau-martinique.fr est en cours de refonte, afin de l'adapter aux nouveaux standards du web. Un marché pour la refonte, la maintenance et l'hébergement du nouveau site internet de l'Observatoire de l'Eau a été publié en juin 2017 et attribué à la société SYNAPSE en juillet 2017. La prestation a débuté le 25 août 2017 et la mise en ligne est prévue pour le mois de mai 2018.

Le bilan du programme d'action de l'Observatoire a été présenté lors de l'assemblée plénière du **23 novembre 2017**.

Tableau budgétaire de l'activité 2017 :

Activité	Objet	Montant prévisionnel	Montant engagé	Taux d'exécution
SITE WEB	Hébergement site internet de l'Observatoire de l'eau	445 €	445 €	100%
SITE WEB	Marché M007-17 de refonte, maintenance et hébergement du nouveau site internet de l'Observatoire de l'eau	22 134,10 €	7 681,80 €	25%
WEB SIG	Licence, Maintenance et hébergement de l'application web SIG DYNMAP	4 670,03 €	4 670,03 €	100%
WEB SIG	Modernisation du portail cartographique : changement de solution WEB SIG, formation et migration des cartes et des données	10 349,25 €	10 349,25 €	100%
SIG	Licence et maintenance de l'application ArcGis	2 724,44 €	2 724,44 €	100%
BDD	Licence, maintenance et hébergement de la BDD Chlordécone Eau (Suite du marché M031-11)	6 867,92 €	6 867,92 €	100%
TOTAL		47 190,74 €	32 738,44 €	69%

L'essentiel des travaux de l'Observatoire de l'Eau (administration et alimentation de son site internet, travaux SIG, collecte et valorisation de données, assistance technique...) sont réalisés en régie.

L'Observatoire de l'Eau a choisi de recourir à une prestation pour la migration de ses données et de ses cartographies interactives dans la nouvelle application web SIG en raison d'une charge de travail trop importante pour le service.

Concernant le marché M007-17, le budget de 22 134,10 € pour sa réalisation sera soldé lors de la mise en ligne du nouveau site internet prévue en mai 2018.

H-DIRECTION GÉNÉRALE

FICHE 14 BILAN ACTIVITÉ 2017

Intitulé de l'activité :

Gestion du Conseil d'Administration

Présentation de l'équipe opérante :

Michéla ADIN : Directrice Générale
Joanna BALUSTRE : Assistante de la Directrice Générale
En collaboration avec l'ensemble des services de l'ODE

Description synthétique de l'activité :

La gestion du Conseil d'Administration a fait l'objet d'une réorganisation en 2017. Un processus de dématérialisation est en cours, et la configuration du dossier a évolué : Un dossier principal contenant l'ensemble des notices présentant les différents points à l'ordre du jour ; Un dossier secondaire en annexe, comportant les pièces explicatives plus détaillées.

Plusieurs étapes sont nécessaires à l'élaboration du dossier du Conseil, les tâches de rédaction des notices et des projets de délibération sont effectuées par les services opérationnels. Les autres opérations sont effectuées par la direction générale et son assistante (rédaction, relecture, mise en forme, cadrages juridiques et techniques ...)

Avant la réunion

- Validation du calendrier de la réunion et du rétro-planning
- Préparation et validation de l'ordre du jour
- Rédaction des notices (dossier principal) et des annexes (dossier regroupant les annexes)
- Rédaction et envoi des convocations

Pendant la réunion

- Accueil des membres / Rapport des présents
- Prise du procès-verbal (enregistrement de la séance)
- Apports techniques aux débats

Après la réunion

- Rédaction des projets de délibérations, validation et signature du Président, Contrôle de légalité et publication
- Rédaction du procès-verbal de la réunion, validation, signature du Président

Objectifs

- Respecter les cadrages juridiques prévus au code pour la gestion de la gouvernance du Conseil d'Administration de l'ODE.
- Sécuriser les réunions et les décisions du Conseil d'Administration
- Améliorer les relations administration/élus du Conseil d'Administration
- Donner les moyens à la direction générale de l'ODE pour agir

Bilan chiffré de l'activité pour 2017

TABLEAU SYNTHÈSE DES DÉLIBÉRATIONS ODE POUR L'ANNEE 2017

Date CA	Numéros de délibérations	Objet
CA du 17/03/2017	CA 001-17	Modalités d'attribution d'avantages en nature à la directrice
	CA 002-17	Délégation du conseil d'administration à la directrice
	CA 003-17	Attribution de subvention de 12 000€ à l'Association 3ED-Projet VALORA: 2ème village édition 2017
CA du 23/05/2017	CA 23-05-2017/004	Exécution budgétaire 2016: Compte de gestion
	CA 23-05-2017/005	Compte administratif de l'exercice 2016
	CA 23-05-2017/006	Affectation du résultat au compte de l'exercice 2017
	CA 23-05-2017/007	Budget supplémentaire de l'exercice 2017
	CA 23-05-2017/008	Bonifications et plafonds des demandes d'aide
	CA 23-05-2017/009	Rejet de la demande de subvention de l'Association H2 EAUX - programme d'actions et d'échanges autour du développement durable- plan d'actions 2017
	CA 23-05-2017/010	Rejet de la demande de subvention de l'Association Mel Makrel - Manifestation "la riviè Grand Riviè en mouvman" 6ème édition 2017
	CA 23-05-2017/011	Attribution de subvention de 500 € à l'Association Cœur d'Iles - Opération "nettoyage des sources" sur la commune du Gros-Morne - édition 2017
	CA 23-05-2017/012	Attribution de subvention de 6 000€ à l'Association Karisko - Réalisation d'un jeu de société "Biojest Matjoukann" - édition 2017
	CA 23-05-2017/013	Rejet de la demande de subvention de l'Association Martinique Surfing & Sailing team - Championnat du surf éco responsable sur la commune de Basse-Pointe - 2ème édition 2017
	CA 23-05-2017/014	Attribution de subvention de 3 500€ à Bateau école évasions - Marc GIBOYAU - Campagne de sensibilisation et d'incitation au tri dans le cadre du tour des yoles 2017: opération "abordages écolos"
	CA 23-05-2017/015	Sursis à statuer à la demande de subvention de l'Association l'Asso-Mer - Projet CAMSUB: sensibilisation des Martiniquais à la préservation du milieu marin par retransmission en direct d'une plongée sous-marine
	CA 23-05-2017/016	Attribution de subvention de 12 000€ à CAP NORD - Contrat de rivière du Bassin versant du Galion : communication 2017
	CA 23-05-2017/017	Attribution de subvention de 50 000€ à CAP NORD - Contrat de rivière du bassin versant du Galion: Animation - coordination 2017

CA 23-05-2017/018	Sursis à statuer à la demande de subvention de la SARL LOCAVET - Installation d'une station de traitement et de recyclage des eaux usées de la blanchisserie: volet économie d'eau
CA 23-05-2017/019	Attribution de subvention de 8 129€ à la SARL CHOISY- Modernisation du système d'irrigation: passage d'un système "sur frondaison" en "sous frondaison" - commune de Saint-Joseph
CA 23-05-2017/020	Attribution de subvention de 740 € à M. Guy JALTA - Acquisition d'une citerne de récupération des eaux de pluie - commune du Lorrain
CA 23-05-2017/ 021	Attribution de subvention de 12 237€ à l'Agence des 50 pas géométriques - Réalisation d'un poste de refoulement des eaux usées des latrines publiques de la plage du quartier La Charmeuse - commune du Prêcheur
CA 23-05-2017/022	Sursis à statuer à la demande de subvention de la SARL LOCAVET - Installation d'une station de traitement et de recyclage des eaux usées de la blanchisserie: volet traitement des effluents
CA 23-05-2017/ 023	Attribution de subvention de 20 000€ à la Société Nouvelle Etablissements Modernes de Boissons Gazeuses - SNEMBG - Installation d'une vis presse pour l'extraction des boues de la station d'épuration du site - Commune du Lamentin
CA 23-05-2017/024	Complément exceptionnel des délibérations n°CA 075-15 et 017-14 au Foyer de l'Espérance- Etude hydraulique en vue du confortement de berges dans le cadre du chantier d'insertion "La rivière" 2014
CA 23-05-2017/025	Attribution de subvention de 20 250€ à la CAESM - Gestion et valorisation du patrimoine naturel de 6 sites de l'Espace Sud
CA 23-05-2017/026	Prolongation de la délibération n°CA 085-14 à l'Exploitation Emile ALONZEAU - Installation d'un système de récupération d'eaux de pluie et du système d'irrigation dans le cadre du projet de conversion à l'agriculture biologique Habitation Val d'Or, Ravine chien - commune de Rivière-Salée
CA 23-05-2017/027	Annulation des délibérations n°CA072-12 et 060-11 au SCNA - Extension des réseaux de collecte d'eaux usées - communes du Lorrain, du Gros-Morne et de Sainte-Marie
CA 23-05-2017/028	Création d'emplois budgétaires 2017
CA 23-05-2017/029	Adoption du règlement de formation ODE
CA 23-05-2017/030	Adoption du plan de formation ODE 2017- 2018
CA 23-05-2017/031	Convention de recherche pour l'étude de l'indicateur Crabe (mangrove)
CA 23-05-2017/032	Convention de recherche pour l'étude complémentaire pour l'évolution de l'IDA (Indice Diatomique Antilles)
CA 23-05-2017/033	Attribution de subvention à l'ONF et le PNRM pour le plan d'actions 2017 - Convention pluriannuelle 2017 - 2022 de partenariat tripartite entre le PNRM, l'ONF et l'ODE Martinique

	CA 23-05-2017/034	Attribution de subvention au Conservatoire du Littoral pour le plan d'actions 2017 - Convention de partenariat pluriannuelle 2017 - 2022 entre le Conservatoire du Littoral et l'ODE Martinique
	CA 23-05-2017/035	Actions de coopération décentralisée en Haïti - plan d'actions 2017
	CA 23-05-2017/036	Convention de groupement de commande DEAL ODE pour l'étude CATEAR GEMAPI SOCLE
	CA 23-05-2017/037	Attribution de subvention au pôle relais zones humides tropicales pour le plan d'actions 2017
	CA 23-05-2017/038	Projet de construction d'un bâtiment administratif : stratégie 2017
CA du 24/07/2017	CA 24-07-2017/039	Décision modificative n°1 de l'exercice 2017
	CA 24-07-2017/040	Création d'une régie d'avance
	CA 24-07-2017/041	Réforme de divers matériels informatiques
	CA 24-07-2017/042	Adoption de la mise en œuvre d'un chantier de sécurisation juridique et financière des aides versées aux tiers
	CA 24-07-2017/043	Rejet de la demande de subvention à l'Agence Martiniquaise de l'Energie- Réalisation d'un concours d'images dans le cadre de la fête de la science édition 2017
	CA 24-07-2017/044	Attribution de subvention à la CACEM - Contrat de baie de Fort-de-France: animation 2017 - 50 000€
	CA 24-07-2017/045	Attribution de subvention à la CAESM - Contrat littoral: animation 2017 - 24 008€
	CA 24-07-2017/046	Attribution de subvention à la CAESM - Contrat littoral: ateliers de concertation 2017 - 6 150€
	CA 24-07-2017/047	Attribution de subvention à ODYSSI - Travaux urgents de réparation de la canalisation des distributions de la chambre à manœuvre du réservoir Evêché - 115 453€
	CA 24-07-2017/048	Attribution d'un complément exceptionnel de subvention - Délibération n°055-14- à la société 2TDA- Réalisation d'une plateforme de traitement des matières de vidanges et de boues de micro STEP - phase travaux - 22 466€
	CA 24-07-2017/049	Accord pour un versement d'avance de subvention- Délibération n°081-16 à l'association WORLD WILD RIDERS - Projet de sensibilisation "D'lo Lari'a"- 5 000€
	CA 24-07-2017/050	Vote du nouvel organigramme de l'ODE Martinique
	CA 24-07-2017/051	Vote du règlement de formation de l'ODE
	CA 24-07-2017/052	Vote du plan de formation de l'ODE 2017-2018
	CA 24-07-2017/053	Création de postes budgétaires
CA 24-07-2017/054	Réorganisation des espaces actuels	
CA 24-07-2017/055	Convention cadre entre l'ODE Martinique et la DEAL 2017-2022	
CA 24-07-2017/056	Bancarisation des données poissons crustacés	

	CA 24-07-2017/057	Partenariat tripartite ONF PNRM ODE- Convention pluriannuelle 2017 2022 de partenariat tripartite entre le PNRM, l'ONF et l'ODE
	CA 24-07-2017/058	Edition du SDAGE 2016 - 2021
	CA 24-07-2017/059	Etat des lieux 2019
	CA 24-07-2017/060	Etude économique EDL 2019 - caractérisation socio-économique des utilisations de l'eau
	CA 24-07-2017/061	Publications: bilan qualité milieux 2011 - 2016 et pesticides dans les rivières 2016
	CA 24-07-2017/062	Etude Cherax quadricarinatus
	CA 24-07-2017/063	Projet ChloANT
	CA 24-07-2017/064	Etude sicydium sentinelle
	CA 24-07-2017/065	Suivi chimie des eaux littorales par échantillonneurs passifs
	CA 24-07-2017/066	Suivi chimie DCE et pesticides des cours d'eau
	CA 24-07-2017/067	Etude sur la qualité des herbiers marins
	CA 24-07-2017/068	Participation de l'ODE à la COP 23
CA du 20/10/2017		
	CA 20-10-2017/069	Désignation des membres du comité d'opportunité des aides (CO)
	CA 20-10-2017/070	Adoption du règlement intérieur du conseil d'administration
	CA 20-10-2017/071	Adoption de la charte déontologique des membres du conseil d'administration
	CA 20-10-2017/072	Vote du rapport de gestion 2016
	CA 20-10-2017/073	Réforme de mobilier
	CA 20-10-2017/074	Convention pour le partenariat et le financement d'études et d'actions: Chambre d'agriculture - Acquisition de compteurs d'irrigation
	CA 20-10-2017/075	Convention pour le partenariat et le financement d'études et d'actions: DEAL - paic 2017 - Etude du fond géochimique cuivre dans les sédiments, caractérisation en dangerosité et proposition de voies de valorisation de déchets dragues
	CA 20-10-2017/076	Convention pour le partenariat et le financement d'études et d'actions: DEAL - paic 2017 - Caractérisation des volumes prélevables en Martinique
	CA 20-10-2017/077	Convention pour le partenariat et le financement d'études et d'actions: Chambre d'agriculture - Communication régionale plan Ecophyto II - Martinique 2017
	CA 20-10-2017/078	Coopération avec Haïti: Mise en mission du Président - 2ème édition des assises de la coopération décentralisée franco-haïtienne les 5 et 6 décembre 2017
	CA 20-10-2017/079	Attribution de subvention à l'Association Entreprises et Environnement - Mise en place d'une zone réglementée et d'un sentier sous-marin sur la commune du Carbet : Volet acquisition de connaissance - 13 001€
	CA 20-10-2017/080	Attribution de subvention à l'Agence des 50 pas géométriques de la Martinique - Forum Bodlanmè 5ème édition 2018 - 12 000€

CA 20-10-2017/081	Attribution de subvention à l'Association Fibres insertion et bambou pour le développement - AFIBAD - Organisation d'un colloque sur le vétiver et ses champs d'application - 6 000€
CA 20-10-2017/082	Attribution de subvention à la société Beau comme les Antilles - BCA - Kit d'information Martinique, Biodiversité et Développement durable - film documentaire "Les secrets de la mer"- 12 000€
CA 20-10-2017/083	Attribution de subvention à la CACEM - Evaluation du contrat de baie - phase 2 - 15 200€
CA 20-10-2017/084	Attribution de subvention à CAP NORD - 3ème reconduction du MPBC 2013-2016 : Travaux urgents sur le réseau d'eau potable - territoire nord - 358 769€
CA 20-10-2017/085	Attribution de subvention à CAP NORD - 3ème reconduction du MPBC 2013-2016 : Travaux urgents de réhabilitation suite aux événements cycloniques - secteur nord atlantique - 115 642€
CA 20-10-2017/086	Prolongation d'1 an et accord pour un versement d'avance de 50% de la délibération n°014-15 à l'ASA DES PLANTEURS DE LA REGION DE MARIGOT ET SAINTE-MARIGOT - Remplacement d'une membrane d'étanchéité d'un bassin
CA 20-10-2017/087	Attribution de subvention à la commune de Sainte-Marie - Réhabilitation des réseaux d'eaux potable dans le cadre de la requalification de la rue des étages - 95 100€
CA 20-10-2017/088	Attribution de subvention à la société Locavet - Installation d'une station de traitement et de recyclage des eaux usées de blanchisserie - 20 000€
CA 20-10-2017/089	Prolongation d'1 an de la délibération n°050-14 de la SARL UNION - Remplacement de l'ancien système d'irrigation: passage du sous frondaison au goutte à goutte
CA 20-10-2017/090	Attribution de subvention à la commune de Sainte-Marie - Réhabilitation des réseaux d'eaux usées dans la cadre de la requalification de la rue des étages - 32 400€
CA 20-10-2017/091	Complément de la délibération n°CA 033-09 à la CAESM - Réhabilitation de postes de refoulement - 43 926€
CA 20-10-2017/092	Complément de la délibération n°CA 061-15 à la CAESM - Extension des réseaux d'eaux usées dans le bourg sur la commune de Rivière-Pilote tranche 2- 150 000€
CA 20-10-2017/093	Complément de la délibération n°CA 088-14 à la CAESM- Réhabilitation de la STEP du bourg sur la commune des Anses d'Arlet - 275 850€
CA 20-10-2017/094	Complément des délibérations n°CA 052-11 et 013-14 à la CAESM - Réhabilitation de la STEP au quartier de Petit Fond sur la commune du Saint-Esprit - 97 500€
CA 20-10-2017/095	Complément de la délibération n°CA 089-14 à la CAESM - Transfert des eaux usées sur la commune de Rivière-Pilote vers la STEP de Gros-Raisin sur la commune de Sainte-Luce tranche 2 - 300 600€

	CA 20-10-2017/096	Prolongation d'1 an des délibérations n°CA 006-14 AEP et CA 009-14 EU pour la ville de Schoelcher - Réhabilitation et réalisation du réseau AEP au quartier Fond Batelière phase 1
	CA 20-10-2017/097	Rejet de la demande de subvention à la société LOCAVET- Installation d'une station de traitement et de recyclage des eaux de blanchisserie
	CA 20-10-2017/098	Attribution de subvention à l'Association ASSO-MER - Brigade d'intervention maritime (BIM) - 5 000€
	CA 20-10-2017/099	Attribution de subvention à l'Association ENTREPRISES ET ENVIRONNEMENT - Mise en place d'une zone réglementée et d'un sentier sous-marin sur la commune du Carbet : Volet milieu - 4 570€
CA du 18/12/2017	CA 18-12-2017/100	Désignation des membres à la commission d'appel d'offres (CAO)
	CA 18-12-2017/101	Vote du règlement intérieur des membres de la CAO
	CA 18-12-2017/102	Projet de nouveau marché et convention pour le suivi de la qualité des milieux aquatiques - Suivi CARHYCE
	CA 18-12-2017/103	Projet de nouveau marché et convention pour le suivi de la qualité des milieux aquatiques - Pêches électriques cours d'eau
	CA 18-12-2017/104	Projet de nouveau marché et convention pour le suivi de la qualité des milieux aquatiques - AMO ROCCH 2018 Lettre contrat
	CA 18-12-2017/105	Chantier RIFSEEP : Adoption du référentiel métier
	CA 18-12-2017/106	Adoption du règlement intérieur du personnel de l'ODE et de l'Observatoire de l'eau
	CA 18-12-2017/107	Adoption du nouvel organigramme
	CA 18-12-2017/108	Prorogation pour 2 ans de la convention n°007-01-2015 à la CAESM - Rétablissement de la continuité écologique de la rivière blanche et réhabilitation de la route des gués
	CA 18-12-2017/109	Prorogation pour 1 an de la convention n°005-01-2015 à la CAESM - Réhabilitation de la STEP du bourg des Anses d'Arlet
	CA 18-12-2017/110	Prorogation pour 1 an de la convention n°006-01-2015 à la CAESM - Transfert des effluents d'eaux usées de la commune de Rivière-Pilote vers la station d'épuration de Gros-Raisins à Sainte-Luce - tranche 2
	CA 18-12-2017/111	Prorogation d'1an de la convention n°028-10-2014 à ODYSSI - Confortement du talus de l'usine de production d'eau potable de Didier et déplacement d'un transformateur d'EDF
	CA 18-12-2017/112	Prorogation d'1 an de la convention n°029-10-2014 à ODYSSI - Réhabilitation de l'usine de production d'eau potable (UPEP) au quartier Didier
	CA 18-12-2017/113	Prorogation d'1 an de la convention n°032-10-2014 à ODYSSI - Acquisition de matériel pour la détection de canalisations et la recherche de fuites sur le réseau d'eau potable

CA 18-12-2017/114	Prorogation d'1 an de la convention n°030-10-2014 à CAP NORD - Marché public à bons de commande 2013 - 2016 travaux AEP - exercice 2014
CA 18-12-2017/115	Prorogation d'1 an de la convention n°CA 013-15 à la CAESM - Réalisation de panneaux d'information pour la mise en place des périmètres de protection de la rivière- blanche sur la commune de Sainte-Joseph
CA 18-12-2017/116	Prorogation de 2 ans de la convention n°065-12-2015 à la CAESM - Extension du réseau de collecte de Désert commune de Sainte-Luce tranche 2
CA 18-12-2017/117	Prorogation de 2 ans de la convention n°049-10-2015 à la CAESM - Extension du réseau de collecte du bourg de la commune du Saint-Esprit
CA 18-12-2017/118	Prorogation d'1 an de la convention n°048-10-2015 à la CAESM - Travaux d'extension du réseau d'eaux usées dans le bourg de la commune de Rivière-Pilote - tranche 2
CA 18-12-2017/119	Prorogation d'1 an de la convention n°039-10-2015 à la CAESM - Mise en place du réseau d'assainissement collectif au quartier Canal de la commune de Ducos
CA 18-12-2017/120	Prorogation d'1 an de la convention n°041-10-2015 à ODYSSI - Renouvellement du réseau AEP, des branchements EU et pose des réseaux secs pour l'automatisation du réseau gandillon dans le cadre des travaux du TCSP Pointe Simon sur la commune de Fort-de-France - volet AEP
CA 18-12-2017/121	Prorogation d'1 an de la convention n°046-10-2015 à ODYSSI - Renouvellement du réseau AEP, des branchements EU et pose des réseaux secs pour l'automatisation du réseau gandillon dans le cadre des travaux du TCSP Pointe Simon sur la commune de Fort-de-France - volet Eaux usées
CA 18-12-2017/122	Prorogation d'1 an de la convention n°062-12-2015 à ODYSSI - Extension du réseau eaux usées au quartier Gondeau - tranche 1 commune du Lamentin
CA 18-12-2017/123	Prorogation d'1 an de la convention n°020-04-2015 à CAP NORD - Renouvellement et renforcement des réseaux d'adduction du réservoir du Pérou et des réseaux de distribution de Pérou et du Morne des Esses commune de Sainte-Marie
CA 18-12-2017/124	Prorogation d'1 an de la convention n°045-10-2015 à CAP NORD - Mise en place d'une unité de déshydratation des boues sur la step de Chazeau
CA 18-12-2017/125	Prorogation de 2 ans de la convention n°047-10-2015 à CAP NORD - Création des réseaux de transfert vers la nouvelle STEP de Pontalery et suppression des STEP du bourg de la commune du Robert
CA 18-12-2017/126	Prorogation d'1 an de la convention n°058-12-2015 à CAP NORD - Travaux de réhabilitation de 4 réservoirs d'eau potable sur le territoire du SCNA 2015-2018 : phase 1 (Sainte-Marie, Basse-Pointe et Ajoupa Bouillon)

CA 18-12-2017/127	Prorogation d'1 an de la convention n°059-12-2015 à CAP NORD - Marché à bons de commande 2015 - travaux urgents sur le réseau de canalisations AEP de diverses communes (Lorrain et Sainte-Marie)
CA 18-12-2017/128	Prorogation d'1 an de la convention n°064-12-2015 à CAP NORD - Extension du réseau d'assainissement collectif pour le raccordement des "eaux usées" situé dans le périmètre rapproché du forage d'AEP de la commune de Grand-Rivière
CA 18-12-2017/129	Prorogation d'1 an de la convention n°033-10-2014 à 2TDA (Traitement et Transport de Déchets d'Assainissements) - Réalisation d'une plateforme de traitement des matières de vidange et de boue de micro-step - phase travaux
CA 18-12-2017/130	Prorogation d'1 an de la délibération n°CA 061-12 à l'Université des Antilles et de la Guyane - Projet "Clipper": étude du comportement de la chlrodécone en estuaire
CA 18-12-2017/131	Prorogation de 2 ans de la convention n°11-068 à CAP NORD - Construction d'une station d'épuration et des réseaux de transfert associés quartier Pontaléry au Robert (tranche 2)
CA 18-12-2017/132	Modification de plan de financement de la convention n°18-05-2016 à ODYSSI - Construction des ouvrages d'infrastructure d'assainissement pour assurer le transfert des effluents de la STEP d'Acajou vers la STEP de Gaigneron commune du Lamentin

LEGENDE :

Délibérations d'attribution de subvention

Délibérations de prorogation de subvention

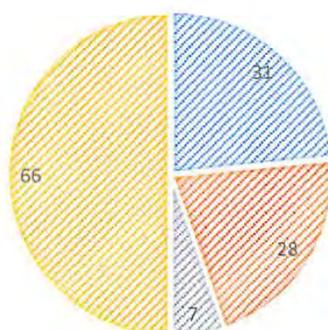
Diagramme synthétisant les chiffres :

Sur un total de 132 délibérations prises en 2017 :

- 31 concernent des attributions de subventions et apparaissent (en bleu)
- 28 sont relatives à des demandes de prorogations d'un ou deux ans (en saumon)
- 7 concernent des chantiers de Ressources Humaines (en gris)

**REPARTITION DES DELIBERATIONS
2017**

■ attributions d'aides ■ demandes de prorogations ■ chantiers RH ■ autres



Analyse synthétique :

L'activité du Conseil d'Administration a été importante en 2017 avec 5 réunions sur l'année et 132 décisions prises.

La modernisation des procédures de gestion, permettant une meilleure qualité de rédaction des PV et des délibérations, mais également de présentation administrative des dossiers du Conseil.

Toutes les réunions organisées en 2017 ont obtenu le quorum.

En 2018, le travail de dématérialisation de la gestion du Conseil se poursuivra par la mise en place d'une plateforme dédiée.

FICHE 15 BILAN ACTIVITÉ 2017

Intitulé de l'activité :
Pilotage des chantiers transversaux 2017

Présentation de l'équipe opérante :

Michéla ADIN : Directrice Générale
Joanna BALUSTRE : Assistante de la Directrice Générale
En collaboration avec l'ensemble des services de l'ODE

Description synthétique de l'activité :

L'activité

Cette activité pilotée par la direction générale des services, consiste en la sélection d'axes de travail prioritaires et transversaux aux différents services répondants aux orientations principales de l'ODE, pour les traduire en chantiers opérationnels.

Les objectifs principaux

Ces chantiers répondent dans l'ensemble aux objectifs suivants :

- Moderniser les process internes de l'ODE
- Conduire les chantiers prioritaires en mode projet afin d'en garantir le suivi dans la durée et l'atteinte des objectifs fixés
- Améliorer la transparence de l'action de la Direction Générale auprès de l'ensemble des agents
- Valoriser le travail des différents services en désignant des pilotes en fonction de leur compétence et non de leur position hiérarchique
- Dialoguer avec le président de l'ODE sous le prisme des chantiers prioritaires

Bilan de l'activité pour 2017

PRESENTATION SYNTHETIQUE DES CHANTIERS TRANVERSAUX

ORIENTATIONS	THEMATIQUES/OBJECTIFS / LIVRABLES	PILOTAGE	DEBUT	FIN	ETAT D'AVANCEMENT
ADMINISTRATION GENERALE					
AMELIORER LA PERFORMANCE ADMINISTRATIVE	Elaboration d'un nouveau format du dossier du CA : <ul style="list-style-type: none"> • Notices standardisées et synthétiques • 2 dossiers (principal et annexes) 	M.ADIN	04/17	05/17	
	Révision du format de rédaction des délibérations : Modernisation et sécurisation <ul style="list-style-type: none"> • Rédaction d'une procédure • Délibération type 	M.ADIN	06/17	15/07/17	
	Mise en place de la gestion dématérialisée du courrier : <ul style="list-style-type: none"> • Elaboration d'une procédure de traitement • Dématérialisation du traitement du courrier • Achat d'un logiciel courrier 	M.ADIN / J.BALUSTRE	06/17 06/17	15/07/17 31/12/17	Elaboration de la procédure terminée Dématérialisation partielle du courrier – en attente logiciel Mise en place d'un outil de gestion du courrier prévue pour janvier 2018 (recherche en cours : marché office 365) Présentation du logiciel et formation du personnel à

	<ul style="list-style-type: none"> • Formation des Administrateurs • Equiper les Administrateurs 				LOUIS-JOSEPH en cas de fichiers lourds
	<p>Mise en place des outils de pilotage partagés de l'activité :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Liste des tableaux de bord par activité validés en CODIR 	Chefs de service	07/17	10/17	<p>En cours : tableau de bords aides et redevances à jour et sur Smartsheet</p> <p>Tableau de suivi des études en cours de refonte</p> <p>Tableau de suivi d'exécution budgétaire des actions DCI en cours de finalisation</p>
	<p>Mise en place des instances de pilotage techniques et les faire vivre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Codir • Equipe de pilotage des projets • Groupes de travail thématiques 	M.ADIN	07/17	01/09/17	
	<p>Elaboration de tableaux de bord de suivi des contrats et des conventions :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Marchés publics • Conventions opérationnelles • Contrats 	C.SALOMON	06/17	10/17	

	Elaboration d'un bloc d'outils pour l'attribution des aides aux tiers : <ul style="list-style-type: none"> • Vote des seuils de conventionnement • Corpus de « conventions types » • Mise à jour du règlement d'attribution des aides • Corpus de « documents types » 	C.SALOMON	09/17 24/07	12/17 01/18	Vote des seuils de conventionnement : fait Corpus de « conventions types », mise à jour du règlement d'attribution des aides et corpus de « documents types » en cours, présentation au CA de janvier 2018
--	--	-----------	--------------------	--------------------	--

MARKETING/COMMUNICATION/INFORMATION /COOPERATION

MODERNISER L'IMAGE NUMERIQUE DE L'ODE RENFORCER LA MISSION INFORMATION ET	Elaboration d'un nouveau site internet ODE : <ul style="list-style-type: none"> • Publication du marché • Réunion de lancement • Mise en route effective • Refonte du site internet 	A.POPULO	05/17	31/12/17	Refonte en cours avec le prestataire désigné
	Elaboration d'un nouveau site Observatoire : <ul style="list-style-type: none"> • Publication du marché • Réunion de lancement • Mise en route effective 	G.RAIMBAUD	05/17	31/12/17	Marché publié. Réunion de lancement faite le 21/08/2017. Refonte du site : en cours.
	Rédaction et présentation de l'offre de service de l'ODE aux territoires :	A.POPULO/ S.BOUDRE	08/17	31/12/17	S.BOUDRE : proposition brute pour prise en charge par la COM

112

<p>D'ACCUEIL</p> <p>AMELIORER LA STRATEGIE DE COOPERATION INTERNATIONALE</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Rédaction • Diffusion • Présentation aux acteurs du territoire 				« rédaction » pour le 31 janvier
	<p>Rédaction d'un document définissant la stratégie de communication institutionnelle de l'ODE</p>	A.POPULO	07/17	27/11/17	Reformatage du document EN COURS
	<p>Rédaction d'un document définissant la stratégie encadrant les actions de coopération internationales 2017/2018</p>	A.POPULO	07/17	27/11/17	Reformatage du document EN COURS
	<p>Refonte du portail cartographie</p>	G. RAIMBAUD	05/2017	12/2017	

FINANCES /BUDGET/AIDES

<p>METTRE EN COHERENCE LA CONSTRUCTION BUDGETAIRE</p> <p>AVEC LES MISSIONS DE</p>	<p>Structure du budget 2018 par opération et en AP/CP :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Prépa et Dialogue budgétaire 2018 	M.ADIN / G.MARTIAL	09/17	31/12/17	Chantier en cours
	<p>Paramétrage des logiciels ASTRE et PROGOS :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Formation des agents • Paramétrage du 3^{ème} PPI 	L.MANGEOT/ S. LOUIS-JOSEPH	07/17	31/10/17	<p>Suivi tous les 2 ans.</p> <p>Formation PROGOS du 04 au 08 sept. : fait (AN, LO, GM).</p> <p>Formation ASTRE du 06 au 12 sept. : fait (GM).</p> <p>2^{ème} session Formation PROGOS du 30 nov. Au 1^{er} déc. : prévue (AN, LO, PB,</p>

MOYENS GENERAUX / BATIMENTS

RELOGER LES AGENTS DANS DES LOCAUX ADAPTES ET SECURISES ADAPTER LES MOYENS AUX BESOINS DE L'ACTIVITE	<p>Déménagement du siège de l'ODE :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Visites • Plan de financement (ventes des biens actuels) • Offre d'achat • Passation de marché • Exécution des travaux • Déménagement 	M.ADIN	04/17	01/01/19	<p>Démarches et visites en cours auprès de divers promoteurs et agences immobilières</p> <p>Réalisation d'une étude de faisabilité sur un terrain à FDF</p>
	<p>Réorganisation des espaces actuels :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Passation de marché • Exécution des travaux • Installation 	G.MARTIAL/ C.SALOMON	06/17	1 ^{er} /01/18	<p>AMO désignée</p> <p>Marché de travaux notifié le 14/11/2017 à CARAIB REHAB</p> <p>Début des travaux le 04/12/2017 – Achèvement avant le 31/01/2017</p>
	<p>Modernisation des moyens téléphoniques de l'ODE :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Audit Orange • Consultation • Nouvelle stratégie à élaborer 	G.MARTIAL	06/17	31/10/17	<p>Prise de contact avec les opérateurs ORANGE et SFR (JB)</p> <p>Réunion ORANGE et SFR mise en place : en attente des propositions et du choix de l'opérateur.</p> <p>Nouvel opérateur désigné</p>

					SFR 1 ^{er} Trimestre 2018
	Optimisation des moyens informatiques (systèmes et logiciels) : <ul style="list-style-type: none"> • Audit informatique • Consultation • Nouvelle stratégie à élaborer 	S.LOUIS-JOSEPH/ JM. MARCELLIN	06/17	31/10/17	Audit : fait. Nouvelle stratégie et plan d'actions 2018 : faite. Point sur l'état d'avancement à prévoir.
	Elaboration et mise en œuvre d'un plan d'action en vue de ranger les espaces de travail actuels : <ul style="list-style-type: none"> • Trier • Archiver et ranger • Jeter 	G.MARTIAL	06/17	31/07/17	Action en cours

RESSOURCES HUMAINES ET ORGANISATION

AMELIORER L'OFFRE DE A	Elaboration d'un nouvel organigramme : <ul style="list-style-type: none"> • Clarification des périmètres et rééquilibrage 	M. ADIN /L.MANGEOT	04/17	31/07/17	
	Elaboration des projets de services <ul style="list-style-type: none"> • Définition du périmètre de chaque service • Opérations et/ou plan d'actions 2017/2018 par service 	Chefs de services/coordonateurs	07/17	31/10/17	En cours

FONCTION RH	Elaboration d'un plan de formation 2017/2018 et vote	M.ADIN/R.PALCY	04/17	07/17	
	Elaboration d'un nouveau règlement intérieur / Guide des congés et absences et vote <ul style="list-style-type: none"> Synthèse des propositions des agents Règlement plus synthétique et spécifique 	M.ADIN/R.PALCY	04/17	10/17	
AMELIORER LA COHESION D'EQUIPE	Elaboration d'une charte du bien vivre ensemble	Agents ODE /M.ADIN	10/17	31/12/17	
	Mise en œuvre de la RIFSEEP et la PSR <ul style="list-style-type: none"> Elaboration des fiches de postes Elaboration du référentiel métier Quotation des postes Révision du format des fiches de paye Délibération 	M.ADIN /R.PALCY	05/17	05/18	<ul style="list-style-type: none"> - Chantier fiche de poste terminé - Référentiel métiers ODE terminé
ELABORER UN CORPUS DE DOCUMENTS CADRES DE L'ORGANISATION DE L'ACTIVITE	Renfort des moyens humains et redéploiement interne : <ul style="list-style-type: none"> Recrutements externes Mobilité interne 	M.ADIN /R.PALCY	05/17	01/18	Postes publiés en internes et affectations finalisées Effectif à 27 / ^m janvier 2108 1 poste d'instructeur retiré de la publication
	Révision du document unique	R.PALCY/ Stagiaire RH	09/17	06/18	Lancement d'un appel à candidature pour l'accueil d'un stagiaire

	Mise en place d'une action de cohésion d'équipe 2017	M.ADIN	10/17	31/12/17	Réalisée le 15 décembre 2018
--	--	--------	-------	----------	------------------------------

PARTICIPATIONS/ CONVENTIONS PARTENARIAT

<p>RATIONNALISER ET SÉCURISER ET METTRE EN COHÉRENCE</p> <p>LES PARTENARIATS ET PARTICIPATIONS DE L'ODE</p> <p>MISE À JOUR DES CONVENTIONS CADRES</p>	Signature de la convention DEAL/ODE /PAIC 2017 2018	L.MANGEOT / M.ADIN	05/17	07/17	
	Toilettage des participations ODE et élaboration d'un tableau de bord de suivi	L.MANGEOT / J.BALUSTRE	08/17	30/09/17	Vérification des délibérations relatives aux adhésions et aux désignations de représentations dans les instances : fait (JB/ RL). Toilettage du tableau initial : fait. Version finale LM : en cours.
	Toilettage des conventions cadres ODE et élaboration d'un tableau de bord de suivi	G.HIELARD		30/09/17	Tableau de bord de suivi des conventions livré le 25/05/17. Issu de la fusion des tableaux existants (CS, JB, RL)- Tableau à alimenter par les agents.

ETUDES / MISE EN ŒUVRE DU PPI/ APPUI au TERRITOIRE

RENFORCER L'APPUI AUX TERRITOIRES ET AUX ACTEURS LOCAUX	Rédaction d'une note de cadrage définissant la stratégie du lancement des études ODE 2017/2018 :	G.HIELARD		01/09/17	Note V1 remise 07/08/2017 Validée V5- 06/11/2017 Volé en CA 18 DEC 17
	Lancement d'un appel à Projets 2017 <ul style="list-style-type: none"> • Cahier des charges • Notification 	L.MANGEOT / A.NICOLAS		31/12/17	Définition d'appels à projets pour 2018 en cours
	Rédaction d'un plan de formation 2018 ambitieux en direction des acteurs du territoire	L.MANGEOT / S.BOUDRE	10/17	31/12/17	Mise en œuvre des conventions en cours CNFPT et Chambre d'agriculture. Programme de formation proposé par SB. Convention de partenariat en négociation avec OIEau/DG ODE

LEGENDE : ACTION TERMINEE



ACTION EN COURS



ACTION NON MISE EN ŒUVRE

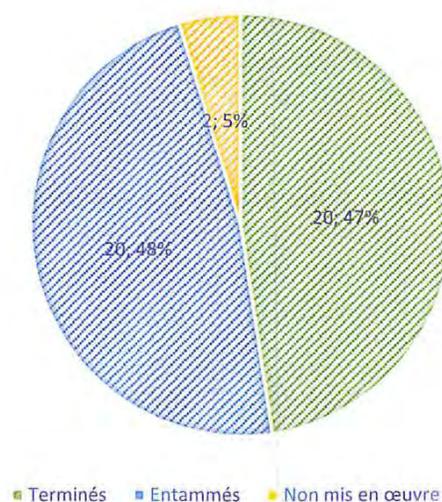


Diagrammes synthétisant les chiffres :

Sur un total de 42 chantiers ouverts en 2017 :

- 20 sont totalement aboutis en 2017 et apparaissent en vert
- 20 sont en cours de mise en œuvre et au moins une action a été menée en 2017. Parmi ces chantiers en cours, **15 chantiers trouveront leur aboutissement** en cours de 1^{er} semestre 2018
- 2 chantiers n'ont pas été mise en œuvre et apparaissent en rouge. Ces chantiers seront reportés au tableau 2018.

CHANTIERS TRANSVERSAUX 2017



Analyse synthétique :

Les résultats de la conduite de ces chantiers prioritaires **sont très satisfaisants.**

Le travail en mode « **projets transversaux** » a suscité l'adhésion de l'ensemble des équipes, mais a également nécessité une très grande capacité d'adaptation. L'effort de planification des actions dans le temps a payé, et a permis l'atteinte de la majorité des objectifs fixés.

Ce mode d'action a permis de faciliter le décloisonnement des activités de l'ODE, et a contribué à remotiver la majorité des agents.

Parmi les 20 chantiers terminés en 2017, le volet RH et Moyens généraux /Organisation a bénéficié de priorités d'action telles qu'elles ont été définies par le président de l'ODE avec l'avènement de la nouvelle direction générale en avril 2017.

Néanmoins au niveau du RH, des chantiers plus lourds tels que la RIFSEEP ou en encore le Document Unique devront trouver un aboutissement en cours d'année 2018, compte tenu des enjeux très importants qu'ils induisent. Des actions sont entreprises dans ce sens.

D'autres chantiers plus longs et impactant les missions notamment d'appui technique au territoire, ou encore la fonction financière, sont bien engagés mais un travail important reste à faire. Le recrutement au mois de janvier du Directeur Adjoint en charge des Ressources et des Moyens Généraux a donné un coup de fouet à ces actions, qui devraient aboutir, pour leur grande majorité fin 2018.

Au niveau de la communication et de la diffusion de l'information (Observatoire), l'objectif de refonte des deux sites est pratiquement atteint fin 2017. C'est un sujet de satisfaction pour les équipes de l'ODE. Ces chantiers prioritaires, qui étaient dans les projets de l'ODE depuis plusieurs années, trouveront leur aboutissement avant la fin du premier semestre 2018.

Le chantier de réaménagement des espaces de travail était particulièrement attendu des agents, ces transformations impactent positivement le climat social interne, ce, pour un coût relativement faible :

Coût des travaux d'amélioration : 57 000 euros

Coût des nouveaux aménagements (mobilier / ZAA/Cuisine) : 26 000 euros.

I-PERSPECTIVES 2018

1- Tableau de programmation 2017

➤ Rappel des résultats Direction de la Connaissance et des interventions (DCI) 2017 – Exécution du PPI 3
année 1

Bilan programmation ODE 2017				
PROGRAMME 2017				
Cadre de la programmation	Maîtrise d'ouvrage	Intitulé Action	Montant programmé budget ODE	Stade de l'action
				EC = En cours T = Terminé ND = Non abouti
Délibération du programme 2017 N° CA 30-11-2016/ 087				
Réseaux de mesures			1 225 224	
Programmation ONEMA 2017	ODE	Suivi DCE – physico-chimie cours d'eau	325 000	T
Programmation ONEMA 2017	ODE	Surveillance complémentaire - pesticide cours d'eau	60 000	T
Programmation ONEMA 2017	CTM	Suivi DCE Manzo	30 024	EC
Programmation ONEMA 2017	ODE	Suivi DCE biologique des cours d'eau	94 000	T
Programmation ONEMA 2017	ODE	Suivi DCE - suivi ESOUT	219 200	T
Programmation ONEMA 2017	ODE	Suivi DCE Masses d'eau littorales	29 000	EC
Programmation ONEMA 2017	ODE	Suivi complémentaire échantillonneurs passifs	106 000	T
Programmation ONEMA 2017	ODE	Séminaire "Ateliers d'échange Eaux littorales Antilles"	30 000	T
Programmation Office de l'Eau 2017	ODE	Cellule terrain (ETP complémentaires, investissements, maintenance ...)	10 000	T
Programmation Office de l'Eau 2017	ODE	Réseaux d'enquête	14 000	ND
Programmation Office de l'Eau 2017	ODE	Validation des sites de référence cours d'eau	26 000	ND
Programmation Office de l'Eau 2017	IFREMER	Etude Nitrate Milieu Marin	18 000	EC
Programmation Office de l'Eau 2017	ODE	AMO IFREMER	30 000	T
Programmation Office de l'Eau 2017	ODE	Suivi RNO-REPOM	56 000	T

Dialogue gestion DEAL 2017	DEAL	Mise en œuvre du réseau hydrométrique bases eaux	20 000	ND
Bioindication et études milieux			146 000	
Programmation Office de l'Eau 2017	ODE	Etude de la qualification des ripisylves	16 000	ND
Programmation Office de l'Eau 2017	ODE	Création d'une base photographique sur les cours d'eau, les espèces, les habitats et les pressions	10 000	ND
Programmation Office de l'Eau 2017	ODE/DEAL	Autres études de connaissance sur les cours d'eau et ravines (dont DMB phase II)	100 000	ND
CRP BRGM	BRGM	Redéfinition de la typologie des cours d'eau "pérenne ou temporaire" - Phase 2	20 000	EC
Programmation Office de l'Eau 2017 N°CA 24-07-2017/062	ODE	Publications : bilan qualité milieux 2011-2016 & Pesticides dans les rivières 2016	25 000	?
Programmation Office de l'Eau 2017 N°CA 24-07-2017/063	IFREMER	Projet ChloANT	20 000	ND
Programmation Office de l'Eau 2017 N°CA 24-07-2017/064	ENTPE	Etude Sicydium Sentinelle	32 400	EC
Programmation Office de l'Eau 2017 N°CA 24-07-2017/067	CNRS	Etude sur la qualité des herbiers marins (tortues)	40 000	EC
Pression/Impact et usages			332 000	
Dialogue gestion DEAL 2017 N°CA 30-11-2016/087 -- N°CA 24-07-2017/062	DEAL	Etude l'espèce exotique envahissante Cherax	10 000	EC
Programmation Office de l'Eau 2017	ODE	Chlor-Eau-Sol année 4	57 000	?
Programmation Office de l'Eau 2017	FREDON	Ecophyto ZNA Action FREDON	90 000	?
Programmation Office de l'Eau 2017	ODE	Etude prospective sur la récupération des eaux pluviales	25 000	ND
CRP BRGM	BRGM	Caractérisation du fonctionnement des bassins versants de Case Navire et de Fond Lahaye et évaluation de l'adéquation ressource / prélèvements / besoins	50 000	ND
CRP BRGM	BRGM	Evaluation des volumes prélevables	100 000	EC

	Maîtrise		Montant programme	Stade de l'action
Programmation Office de l'Eau 2017 N°CA 23-05-17 /031	ODE	Etude Préliminaire à la mise en place d'un bio-indicateur basé sur la population de crabes de mangrove	5 827	EC
Programmation Office de l'Eau 2017 N°CA 23-05-17 /032	ODE	Indices Diatomique Antilles : étude complémentaire	18 261	ND
Gouvernance/ Politique de territoires			105 000	
Programmation ONEMA 2015	DEAL	Edition valorisation SDAGE 2016-2021	41 000	T
Dialogue gestion DEAL 2015	DEAL	Délimitation du DPF (Guide et plaquette riverains)	10 000	EC
Programmation Office de l'Eau 2017	ODE	Edition du 3ème PPI 2017-2022	40 000	T
Programmation ONEMA 2015 et prog ODE N°CA 24-07-2017/ 058	ODE	IMPRESSION SDAGE 2016-2021	45 000	T
Programmation Office de l'Eau 2017	ODE	Animation Politique de territoire et suivi des contrats	0	T
Programmation Office de l'Eau 2017	ODE	Etude de la capacité d'accueil des zones d'expansion des crues - Stage M1	20 000	T
Programmation Office de l'Eau 2013 N°CA 24-07-2017 / 057	ODE	Convention ODE/ONF/PNRM 2013-2016	130 000	T
Programmation Office de l'Eau 2017 N°CA 24-05-2017/ 033	ODE	Convention CDL 2017-2022	110 100	EC
Programmation Office de l'Eau 2017 N°CA 23-05-2017/ 033	ODE	Convention Tripartite 2017-2022 ONF/ PNRM/ ODE	389 600	EC
Programmation Office de l'Eau 2017 N°CA 23-05-2017 / 031	ODE	Pole Mangroves UICN	34 000	T
Programmation Office de l'Eau 2017 N°CA 24-07-2017/ 059	ODE	EDL 2019	240 000	EC
Programmation Office de l'Eau 2017 N°CA 24-07-2017/ 060	ODE	Etude économique dans le cadre de l'EDL 2019 - Caractérisation socio-économique des utilisations de l'eau	40 000	EC
Formation et assistance technique			285 000	
Programmation ONEMA 2013 - Travaux	ODE	Projet ATTENTIVE - tranche 2016-2017	106 000	T
Programmation Office de l'Eau 2017 N°CA 30-11-2016 / 088	ODE	SATASPANC	0	T
Programmation Office de l'Eau 2017	ODE	Caractérisation des EP et évaluation du fonctionnement des ouvrages de traitement - année 2	104 000	EC
Programmation Office de l'Eau 2017	ODE	Caractérisation des eaux usées domestiques à l'échelle d'une habitation individuelle et suivi in situ de dispositifs ANC agréés pour adaptation au contexte local	5 000	EC
Programmation Office de l'Eau 2017	ODE	Etude de définition du guichet unique pour l'ANC	16 000	ND

Programmation Office de l'Eau 2017 N°CA 23-05-2017/ 036	ODE	Etude de définition en vu de la mise en place de la CATEAR	34 000	EC
Programmation Office de l'Eau 2017	ODE	Amination GT et diverses études	20 000	T
Observatoire de l'eau et gestion de la donnée			174 400	
Programmation ONEMA 2016	ODE	Développement d'une base de données pour l'interopérabilité des outils métiers avec le SIE - complément pour interfacage BNPE	4 000	ND
Programmation Office de l'Eau 2017 N°CA 30-11-2016 / 092	ODE	Programme d'action Observatoire de l'Eau	60 000	EC
Programmation Office de l'Eau 2016	ODE	Administration SANDRE et SIE	5 000	T
Programmation ONEMA 2015 N°CA 24-07-2017 /056	DEAL	Création d'une base de données poissons et crustacés	28 400	ND
Programmation Office de l'Eau 2016	ODE	campagne de contrôle comptable des déclaration de redevance	81 000	ND
Coopération internationale			60 000	
Programmation Office de l'Eau 2017	ODE	Coopération institutionnelle	10 000	T
Programmation Office de l'Eau 2017 N°CA 23-05-2017/ 036	ODE	Coopération décentralisée Programme Eau Haïti - Phase 3	50 000	T
TOTAUX			2 357 624	

2- Tableau de programmation 2018

➤ La programmation 2018 de la DCI – Exécution du PPI 3 année 2

Programme d'actions DCI 2018						
<i>(études et valorisation des résultats, assistance technique, offre de formation, acquisition de matériel et logiciels métier)</i>						
Délibération du programme 2018						
CA du 29/01/2018 n°134-18						
Cadre programme	Nombre d'opérations	Montant	Dotations	Relicats fonds propres ODE	répartition budgétaire	
			Prévisionnelles		2018	2019
Connaissance réglementaire	24	1 335 029 €	1 049 024 €	296 005 €	1 002 198 €	359 831 €
Cellule connaissance milieux et pressions	13	926 529 €	721 024 €	215 505 €	670 098 €	266 431 €
Cellule Terrain	1	10 000 €	0 €	10 000 €	10 000 €	0 €
Cellule Appui au territoire	3	58 500 €		58 500 €	42 500 €	16 000 €
Mission appui politique de bassin et gouvernance	6	280 000 €	280 000 €	0 €	237 600 €	59 400 €
Observatoire	1	60 000 €	48 000 €	12 000 €	42 000 €	18 000 €
Connaissance contextuelle et assistance technique	20	805 912 €	261 673 €	544 239 €	549 139 €	226 238 €
Cellule connaissance milieux et pressions	5	185 000 €	18 000 €	167 000 €	101 900 €	83 100 €
Cellule Appui au territoire	8	355 912 €	83 673 €	272 239 €	242 239 €	83 138 €
Mission appui politique de bassin et gouvernance	4	230 000 €	160 000 €	70 000 €	170 000 €	60 000 €
Observatoire	3	35 000 €		35 000 €	35 000 €	
Connaissance fondamentale recherche appliquée	8	250 477 €		250 477 €	127 369 €	47 108 €
Cellule connaissance milieux et pressions	7	230 477 €		230 477 €	111 369 €	43 108 €
Cellule Appui au territoire	1	20 000 €		20 000 €	16 000 €	4 000 €
TOTAUX(en € TTC)		2 391 418 €	1 310 697 €	1 090 721 €	1 678 706 €	633 178 €

3- Enjeux 2018

Nous l'avons vu, la gestion de l'année 2017 est marquée par des particularités fortes, notamment s'agissant de la modification de l'organisation territoriale de la compétence EAU et ASSAINISSEMENT en Martinique. Ces changements extérieurs à l'ODE, ont impacté indirectement la première année d'exécution du PPI 3, qui voit certains taux d'exécution inférieurs aux attentes.

Ce constat posé, une belle dynamique interne s'est développée tout au long de l'année 2017. Elle s'est traduite par le lancement notamment d'un important travail d'ingénierie financière, et d'analyse comptable qui permettra d'améliorer ces taux d'exécution sur le prochain exercice, et par conséquent, **de diminuer le montant des restes à réaliser, qui est encore trop élevé. Ce dernier point reste l'un des principaux enjeux de la fonction financière pour 2018.**

En face de cette ingénierie financière renforcée, **c'est l'exécution opérationnelle du PPI qui devra être plus performante** avec des taux d'exécution à la hausse, **c'est là l'enjeu principal de la direction en charge de la connaissance et des interventions (DCI).**

Plus généralement, les nombreux chantiers qui ont été ouverts en 2017, se matérialiseront en 2018, et se traduiront par la modernisation des procédures de travail internes, mais également, **par la transformation de l'image de l'ODE, ainsi que par le repositionnement de l'établissement dans le paysage institutionnel Martiniquais, enjeu majeur et stratégique de la direction générale pour 2018.**

L'année 2018 est donc vue comme celle de la confirmation des orientations prises en 2017.

Ce nouvel exercice dont le calendrier n'affiche pas de changement institutionnel majeur, permettra d'asseoir la nouvelle stratégie de l'ODE, et se caractérisera du point de vue des fonctions supports par :

- Le renforcement de l'ingénierie financière et comptable de l'établissement
- La maîtrise des coûts de gestion
- La sécurisation des procédures d'achat
- La stabilisation des effectifs à 28 agents et le développement de leurs compétences
- Le développement de l'offre de service RH
- La modernisation des moyens téléphoniques et informatiques et la poursuite des chantiers de dématérialisation

Au niveau des fonctions techniques ce nouvel exercice prévoit :

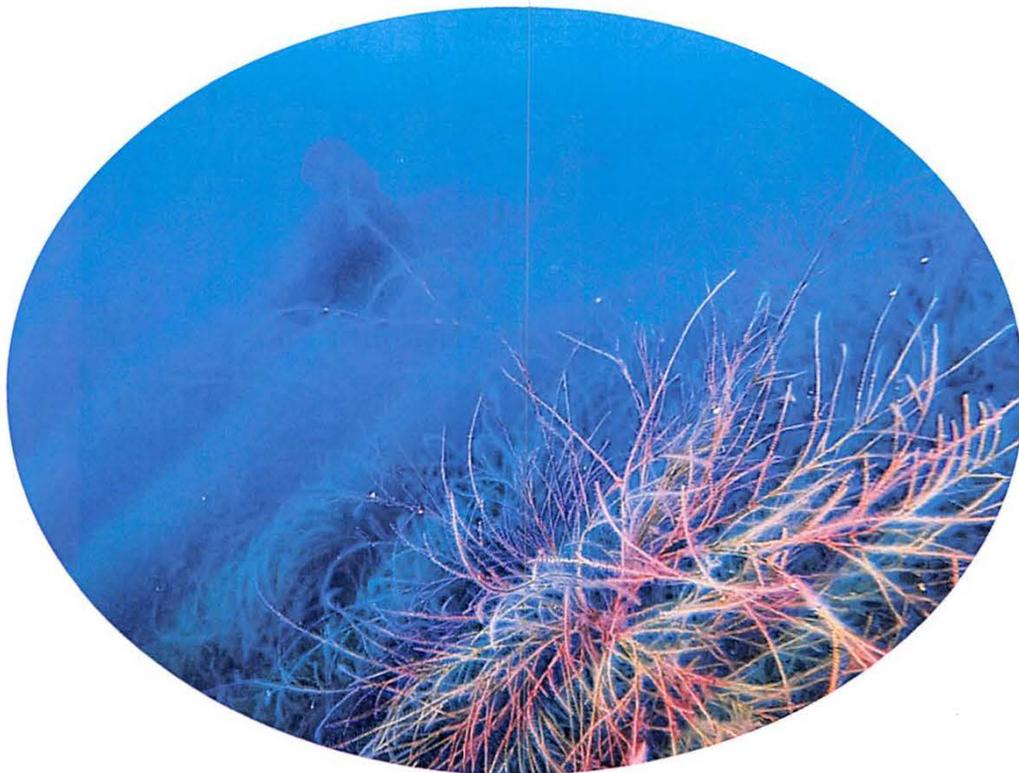
- La poursuite de l'exécution du PPI 3, et le déploiement avec la DEAL du PLAN EAU DOM par le biais des contrats de progrès signés avec les EPCI
- Le renforcement de la cohérence des études menées, et l'amélioration de leur valorisation
- La mise en œuvre de nouveaux partenariats
- La réalisation de l'Etat Des Lieux (EDL) du SDAGE
- Le déploiement et la promotion des nouveaux sites internet ODE et OBSERVATOIRE (les travaux de refonte étant finalisés)
- Le déploiement d'un plan de communication ambitieux, comptant notamment des RDV au cœur des territoires (Forums « L'ODE & Vous ! » et réunions publique).
L'ODE renforcera ainsi sa mission d'information et d'amélioration de la connaissance.

128

La direction générale poursuivra également les chantiers de coopération institutionnelle et décentralisée ouverts dans la Caraïbe, et **s'attachera à poursuivre la collaboration avec les décideurs Martiniquais, afin de s'assurer du portage politique des actions phares de l'ODE.**

Toutes ces perspectives de travail se réaliseront en 2018 dans les espaces de travail rénovés de l'ODE, dans un climat social désormais apaisé.

L'objectif est donc bien de s'inscrire dans **l'amélioration continue**, grâce à une émulation positive et bienveillante, avec comme principal outil notre expertise, et comme principal carburant notre motivation !





EXTRAIT DES DELIBERATIONS

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU VENDREDI 20 AVRIL 2018

Présidence : Marie-France TOUL

Date de convocation : 12/04/2018

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres au début de la séance : 11

Nombre de membres arrivés en cours de séance : 2

Nombre de membres partis en cours de séance : 2

Nombre de membres présents pour ce point : 13

Extrait n° CA 20-04-2018/ 164

Date de publication : 24 AOUT 2018

Objet : VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 2017

ÉTAIENT PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS : Marie-France TOUL (représentant Claude LISE), Patricia TELLE, Arnaud RENE-CORAIL, Victor CESAR, Marcellin NADEAU, Christophe GROS (représentant Patrick BOURVEN et Jacques HELPIN), Guillaume VISCARDI (représentant Mathilde BRASSY), Alex PAVIOT (représentant Marie-Jeanne TOULON), Jean- Maurice MONTEZUME

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS : Éric BELLEMARE

ÉTAIENT ABSENTS : Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Antoine VEDERINE, David ZOBDA, Patrick HOUSSEL

- **VU** la loi n° 2003-132 du 19 juillet 2003 relative aux règles budgétaires et comptables applicables aux Départements et mettant en œuvre la réforme comptable couramment dénommée « réforme M 52 »,
- **VU** le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.1617-2 à L1617-5 et L3312-6,
- **VU** le code de l'environnement, partie législative, les articles L 213-13 à L 213-20,
- **VU** le code de l'environnement partie réglementaire, les articles R213-59 à R 213-71, R 213-77, D 213-72 à D 213-76,

- **VU** la délibération n° CA084-16 adoptant le 3^{ème} Programme Pluriannuel d'Intervention et la délibération n° CA085-16 adoptant les conditions générales d'attribution des aides aux personnes publiques et privées,
- **VU** le budget primitif, le budget supplémentaire et la DM n°1 de l'exercice 2017,
- **VU** le compte de gestion 2017 établi par le payeur territorial,
- **VU** le compte des recettes et des dépenses 2017 de l'Office De l'Eau Martinique, présenté par la directrice, ordonnateur des dépenses et des recettes,
- **Considérant** le rapport de la Direction de l'Office de l'Eau de Martinique,

Les membres du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ou représentés,

Décident,

- L'approbation du compte administratif de l'office, pour l'exercice 2017, tel que présenté par la Directrice Générale, ordonnateur des dépenses et des recettes.

Les montants de ce compte sont arrêtés conformément au tableau annexé.

Pour extrait certifié conforme

Fait à Fort-de-France, le

08 AOÛT 2018



Le Président

Claude LISE

ANNEXE - DELIBERATION CA 20-04-2018/164

SYNTHESE DES RESULTATS DE L'EXERCICE 2017

	DEPENSES	RECETTES	RESULTATS
Section de fonctionnement	4 996 258.10 €	9 942 631.29 €	4 946 373.19 €
Section d'investissement	2 519 433.27 €	3 482 367.41 €	962 934.14 €
REPORT DE L'EXERCICE			
Report en section de fonctionnement	0.00 €	7 352 793.56 €	7 352 793.56 €
Report en section d'investissement	0.00 €	17 294 914.10 €	17 294 914.10 €
RESULTAT DE CLOTURE			
Section de fonctionnement	4 996 258.10 €	17 295 424.85 €	12 299 166.75 €
Section d'investissement	2 519 433.27 €	20 777 281.51 €	18 257 848.24 €
TOTAL (réalisations + reports)	7 515 691.37 €	38 072 706.36 €	30 557 014.99 €

RESTE A REALISER			
Section de fonctionnement	4 915 431.96 €	2 911 892.05 €	-2 003 539.91 €
Section d'investissement	16 399 130.36 €	0.00 €	-16 399 130.36 €
TOTAL des RAR à reporter	-21 314 562.32 €	2 911 892.05 €	-18 402 670.27 €

RESULTAT AVEC RESTE A REALISER			
Section de fonctionnement	9 911 690.06 €	20 207 316.90 €	10 295 626.84 €
Section d'investissement	18 918 563.63 €	20 777 281.51 €	1 858 717.88 €
TOTAL CUMULE	28 830 253.69 €	40 984 598.41 €	12 154 344.72 €



AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE L'OFFICE DE L'EAU MARTINIQUE

Numéro SIRET : 28972005400013

POSTE COMPTABLE : PAIERIE TERRITORIALE

M.52

COMPTE ADMINISTRATIF

voté par nature

BUDGET : 01 BUDGET PRINCIPAL ODE

ANNEE : **2017**

(1) Indiquer soit « Département : nom du département », soit le libellé de l'établissement ou du syndicat (exemples : MDPH, libellé du syndicat mixte relevant de l'article L.5721- du CGCT, ...)

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal (du département ou syndicat mixte) ou libellé du budget annexe

Demande effectuée le 26/04/2018

SOMMAIRE

I - Informations générales

- A - Informations statistiques, fiscales et financières
- B - Pour mémoire : modalités de vote du budget
- C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats
- C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses
- C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes

II - Présentation générale

- A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget
- A2 - Equilibre financier du budget - Section d'investissement
- A3 - Equilibre financier du budget - Section de fonctionnement
- B1 - Balance générale - Dépenses
- B2 - Balance générale - Recettes

III - Vote

- A - Section d'investissement - Vue d'ensemble - Dépenses / Recettes
 - A1.1 - Equipements départementaux - Dépenses non individualisées en programme
 - A2 - Equipements non départementaux
 - A3 - Dépenses financières
 - A4.1 - Recettes - Financement des équipements départementaux et non départementaux
 - A4.3 - Recettes financières
 - A6 - Section d'investissement - Opérations d'ordre entre sections
- B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble
 - B1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses
 - B2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes

IV - Annexes

A - Présentation croisée par fonction

- A1 - Vue d'ensemble
 - A1/01 - Opérations non ventilées
 - A1/0 - Fonction 0 (sauf 01)
 - A1/7 - Fonction 7

B - Eléments du bilan

- B7.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses
- B7.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes

C - Engagements hors bilan

- C1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt

D - Autres éléments d'information

- D4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes

E - Décisions en matière de taux - Arrêté et signatures

- E2 - Arrêté et signatures

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I - INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques			
	Valeurs		Valeurs
Population totale		Nombre de m2 de surface utile de bâtiments (4)	
Longueur de la voirie départementale (en km)		Nombre d'organismes de coopération auxquels appartient le département	

Informations fiscales (N-2)			
Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par habitant pour le département (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par catégorie (2)
Fiscal	Financier		

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et financier définis à l'article L. 3334-6 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux)

(2) Il s'agit du potentiel financier définis à l'article L. 3334-6-1 pour les départements urbains et R.3334-3-1 du CGCT pour les départements non urbains. Le potentiel financier moyen par catégorie figure sur la fiche de répartition et la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2.

	Informations financières - ratios	Valeurs	Moyennes nationales de la strate
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population		
2	Produit des impositions directes/population		
3	Recettes réelles de fonctionnement/population		
4	Dépenses d'équipement brut/population		
5	Encours de dette/population (3)		
6	DGF/population		
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (4)		
8	Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal (5)		
9	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital /recettes réelles de fonctionnement (4)		
10	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (4)		
11	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (3) (4)		

(3) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 01/01/N

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

(5) Cf. 6° de l'article R. 3313-2 du CGCT.

▮ Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies

I – INFORMATIONS GENERALES	I
POUR MEMOIRE : MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

<p style="text-align: center;">POUR MEMOIRE</p> <p>I – L'Assemblée délibérante a voté le budget :</p> <ul style="list-style-type: none">- au niveau du chapitre pour la section d'investissement- sans les programmes d'équipement listés en III-A1.3- au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement- sans vote formel sur chacun des chapitres. <p>La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :</p> <p>[...]</p> <p>II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en investissement et en fonctionnement, et, en section d'investissement, sans chapitre de programme.</p>

- (1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer « avec » ou « sans » les programmes d'équipement.
(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

I - INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE - RESULTATS	C1

RESULTATS DE L'EXERCICE

	RESULTAT DE L'EXERCICE N			
	Mandats émis	Titres émis	Reprise résultats exercice antérieur(1)	Résultat ou solde (A)(1)
TOTAL DU BUDGET	7 515 691.37	13 424 998.70	24 647 707.66	A1 30 557 014.99
Investissement	2 519 433.27	3 482 367.41	(2) 17 294 914.10	A2 18 257 848.24
Dont 1068		2 696 556.93		
Fonctionnement	4 996 258.10	9 942 631.29	(3) 7 352 793.56	A3 12 299 166.75

(1) Indiquer le signe - si dépenses>recettes, et + si recettes>dépenses.

(2) Solde d'exécution de N-1 reporté sur la ligne budgétaire 001 du budget. Indiquer le signe - si dépenses>recettes, et + si recettes>dépenses.

(3) Résultat de fonctionnement N-1 reporté sur la ligne budgétaire 002 du budget (diminué de l'affectation au 1068 en N). Indiquer le signe - si déficitaire, et + si excédentaire.

	RESTES A REALISER N (4)		
	Dépenses	Recettes	Solde (B) (5)
TOTAL des RAR	I+II 21 314 562.32	III+IV 2 911 892.05	B1 -18 402 670.27
Investissement	I 16 399 130.36	III	B2 -16 399 130.36
Fonctionnement	II 4 915 431.96	IV 2 911 892.05	B3 -2 003 539.91

(4) A reporter au budget primitif ou au budget supplémentaire N+1.

(5) Indiquer le signe - si dépenses>recettes, et + si recettes>dépenses.

	RESULTAT CUMULE = (A)+(B)(6)	
TOTAL	A1+B1	12 154 344.72
Investissement	A2+B2	1 858 717.88
Fonctionnement	A3+B3	10 295 626.84

(6) Si le montant est positif, il s'agit d'un excédent, si le montant est négatif, il s'agit d'un déficit.

I - INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE - RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap./ Art.(2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT - TOTAL		(I) 16 399 130.36
010	REVENU MINIMUM D'INSERTION	
018	R.S.A.	
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT(3)	
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATION (BUDGETS ANNEXES - REGIES NON PERSONNALISEES)	
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES(3)	51 958.16
2032	FRAIS DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT	48 442.76
2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES BREVET LICENCES MARQUES PROCEDES DROITS ET VAL	3 515.40
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES(3)	16 181 268.63
204111	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	25 900.00
204112	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	478 500.00
204113	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL	106 128.50
204121	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	49 400.00
204132	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	897 536.00
204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	317 950.00
204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	9 569 755.63
204143	PROJETS D'INFRASTRURES D'INTERET NATIONAL	4 057 698.00
204162	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	12 735.00
2041781	BIENS MOBILERS, MATERIEL ET ETUDES	9 800.00
2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	1 725.00
204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	15 290.00
20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	31 971.00
20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	412 903.00
20423	PROJETS D'INFRASTRUTURES D'INTERET NATIONAL	193 976.50
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES(3)	165 903.57
2157	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	1 122.24
2181	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES INSTAL GENERALE, AGENCE. ET AMENAGE.	160 313.34
21838	AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE	1 336.00
21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	3 131.99
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION(3)	
23	IMMOBILISATIONS EN COURS(3)	
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS	
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES(3)	
	Opérations pour compte de tiers n°	
SECTION DE FONCTIONNEMENT - TOTAL		(II) 4 915 431.96
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL(4)	2 882 762.87
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	395.27
611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AVEC DES ENTREPRISES	1 920.00
61551	ENTRETIEN ET REPARATIONS MATERIEL ROULANT	162.25
6156	MAINTENANCE	2 648.99
617	ETUDES ET RECHERCHES	1 724 970.47
6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	2 468.38
6185	FRAIS DE COLLOQUES ET SEMINAIRES	19 609.33
6188	AUTRES FRAIS DIVERS	73 266.47
62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS	713 754.21
6231	ANNONCES ET INSERTIONS	9 213.75
6234	RECEPTIONS	29.87
6236	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS	9 318.54
6238	DIVERS	325 005.34
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES(4)	
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	
015	REVENU MINIMUM D'INSERTION	
016	ALLOCATION PERSONNALISEE D'AUTONOMIE (A.P.A.)	
017	R.S.A.	
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE(4)	2 032 669.09

6558	AUTRES CONTRIBUTIONS OBLIGATOIRES	63 091.00
6568	AUTRES PARTICIPATIONS	690 602.59
65731	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT A L'ETAT	147 600.00
65733	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX DEPARTEMENTS	21 309.00
65734	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	737 123.00
65735	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX AUTRES GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES	6 000.00
65738	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ORGANISMES PUBLICS DIVERS	66 291.00
6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATIONS ET AUX AUTRES ORGA	300 652.50
6586	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	
66	CHARGES FINANCIERES	
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES(4)	

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées aux comptes 010 et 018.

(4) Hors dépenses imputées aux comptes 015, 016 et 017.

I - INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE - RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap./ Art.(2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT - TOTAL		(III)
010	REVENU MINIMUM D'INSERTION	
018	R.S.A.	
024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT(3)	
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATION (BUDGETS ANNEXES - REGIES NON PERSONNALISEES)	
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES(3)	
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES(3)	
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES(3)	
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION(3)	
23	IMMOBILISATIONS EN COURS(3)	
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS	
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES(3)	
	Opérations pour compte de tiers n°	
SECTION DE FONCTIONNEMENT - TOTAL		(IV) 2 911 892.05
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	
73	IMPOTS ET TAXES	
731	IMPOSITIONS DIRECTES	
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS(4)	2 911 892.05
74718	AUTRES	2 911 892.05
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE(4)	
013	ATTENUATIONS DE CHARGES(4)	
015	REVENU MINIMUM D'INSERTION	
016	ALLOCATION PERSONNALISEE D'AUTONOMIE (A.P.A.)	
017	R.S.A.	
76	PRODUITS FINANCIERS	
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS(4)	

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées aux comptes 010 et 018.

(4) Hors dépenses imputées aux comptes 015, 016 et 017.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	4 996 258.10	9 942 631.29
	Section d'investissement	2 519 433.27	3 482 367.41
		+	+
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement(002)		7 352 793.56
	Report en section d'investissement(001)		17 294 914.10
		=	=
TOTAL EXERCICE (réalisations + reports N-1)		7 515 691.37	38 072 706.36

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	4 915 431.96	2 911 892.05
	Section d'investissement	16 399 130.36	
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	21 314 562.32	2 911 892.05

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	9 911 690.06	20 207 316.90
	Section d'investissement	18 918 563.63	20 777 281.51
	TOTAL CUMULE	28 830 253.69	40 984 598.41

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R.3312.9 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R.3312-6 du CGCT).

TOTAL DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE

	TOTAL DES MANDATS EMIS			TOTAL DES TITRES EMIS		
	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
INVESTISSEMENT	2 519 433.27		2 519 433.27	2 696 556.93	785 810.48	3 482 367.41
FONCTIONNEMENT	4 210 447.62	785 810.48	4 996 258.10	9 942 631.29		9 942 631.29
TOTAL REALISATIONS DE L'EXERCICE(1)	6 729 880.89	785 810.48	7 515 691.37	12 639 188.22	785 810.48	13 424 998.70

(1) Total des réalisations = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement. Les reports N-1 ne sont pas comptabilisés car ils sont réalisés d'office.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER - INVESTISSEMENT	A2

SECTION D'INVESTISSEMENT - REALISATIONS
(y compris les restes à réaliser N-1)

Chap.	Libellé	Mandats	Titres
010	REVENU MINIMUM D'INSERTION		
018	R.S.A.		
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT(sauf 138)		
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (5)		
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)(y compris programmes) (9)	14 982.32	
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	2 428 696.28	
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES(y compris programmes) (9)	72 605.65	
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION(y compris programmes) (2)(9)		
23	IMMOBILISATIONS EN COURS(y compris programmes) (9)	3 149.02	
Total des réalisations d'équipement		2 519 433.27	
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES (7)		
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (6) (9)		
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES		
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATION (BUDGETS ANNEXES - REGIES NON PERSONNALISEES) (3)		
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS		
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES (9)		
Total des réalisations financières			
45...1	Total des opé.pour compte de tiers(4)		
Total des réalisations réelles en investissement		2 519 433.27	
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (1)		785 810.48
041	OPERATIONS PATRIMONIALES (1)		
Total des réalisations d'ordre en investissement			785 810.48

TOTAL DES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE

TOTAL	2 519 433.27	785 810.48
--------------	---------------------	-------------------

RESULTATS ANTERIEURS

001 Solde d'exécution de la section d'investissement N-1 reporté		17 294 914.10
1068 Excédents de fonctionnement capitalisés		

TOTAL CUMULE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

TOTAL DE LA SECTION	2 519 433.27	18 080 724.58
SOLDE D'EXECUTION (recettes - dépenses) (8)		+15 561 291.31

(1) DF 023 = RI 021 , DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(2) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(3) A servir uniquement lorsque le département effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'il crée.

(4) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En recettes, détail du 138.

(7) En recettes, sauf 1068.

(8) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

(9) Hors dépenses et recettes imputées aux chapitres 010 et 018.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER - FONCTIONNEMENT	A3

SECTION DE FONCTIONNEMENT - REALISATIONS
(y compris les restes à réaliser et rattachements N-1)

MANDATS EMIS		TITRES EMIS	
OPERATIONS REELLES ET MIXTES			
011 CHARGES A CARACTERE GENERAL (2)	2 348 006.31	70 PRODUITS, SERVICES, DOMAINE ET VENTES DIV.	18 640.66
012 CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES (2)	1 222 647.77	73 IMPOTS ET TAXES (sauf 731)	8 927 802.03
		731 IMPOSITIONS DIRECTES	
		74 DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS (2)	996 188.60
65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE (sauf 6586) (2)	639 793.54	75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE(2)	
6586 FRAIS FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS			
014 ATTENUATIONS DE PRODUITS		013 ATTENUATIONS DE CHARGES (2)	
015 REVENU MINIMUM D'INSERTION		015 REVENU MINIMUM D'INSERTION	
016 ALLOCATION PERSONNALISEE D'AUTONOMIE		016 ALLOCATION PERSONNALISEE D'AUTONOMIE	
017 REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE		017 REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE	
Total dépenses de gestion de services	4 210 447.62	Total recettes de gestion des services	9 942 631.29
66 CHARGES FINANCIERES		76 PRODUITS FINANCIERS	
67 CHARGES EXCEPTIONNELLES (2)		77 PRODUITS EXCEPTIONNELS (2)	
68 DOTATIONS AUX PROVISIONS (2)		78 REPRISE SUR PROVISIONS (2)	
022 DEPENSES IMPREVUES			
TOTAL DEPENSES REELLES ET MIXTES	4 210 447.62	TOTAL RECETTES REELLES ET MIXTES	9 942 631.29
OPERATIONS D'ORDRE (2)			
042 OPERATIONS ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	785 810.48	042 OPERATIONS ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	
043 OPERATIONS ORDRE INTERIEUR DE LA SECTION		043 OPERATIONS ORDRE INTERIEUR DE LA SECTION	
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	785 810.48	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	
TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	4 996 258.10	TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE	9 942 631.29
RESULTAT REPORTE DE N-1			
002 Résultat de fonctionnement reporté		002 Résultat de fonctionnement reporté	7 352 793.56
TOTAL DES DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	4 996 258.10	TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	17 295 424.85
SOLDE D'EXECUTION (recettes-dépenses) (1)		+12 299 166.75	

(1) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

(2) Hors dépenses et recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

II - PRESENTATION GENERALE	II
BALANCE GENERALE - DEPENSES	B1

MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles(1)	Opérations d'ordre(2)	TOTAL Réalisé
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES			
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (7)			
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (sauf 1688 non budgétaire)			
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS ET SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT (5)			
	TOTAL DES PROGRAMMES D'EQUIPEMENT			
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)(3)(7)	14 982.32		14 982.32
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES (3)(7)	2 428 696.28		2 428 696.28
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (3)(7)	72 605.65		72 605.65
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION (3)(7)(6)			
23	IMMOBILISATIONS EN COURS (3)(7)	3 149.02		3 149.02
010	REVENU MINIMUM D'INSERTION			
018	R.S.A.			
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS			
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES (7)			
28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS			
3...	STOCKS ET EN-COURS			
192	REALISATIONS POSTERIEURES AU 01/01/2004			
198	NEUTRALISATION DES AMORTISSEMENTS			
45	TOTAL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (4)			
481	CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES			
Dépenses d'investissement - Total		2 519 433.27		2 519 433.27

+

Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles(1)	Opérations d'ordre(2)	TOTAL Réalisé
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL (8)	2 348 006.31		2 348 006.31
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES (8)	1 222 647.77		1 222 647.77
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS			
015	REVENU MINIMUM D'INSERTION			
016	ALLOCATION PERSONNALISEE D'AUTONOMIE (A.P.A.)			
017	R.S.A.			
60	ACHATS ET VARIATION DES STOCKS			
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE (8)	639 793.54		639 793.54
6586	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS			
66	CHARGES FINANCIERES			
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES (8)			
68	DOTATIONS AUX PROVISIONS (8)		785 810.48	785 810.48
022	DEPENSES IMPREVUES			
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT			
Dépenses de fonctionnement - Total		4 210 447.62	785 810.48	4 996 258.10

+

Pour information D 002 Résultat négatif reporté

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaire.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 52.

(3) Hors chapitres programmes.

(4) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(6) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(7) Hors dépenses imputées aux chapitres 010 et 018.

(8) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

II - PRESENTATION GENERALE	II
BALANCE GENERALE - RECETTES	B2

TITRES EMIS (y compris les restes à réaliser sur N-1)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles(1)	Opérations d'ordre(2)	TOTAL Réalisé
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES (sauf 1068)			
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (6)			
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES(sauf 1688 non budgétaire)			
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS ET SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT (4)			
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204) (6)			
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES (6)			
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (6)			
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION (6)(5)			
23	IMMOBILISATIONS EN COURS (6)			
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS			
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES (6)			
010	REVENU MINIMUM D'INSERTION			
018	R.S.A.			
3...	STOCKS ET EN-COURS			
192	REALISATIONS POSTERIEURES AU 01/01/2004			
28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS		785 810.48	785 810.48
45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (3)			
481	CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES			
Recettes d'investissement - Total			785 810.48	785 810.48

1068 Excédent de fonctionnement capitalisé N-1	2 696 556.93
--	--------------

Pour information R001 Solde d'exécution positif reporté	17 294 914.10
---	---------------

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles(1)	Opérations d'ordre(2)	TOTAL Réalisé
013	ATTENUATIONS DE CHARGES (7)			
015	REVENU MINIMUM D'INSERTION			
016	ALLOCATION PERSONNALISEE D'AUTONOMIE (A.P.A.)			
017	R.S.A.			
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	18 640.66		18 640.66
71	PRODUCTION STOCKEE (OU DESTOCKAGE)(ou déstockage)			
72	TRAVAUX EN REGIE			
73	IMPOTS ET TAXES (sauf 731)	8 927 802.03		8 927 802.03
731	IMPOSITIONS DIRECTES			
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS (7)	996 188.60		996 188.60
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE (7)			
76	PRODUITS FINANCIERS			
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS (7)			
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS (7)			
79	TRANSFERTS DE CHARGES			
Recettes de fonctionnement - Total		9 942 631.29		9 942 631.29

Pour information R002 Résultat positif reporté	7 352 793.56
--	--------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaire
(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M52.
(3) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).
(4) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
(5) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
(6) Hors recettes imputées aux chapitres 010 et 018.
(7) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

III - VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - VUE D'ENSEMBLE	A

DEPENSES

Nature	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits annulés (2)	Pour information réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information réalisations gérées hors AP
DEPENSES D'INVESTISSEMENT -TOTAL	27 881 135.03	2 519 433.27	16 399 130.36	8 962 571.40		2 519 433.27
Dépenses des équipements départementaux (total) (détail de III-A1.1 à III-A1.5)	1 726 335.74	90 736.99	217 861.73	1 417 737.02		90 736.99
- Non individualisées en programmes d'équipement (détail en III-A1.1) - Individualisées en programmes d'équipement (liste des programmes en III-A1.3, détail en III-A1.4 et en III- A1.5) - 010 Revenu minimum d'insertion (détail en III-A1.2) - 018 Revenu de solidarité active (détail en III-A1.2)	1 726 335.74	90 736.99	217 861.73	1 417 737.02		90 736.99
Dépenses des équipements non départementaux (détail en III-A2)	26 124 799.29	2 428 696.28	16 181 268.63	7 514 834.38		2 428 696.28
Dépenses financières (détail en III-A3)	30 000.00			30 000.00		
Opérations pour compte de tiers (détail en III-A5)						
040 Opérations ordre transfert entre sections(détail en III-A6)						
041 Opérations patrimoniales (détail en III-A7)						
Pour information : D001 Solde d'exécution négatif reporté						
Total des dépenses d'investissement cumulées	27 881 135.03	2 519 433.27	16 399 130.36	8 962 571.40		2 519 433.27

(1) Dépenses engagées non mandatées

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts - Réalisations - Restes à réaliser au 31/12

III - VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - VUE D'ENSEMBLE	A

RECETTES

Nature	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits annulés (2)
RECETTES D'INVESTISSEMENT - TOTAL	8 678 275.00	785 810.48		2 800.52
Recettes des équipements départementaux et non départementaux (détail en III-A4.1)				
- 010 Revenu minimum d'insertion (détail en III-A4.2)				
- 018 Revenu de solidarité active (détail en III-A4.2)				
Opérations pour compte de tiers (détail en III-A5)				
Recettes financières (détail en III-A4.3)				
040 Opérations d'ordre de transfert entre sections (détail en III- A6)	788 611.00	785 810.48		2 800.52
041 Opérations patrimoniales (détail en III-A7)				
021 Virement de la section de fonctionnement (3)	7 889 664.00			
Pour information : R001 Solde d'exécution positif reporté	17 294 914.10	17 294 914.10		
Total des recettes d'investissement cumulées	25 973 189.10	18 080 724.58		2 800.52

(1) Recettes justifiées non tirées.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisations).

III - VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT Equipements départementaux - Dépenses non individualisées	A1.1

DEPENSES NON INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT (hors RMI et RSA)

Chap./ Art.(1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N- 1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Pour information	
						Réalizations gérées dans le cadre d'une AP	Réalizations gérées hors AP
TOTAL		1 726 335.74	90 736.99	217 861.73	1 417 737.02		90 736.99
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)	135 600.22	14 982.32	51 958.16	68 659.74		14 982.32
2031	FRAIS D'ETUDES	50 000.00			50 000.00		
2032	FRAIS DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT	49 565.00	1 122.24	48 442.76			1 122.24
2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES BREVET LICENCES MARQUES PROCEDES DROITS ET VAL	36 035.22	13 860.08	3 515.40	18 659.74		13 860.08
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 490 735.52	72 605.65	165 903.57	1 252 226.30		72 605.65
21311	BATIMENTS ADMINISTRATIFS	1 200 000.00			1 200 000.00		
2157	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	6 704.00	5 092.96	1 122.24	488.80		5 092.96
2181	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES INSTAL GENERALE, AGENCE. ET AMENAGE.	200 560.00	35 687.11	160 313.34	4 559.55		35 687.11
2182	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE TRANSPORT	20 900.00	20 445.76		454.24		20 445.76
21838	AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE	40 000.00	3 686.00	1 336.00	34 978.00		3 686.00
21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	13 571.52	7 105.42	3 131.99	3 334.11		7 105.42
2185	MATERIEL DE TELEPHONIE	9 000.00	588.40		8 411.60		588.40
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION						
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	100 000.00	3 149.02		96 850.98		3 149.02
231311	BATIMENTS ADMINISTRATIFS	100 000.00			100 000.00		
238	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES D IMMOBILISATIONS CORPORELLES		3 149.02		-3 149.02		3 149.02

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III - VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX - DEPENSES	A2

EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT A VERSER (hors RMI et RSA)

Chap./ Art.(1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N- 1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits annulés (4)
204	Subventions d'équipement versées (2)	26 124 799.29	2 428 696.28	16 181 268.63	7 514 834.38
204111	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	225 900.00		25 900.00	200 000.00
204112	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	747 401.00		478 500.00	268 901.00
204113	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL	1 013 340.09	9 267.70	106 128.50	897 943.89
204121	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	99 400.00		49 400.00	50 000.00
204132	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	597 536.00		897 536.00	-300 000.00
204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	1 415 303.00		317 950.00	1 097 353.00
204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	11 497 230.65	2 181 196.02	9 569 755.63	-253 721.00
204143	PROJETS D'INFRASTRURES D'INTERET NATIONAL	7 844 262.02		4 057 698.00	3 786 564.02
204162	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	88 868.00		12 735.00	76 133.00
2041781	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	39 800.00		9 800.00	30 000.00
2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	22 314.00	8 718.00	1 725.00	11 871.00
204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	174 348.00	59 058.00	15 290.00	100 000.00
20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	401 768.00	7 680.00	31 971.00	362 117.00
20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	1 191 405.03	162 776.56	412 903.00	615 725.47
20423	PROJETS D'INFRASTRUTURES D'INTERET NATIONAL	765 923.50		193 976.50	571 947.00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes

(2) Dépenses relatives au compte 204 sauf celles relatives au RMI et au RSA (voir état III-A1.2).

(3) Dépenses engagées non mandatées.

(4) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III - VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES FINANCIERES	A3

Dépenses financières

Chap./ Art.(1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N- 1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)
	DEPENSES TOTALES	30 000.00			30 000.00
10	Dotations, fonds divers et réserves				
13	Subventions d'investissement				
16	Emprunts et dettes assimilées				
18	Compte de liaison : affectation (BA, régie)				
26	Participations et créances rattachées				
27	Autres immobilisations financières				
020	Dépenses imprévues	30 000.00			

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III - VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES FINANCIERES	A4.3

Chap./ Art.(1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N- 1)	Réalizations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)
	TOTAL	2 696 556.93	2 696 556.93		
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 696 556.93	2 696 556.93		
1068	EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES	2 696 556.93	2 696 556.93		
138	Autres subventions d'invest. non transf.				
16	Emprunts et dettes assimilées				
18	Compte de liaison : affectation (BA, régie)				
26	Participations et créances rattachées				
27	Autres immobilisations financières				
024	Produits de cessions d'immobilisations				

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III - VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT	
OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	A6

Chap./ Art.(1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations Mandats/Titres émis	Crédits annulés (3)
040	DEPENSES (2)			
040	RECETTES (2)	788 611.00	785 810.48	2 800.52
2804112	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		9 000.00	-9 000.00
2804131	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		859.40	-859.40
2804132	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		35 402.49	-35 402.49
2804141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		56 872.59	-56 872.59
2804142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		464 070.93	-464 070.93
2804143	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL	788 611.00	1 896.00	786 715.00
2804181	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		3 411.33	-3 411.33
2804182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		930.90	-930.90
280421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET EUDES		2 951.35	-2 951.35
280422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		132 200.80	-132 200.80
280423	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERETS NATIONAL		31 870.00	-31 870.00
28051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES BREVETS LICENCES MARQUES		1 562.88	-1 562.88
281311	AMORTISSEMENT DES BATIMENTS ADMINISTRATIFS		11 333.33	-11 333.33
281351	AMORTISSEMENT DES BATIMENTS PUBLICS		428.34	-428.34
28157	AMORTISSEMENT DES IMMOS CORPORELLES MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES		6 012.22	-6 012.22
28181	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DIVERS		2 953.03	-2 953.03
28182	MATERIEL DE TRANSPORT		6 397.18	-6 397.18
28183	MATERIEL INFORMATIQUE		15 390.32	-15 390.32
28184	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER		933.06	-933.06
28185	MATERIEL DE TELEPHONIE		1 334.33	-1 334.33

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations.

III - VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - VUE D'ENSEMBLE	B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)	Pour information dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information dépenses gérées hors AE
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (1)			
DEPENSES DE L'EXERCICE (Détail en III-B1)		20 760 234.11	4 892 660.08	103 598.02	4 915 431.96	2 848 880.05		4 996 258.10
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL (4)	6 988 250.41	2 244 408.29	103 598.02	2 882 762.87	1 757 481.23		2 348 006.31
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES (4)	1 574 406.82	1 222 647.77			351 759.05		1 222 647.77
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS							
015	REVENU MINIMUM D'INSERTION							
016	ALLOCATION PERSONNALISEE D'AUTONOMIE (A.P.A.)							
017	R.S.A.							
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE (4)	3 341 368.13	639 793.54		2 032 669.09	668 905.50		639 793.54
6586	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS							
66	CHARGES FINANCIERES							
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES (4)	67 933.75				67 933.75		
68	DOTATIONS AUX PROVISIONS (4)							
022	DEPENSES IMPREVUES (4)	110 000.00						
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	7 889 664.00						
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	788 611.00	785 810.48			2 800.52		785 810.48
043	OPERATIONS PATRIMONIALES							
Pour information :								
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1								
Total des dépenses de fonctionnement cumulées		20 760 234.11	4 892 660.08	103 598.02	4 915 431.96	2 848 880.05		4 996 258.10

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Mandats émis – Charges rattachées – Restes à réaliser au 31/12.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de mandats (opérations sans réalisations).

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

III - VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - VUE D'ENSEMBLE	B

RECETTES

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Recettes employées (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (1)	
RECETTES DE L'EXERCICE (Détail en III-B2)		12 618 829.55	8 565 908.29	1 376 723.00	2 911 892.05	-235 693.79
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	20 160.00	18 640.66			1 519.34
73	IMPOTS ET TAXES	10 146 738.00	7 551 079.03	1 376 723.00		1 218 935.97
731	IMPOSITIONS DIRECTES					
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS (3)	2 451 931.55	996 188.60		2 911 892.05	-1 456 149.10
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE (3)					
013	ATTENUATIONS DE CHARGES (3)					
015	REVENU MINIMUM D'INSERTION					
016	ALLOCATION PERSONNALISEE D'AUTONOMIE (A.P.A.)					
017	R.S.A.					
76	PRODUITS FINANCIERS					
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS (3)					
78	REPRISES SUR PROVISIONS (3)					
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS					
043	OPÉRATIONS PATRIMONIALES					
Pour information :						
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		7 352 793.56	7 352 793.56			
Total des recettes de fonctionnement cumulées		19 971 623.11	15 918 701.85	1 376 723.00	2 911 892.05	-235 693.79

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Titres émis – Produits rattachés – Restes à réaliser au 31/12.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

III - VOTE							
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES - DETAIL PAR ARTICLE							
OPERATIONS REELLES - GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX							
Chap./ Art.(1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (3)	Pour info Dépenses gérées dans le cadre d'une AE
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)		
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL (4)	6 998 250.41	2 244 408.29	103 598.02	2 882 762.87	1 757 481.23	
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	2 800.00	672.14			2 127.86	
60612	ENERGIE ET ELECTRICITE	18 775.51	8 427.80			10 347.71	
60622	CARBURANTS	3 857.01	3 285.85			571.16	
60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	200.00	35.45			164.55	
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	16 498.27	1 715.45		395.27	14 387.55	
60636	HABILLEMENT ET VETEMENTS DE TRAVAIL	4 500.00	962.47			3 537.53	
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	5 935.73	2 005.61			3 930.12	
60661	MEDICAMENTS	600.00	194.70			405.30	
60668	AUTRES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	300.00	54.05			245.95	
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	31 000.00	922.25			30 077.75	
611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AVEC DES ENTREPRISES	5 454.00	2 265.00	1 920.00	1 920.00	-651.00	
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	29 000.00	26 124.00			2 876.00	
6135	LOCATIONS MOBILIERES	6 000.00	3 448.05			2 553.95	
614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE	2 835.11	1 857.31			977.80	
61521	ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR TERRAINS	3 000.00				3 000.00	
61522	ENTRETIEN ET REPARATIONS BATIMENTS	1 000.00				1 000.00	
615221	ENTRETIEN ET REPARATION BATIMENTS PUBLICS	24 244.13	16 933.59			7 310.54	
61551	ENTRETIEN ET REPARATIONS MATERIEL ROULANT	5 738.82	3 210.29		162.25	2 366.28	
61558	ENTRETIEN ET REPARATIONS AUTRES BIENS MOBILIERES	300.00				300.00	
6156	MAINTENANCE	55 440.77	41 701.86		2 648.99	11 089.92	
616	PRIMES D ASSURANCES						
6161	ASSURANCES MULTIRISQUES	5 700.00	5 489.33			210.67	
6168	AUTRES ASSURANCES	4 400.00	3 380.78			1 019.22	
617	ETUDES ET RECHERCHES	3 890 861.24	941 780.33		1 724 970.47	1 224 110.44	
6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	3 000.00	2 168.85			831.15	
6183	FRAIS DE FORMATION (PERSONNEL EXTERIEUR A LA COLLECTIVITE)	1 000.00				1 000.00	
6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	51 290.00	48 201.06		2 468.38	620.56	
6185	FRAIS DE COLLOQUES ET SEMINAIRES	92 459.59	45 870.47		19 609.33	26 979.79	
6188	AUTRES FRAIS DIVERS	188 691.56	82 445.15		73 266.47	32 979.94	
6225	INDEMNITES AU COMPTABLE ET AUX REGISSEURS	1 000.00	671.00			329.00	
62261	HONORAIRES MEDICAUX ET PARAMEDICAUX	1 000.00				1 000.00	
62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS	1 556 035.82	653 895.20	83 433.97	713 754.21	104 952.44	
6227	FRAIS D'ACTE ET DE CONTENTIEUX	1 500.00	71.59			1 428.41	
6228	DIVERS	232 102.22	60 680.90			171 421.32	
6231	ANNONCES ET INSERTIONS	95 771.02	56 258.58		9 213.75	30 298.69	
6232	FETES ET CEREMONIES	1 000.00				1 000.00	
6233	FOIRES ET EXPOSITIONS						
6234	RECEPTIONS	2 553.44	2 200.03		29.87	323.54	
6236	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS	72 200.35	50 076.32		9 318.54	12 805.49	
6238	DIVERS	440 166.65	104 715.82	18 244.05	325 005.34	-7 798.56	
6241	TRANSPORT DE BIENS	500.00				500.00	
6245	TRANSPORTS DE PERSONNES EXTERIEURES A LA COLLECTIVITE	4 000.00				4 000.00	
6247	TRANSPORTS COLLECTIFS DU PERSONNEL	46 587.94	34 773.76			11 814.18	
6248	DIVERS	2 000.00				2 000.00	
6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	21 330.94	4 338.21			16 992.73	
6255	FRAIS DE DEMENAGEMENT	1 000.00				1 000.00	
6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	1 020.40	630.44			389.96	
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	18 300.73	11 613.95			6 686.78	
627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	722.00	695.83			26.17	
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	4 000.00	3 454.64			545.36	
6282	FRAIS DE GARDIENNAGE	4 000.00	3 535.00			465.00	
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	10 849.13	9 832.36			1 016.77	
6288	AUTRES	10 128.03	3 338.82			6 789.21	
6354	DROITS D'ENREGISTREMENT ET DE TIMBRE	1 000.00				1 000.00	
6355	TAXES ET IMPOTS SUR LES VEHICULES	200.00				200.00	
6358	AUTRES DROITS	1 400.00				1 400.00	
637	AUTRES IMPOTS TAXES ET VERSTS ASSIMILES (AUTRES ORGANISMES)	3 000.00	476.00			2 524.00	
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES (2)(4)	1 574 406.82	1 222 647.77			351 759.05	
6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	16 000.00	10 870.25			5 129.75	
6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CDG	10 300.00	10 129.47			170.53	
6338	AUTRES IMPOTS ET VERSTS ASSIMILES SUR REMUNERATIONS	100.00				100.00	
64111	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE	550 000.00	496 013.82			53 986.18	
64112	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	4 000.00	3 792.48			207.52	
64113	NBI	20 000.00	8 478.16			11 521.84	
64118	AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE	189 000.00	124 997.67			64 002.33	
64131	REMUNERATION, PERSONNEL NON TITULAIRE	355 458.00	241 917.42			113 540.58	
64136	INDEMNITES LIEES A LA PERTE D'EMPLOI	20 000.00	16 869.32			3 130.68	

III
B1

Information
Dépenses gérées hors AE
2 348 006.31
672.14
8 427.80
3 285.85
35.45
1 715.45
962.47
2 005.61
194.70
54.05
922.25
4 185.00
26 124.00
3 446.05
1 857.31
16 933.59
3 210.29
41 701.86
5 489.33
3 380.78
941 780.33
2 168.85
48 201.06
45 870.47
82 445.15
671.00
737 329.17
71.59
60 680.90
56 258.58
2 200.03
50 076.32
122 959.87
34 773.76
4 338.21
630.44
11 613.95
695.83
3 454.64
3 535.00
9 832.36
3 338.82
476.00
1 222 647.77
10 870.25
10 129.47
496 013.82
3 792.48
8 478.16
124 997.67
241 917.42
16 869.32

6414	PERSONNEL REMUNERE A LA VACCATION	1 000.00				1 000.00
64168	AUTRES EMPLOIS AIDES	2 500.00				2 500.00
6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F.	130 000.00	115 064.30			14 935.70
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	163 000.00	122 930.68			40 069.32
6455	COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL	32 200.00	27 842.31			4 357.69
6456	VERSEMENT AU F.N.C. DU SUPPLEMENT FAMILIAL	12 000.00	10 947.37			1 052.63
6458	COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX	500.00				500.00
6471	PRESTATIONS VERSEES POUR LE COMPTE DU F.N.A.L.	600.00	584.52			15.48
6472	PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES	200.00				200.00
6474	VERSEMENTS AUX OEUVRES SOCIALES	38 635.32	23 421.95			15 213.37
6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	2 913.50	656.76			2 256.74
6478	AUTRES CHARGES SOCIALES DIVERSES	500.00				500.00
6488	AUTRES CHARGES	25 500.00	8 131.29			17 368.71
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS					
015	REVENU MINIMUM D'INSERTION					
016	ALLOCATION PERSONNALISEE D'AUTONOMIE (A.P.A.)					
017	R.S.A.					
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE (4)	3 341 368.13	639 793.54		2 032 669.09	668 905.50
6532	FRAIS DE MISSIONS ET DE DEPLACEMENT	1 000.00				1 000.00
6535	FORMATION	1 000.00				1 000.00
6558	AUTRES CONTRIBUTIONS OBLIGATOIRES	83 091.00			63 091.00	20 000.00
6562	PARTICIPATIONS AU TITRE DE LA COOPERATION DECENTRALISEE	120 000.00	110 000.00			10 000.00
6568	AUTRES PARTICIPATIONS	1 019 199.63	320 550.04		690 602.59	8 047.00
65731	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT A L'ETAT	253 500.00	60 000.00		147 600.00	45 900.00
65733	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX DEPARTEMENTS	51 309.00			21 309.00	30 000.00
65734	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	976 175.00	48 569.00		737 123.00	190 483.00
65735	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX AUTRES GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES	6 000.00			6 000.00	
65738	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ORGANISMES PUBLICS DIVERS	133 964.00	8 836.50		66 291.00	58 836.50
6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATIONS ET AUX AUTRES ORGA	696 129.50	91 838.00		300 652.50	303 639.00
6586	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS					
	TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES	11 904 025.36	4 106 849.60	103 598.02	4 915 431.96	2 778 145.78
	A = (011 + 012 + 014 + 015 + 016 + 017 + 65 + 6586)					

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts - Mandats émis - Charges rattachées - Restes à réaliser au 31/12.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

115 064.30
122 930.68
27 842.31
10 947.37
584.52
23 421.95
656.76
8 131.29
639 793.54
110 000.00
320 550.04
60 000.00
48 569.00
8 836.50
91 838.00
4 210 447.62

III - VOTE						
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES - DETAIL PAR ARTICLE						
GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX - CHARGES FINANCIERES ET EXCEPTIONNELLES - OPERATIONS D'ORDRE						
Chap./ Art.(1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (3)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	
66	CHARGES FINANCIERES(B)					
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES(C)(5)	67 933.75				67 933.75
673	TITRES ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS	53 611.00				53 611.00
678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	14 322.75				14 322.75
68	DOTATIONS AUX PROVISIONS(D)(5)					
022	DEPENSES IMPREVUES(E)	110 000.00				
	TOTAL DES DEPENSES REELLES = A + B + C + D + E	12 081 959.11	4 106 849.60	103 598.02	4 915 431.96	2 846 079.53
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	7 889 664.00				
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (4)	788 611.00	785 810.48			2 800.52
6811	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	788 611.00	785 810.48			2 800.52
043	OPERATIONS PATRIMONIALES (4)					
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE (= prélevement issu de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement)	8 678 275.00	785 810.48			2 800.52
	TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	20 760 234.11	4 892 660.08	103 598.02	4 915 431.96	2 848 880.05
	Pour information D002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1					
	TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	20 760 234.11	4 892 660.08	103 598.02	4 915 431.96	2 848 880.05

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts - Mandats émis - Charges rattachées - Restes à réaliser au 31/12.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DF 042 = RI 040, DF 043 = RF 043.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Pour informations : détail du calcul des ICNE au compte 66112 (6)

Montant des ICNE de l'exercice	
Montant des ICNE de l'exercice N-1	
= Différence ICNE N - ICNE N-1	

(6) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

	III
	B1

RE

Pour information	
Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Crédits gérés hors AE
	4 210 447.62

	785 810.48
	785 810.48
	785 810.48

	4 996 258.10
--	--------------

--	--

	4 996 258.10
--	--------------

III - VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES - DETAIL PAR ARTICLE	B2

GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

Chap/ Art.(1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Recettes employées (ou restant à employer)			Crédits annulés (3)
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (2)	
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	20 160.00	18 640.66			1 519.34
70878	REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR DES TIERS	20 160.00	18 640.66			1 519.34
73	IMPOTS ET TAXES	10 146 738.00	7 551 079.03	1 376 723.00		1 218 935.97
737811	REDEVANCE POUR PRÉLÈVEMENT SUR LA RESSOURCE EN EAU	2 716 807.00	2 671 549.73			45 257.27
7378121	REDEVANCE POUR POLLUTION DE L'EAU	5 897 828.00	3 666 632.30	1 103 728.00		1 127 467.70
7378122	REDEVANCE POUR POLLUTIONS DIFFUSES	114 703.00	114 558.00			145.00
737813	REDEVANCE POUR MODERNISATION DES RÉSEAUX DE COLLECTE	1 417 400.00	1 098 339.00	272 995.00		46 066.00
731	IMPOSITIONS DIRECTES					
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS (4)	2 451 931.55	996 188.60		2 911 892.05	-1 456 149.10
74718	AUTRES	2 356 931.55	935 781.24		2 911 892.05	-1 490 741.74
7472	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS REGIONS	10 000.00				10 000.00
7475	STRUCTURES INTERCOMMUNALES ET AUTRES GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES	15 000.00	60 407.36			-45 407.36
74778	AUTRES	50 000.00				50 000.00
74788	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS AUTRES ORGANISMES	20 000.00				20 000.00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE (4)					
013	ATTENUATIONS DE CHARGES (4)					
015	REVENU MINIMUM D'INSERTION					
016	ALLOCATION PERSONNALISEE D'AUTONOMIE (A.P.A.)					
017	R.S.A.					
	TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (70+73+731+74+75+013+015+016+017)	12 618 829.55	8 585 808.29	1 376 723.00	2 911 892.05	-235 693.79

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non tirées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts - Titres émis - Produits rattachés - Restes à réaliser au 31/12.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les départements dits « surfiscalisés » (compte 7321)(5)

Montant brut	
Compensation	
Montant net	

(5) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

III - VOTE						III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES - DETAIL PAR ARTICLE						B2
GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX - PRODUITS FINANCIERS ET EXCEPTIONNELS - OPERATIONS D'ORDRE						
Chap./ Art.(1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Recettes employées (ou restant à employer)			Crédits annulés (3)
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (2)	
76	PRODUITS FINANCIERS (B)					
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS (C)(5)					
78	REPRISES SUR PROVISIONS (D)(5)					
	TOTAL DES RECETTES REELLES = A + B + C + D	12 618 829.55	8 565 908.29	1 376 723.00	2 911 892.05	-235 693.79
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (4)					
043	OPERATIONS PATRIMONIALES (4)					
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE					
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	12 618 829.55	8 565 908.29	1 376 723.00	2 911 892.05	-235 693.79
	Pour information R002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1	7 352 793.56	7 352 793.56			
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	19 971 623.11	15 918 701.85	1 376 723.00	2 911 892.05	-235 693.79

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées nont titrées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts - Titres émis - Produits rattachés - Restes à réaliser au 31/12.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040, RF 043 = DF 043.

(5) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (6)

Montant des ICNE de l'exercice	
Montant des ICNE de l'exercice N-1	
= Différence ICNE N - ICNE N-1	

(6) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV - ANNEXES								IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE								A1
Libellé	01	0	1	2	3	4	5	
	OPERATIONS NON VENTILABLES	SERVICES GENERAUX	SECURITE	ENSEIGNEMENT	CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	PREVENTION MEDICO- SOCIALE	ACTION SOCIALE (hors RMI,RSA,APA)	
INVESTISSEMENT								
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)								
Dépenses réelles		89 614.75						
- Equipements départementaux		89 614.75						
- Equipements non départementaux (c/204)								
- Opérations financières								
Dépenses d'ordre								
Solde d'exécution reporté de N-1								
Total dépenses		89 614.75						
Total recettes	20 771 269.29	6 012.22						
Solde d'investissement								
	-20 771 269.29	-6 012.22						
RESTES A REALISER AU 31/12/N								
Total RAR dépenses		169 418.97						
Total RAR recettes								
Solde RAR investissement								
FONCTIONNEMENT								
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)								
Total dépenses	785 810.48	2 001 544.58						
Total recettes	17 276 784.19	18 640.66						
Solde de fonctionnement								
	-17 276 784.19	-18 640.66						
RESTES A REALISER AU 31/12/N								
Total RAR dépenses		444 038.19						
Total RAR recettes	2 911 892.05							
Solde RAR fonctionnement								
	-2 911 892.05							

IV - ANNEXES							IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE							A1
5-4	5-5	5-6	6	7	8	9	TOTAL
REVENU MINIMUM D'INSERTION	PERSONNES DEPENDANTE S (A.P.A.)		RESEAUX ET INFRASTRUCT URES	AMENAGEME NT ET ENVIRONNEM ENT	TRANSPORTS	DEVELOPPEM ENT ECONOMIQUE	
INVESTISSEMENT							
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)							
			2 421 016,28	8 802,24			2 519 433,27
				1 122,24			90 736,99
			2 421 016,28	7 680,00			2 428 696,28
			2 421 016,28	8 802,24			2 519 433,27
							20 777 281,51
							-20 777 281,51
RESTES A REALISER AU 31/12/N							
			15 746 247,63	483 463,76			16 399 130,36
FONCTIONNEMENT							
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)							
			1 339 240,67	869 662,37			4 996 258,10
							17 295 424,85
RESTES A REALISER AU 31/12/N							
			2 070 506,03	2 400 887,74			4 915 431,96
							2 911 892,05
							-2 911 892,05

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE	A1

Art.(1)	Libellé	01	0	1	2	3	4	5
	OPERATIONS NON VENTILABLES	SERVICES GENERAUX	SECURITE	ENSEIGNEMENT	CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	PREVENTION MEDICO-SOCIALE	ACTION SOCIALE (hors RMI,RSA,APA)	REVENU MINIMUM D'INSERTION

INVESTISSEMENT

DEPENSES

Total dépenses d'investissement			89 614.75					
Dépenses réelles			89 614.75					
2032	FRAIS DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT							
204113	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL							
204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS							
2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS							
204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS							
20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES							
20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS							
2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES BREVET LICENCES MARQUES PROCEDES DROITS ET VAL		13 860.08					
2157	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE		5 092.96					
2181	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES INSTAL GENERALE, AGENCE. ET AMENAGE.		35 687.11					
2182	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE TRANSPORT		20 445.76					
21838	AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE		3 686.00					
21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS		7 105.42					
2185	MATERIEL DE TELEPHONIE		588.40					
238	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES D IMMOBILISATIONS CORPORELLES		3 149.02					
<i>Dépenses d'ordre</i>								
<i>Opérations d'ordre entre section</i>								
<i>Opérations patrimoniales</i>								
001 Solde d'exécution reporté de N-1								

RECETTES

Total recettes d'investissement		20 771 269.29	6 012.22					
Recettes réelles								
Recettes d'ordre		3 476 355.19	6 012.22					
<i>Opérations d'ordre entre section</i>		779 798.26	6 012.22					
2804112	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	9 000.00						
2804131	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	859.40						
2804132	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	35 402.49						
2804141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	56 872.59						
2804142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	464 070.93						
2804143	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERETS NATIONAL	1 896.00						
2804181	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	3 411.33						
2804182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	930.90						
280421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET EUDES	2 951.35						
280422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	132 200.80						
280423	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERETS NATIONAL	31 870.00						
28051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES BREVETS LICENCES MARQUES	1 562.88						
281311	AMORTISSEMENT DES BATIMENTS ADMINISTRATIFS	11 333.33						
281351	AMORTISSEMENT DES BATIMENTS PUBLICS	428.34						
28157	AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES		6 012.22					
28181	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DIVERS	2 953.03						
28182	MATERIEL DE TRANSPORT	6 397.18						
28183	MATERIEL INFORMATIQUE	15 390.32						

28184	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER	933.06					
28185	MATERIEL DE TELEPHONIE	1 334.33					
Opérations patrimoniales							
001 Solde d'exécution reporté de N-1		17 294 914.10					

FONCTIONNEMENT

DEPENSES							
Total dépenses de fonctionnement		785 810.48	2 001 544.58				
Dépenses réelles			2 001 544.58				
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT		672.14				
60612	ENERGIE ET ELECTRICITE		8 427.80				
60622	CARBURANTS		3 285.85				
60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN		35.45				
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT		1 715.45				
60636	HABILLEMENT ET VETEMENTS DE TRAVAIL		982.47				
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES		2 005.61				
60661	MEDICAMENTS		194.70				
60668	AUTRES PRODUITS PHARMACEUTIQUES		54.05				
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES		922.25				
611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AVEC DES ENTREPRISES		4 185.00				
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES		26 124.00				
6135	LOCATIONS MOBILIERES		3 446.05				
614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE		1 857.31				
615221	ENTRETIEN ET REPARATION BATIMENTS PUBLICS		16 933.59				
61551	ENTRETIEN ET REPARATIONS MATERIEL ROULANT		3 210.29				
6156	MAINTENANCE		41 701.86				
6161	ASSURANCES MULTIRISQUES		5 489.33				
6168	AUTRES ASSURANCES		3 380.78				
617	ETUDES ET RECHERCHES						
6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE		2 168.85				
6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION		48 201.06				
6185	FRAIS DE COLLOQUES ET SEMINAIRES		45 870.47				
6188	AUTRES FRAIS DIVERS		82 445.15				
6225	INDEMNITES AU COMPTABLE ET AUX REGISSEURS		671.00				
62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS						
6227	FRAIS D'ACTE ET DE CONTENTIEUX		71.59				
6228	DIVERS		60 680.90				
6231	ANNONCES ET INSERTIONS		56 258.58				
6234	RECEPTIONS		2 200.03				
6236	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS		50 076.32				
6238	DIVERS		122 959.87				
6247	TRANSPORTS COLLECTIFS DU PERSONNEL		34 773.76				
6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS		4 338.21				
6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT		630.44				
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS		11 613.95				
627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES		695.83				
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)		3 454.84				
6282	FRAIS DE GARDIENNAGE		3 535.00				
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX		9 832.36				
6288	AUTRES		3 338.82				
6331	VERSEMENT DE TRANSPORT		10 870.25				
6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CDG		10 129.47				
637	AUTRES IMPOTS TAXES ET VERSTS ASSIMILES (AUTRES ORGANISMES)		476.00				
64111	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE		496 013.82				
64112	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE		3 792.48				
64113	NBI		8 478.16				
64118	AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE		124 997.67				
64131	REMUNERATION, PERSONNEL NON TITULAIRE		241 917.42				
64136	INDEMNITES LIEES A LA PERTE D'EMPLOI		16 869.32				
6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F.		115 064.30				

							933.06
							1 334.33
							17 294 914.10

FONCTIONNEMENT

DEPENSES							
			1 339 240.67	869 662.37			4 996 258.10
			1 339 240.67	869 662.37			4 210 447.62
							672.14
							8 427.80
							3 285.85
							35.45
							1 715.45
							962.47
							2 005.61
							194.70
							54.05
							922.25
							4 185.00
							28 124.00
							3 446.05
							1 857.31
							16 933.59
							3 210.29
							41 701.86
							5 489.33
							3 380.78
			547 515.50	394 264.83			941 780.33
							2 168.85
							48 201.06
							45 870.47
							82 445.15
							671.00
			737 329.17				737 329.17
							71.59
							60 680.90
							56 258.58
							2 200.03
							50 076.32
							122 959.87
							34 773.76
							4 338.21
							630.44
							11 613.95
							695.83
							3 454.64
							3 535.00
							9 832.36
							3 338.82
							10 870.25
							10 129.47
							476.00
							496 013.82
							3 792.48
							8 478.16
							124 997.67
							241 917.42
							16 869.32
							115 064.30

6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES		122 930.68				
6455	COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL		27 842.31				
6456	VERSEMENT AU F.N.C. DU SUPPLEMENT FAMILIAL		10 947.37				
6471	PRESTATIONS VERSEES POUR LE COMPTE DU F.N.A.L.		584.52				
6474	VERSEMENTS AUX OEUVRES SOCIALES		23 421.95				
6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE		656.76				
6488	AUTRES CHARGES		8 131.29				
6562	PARTICIPATIONS AU TITRE DE LA COOPERATION DECENTRALISEE		110 000.00				
6588	AUTRES PARTICIPATIONS						
65731	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT A L'ETAT						
65734	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES						
65738	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ORGANISMES PUBLICS DIVERS						
6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATIONS ET AUX AUTRES ORGA						
<i>Dépenses d'ordre</i>			785 810.48				
<i>Opérations d'ordre entre section</i>			785 810.48				
6811	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES		785 810.48				
<i>Opérations d'ordre à l'intérieur de la section</i>							
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1							

RECETTES							
Total recettes de fonctionnement			17 276 784.19	18 640.66			
Recettes réelles			9 923 990.63	18 640.66			
70876	REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR DES TIERS			18 640.66			
737811	REDEVANCE POUR PRÉLÈVEMENT SUR LA RESSOURCE EN EAU	2 671 549.73					
7378121	REDEVANCE POUR POLLUTION DE L'EAU	4 770 360.30					
7378122	REDEVANCE POUR POLLUTIONS DIFFUSES	114 558.00					
737813	REDEVANCE POUR MODERNISATION DES RÉSEAUX DE COLLECTE	1 371 334.00					
74718	AUTRES	935 781.24					
7475	STRUCTURES INTERCOMMUNALES ET AUTRES GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES	60 407.36					
<i>Recettes d'ordre</i>							
<i>Opérations d'ordre entre section</i>							
<i>Opérations d'ordre à l'intérieur de la section</i>							
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1			7 352 793.56				

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - OPERATIONS NON VENTILEES	A1/01

OPERATIONS NON-VENTILABLES 01 (hors RAR et reports)

INVESTISSEMENT

Art.(1)	Libellé	Opérations non ventilables 01
DEPENSES		
Dépenses réelles		
Dépenses d'ordre		
040	Opérations ordre transfert entre sections	
041	Opérations patrimoniales	
RECETTES		20 771 269.29
Recettes réelles		17 294 914.10
001	SOLDE D'EXECUTION D'INVESTISSEMENT REPORTE	17 294 914.10
Recettes d'ordre		3 476 355.19
040	Opérations ordre transfert entre sections	779 798.26
2804112	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	9 000.00
2804131	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	859.40
2804132	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	35 402.49
2804141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	56 872.59
2804142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	464 070.93
2804143	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL	1 896.00
2804181	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	3 411.33
2804182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	930.90
280421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET EUDES	2 951.35
280422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	132 200.80
280423	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERETS NATIONAL	31 870.00
28051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES BREVETS LICENCES MARQUES	1 562.88
281311	AMORTISSEMENT DES BATIMENTS ADMINISTRATIFS	11 333.33
281351	AMORTISSEMENT DES BATIMENTS PUBLICS	428.34
28181	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DIVERS	2 953.03
28182	MATERIEL DE TRANSPORT	6 397.18
28183	MATERIEL INFORMATIQUE	15 390.32
28184	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER	933.06
28185	MATERIEL DE TELEPHONIE	1 334.33
041	Opérations patrimoniales	

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

FONCTIONNEMENT

Art.(1)	Libellé	Opérations non ventilables 01
DEPENSES		785 810.48
Dépenses réelles		
Dépenses d'ordre		785 810.48
042	Opérations ordre transfert entre sections	785 810.48
6811	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	785 810.48
043	Opérations ordre intérieur de la section	
RECETTES		17 276 784.19
Recettes réelles		17 276 784.19
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	7 352 793.56
737811	REDEVANCE POUR PRÉLÈVEMENT SUR LA RESSOURCE EN EAU	2 671 549.73
7378121	REDEVANCE POUR POLLUTION DE L'EAU	4 770 360.30
7378122	REDEVANCE POUR POLLUTIONS DIFFUSES	114 558.00
737813	REDEVANCE POUR MODERNISATION DES RÉSEAUX DE COLLECTE	1 371 334.00
74718	AUTRES	935 781.24
7475	STRUCTURES INTERCOMMUNALES ET AUTRES GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES	60 407.36
Recettes d'ordre		

042	<i>Opérations ordre transfert entre sections</i>	
043	<i>Opérations ordre intérieur de la section</i>	

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1/0

Fonction 0 - SERVICES GENERAUX (hors RAR)

INVESTISSEMENT

Art.(1)	Libellé	202 ADMINISTRATION GENERALE DE LA COLLECTIVITE (AUTRES MOYENS GENERAUX)	21 ASSEMBLEE LOCALE	23 INFORMATION, COMMUNICATIO N, PUBLICITE	4 COOPERATION DECENTRALISEE		TOTAL DE LA FONCTION (hors 01)
					41	48	
DEPENSES REELLES		89 614.75					89 614.75
Equipements départementaux		89 614.75					89 614.75
2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES BREVET LICENCES MARQUES PROCEDES DROITS ET VAL	13 860.08					13 860.08
2157	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	5 092.96					5 092.96
2181	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES INSTAL GENERALE, AGENCE. ET AMENAGE.	35 687.11					35 687.11
2182	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE TRANSPORT	20 445.76					20 445.76
21838	AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE	3 686.00					3 686.00
21846	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIER	7 105.42					7 105.42
2185	MATERIEL DE TELEPHONIE	588.40					588.40
238	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES D IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 149.02					3 149.02
Equipements non départementaux (c/204)							
RECETTES REELLES							

FONCTIONNEMENT

Art.(1)	Libellé	20 ADMINISTRATION GENERALE DE LA COLLECTIVITE		21 ASSEMBLEE LOCALE	23 INFORMATION, COMMUNICATIO N, PUBLICITE	4 COOPERATION DECENTRALISEE		TOTAL DE LA FONCTION (hors 01)
		201 ADMINISTRATION GENERALE DE LA COLLECTIVITE (PERSONNEL)	202 ADMINISTRATION GENERALE DE LA COLLECTIVITE (AUTRES)			41	48	
DEPENSES REELLES		1 311 932.32	354 425.39		225 186.87			1 891 544.58
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT		672.14					672.14
60612	ENERGIE ET ELECTRICITE		8 427.80					8 427.80
60622	CARBURANTS		3 285.85					3 285.85
60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN		35.45					35.45
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT		1 715.45					1 715.45
60636	HABILLEMENT ET VETEMENTS DE TRAVAIL	962.47						962.47
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES		2 005.61					2 005.61
60661	MEDICAMENTS	194.70						194.70
60668	AUTRES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	54.05						54.05
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES		64.00		858.25			922.25
611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AVEC DES ENTREPRISES		4 185.00					4 185.00
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES		26 124.00					26 124.00
6135	LOCATIONS MOBILIERES		3 446.05					3 446.05
614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE		1 857.31					1 857.31
615221	ENTRETIEN ET REPARATION BATIMENTS PUBLICS		16 933.59					16 933.59
61551	ENTRETIEN ET REPARATIONS MATERIEL ROULANT		3 210.29					3 210.29
6156	MAINTENANCE		41 701.86					41 701.86
6161	ASSURANCES MULTIRISQUES		5 489.33					5 489.33
6168	AUTRES ASSURANCES		3 380.78					3 380.78
6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE		2 168.85					2 168.85
6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	48 201.06						48 201.06
6185	FRAIS DE COLLOQUES ET SEMINAIRES	760.30			45 110.17			45 870.47
6188	AUTRES FRAIS DIVERS		82 445.15					82 445.15
6225	INDEMNITES AU COMPTABLE ET AUX REGISSEURS		671.00					671.00
6227	FRAIS D'ACTE ET DE CONTENTIEUX		71.59					71.59
6228	DIVERS		60 680.90					60 680.90
6231	ANNONCES ET INSERTIONS				56 258.58			56 258.58

6234	RECEPTIONS		2 200.03			2 200.03
6236	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS		50 076.32			50 076.32
6238	DIVERS			122 959.87		122 959.87
6247	TRANSPORTS COLLECTIFS DU PERSONNEL	34 773.76				34 773.76
6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	4 338.21				4 338.21
6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT		630.44			630.44
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS		11 613.95			11 613.95
627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES		695.83			695.83
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)		3 454.64			3 454.64
6282	FRAIS DE GARDIENNAGE		3 535.00			3 535.00
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX		9 832.36			9 832.36
6288	AUTRES		3 338.82			3 338.82
6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	10 870.25				10 870.25
6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CDG	10 129.47				10 129.47
637	AUTRES IMPOTS TAXES ET VERSTS ASSIMILES (AUTRES ORGANISMES)		476.00			476.00
64111	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE	496 013.82				496 013.82
64112	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	3 792.48				3 792.48
64113	NBI	8 478.16				8 478.16
64118	AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE	124 997.67				124 997.67
64131	REMUNERATION, PERSONNEL NON TITULAIRE	241 917.42				241 917.42
64136	INDEMNITES LIEES A LA PERTE D'EMPLOI	16 869.32				16 869.32
6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F.	115 064.30				115 064.30
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	122 930.68				122 930.68
6455	COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL	27 842.31				27 842.31
6456	VERSEMENT AU F.N.C. DU SUPPLEMENT FAMILIAL	10 947.37				10 947.37
6471	PRESTATIONS VERSEES POUR LE COMPTE DU F.N.A.L.	584.52				584.52
6474	VERSEMENTS AUX OEUVRES SOCIALES	23 421.95				23 421.95
6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	656.76				656.76
6488	AUTRES CHARGES	8 131.29				8 131.29
6562	PARTICIPATIONS AU TITRE DE LA COOPERATION DECENTRALISEE					
RECETTES REELLES			18 640.66			18 640.66
70878	REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR DES TIERS		18 640.66			18 640.66

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A17

Fonction 7 - AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT (hors RAR)

INVESTISSEMENT

Art.(1)	Libellé	0 SERVICES COMMUNS	1 AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT URBAIN	2 LOGEMENT	3 ENVIRONNEMENT		4 AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL	TOTAL DE LA FONCTION
					31 ACTIONS EN MATIERE DE TRAITEMENT DES DECHETS	38 AUTRES ACTIONS EN FAVEUR DU MILIEU NATUREL		
DEPENSES REELLES						8 802.24		8 802.24
Equipements départementaux						1 122.24		1 122.24
2032	FRAIS DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT					1 122.24		1 122.24
Equipements non départementaux (c/204)						7 680.00		7 680.00
RECETTES REELLES								

FONCTIONNEMENT

Art.(1)	Libellé	0 SERVICES COMMUNS	1 AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT URBAIN	2 LOGEMENT	3 ENVIRONNEMENT		4 AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL	TOTAL DE LA FONCTION
					31 ACTIONS EN MATIERE DE TRAITEMENT DES DECHETS	38 AUTRES ACTIONS EN FAVEUR DU MILIEU NATUREL		
DEPENSES REELLES						869 662.37		869 662.37
617	ETUDES ET RECHERCHES					394 264.83		394 264.83
6568	AUTRES PARTICIPATIONS					320 550.04		320 550.04
65731	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT A L'ETAT					60 000.00		60 000.00
65734	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES					30 409.00		30 409.00
65738	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ORGANISMES PUBLICS DIVERS					8 836.50		8 836.50
6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATIONS ET AUX AUTRES ORGA					55 602.00		55 602.00
RECETTES REELLES								

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - DEPENSES	B7.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP+BS+DM+RAR N-1)	Réalizations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		30 000.00	
16 Emprunts et dettes assimilées (A)			
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		30 000.00	
020	Dépenses imprévues	30 000.00	

	Opération de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent N-1	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres		16 399 130.36		16 399 130.36

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES	B7.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP+BS+DM+RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		8 678 275.00	785 810.48
Ressources propres externes de l'année (a)			
Ressources propres internes de l'année (b)		8 678 275.00	785 810.48
2804112	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		9 000.00
2804131	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		859.40
2804132	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		35 402.49
2804141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		56 872.59
2804142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		464 070.93
2804143	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL	788 611.00	1 896.00
2804181	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		3 411.33
2804182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		930.90
280421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET EUDES		2 951.35
280422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		132 200.80
280423	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERETS NATIONAL		31 870.00
28051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES BREVETS LICENCES MARQUES		1 562.88
281311	AMORTISSEMENT DES BATIMENTS ADMINISTRATIFS		11 333.33
281351	AMORTISSEMENT DES BATIMENTS PUBLICS		428.34
28157	AMORTISSEMENT DES IMMOS CORPORELLES MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES		6 012.22
28181	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DIVERS		2 953.03
28182	MATERIEL DE TRANSPORT		6 397.18
28183	MATERIEL INFORMATIQUE		15 390.32
28184	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER		933.06
28185	MATERIEL DE TELEPHONIE		1 334.33
024	Produits de cessions		
021	Virement de la section de fonctionnement	7 889 664.00	

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	785 810.48		17 294 914.10	2 696 556.93	20 777 281.51

Montant	
Dépenses à couvrir par des ressources propres II	16 399 130.36
Ressources propres disponibles IV	20 777 281.51
Solde V=IV-II (2)	+4 378 151.15

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.
(2) Indiquer le signe algébrique.

IV - ANNEXES					IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN - SUBVENTIONS VERSEES					C2
DETAIL DES SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS A VERSER					
Art	Dépenses	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12
6561	PARTICIPATIONS AUX ORGANISMES DE REGROUPEMENT (SYNDICATS MIXTES ET ENTENTES)				
6562	PARTICIPATIONS AU TITRE DE LA COOPERATION DECENTRALISEE	120 000.00	110 000.00		
6562	PARTICIPATION COOPERATION DECENTRALISEE	120 000.00	110 000.00		
6563	PARTICIPATIONS FINANCIERES A L'ACTION DES CLUBS ET EQUIPES DE PREVENTION				
6564					
6568	AUTRES PARTICIPATIONS	1 019 199.63	320 550.04		690 602.59
6568	AUTRES PARTICIPATIONS	1 019 199.63	320 550.04		690 602.59
6573	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ORGANISMES PUBLICS	1 420 948.00	117 405.50		978 323.00
65731	SUBVENTIONS ETAT ET ETABLISSEMENTS PUBLICS NATIONAUX	253 500.00	60 000.00		147 600.00
65733	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ORGANISMES PUBLICS DIVERS	51 309.00			21 309.00
65734	SUBV DE FONCT COMMUNES ET EPCI	667 217.00	18 160.00		548 757.00
65734	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX COMMUNES ET STUCTURES INTERCOMMUNALES	308 958.00	30 409.00		188 366.00
65735	AUTRES GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES SYNDICATS MIXTES	6 000.00			6 000.00
65738	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ORGANISMES PUBLICS DIVERS	133 964.00	8 836.50		66 291.00
6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATIONS ET AUX AUTRES ORGA	696 129.50	91 838.00		300 652.50
6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATIONS ET AUX AUTRES ORGA	696 129.50	91 838.00		300 652.50
6743	SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES DE FONCTIONNEMENT AUX SPIC DEPARTEMENTAUX				
6745	SUBVENTIONS EXCEPT.DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE				
6746	BONIFICATIONS D'INTERETS				
6748					

IV - ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION	
PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	D4

1 - BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalizations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	27 881 135.03	2 519 433.27	16 399 130.36	8 962 571.40
RECETTES	28 669 746.03	3 482 367.41		25 187 378.62
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	20 760 234.11	4 996 258.10	4 915 431.96	10 848 544.05
RECETTES	19 971 623.11	9 942 631.29	2 911 892.05	7 117 099.77

3 - PRESENTATION GENERALE

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalizations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	27 881 135.03	2 519 433.27	16 399 130.36	8 962 571.40
RECETTES	28 669 746.03	3 482 367.41		25 187 378.62
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	20 760 234.11	4 996 258.10	4 915 431.96	10 848 544.05
RECETTES	19 971 623.11	9 942 631.29	2 911 892.05	7 117 099.77
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	48 641 369.14	7 515 691.37	21 314 562.32	19 811 115.45
TOTAL GENERAL DES RECETTES	48 641 369.14	13 424 998.70	2 911 892.05	32 304 478.39

(1) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	
ARRETE ET SIGNATURES	

Nombre de membres en exercice... ..19
 Nombre de membres présents... ..13
 Nombre de suffrages exprimés... ..13
 VOTES : Pour... ..13
 Contre... ..0
 Abstentions... ..0

Date de convocation : 10 avril 2018

Présenté par le Président
A Fort de France, le 20 avril 2018

Délibéré par Le Conseil d'Administration (2), réuni en session
A Fort de France, le 20 avril 2018

Les membres du Conseil d'Administration (2) de l'Office de l'Eau de Martinique,

Mme Maryse PLANTIN (CTM)	Mme Marie-France TOUL (CTM)
Mme Patricia TELLE (CTM)	Mme Nadine RENARD (CTM)
M. Arnaud RENE-CORAIL (Maire des Trois-Ilets)	M. David ZOBDA (CTM)
M. Victor Joseph CESAR (Mairie du François)	M. Marcelin NADEAU (Maire du Prêcheur)
M. Antoine VEDERINE (Mairie du Fort-de-France)	M. Patrick BOURVEN (DEAL)
M. Guillaume VISCARDI (Directeur du Conservatoire Botanique)	M. Éric BELLEMARE (AFOC)
M. Jean- Maurice MONTEZUME (Pêcheurs en eau douce)	M. Alex PAVIOT (Chambre d'Agriculture)
Mme Mathilde BRASSY (Carbet des sciences)	M. Patrick HOUSSEL (ARS)
Mme Marie Jeanne TOULON (ASSAUPAMAR)	M. Jacques HELPIN (DAAF)
M. Claude LISE (Président de l'ODE)	

Certifié exécutoire par le Président (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le
et de la publication le **24 AOÛT 2018**

10 AOÛT 2018

A Fort de France, le

(1) Indiquer « la Présidente » ou « le Président ».

(2) L'assemblée délibérante étant : (indiquer la nature de l'assemblée délibérante : Conseil général, Conseil syndical,...).



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU VENDREDI 20 AVRIL 2018

Présidence : Marie-France TOUL

Date de convocation : 12/04/2018

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres au début de la séance : 11

Nombre de membres arrivés en cours de séance : 2

Nombre de membres partis en cours de séance : 2

Nombre de membres présents pour ce point : 13

Extrait n° CA 20-04-2018/ 165

Date de publication : 24 AOUT 2018

Objet : VOTE DU COMPTE DE GESTION DE L'EXERCICE 2017

ÉTAIENT PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS : Marie-France TOUL (représentant Claude LISE), Patricia TELLE, Arnaud RENE-CORAIL, Victor CESAR, Marcellin NADEAU, Christophe GROS (représentant Patrick BOURVEN et Jacques HELPIN), Guillaume VISCARDI (représentant Mathilde BRASSY), Alex PAVIOT (représentant Marie-Jeanne TOULON), Jean- Maurice MONTEZUME

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS : Éric BELLEMARE

ÉTAIENT ABSENTS : Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Antoine VEDERINE, David ZOBDA, Patrick HOUSSEL

- **VU** la loi n° 2003-132 du 19 juillet 2003 relative aux règles budgétaires et comptables applicables aux Départements et mettant en œuvre la réforme comptable couramment dénommée « réforme M 52 »,
- **VU** le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.1617-2 à L1617-5 et L3312-6,
- **VU** le code de l'environnement, partie législative, les articles L 213-13 à L 213-20,
- **VU** le code de l'environnement partie réglementaire, les articles R213-59 à R 213-71, R 213-77, D 213-72 à D 213-76,
- **VU** la délibération n° CA084-16 adoptant le 3^{ème} Programme Pluriannuel d'Intervention et la délibération n° CA085-16 adoptant les conditions générales d'attribution des aides aux personnes publiques et privées,

- **VU** le budget primitif, le budget supplémentaire et la DM n°1 de l'exercice 2017,
- **VU** le compte des recettes et des dépenses 2017 de l'Office De l'Eau Martinique présenté par la directrice, ordonnateur des dépenses et des recettes,
- **Considérant** le rapport de la Direction de l'Office de l'Eau de Martinique,

Les membres du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ou représentés,

Décident,

- De voter le compte de gestion 2017, tel que présenté en séance.

Pour extrait certifié conforme

Fait à Fort-de-France, le 08 AOUT 2018



Le Président

Claude LISE



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU VENDREDI 20 AVRIL 2018

Présidence : Marie-France TOUL

Date de convocation : 12/04/2018

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres au début de la séance : 11

Nombre de membres arrivés en cours de séance : 2

Nombre de membres partis en cours de séance : 2

Nombre de membres présents pour ce point : 13

Extrait n° CA 17-04-2018/ 166

Date de publication : 24 AOUT 2018

Objet : APPROBATION ET LANCEMENT DU CHANTIER « OBSERVATOIRE DES COÛTS MARTINIQUE »

ÉTAIENT PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS ÉTAIENT PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS : Marie-France TOUL (représentant Claude LISE), Patricia TELLE, Arnaud RENE-CORAIL, Victor CESAR, Marcellin NADEAU, Christophe GROS (représentant Patrick BOURVEN et Jacques HELPIN), Guillaume VISCARDI (représentant Mathilde BRASSY), Alex PAVIOT (représentant Marie-Jeanne TOULON), Jean- Maurice MONTEZUME

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS : Éric BELLEMARE

ÉTAIENT ABSENTS : Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Antoine VEDERINE, David ZOBDA, Patrick HOUSSEL

- **VU** le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.1617-2 à L.1617-4, et R.1617-1 à R.1617-17,
- **VU** le code de l'environnement, partie législative, notamment le titre 1^{er} du livre II, les articles L. 213-13 à L. 213-20,
- **VU** le code de l'environnement, partie réglementaire, notamment les articles R. 213-59 à R. 213-76,
- **VU** l'arrêté préfectoral N° 2015-11-0057 arrêtant le SDAGE,
- **VU** la délibération n° CA 084-16 adoptant le 3^{ème} Programme Pluriannuel d'Intervention,

- **VU** la délibération n° CA 24-07-2017/055 adoptant la convention cadre 2017-2022 entre l'ODE Martinique et la DEAL
- **VU** la délibération du n° CA 29-01-18 /134 adoptant le programme d'action 2018 de la connaissance et des interventions,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18/138 adoptant le budget primitif de l'exercice 2018,

- **Considérant** le rapport de la Directrice Générale,

Les membres du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ou représentés,

Décident,

- D'autoriser la Directrice Générale à lancer l'étude Observatoire des coûts Martinique
- D'arrêter le montant maximal de la participation de l'ODE à hauteur de 12 000 €TTC pour un montant total de 60 000 €TTC.

- D'imputer la dépense correspondante au chapitre **617** nature **1248** du budget de l'Office De l'Eau Martinique

Pour extrait certifié conforme

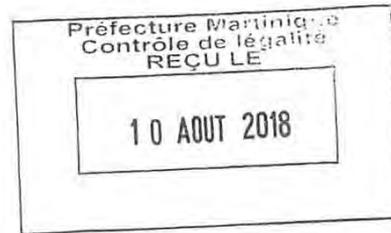
Fait à Fort-de-France, le

08 AOÛT 2018

Le Président

Claude LISE





EXTRAIT DES DELIBERATIONS

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU VENDREDI 20 AVRIL 2018

Présidence : Marie-France TOUL

Date de convocation : 12/04/2018

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres au début de la séance : 11

Nombre de membres arrivés en cours de séance : 2

Nombre de membres partis en cours de séance : 2

Nombre de membres présents pour ce point : 13

Extrait n° CA 20-04-2018/ 167

Date de publication : 12 4 AOUT 2018

Objet : APPROBATION ET LANCEMENT DE LA CONSULTATION EN VUE DE L'ELABORATION DU SCHEMA DE GESTION DE LA RESSOURCE EN EAU

ÉTAIENT PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS : Marie-France TOUL (représentant Claude LISE), Patricia TELLE, Arnaud RENE-CORAIL, Victor CESAR, Marcellin NADEAU, Christophe GROS (représentant Patrick BOURVEN et Jacques HELPIN), Guillaume VISCARDI (représentant Mathilde BRASSY), Alex PAVIOT (représentant Marie-Jeanne TOULON), Jean- Maurice MONTEZUME

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS : Éric BELLEMARE

ÉTAIENT ABSENTS : Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Antoine VEDERINE, David ZOBDA, Patrick HOUSSEL

- **VU** le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.1617-2 à L.1617-4, et R.1617-1 à R.1617-17,
- **VU** le code de l'environnement, partie législative, notamment le titre 1^{er} du livre II, les articles L. 213-13 à L. 213-20,
- **VU** le code de l'environnement, partie réglementaire, notamment les articles R. 213-59 à R. 213-76,
- **VU** l'arrêté préfectoral N° 2015-11-0057 arrêtant le SDAGE,
- **VU** la délibération n° CA 084-16 adoptant le 3^{ème} Programme Pluriannuel d'Intervention,

- **VU** la délibération n° CA 29-01-18/134 adoptant le programme d'actions 2018 de la connaissance et des interventions
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18/138 adoptant le budget primitif de l'exercice 2018,
- **Considérant** le rapport de la Directrice Générale,

Les membres du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ou représentés,

Décident,

- D'autoriser la Directrice Générale à lancer la consultation dans le cadre de l'étude schéma de gestion de la ressource en eau.
- D'arrêter le montant maximal de la participation de l'ODE à hauteur de 40 000 €TTC pour un montant total de 200 000 €TTC.
- D'imputer la dépense correspondante au chapitre **65** nature **617** du budget de l'Office De l'Eau Martinique.

Pour extrait certifié conforme

Fait à Fort-de-France, le

08 AOUT 2018



Le Président

Claude LISE



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU VENDREDI 20 AVRIL 2018

Présidence : Marie-France TOUL

Date de convocation : 12/04/2018

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres au début de la séance : 11

Nombre de membres arrivés en cours de séance : 2

Nombre de membres partis en cours de séance : 2

Nombre de membres présents pour ce point : 11

Extrait n° CA 20-04-2018/ 168

Date de publication : 24 AOUT 2018

Objet : CONVENTION DE RECHERCHE PARTAGÉE AVEC HYDRECO DANS LE CADRE DE L'ETUDE COMPLEMENTAIRE POUR L'AMELIORATION DE L'INDICATEUR INDICE DIATOMIQUE ANTILLES (IDA)

ÉTAIENT PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS : Marie-France TOUL (représentant Claude LISE), Patricia TELLE, Arnaud RENE-CORAIL, Victor CESAR, Marcellin NADEAU, Christophe GROS (représentant Patrick BOURVEN et Jacques HELPIN), Guillaume VISCARDI (représentant Mathilde BRASSY), Alex PAVIOT (représentant Marie-Jeanne TOULON), Jean- Maurice MONTEZUME

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS : Éric BELLEMARE

ÉTAIENT ABSENTS : Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Antoine VEDERINE, David ZOBDA, Patrick HOUSSEL

- **VU** le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.1617-2 à L.1617-4, et R.1617-1 à R.1617-17,
- **VU** le code de l'environnement, partie législative, notamment le titre 1^{er} du livre II, les articles L. 213-13 à L. 213-20,
- **VU** le code de l'environnement, partie réglementaire, notamment les articles R. 213-59 à R. 213-76,
- **VU** l'arrêté préfectoral N° 2015-11-0057 arrêtant le SDAGE,
- **VU** la délibération n° CA 084-16 adoptant le 3^{ème} Programme Pluriannuel d'Intervention,

- **VU** la délibération n° CA 29-01-18 /134 adoptant le programme d'actions 2018 de la connaissance et des interventions,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18/138 adoptant le budget primitif de l'exercice 2018,
- **Considérant** le rapport de la Directrice Générale,

Les membres du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ou représentés,

Décident,

- D'autoriser la Directrice Générale à contractualiser une convention de recherche partagée avec HYDRECO dans le cadre de l'étude complémentaire pour l'amélioration de l'indicateur IDA (Indice Diatomique Antilles),
- D'arrêter le montant maximal de la participation de l'ODE à hauteur de 15 849 €TTC pour un montant total de projet de 17 610 €TTC.
- D'imputer la dépense correspondante au chapitre **65** nature **617** du budget de l'Office De l'Eau Martinique.

Pour extrait certifié conforme

Fait à Fort-de-France, le

08 AOUT 2018



Le Président

Claude LISE



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU VENDREDI 20 AVRIL 2018

Présidence : Marie-France TOUL

Date de convocation : 12/04/2018

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres au début de la séance : 11

Nombre de membres arrivés en cours de séance : 2

Nombre de membres partis en cours de séance : 2

Nombre de membres présents pour ce point : 11

Extrait n° CA 20-04-2018/169

Date de publication : 24 AOUT 2018

Objet : VOTE DE LA PROGRAMMATION ODE/DEAL DANS LE CADRE DU PROJET DE PROGRAMME D'ACTION D'INTERET COMMUN (PAIC) 2018

ÉTAIENT PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS : Marie-France TOUL (représentant Claude LISE), Patricia TELLE, Arnaud RENE-CORAIL, Victor CESAR, Marcellin NADEAU, Christophe GROS (représentant Patrick BOURVEN et Jacques HELPIN), Guillaume VISCARDI (représentant Mathilde BRASSY), Alex PAVIOT (représentant Marie-Jeanne TOULON), Jean- Maurice MONTEZUME

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS : Éric BELLEMARE

ÉTAIENT ABSENTS : Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Antoine VEDERINE, David ZOBDA, Patrick HOUSSEL

- **VU** le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.1617-2 à L.1617-4, et R.1617-1 à R.1617-17,
- **VU** le code de l'environnement, partie législative, notamment le titre 1^{er} du livre II, les articles L. 213-13 à L. 213-20,
- **VU** le code de l'environnement, partie réglementaire, notamment les articles R. 213-59 à R. 213-76,
- **VU** l'arrêté préfectoral N° 2015-11-0057 arrêtant le SDAGE,

- **VU** la délibération n° CA 084-16 adoptant le 3^{ème} Programme Pluriannuel d'Intervention,
- **VU** la délibération n° CA 24-07-2017/055 adoptant la convention cadre 2017-2022 entre l'ODE Martinique et la DEAL
- **VU** la délibération du n° CA 29-01-18 /134 adoptant le programme d'action 2018 de la connaissance et des interventions,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18/138 adoptant le budget primitif de l'exercice 2018,
- **Considérant** le rapport de la Directrice Générale,

Les membres du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ou représentés,

Décident,

- D'autoriser la Directrice Générale à contractualiser par avenant la programmation du Programme d'Action d'Intérêt Commun (PAIC) DEAL/ODE pour l'année 2018 telle que présentée en annexe.

87.05.1110

Pour extrait certifié conforme

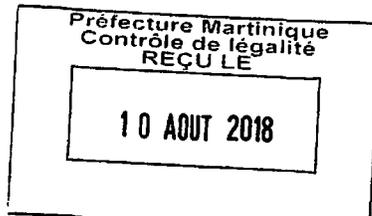
Fait à Fort-de-France, le

08 AOUT 2018



Le Président

Claude LISE



Annexe à la délibération CA 20-04-2018 / 169
PAIC 2018 : VOTE DE LA PROGRAMMATION ODE/DEAL

Convention DEAL ODE / Annexe Point 10. PAIC DEAL.ODE 2018.xls

Programme_2018 VF

Thème	Sous-thème	Action	Montant estimatif	financement	Calendrier	Pilote	Contractualisation	Modalités de collaboration	
	Convention DEAL-ODE	Définition dans le cadre de la convention d'un programme conjoint pour l'année suivante			Novembre 2018	DEAL-ODE	Convention d'application annuelle	Réunion de concertation	
Connaissance et information sur l'eau et les milieux aquatique	Suivi DCE année 2018	DCE-Cours d'eau - chimie		AFB 80% ODE 20%	lancement début 2018 - 12 fois par an	ODE	Marché ODE	Echange N-1eur arrêté de surveillance Copil ODE/DEAL pour suivi	
		DCE-Cours d'eau - Biologie		AFB 80% ODE 20%	lancement début 2018 - 2 fois par an	ODE	Marché ODE		
		DCE-Eaux littorales		AFB 80% ODE 20%	lancement début 2018 - 2 fois par an	ODE	Marché ODE		
		DCE- Etang des Salines		AFB 80% ODE 20%	lancement début 2018 - 4 fois par an	ODE via CDL	Convention ODE/CDL		
		DCE-Plan d'esux (Manzo)		AFB 80% ODE 20%	lancement début 2018 - 4 fois par an	ODE via CTM			
		DCE-Eaux souterraines chimie		AFB 80% BRGM 20%	lancement début 2018 - 2 fois par an	ODE via BRGM	Convention ODE/BRGM		
		DCE-Eaux souterraines quantitatif		AFB	2018-2019	BRGM	Convention nationale AFB		
	Etudes de connaissance	Etudes de connaissance	franchissabilité ouvrages		ODE 50 % DEAL 50%	2018		convention groupement commande	Copil ODE/DEAL
			Hydromorphologie cours d'eau - ICE			2018	ODE		Copil ODE/DEAL
			Hydromorphologie cours d'eau - CARHYCE		AFB 80% ODE 20%	2018	ODE		Copil ODE/DEAL
			Surveillance complémentaire pesticides cours d'eau			2017-2018	ODE	Marché ODE	
			Suivi RNO		ODE 100%	2018	ODE		Réalisé dans le Marché surveillance littorale
	Gestion de données	Gestion de données	Suivi IFRECOR			2018	DEAL		Réalisé dans le Marché surveillance littorale
			Etude des trais de vie et répartition Poisson Gale		50% DEAL 50% ODE	2018	DEAL	convention recherche partagée	
			Etude de l'espace exotique envahissant Chorax			2017-2018	DEAL	convention recherche partagée	
			Définition d'outils d'évaluation de la qualité des ripsylves			2018	ODE	modèles à définir	modalités à définir
			Fonds Géochimiques Sediment		50% DEAL 50% ODE	2017-2018	DEAL	Convention BRGM/DEAL/ODE	Convention BRGM/DEAL/ODE
	Gestion de données	Gestion de données	Fonds Géochimiques Eau		80% ODE 20% BRGM	2018	ODE	Convention BRGM/ODE	COPIL BRGM/DEAL/ODE
			Comité des données sur l'eau			1 à 2 réunions par an si besoin	DEAL		ODE Binôme
			administration du site Eau France			Toute l'année	ODE		
		animation et vérification des données SISPEA			Toute l'année	DEAL		Appui technique ODE et Observatoire Appui technique ODE et Observatoire	

Convention DEAL ODE / Annexe Point 10. PAIC DEAL.ODE 2018.xls

Programme_2018 VF

Thème	Sous-thème	Action	Montant estimatif	financement	Calendrier	Pilote	Contractualisation	Modalités de collaboration	
Gouvernance et politique réglementaire de l'eau	Secrétariat du comité de l'eau et de la biodiversité	Traitement et suivi administratif des affaires concernant la gestion et le fonctionnement du comité de l'eau et de la biodiversité, Gestion et alimentation du site du comité de l'eau et de la biodiversité			Toute l'année	DEAL		ODE participe aux bureaux, plénières et commissions	
		Préparation réunion comité de l'eau et de la biodiversité (convocation, ...)			1 à 3 réunions par an	DEAL			
		Préparation des réunions des commissions ou du bureau- Travaux d'élaboration et de suivi de doc de planification relevant du comité de l'eau et de la biodiversité			1 à 4 réunions annuelles	DEAL			
		Secrétariat commission Info Communication Education			1 à 4 réunions annuelles	ODE			
	GEMAPI	Réunions de la mission d'appui technique				2017-2018	DEAL		ODE membre mission
		Etude mission d'appui GEMAPI CATEAR SOCLE			50 % DEAL 50 % ODE	2017-2018	DEAL	Marché DEAL et convention groupement commande ODE/DEAL	Copil DEAL/ODE
	Etudes réglementation locale	Etude de définition des cours d'eaux			50 % DEAL 25 % ODE 25 % BRGM	2018	DEAL	Convention BRGM/DEAL/ODE	Copil ODE/DEAL
		Etude volume prélevable	170 kEHT		40 % DEAL 40 % ODE 20 % BRGM	2017-2018	DEAL	Convention BRGM/DEAL/ODE	Copil ODE/ DEAL/ BRGM
	SDAGE 2016-2021	tableau de bord du SDAGE 2016-2021				2018	DEAL		Appui technique ODE et Observatoire
	PDM 2016-2021	bilan mi-parcours PDM				2018	DEAL		Appui technique ODE
	État des lieux 2019	Suivi études				2018	ODE	Marché ODE	Copil ODE/DEAL
		Registre des zones protégées				2018	DEAL		
	Consultation SDAGE : Questions Importantes	Présentation en comité de l'eau et de la biodiversité				2018-2019	ODE		
		Elaboration Questions Importantes			DEAL- ODE	decembre 2018	DEAL		Copil ODE /DEAL (A définir)
	ECOPHYTO	Actions JEVI (jardiniers amateurs)				2018	ODE	convention ODE / FREDON	Copil DEAL ?
Assistance technique	Auto-surveillance des systèmes d'assainissement tel que défini dans aux articles 20 et 21 de l'arrêté du 21/07/15	Expertise technique du manuel d'auto-surveillance du système d'assainissement			2018	ODE	Marché ODE	Copil ODE/DEAL	
		Expertise technique annuelle du dispositif d'auto-surveillance			2018	ODE			
		Expertise technique des données d'auto-surveillance de l'année 2017			avril 2018	ODE			
		Validation des données d'auto-surveillance et transmissions des résultats d'expertise			avril 2018	ODE			
		Etude de définition des zones à enjeux sanitaires et environnementales				2017-2018	DEAL-ODE	Définition des zones à enjeu Sanitaire baignade : ODE / Zones à enjeu environnemental : report 2019	répartition travaux : ODE : sanitaire baignade / DEAL : Environnement

28/03/2018

2/3

Convention DEAL ODE / Annexe Point 10. PAIC DEAL.ODE 2018.xls

Programme_2018 VF

Thème	Sous-thème	Action	Montant estimatif	financement	Calendrier	Pilote	Contractualisation	Modalités de collaboration
		Schéma de gestion de la ressource en eau			2018	ODE	Marché ODE	Copil ODE/DEAL
	Appui à la Police de l'eau	Avis technique de l'ODE au cas par cas sur sollicitation de la DEAL.			Toute l'année	ODE		<i>A formaliser (note pour détails et procédure instructions)</i>
Plan EAU-DOM	Plan EAU-DOM	Mise en œuvre du plan d'action pour les services d'eau potable et d'assainissement en Martinique			2017-2018	DEAL/ODE	élaboration des Contrats de Progrès	Conférence des Acteurs et équipe projet ODE/DEAL
Solidarité InterBassin		Investissement			2018	DEAL	Convention Préfet/ONEMA	Réunions de concertation
		Etudes			2018	DEAL	Convention ODE/AFB	Réunions de concertation

28/03/2018

3/3



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU VENDREDI 20 AVRIL 2018

Présidence : Marie-France TOUL

Date de convocation : 12/04/2018

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres au début de la séance : 11

Nombre de membres arrivés en cours de séance : 2

Nombre de membres partis en cours de séance : 2

Nombre de membres présents pour ce point : 11

Extrait n° CA 20-04-2018/ 170

Date de publication : 24 AOUT 2018

**Objet : COMPLEMENT DE L'AVENANT A LA CONVENTION DE PARTENARIAT 2017-2022
AVEC LE CONSERVATOIRE DU LITTORAL ADOPTANT LA PROGRAMMATION 2018 :
ENLEVEMENTS DES EPAVES EN MANGROVES**

ÉTAIENT PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS : Marie-France TOUL (représentant Claude LISE), Patricia TELLE, Arnaud RENE-CORAIL, Victor CESAR, Marcellin NADEAU, Christophe GROS (représentant Patrick BOURVEN et Jacques HELPIN), Guillaume VISCARDI (représentant Mathilde BRASSY), Alex PAVIOT (représentant Marie-Jeanne TOULON), Jean- Maurice MONTEZUME

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS : Éric BELLEMARE

ÉTAIENT ABSENTS : Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Antoine VEDERINE, David ZOBDA, Patrick HOUSSEL

0705 FUMA 8 0

- **VU** le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.1617-2 à L.1617-4, et R.1617-1 à R.1617-17,
- **VU** le code de l'environnement, partie législative, notamment le titre 1^{er} du livre II, les articles L. 213-13 à L. 213-20,
- **VU** le code de l'environnement, partie réglementaire, notamment les articles R. 213-59 à R. 213-76,
- **VU** l'arrêté préfectoral N° 2015-11-0057 arrêtant le SDAGE,
- **VU** la délibération n° CA 084-16 adoptant le 3^{ème} Programme Pluriannuel d'Intervention,

- **VU** la délibération n° CA 29-01-18 /134 adoptant le programme d'actions 2018 de la connaissance et des interventions,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18/138 adoptant le budget primitif de l'exercice 2018,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18/135 adoptant le programme de la consolidation et développement de partenariats
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18/155 adoptant le programme 2018 par avenant entre le Conservatoire du Littoral et l'ODE
- **Considérant** le rapport de la Directrice Générale,

Les membres du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ou représentés,

Décident,

- D'autoriser la Directrice Générale à contractualiser par avenant le complément de la programmation 2018 du Conservatoire du Littoral dans le cadre de l'action relative à l'enlèvement des épaves en mangroves.
- D'arrêter le montant maximal de la participation de l'ODE à hauteur de 50 000 € TTC pour un montant total de projet de 237 500 € TTC.
- D'imputer la dépense correspondante au chapitre **65** nature **65731** du budget de l'Office De l'Eau Martinique.

Pour extrait certifié conforme

Fait à Fort-de-France, le **08 AOUT 2018**



Le Président

Claude LISE



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU VENDREDI 20 AVRIL 2018

Présidence : Marie-France TOUL

Date de convocation : 12/04/2018

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres au début de la séance : 11

Nombre de membres arrivés en cours de séance : 2

Nombre de membres partis en cours de séance : 2

Nombre de membres présents pour ce point : 13

Extrait n° CA 20-04-2018/ 171

Date de publication : 24 AOUT 2018

Objet : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION COMPLEMENTAIRE A LA COMMUNAUTE AGGLOMERATION CENTRE MARTINIQUE – CACEM DANS LE CADRE DE LA CONVENTION N° 011-04-2018 POUR LA REALISATION DU PROJET SENEUR : LUTTE CONTRE LES MICROPOLLUANTS (ANNEE 2)

ÉTAIENT PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS : Marie-France TOUL (représentant Claude LISE), Patricia TELLE, Arnaud RENE-CORAIL, Victor CESAR, Marcellin NADEAU, Christophe GROS (représentant Patrick BOURVEN et Jacques HELPIN), Guillaume VISCARDI (représentant Mathilde BRASSY), Alex PAVIOT (représentant Marie-Jeanne TOULON), Jean- Maurice MONTEZUME

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS : Éric BELLEMARE

ÉTAIENT ABSENTS : Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Antoine VEDERINE, David ZOBDA, Patrick HOUSSEL

- **VU** le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.1617-2 à L.1617-4, et R.1617-1 à R.1617-17,
- **VU** le code de l'environnement, partie législative, notamment le titre 1^{er} du livre II, les articles L. 213-13 à L. 213-20,
- **VU** le code de l'environnement, partie réglementaire, notamment les articles R. 213-59 à R. 213-76,
- **VU** l'arrêté préfectoral N° 2015-11-0057 arrêtant le SDAGE,
- **VU** la délibération n° CA 037-15 du Conseil d'Administration du 27 mars 2015, attribuant une subvention initiale de 25 000,00 €,

- **VU** la délibération n° CA 084-16 adoptant le 3ème Programme Pluriannuel d'Intervention,
- **VU** la délibération n° CA 085-16 adoptant les modifications conditions générales d'attribution des aides aux personnes publiques et privées,
- **VU** la délibération n° CA 23-05-2017/008 définissant les coûts plafond et le système de bonification des aides de l'Office De l'Eau,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18 /134 adoptant le programme d'actions 2018 de la connaissance et des interventions,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18/138 adoptant le budget primitif de l'exercice 2018,
- **VU** la demande de complément de l'organisme en date du 29 janvier 2018,
- **VU** l'avis du Comité d'Opportunité du **mardi 06 mars 2018**,
- **Considérant** le rapport de la Directrice Générale,

Les membres du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ou représentés,

Décident,

- Le complément d'une subvention d'un montant maximal de **50 000,00 €** à la **COMMUNAUTE AGGLOMERATION CENTRE MARTINIQUE-CACEM** pour la réalisation de l'opération suivante :
Projet SENEUR : Lutte contre les micropolluants (Année 2).
- De rattacher cette subvention à la fiche action **1.A « Améliorer la capacité d'intervention des acteurs de l'eau et des milieux aquatiques »** du **3ème programme pluriannuel d'intervention 2017-2022.**
- D'arrêter le taux de participation à hauteur de **40%** du montant de l'opération, limité à un coût plafond de dépenses de **100 000,00 € HT.**
- D'imputer la dépense correspondante au chapitre **65** – nature **65734** du budget de l'Office De l'Eau Martinique.

Pour extrait certifié conforme

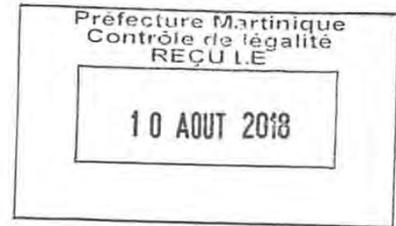
Fait à Fort-de-France, le

08 AOUT 2018

Le Président



Claude LISEU



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU VENDREDI 20 AVRIL 2018

Présidence : Marie-France TOUL

Date de convocation : 12/04/2018

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres au début de la séance : 11

Nombre de membres arrivés en cours de séance : 2

Nombre de membres partis en cours de séance : 2

Nombre de membres présents pour ce point : 13

Extrait n° CA 20-04-2018/ 172

Date de publication : 24 AOUT 2018

Objet : ATTRIBUTION DE SUBVENTION AU CARBET DES SCIENCES : COMPETITION INTERNATIONALE ROBOTIQUE FIRST – EDITION 2018

ÉTAIENT PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS : Marie-France TOUL (représentant Claude LISE), Patricia TELLE, Arnaud RENE-CORAIL, Victor CESAR, Marcellin NADEAU, Christophe GROS (représentant Patrick BOURVEN et Jacques HELPIN), Guillaume VISCARDI (représentant Mathilde BRASSY), Alex PAVIOT (représentant Marie-Jeanne TOULON), Jean- Maurice MONTEZUME

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS : Éric BELLEMARE

ÉTAIENT ABSENTS : Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Antoine VEDERINE, David ZOBDA, Patrick HOUSSEL

- **VU** le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.1617-2 à L.1617-4, et R.1617-1 à R.1617-17,
- **VU** le code de l'environnement, partie législative, notamment le titre 1^{er} du livre II, les articles L. 213-13 à L. 213-20,
- **VU** le code de l'environnement, partie réglementaire, notamment les articles R. 213-59 à R. 213-76,
- **VU** l'arrêté préfectoral N° 2015-11-0057 arrêtant le SDAGE,
- **VU** la délibération n° CA 084-16 adoptant le 3ème Programme Pluriannuel d'Intervention,

- **VU** la délibération n° CA 085-16 adoptant les modifications conditions générales d'attribution des aides aux personnes publiques et privées,
- **VU** la délibération n° CA 23-05-2017/008 définissant les coûts plafond et le système de bonification des aides de l'Office De l'Eau,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18 /134 adoptant le programme d'actions 2018 de la connaissance et des interventions,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18/138 adoptant le budget primitif de l'exercice 2018,
- **VU** la demande de l'organisme en date du 06 novembre 2017,
- **VU** l'avis du Comité d'Opportunité du **mardi 06 mars 2018**,
- **Considérant** le rapport de la Directrice Générale,

Les membres du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ou représentés,

Décident,

- L'attribution d'une subvention d'un montant maximal de **8 888,00 €** au **CARBET DES SCIENCES** pour la réalisation de l'opération suivante : **Compétition internationale robotique first – Edition 2018**.
- De rattacher cette subvention à la fiche action **1.D « Informer et sensibiliser les publics à fort pouvoir de transmission et acteurs du changement »** du **3^{ème} programme pluriannuel d'intervention 2017-2022**.
- D'arrêter le taux de participation à hauteur de **40%** du montant de l'opération, limité à un coût plafond de dépenses de **30 000,00 € HT**.
- D'imputer la dépense correspondante au chapitre **65** – nature **6574** du budget de l'Office De l'Eau Martinique.

Pour extrait certifié conforme

Fait à Fort-de-France, le

08 AOUT 2018



Le Président

Claude LISE



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU VENDREDI 20 AVRIL 2018

Présidence : Marie-France TOUL

Date de convocation : 12/04/2018

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres au début de la séance : 11

Nombre de membres arrivés en cours de séance : 2

Nombre de membres partis en cours de séance : 2

Nombre de membres présents pour ce point : 13

Extrait n° CA 20-04-2018/ 173

Date de publication : 24 AOUT 2018

Objet : ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'ASSOCIATION 3ED : ACTEUR DU DEVELOPPEMENT DURABLE : CREATION DE LA PLATEFORME WEB MARTINIQUE2030.COM

ÉTAIENT PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS : Marie-France TOUL (représentant Claude LISE), Patricia TELLE, Arnaud RENE-CORAIL, Victor CESAR, Marcellin NADEAU, Christophe GROS (représentant Patrick BOURVEN et Jacques HELPIN), Guillaume VISCARDI (représentant Mathilde BRASSY), Alex PAVIOT (représentant Marie-Jeanne TOULON), Jean- Maurice MONTEZUME

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS : Éric BELLEMARE

ÉTAIENT ABSENTS : Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Antoine VEDERINE, David ZOBDA, Patrick HOUSSEL

- **VU** le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.1617-2 à L.1617-4, et R.1617-1 à R.1617-17,
- **VU** le code de l'environnement, partie législative, notamment le titre 1^{er} du livre II, les articles L. 213-13 à L. 213-20,
- **VU** le code de l'environnement, partie réglementaire, notamment les articles R. 213-59 à R. 213-76,
- **VU** l'arrêté préfectoral N° 2015-11-0057 arrêtant le SDAGE,
- **VU** la délibération n° CA 084-16 adoptant le 3ème Programme Pluriannuel d'Intervention,

- **VU** la délibération n° CA 085-16 adoptant les modifications conditions générales d'attribution des aides aux personnes publiques et privées,
- **VU** la délibération n° CA 23-05-2017/008 définissant les coûts plafond et le système de bonification des aides de l'Office De l'Eau
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18 /134 adoptant le programme d'actions 2018 de la connaissance et des interventions,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18/138 adoptant le budget primitif de l'exercice 2018,
- **VU** la demande de l'organisme en date du 13 novembre 2017,
- **VU** l'avis du Comité d'Opportunité du **mardi 06 mars 2018**,
- **Considérant** le rapport de la Directrice Générale,

Les membres du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ou représentés,

Décident,

- L'attribution d'une subvention d'un montant maximal de **12 000,00 €** à l'**ASSOCIATION 3ED : Acteur du développement Durable** pour la réalisation de l'opération suivante : **Création de la plateforme web MARTINIQUE2030.COM.**
- De rattacher cette subvention à la fiche action **1.D « Informer et sensibiliser les publics à fort pouvoir de transmission et acteurs du changement »** du **3^{ème} programme pluriannuel d'intervention 2017-2022.**
- D'arrêter le taux de participation à hauteur de **40%** du montant de l'opération, limité à un coût plafond de dépenses de **30 000,00 € HT.**
- D'imputer la dépense correspondante au chapitre **65** – nature **6574** du budget de l'Office De l'Eau Martinique.

Pour extrait certifié conforme

Fait à Fort-de-France, le

08 AOÛT 2018



Le Président

Claude LISE



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU VENDREDI 20 AVRIL 2018

Présidence : Marie-France TOUL

Date de convocation : 12/04/2018

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres au début de la séance : 11

Nombre de membres arrivés en cours de séance : 2

Nombre de membres partis en cours de séance : 2

Nombre de membres présents pour ce point : 13

Extrait n° CA 20-04-2018/ 174

Date de publication : 12 4 AOUT 2018

Objet : REJET DE SUBVENTION A L'ASSOCIATION 3ED : ACTEUR DU DEVELOPPEMENT DURABLE : CONFERENCES 3ED - EDITION 2018

ÉTAIENT PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS : Marie-France TOUL (représentant Claude LISE), Patricia TELLE, Arnaud RENE-CORAIL, Victor CESAR, Marcellin NADEAU, Christophe GROS (représentant Patrick BOURVEN et Jacques HELPIN), Guillaume VISCARDI (représentant Mathilde BRASSY), Alex PAVIOT (représentant Marie-Jeanne TOULON), Jean- Maurice MONTEZUME

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS : Éric BELLEMARE

ÉTAIENT ABSENTS : Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Antoine VEDERINE, David ZOBDA, Patrick HOUSSEL

- **VU** le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.1617-2 à L.1617-4, et R.1617-1 à R.1617-17,
- **VU** le code de l'environnement, partie législative, notamment le titre 1^{er} du livre II, les articles L. 213-13 à L. 213-20,
- **VU** le code de l'environnement, partie réglementaire, notamment les articles R. 213-59 à R. 213-76,
- **VU** l'arrêté préfectoral N° 2015-11-0057 arrêtant le SDAGE,
- **VU** la délibération n° CA 084-16 adoptant le 3ème Programme Pluriannuel d'Intervention,

- **VU** la délibération n° CA 085-16 adoptant les modifications conditions générales d'attribution des aides aux personnes publiques et privées,
- **VU** la délibération n° CA 23-05-2017/008 définissant les coûts plafond et le système de bonification des aides de l'Office De l'Eau,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18 /134 adoptant le programme d'actions 2018 de la connaissance et des interventions,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18/138 adoptant le budget primitif de l'exercice 2018,
- **VU** la demande de l'organisme en date du 13 novembre 2017,
- **VU** l'avis du Comité d'Opportunité du **mardi 06 mars 2018**,
- **Considérant** le rapport de la Directrice Générale,

Les membres du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ou représentés,

Décident,

- Le rejet de la demande de subvention à l'**ASSOCIATION 3ED : Acteur du développement Durable** relative au projet « **conférences 3ED - Edition 2018** ».

Pour extrait certifié conforme

Fait à Fort-de-France, le **08 AOUT 2018**



Le Président

Claude LISE



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU VENDREDI 20 AVRIL 2018

Présidence : Marie-France TOUL

Date de convocation : 12/04/2018

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres au début de la séance : 11

Nombre de membres arrivés en cours de séance : 2

Nombre de membres partis en cours de séance : 2

Nombre de membres présents pour ce point : 13

Extrait n° CA 20-04-2018/ 175

Date de publication : 12 4 AOÛT 2018

Objet : ATTRIBUTION DE SUBVENTION A LA SOCIETE ANTILAISE D'EXPLOITATION DE PORTS DE PLAISANCE - LA MARINA DU MARIN : RECUPERATION DES EAUX PLUVIALES

ÉTAIENT PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS : Marie-France TOUL (représentant Claude LISE), Patricia TELLE, Arnaud RENE-CORAIL, Victor CESAR, Marcellin NADEAU, Christophe GROS (représentant Patrick BOURVEN et Jacques HELPIN), Guillaume VISCARDI (représentant Mathilde BRASSY), Alex PAVIOT (représentant Marie-Jeanne TOULON), Jean- Maurice MONTEZUME

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS : Éric BELLEMARE

ÉTAIENT ABSENTS : Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Antoine VEDERINE, David ZOBDA, Patrick HOUSSEL

- **VU** le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.1617-2 à L.1617-4, et R.1617-1 à R.1617-17,
- **VU** le code de l'environnement, partie législative, notamment le titre 1^{er} du livre II, les articles L. 213-13 à L. 213-20,
- **VU** le code de l'environnement, partie réglementaire, notamment les articles R. 213-59 à R. 213-76,
- **VU** l'arrêté préfectoral N° 2015-11-0057 arrêtant le SDAGE,
- **VU** la délibération n° CA 084-16 adoptant le 3ème Programme Pluriannuel d'Intervention,

- **VU** la délibération n° CA 085-16 adoptant les modifications conditions générales d'attribution des aides aux personnes publiques et privées,
- **VU** la délibération n° CA 23-05-2017/008 définissant les coûts plafond et le système de bonification des aides de l'Office De l'Eau,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18 /134 adoptant le programme d'actions 2018 de la connaissance et des interventions,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18/138 adoptant le budget primitif de l'exercice 2018,
- **VU** la demande de l'organisme en date du 09 juin 2017,
- **VU** l'avis du Comité d'Opportunité du **mardi 06 mars 2018**,
- **Considérant** le rapport de la Directrice Générale,

Les membres du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ou représentés,

Décident,

- L'attribution d'une subvention d'un montant maximal de **14 298,00 €** à la **SOCIETE ANTILAISE D'EXPLOITATION DE PORTS DE PLAISANCE - LA MARINA DU MARIN** pour la réalisation de l'opération suivante :
Récupération des eaux pluviales.
- De rattacher cette subvention à la fiche action **3.C « Économiser l'eau et maîtriser les prélèvements (hors réseaux AEP) »** du **3^{ème} programme pluriannuel d'intervention 2017-2022.**
- D'arrêter le taux de participation à hauteur de **20%** du montant de l'opération, limité à un coût plafond de dépenses de **100 000,00 € HT.**
- D'imputer la dépense correspondante au chapitre **65** – nature **6574** du budget de l'Office De l'Eau Martinique.

Pour extrait certifié conforme

Fait à Fort-de-France, le **08 AOUT 2018**



Le Président

Claude LISE



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU VENDREDI 20 AVRIL 2018

Présidence : Marie-France TOUL

Date de convocation : 12/04/2018

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres au début de la séance : 11

Nombre de membres arrivés en cours de séance : 2

Nombre de membres partis en cours de séance : 2

Nombre de membres présents pour ce point : 13

Extrait n° CA 20-04-2018/ 176

Date de publication : 12 4 AOÛT 2018

Objet : ATTRIBUTION DE SUBVENTION A LA SOCIETE MADIN'JUMP ELEVAGE :
INSTALLATION D'UNE CUVE VERTICALE HORS-SOL

ÉTAIENT PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS : Marie-France TOUL (représentant Claude LISE), Patricia TELLE, Arnaud RENE-CORAIL, Victor CESAR, Marcellin NADEAU, Christophe GROS (représentant Patrick BOURVEN et Jacques HELPIN), Guillaume VISCARDI (représentant Mathilde BRASSY), Alex PAVIOT (représentant Marie-Jeanne TOULON), Jean- Maurice MONTEZUME

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS : Éric BELLEMARE

ÉTAIENT ABSENTS : Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Antoine VEDERINE, David ZOBDA, Patrick HOUSSEL

- **VU** le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.1617-2 à L.1617-4, et R.1617-1 à R.1617-17,
- **VU** le code de l'environnement, partie législative, notamment le titre 1^{er} du livre II, les articles L. 213-13 à L. 213-20,
- **VU** le code de l'environnement, partie réglementaire, notamment les articles R. 213-59 à R. 213-76,
- **VU** l'arrêté préfectoral N° 2015-11-0057 arrêtant le SDAGE,
- **VU** la délibération n° CA 084-16 adoptant le 3^{ème} Programme Pluriannuel d'Intervention,

- **VU** la délibération n° CA 085-16 adoptant les modifications conditions générales d'attribution des aides aux personnes publiques et privées,
- **VU** la délibération n° CA 23-05-2017/008 définissant les coûts plafond et le système de bonification des aides de l'Office De l'Eau,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18 /134 adoptant le programme d'actions 2018 de la connaissance et des interventions,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18/138 adoptant le budget primitif de l'exercice 2018,
- **VU** la demande de l'organisme en date du 14 novembre 2017,
- **VU** l'avis du Comité d'Opportunité du **mardi 06 mars 2018**,
- **Considérant** le rapport de la Directrice Générale,

Les membres du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ou représentés,

Décident,

- L'attribution d'une subvention d'un montant maximal de **9 924,00 €** à la **SOCIETE MADIN'JUMP ELEVAGE** pour la réalisation de l'opération suivante :
Installation d'une cuve verticale hors-sol.
- De rattacher cette subvention à la fiche action **3.C « Économiser l'eau et maîtriser les prélèvements (hors réseaux AEP) »** du **3^{ème} programme pluriannuel d'intervention 2017-2022**.
- D'arrêter le taux de participation à hauteur de **20%** du montant de l'opération, limité à un coût plafond de dépenses de **100 000,00 € HT**.
- D'imputer la dépense correspondante au chapitre **65** – nature **65738** du budget de l'Office De l'Eau Martinique.

Pour extrait certifié conforme

Fait à Fort-de-France, le **08 AOUT 2018**

Le Président

Claude LISE



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU VENDREDI 20 AVRIL 2018

Présidence : Marie-France TOUL

Date de convocation : 12/04/2018

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres au début de la séance : 11

Nombre de membres arrivés en cours de séance : 2

Nombre de membres partis en cours de séance : 2

Nombre de membres présents pour ce point : 13

Extrait n° CA 20-04-2018/ 177

Date de publication : 24 AOÛT 2018

Objet : ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'EARL LE PETIT COIN DE PARADIS – M. et Mme RETORY : INSTALLATION D'UN DISPOSITIF DE STOCKAGE D'EAU A USAGE AGRICOLE

ÉTAIENT PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS : Marie-France TOUL (représentant Claude LISE), Patricia TELLE, Arnaud RENE-CORAIL, Victor CESAR, Marcellin NADEAU, Christophe GROS (représentant Patrick BOURVEN et Jacques HELPIN), Guillaume VISCARDI (représentant Mathilde BRASSY), Alex PAVIOT (représentant Marie-Jeanne TOULON), Jean- Maurice MONTEZUME

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS : Éric BELLEMARE

ÉTAIENT ABSENTS : Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Antoine VEDERINE, David ZOBDA, Patrick HOUSSEL

- **VU** le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.1617-2 à L.1617-4, et R.1617-1 à R.1617-17,
- **VU** le code de l'environnement, partie législative, notamment le titre 1^{er} du livre II, les articles L. 213-13 à L. 213-20,
- **VU** le code de l'environnement, partie réglementaire, notamment les articles R. 213-59 à R. 213-76,
- **VU** l'arrêté préfectoral N° 2015-11-0057 arrêtant le SDAGE,
- **VU** la délibération n° CA 084-16 adoptant le 3ème Programme Pluriannuel d'Intervention,

- **VU** la délibération n° CA 085-16 adoptant les modifications conditions générales d'attribution des aides aux personnes publiques et privées,
- **VU** la délibération n° CA 23-05-2017/008 définissant les coûts plafond et le système de bonification des aides de l'Office De l'Eau,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18 /134 adoptant le programme d'actions 2018 de la connaissance et des interventions,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18/138 adoptant le budget primitif de l'exercice 2018,
- **VU** la demande de l'organisme en date du 21 février 2018,
- **VU** l'avis du Comité d'Opportunité du **mardi 06 mars 2018**,
- **Considérant** le rapport de la Directrice Générale,

Les membres du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ou représentés,

Décident;

- L'attribution d'une subvention d'un montant maximal de **6 324,00 €** à l'**EARL LE PETIT COIN DE PARADIS – M. et Mme RETORY** pour la réalisation de l'opération suivante : **Installation d'un dispositif de stockage d'eau à usage agricole.**
- De rattacher cette subvention à la fiche action **3.C « Économiser l'eau et maîtriser les prélèvements (hors réseaux AEP) »** du **3^{ème} programme pluriannuel d'intervention 2017-2022.**
- D'arrêter le taux de participation à hauteur de **20%** du montant de l'opération, limité à un coût plafond de dépenses de **100 000,00 € HT.**
- D'imputer la dépense correspondante au chapitre **65** – nature **6574** du budget de l'Office De l'Eau Martinique.

Pour extrait certifié conforme

Fait à Fort-de-France, le **08 AOUT 2018**

Le Président

Claude LISE





EXTRAIT DES DELIBERATIONS

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU VENDREDI 20 AVRIL 2018

Présidence : Marie-France TOUL

Date de convocation : 12/04/2018

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres au début de la séance : 11

Nombre de membres arrivés en cours de séance : 2

Nombre de membres partis en cours de séance : 2

Nombre de membres présents pour ce point : 13

Extrait n° CA 20-04-2018/ 178

Date de publication : 24 AOÛT 2018

Objet : ATTRIBUTION DE SUBVENTION A LA SOCIETE OZANAM S.A HABITATION LOYER MODERE : DECONSTRUCTION ET DEPOLLUTION DE LA STATION D'EPURATION DE 16 LOGEMENTS RESIDENCE ABRICOTIERS ET 155 LOGEMENTS RESIDENCE LA FRAICHEUR SUR LA COMMUNE DU GROS-MORNE

ÉTAIENT PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS : Marie-France TOUL (représentant Claude LISE), Patricia TELLE, Arnaud RENE-CORAIL, Victor CESAR, Marcellin NADEAU, Christophe GROS (représentant Patrick BOURVEN et Jacques HELPIN), Guillaume VISCARDI (représentant Mathilde BRASSY), Alex PAVIOT (représentant Marie-Jeanne TOULON), Jean- Maurice MONTEZUME

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS : Éric BELLEMARE

ÉTAIENT ABSENTS : Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Antoine VEDERINE, David ZOBDA, Patrick HOUSSEL

- **VU** le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.1617-2 à L.1617-4, et R.1617-1 à R.1617-17,
- **VU** le code de l'environnement, partie législative, notamment le titre 1^{er} du livre II, les articles L. 213-13 à L. 213-20,
- **VU** le code de l'environnement, partie réglementaire, notamment les articles R. 213-59 à R. 213-76,
- **VU** l'arrêté préfectoral N° 2015-11-0057 arrêtant le SDAGE,
- **VU** la délibération n° CA 084-16 adoptant le 3ème Programme Pluriannuel d'Intervention,

- **VU** la délibération n° CA 085-16 adoptant les modifications conditions générales d'attribution des aides aux personnes publiques et privées,
- **VU** la délibération n° CA 23-05-2017/008 définissant les coûts plafond et le système de bonification des aides de l'Office De l'Eau,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18 /134 adoptant le programme d'actions 2018 de la connaissance et des interventions,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18/138 adoptant le budget primitif de l'exercice 2018,
- **VU** la demande de l'organisme en date du 05 décembre 2017,
- **VU** l'avis du Comité d'Opportunité du **mardi 06 mars 2018**,
- **Considérant** le rapport de la Directrice Générale,

Les membres du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ou représentés,

Décident,

- L'attribution d'une subvention d'un montant maximal de **28 000,00 €** à la **SOCIETE OZANAM S.A HABIT LOYER MODERE** pour la réalisation de l'opération suivante : **Déconstruction et dépollution de la station d'épuration de 16 logements résidence Abricotiers et 155 logements résidence La fraîcheur sur la commune du Gros-Morne.**
- De rattacher cette subvention à la fiche action **4.A « Poursuivre l'amélioration et le renforcement de l'assainissement collectif »** du **3^{ème} programme pluriannuel d'intervention 2017-2022.**
- D'arrêter le taux de participation à hauteur de **30%** du montant de l'opération, limité à un coût plafond de dépenses de **2 000 000,00 € HT.**
- De bonifier le taux d'intervention de base de **10 %** car le projet concerne les STEU qui intègrent le diagnostic et la réhabilitation du réseau.
- D'imputer la dépense correspondante au chapitre **204** – nature **204423** du budget de l'Office De l'Eau Martinique.

Pour extrait certifié conforme

Fait à Fort-de-France, le **08 AOÛT 2018**

Le Président

Claude LISE





EXTRAIT DES DELIBERATIONS

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU VENDREDI 20 AVRIL 2018

Présidence : Marie-France TOUL

Date de convocation : 12/04/2018

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres au début de la séance : 11

Nombre de membres arrivés en cours de séance : 2

Nombre de membres partis en cours de séance : 2

Nombre de membres présents pour ce point : 13

Extrait n° CA 20-04-2018/ 179

Date de publication : 24 AOUT 2018

Objet : ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'USINE DENEL ROYAL S.A : PROJET PILOTE : MISE EN PLACE DE FILTRES PLANTES

ÉTAIENT PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS : Marie-France TOUL (représentant Claude LISE), Patricia TELLE, Arnaud RENE-CORAIL, Victor CESAR, Marcellin NADEAU, Christophe GROS (représentant Patrick BOURVEN et Jacques HELPIN), Guillaume VISCARDI (représentant Mathilde BRASSY), Alex PAVIOT (représentant Marie-Jeanne TOULON), Jean- Maurice MONTEZUME

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS : Éric BELLEMARE

ÉTAIENT ABSENTS : Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Antoine VEDERINE, David ZOBDA, Patrick HOUSSEL

- **VU** le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.1617-2 à L.1617-4, et R.1617-1 à R.1617-17,
- **VU** le code de l'environnement, partie législative, notamment le titre 1^{er} du livre II, les articles L. 213-13 à L. 213-20,
- **VU** le code de l'environnement, partie réglementaire, notamment les articles R. 213-59 à R. 213-76,
- **VU** l'arrêté préfectoral N° 2015-11-0057 arrêtant le SDAGE,
- **VU** la délibération n° CA 084-16 adoptant le 3ème Programme Pluriannuel d'Intervention,

- **VU** la délibération n° CA 085-16 adoptant les modifications conditions générales d'attribution des aides aux personnes publiques et privées,
- **VU** la délibération n° CA 23-05-2017/008 définissant les coûts plafond et le système de bonification des aides de l'Office De l'Eau,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18 /134 adoptant le programme d'actions 2018 de la connaissance et des interventions,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18/138 adoptant le budget primitif de l'exercice 2018,
- **VU** la demande de l'organisme en date du 26 janvier 2018,
- **VU** l'avis du Comité d'Opportunité du **mardi 06 mars 2018**,
- **Considérant** le rapport de la Directrice Générale,

Les membres du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ou représentés,

Décident,

- L'attribution d'une subvention d'un montant maximal de **8 547,00 €** à l'**USINE DENEL ROYAL S.A** pour la réalisation de l'opération suivante :
Projet pilote : mise en place de filtres plantes.
- De rattacher cette subvention à la fiche action **4.C « Améliorer la collecte, le traitement et la valorisation des boues et sous-déchets de l'assainissement et de la potabilisation »** du **3^{ème} programme pluriannuel d'intervention 2017-2022.**
- D'arrêter le taux de participation à hauteur de **30%** du montant de l'opération, limité à un coût plafond de dépenses de **500 000,00 € HT.**
- D'imputer la dépense correspondante au chapitre **65** – nature **6574** du budget de l'Office De l'Eau Martinique.

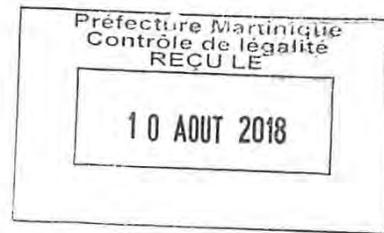
Pour extrait certifié conforme

Fait à Fort-de-France, le **08 AOUT 2018**



Le Président

Claude LISE



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU VENDREDI 20 AVRIL 2018

Présidence : Marie-France TOUL

Date de convocation : 12/04/2018

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres au début de la séance : 11

Nombre de membres arrivés en cours de séance : 2

Nombre de membres partis en cours de séance : 2

Nombre de membres présents pour ce point : 13

Extrait n° CA 20-04-2018/ 180

Date de publication : 24 AOUT 2018

Objet : ATTRIBUTION DE SUBVENTION A LA FREDON : ELABORATION DE STRATEGIES DE PBI CONTRE LES INSECTES RAVAGEURS EN CULTURES MARAICHERES ET ORNEMENTALES EN MARTINIQUE – PROGRAMME 2018

ÉTAIENT PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS : Marie-France TOUL (représentant Claude LISE), Patricia TELLE, Arnaud RENE-CORAIL, Victor CESAR, Marcellin NADEAU, Christophe GROS (représentant Patrick BOURVEN et Jacques HELPIN), Guillaume VISCARDI (représentant Mathilde BRASSY), Alex PAVIOT (représentant Marie-Jeanne TOULON), Jean- Maurice MONTEZUME

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS : Éric BELLEMARE

ÉTAIENT ABSENTS : Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Antoine VEDERINE, David ZOBDA, Patrick HOUSSEL

- **VU** le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.1617-2 à L.1617-4, et R.1617-1 à R.1617-17,
- **VU** le code de l'environnement, partie législative, notamment le titre 1^{er} du livre II, les articles L. 213-13 à L. 213-20,
- **VU** le code de l'environnement, partie réglementaire, notamment les articles R. 213-59 à R. 213-76,
- **VU** l'arrêté préfectoral N° 2015-11-0057 arrêtant le SDAGE,
- **VU** la délibération n° CA 084-16 adoptant le 3ème Programme Pluriannuel d'Intervention,

- **VU** la délibération n° CA 085-16 adoptant les modifications conditions générales d'attribution des aides aux personnes publiques et privées,
- **VU** la délibération n° CA 23-05-2017/008 définissant les coûts plafond et le système de bonification des aides de l'Office De l'Eau,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18 /134 adoptant le programme d'actions 2018 de la connaissance et des interventions,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18/138 adoptant le budget primitif de l'exercice 2018,
- **VU** la demande de l'organisme en date du 15 septembre 2017,
- **VU** l'avis du Comité d'Opportunité du **mardi 06 mars 2018**,
- **Considérant** le rapport de la Directrice Générale,

Les membres du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ou représentés,

Décident :

- L'attribution d'une subvention d'un montant maximal de **20 000,00 €** à la **FREDON** pour la réalisation de l'opération suivante :
Elaboration de stratégies de PBI contre les insectes ravageurs en cultures maraîchères et ornementales en Martinique – Programme 2018.
- De rattacher cette subvention à la fiche action **4.E « Soutenir le développement d'une agriculture plus respectueuse de la ressource en eau et des milieux aquatiques »** du **3^{ème} programme pluriannuel d'intervention 2017-2022.**
- D'arrêter le taux de participation à hauteur de **20%** du montant de l'opération, limité à un coût plafond de dépenses de **100 000,00 € HT.**
- D'imputer la dépense correspondante au chapitre **011 – nature 617** du budget de l'Office De l'Eau Martinique.

Pour extrait certifié conforme

Fait à Fort-de-France, le **08 AOUT 2018**

Le Président



Claude LISE



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU VENDREDI 20 AVRIL 2018

Présidence : Marie-France TOUL

Date de convocation : 12/04/2018

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres au début de la séance : 11

Nombre de membres arrivés en cours de séance : 2

Nombre de membres partis en cours de séance : 2

Nombre de membres présents pour ce point : 13

Extrait n° CA 20-04-2018/ 181

Date de publication : 24 AOUT 2018

Objet : ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'EXPLOITATION AGRICOLE SUD EST SARL (Petit Morne) : MISE EN PLACE D'UN SYSTEME HELIOSEC

ÉTAIENT PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS : Marie-France TOUL (représentant Claude LISE), Patricia TELLE, Arnaud RENE-CORAIL, Victor CESAR, Marcellin NADEAU, Christophe GROS (représentant Patrick BOURVEN et Jacques HELPIN), Guillaume VISCARDI (représentant Mathilde BRASSY), Alex PAVIOT (représentant Marie-Jeanne TOULON), Jean- Maurice MONTEZUME

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS : Éric BELLEMARE

ÉTAIENT ABSENTS : Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Antoine VEDERINE, David ZOBDA, Patrick HOUSSEL

- **VU** le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.1617-2 à L.1617-4, et R.1617-1 à R.1617-17,
- **VU** le code de l'environnement, partie législative, notamment le titre 1^{er} du livre II, les articles L. 213-13 à L. 213-20,
- **VU** le code de l'environnement, partie réglementaire, notamment les articles R. 213-59 à R. 213-76,
- **VU** l'arrêté préfectoral N° 2015-11-0057 arrêtant le SDAGE,
- **VU** la délibération n° CA 084-16 adoptant le 3ème Programme Pluriannuel d'Intervention,

- **VU** la délibération n° CA 085-16 adoptant les modifications conditions générales d'attribution des aides aux personnes publiques et privées,
- **VU** la délibération n° CA 23-05-2017/008 définissant les coûts plafond et le système de bonification des aides de l'Office De l'Eau,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18 /134 adoptant le programme d'actions 2018 de la connaissance et des interventions,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18/138 adoptant le budget primitif de l'exercice 2018,
- **VU** la demande de l'organisme en date du 29 décembre 2017,
- **VU** l'avis du Comité d'Opportunité du **mardi 06 mars 2018**,
- **Considérant** le rapport de la Directrice Générale,

Les membres du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ou représentés,

Décident,

- L'attribution d'une subvention d'un montant maximal de **1 751,00 €** à la **L'EXPLOITATION AGRICOLE SUD EST SARL (Petit Morne)** pour la réalisation de l'opération suivante :
Mise en place d'un système héliosec.
- De rattacher cette subvention à la fiche action **4.E « Soutenir le développement d'une agriculture plus respectueuse de la ressource en eau et des milieux aquatiques »** du **3^{ème} programme pluriannuel d'intervention 2017-2022.**
- D'arrêter le taux de participation à hauteur de **20%** du montant de l'opération, limité à un coût plafond de dépenses de **100 000,00 € HT.**
- D'imputer la dépense correspondante au chapitre **65** – nature **6574** du budget de l'Office De l'Eau Martinique.

Pour extrait certifié conforme

Fait à Fort-de-France, le **08 AOUT 2018**



Le Président

Claude LISE



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU VENDREDI 20 AVRIL 2018

Présidence : Marie-France TOUL

Date de convocation : 12/04/2018

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres au début de la séance : 11

Nombre de membres arrivés en cours de séance : 2

Nombre de membres partis en cours de séance : 2

Nombre de membres présents pour ce point : 13

Extrait n° CA 20-04-2018/ 182

Date de publication : 24 AOUT 2018

Objet : ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'UNION SARL : MISE EN PLACE D'UN SYSTEME HELIOSEC

ÉTAIENT PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS : Marie-France TOUL (représentant Claude LISE), Patricia TELLE, Arnaud RENE-CORAIL, Victor CESAR, Marcellin NADEAU, Christophe GROS (représentant Patrick BOURVEN et Jacques HELPIN), Guillaume VISCARDI (représentant Mathilde BRASSY), Alex PAVIOT (représentant Marie-Jeanne TOULON), Jean- Maurice MONTEZUME

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS : Éric BELLEMARE

ÉTAIENT ABSENTS : Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Antoine VEDERINE, David ZOBDA, Patrick HOUSSEL

- **VU** le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.1617-2 à L.1617-4, et R.1617-1 à R.1617-17,
- **VU** le code de l'environnement, partie législative, notamment le titre 1^{er} du livre II, les articles L. 213-13 à L. 213-20,
- **VU** le code de l'environnement, partie réglementaire, notamment les articles R. 213-59 à R. 213-76,
- **VU** l'arrêté préfectoral N° 2015-11-0057 arrêtant le SDAGE,
- **VU** la délibération n° CA 084-16 adoptant le 3ème Programme Pluriannuel d'Intervention,

- **VU** la délibération n° CA 085-16 adoptant les modifications conditions générales d'attribution des aides aux personnes publiques et privées,
- **VU** la délibération n° CA 23-05-2017/008 définissant les coûts plafond et le système de bonification des aides de l'Office De l'Eau,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18 /134 adoptant le programme d'actions 2018 de la connaissance et des interventions,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18/138 adoptant le budget primitif de l'exercice 2018,
- **VU** la demande de l'organisme en date du 29 décembre 2017,
- **VU** l'avis du Comité d'Opportunité du **mardi 06 mars 2018**,
- **Considérant** le rapport de la Directrice Générale,

Les membres du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ou représentés,

Décident,

- L'attribution d'une subvention d'un montant maximal de **1 751,00 €** à l'**UNION SARL** pour la réalisation de l'opération suivante :
Mise en place d'un système héliosec.
- De rattacher cette subvention à la fiche action **4.E « Soutenir le développement d'une agriculture plus respectueuse de la ressource en eau et des milieux aquatiques »** du **3^{ème} programme pluriannuel d'intervention 2017-2022**.
- D'arrêter le taux de participation à hauteur de **20%** du montant de l'opération, limité à un coût plafond de dépenses de **100 000,00 € HT**.
- D'imputer la dépense correspondante au chapitre **65** – nature **6574** du budget de l'Office De l'Eau Martinique.

Pour extrait certifié conforme

Fait à Fort-de-France, le **08 AOUT 2018**



Le Président

Claude LISE



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU VENDREDI 20 AVRIL 2018

Présidence : Marie-France TOUL

Date de convocation : 12/04/2018

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres au début de la séance : 11

Nombre de membres arrivés en cours de séance : 2

Nombre de membres partis en cours de séance : 2

Nombre de membres présents pour ce point : 13

Extrait n° CA 20-04-2018/ 183

Date de publication : 24 AOUT 2018

Objet : ATTRIBUTION DE SUBVENTION A SOUDON SARL : MISE EN PLACE D'UN SYSTEME HELIOSEC

ÉTAIENT PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS : Marie-France TOUL (représentant Claude LISE), Patricia TELLE, Arnaud RENE-CORAIL, Victor CESAR, Marcellin NADEAU, Christophe GROS (représentant Patrick BOURVEN et Jacques HELPIN), Guillaume VISCARDI (représentant Mathilde BRASSY), Alex PAVIOT (représentant Marie-Jeanne TOULON), Jean- Maurice MONTEZUME

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS : Éric BELLEMARE

ÉTAIENT ABSENTS : Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Antoine VEDERINE, David ZOBDA, Patrick HOUSSEL

- **VU** le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.1617-2 à L.1617-4, et R.1617-1 à R.1617-17,
- **VU** le code de l'environnement, partie législative, notamment le titre 1^{er} du livre II, les articles L. 213-13 à L. 213-20,
- **VU** le code de l'environnement, partie réglementaire, notamment les articles R. 213-59 à R. 213-76,
- **VU** l'arrêté préfectoral N° 2015-11-0057 arrêtant le SDAGE,
- **VU** la délibération n° CA 084-16 adoptant le 3^{ème} Programme Pluriannuel d'Intervention,

- **VU** la délibération n° CA 085-16 adoptant les modifications conditions générales d'attribution des aides aux personnes publiques et privées,
- **VU** la délibération n° CA 23-05-2017/008 définissant les coûts plafond et le système de bonification des aides de l'Office De l'Eau,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18 /134 adoptant le programme d'actions 2018 de la connaissance et des interventions,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18/138 adoptant le budget primitif de l'exercice 2018,
- **VU** la demande de l'organisme en date du 29 décembre 2017,
- **VU** l'avis du Comité d'Opportunité du **mardi 06 mars 2018**,
- **Considérant** le rapport de la Directrice Générale,

Les membres du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ou représentés,

Décident,

- L'attribution d'une subvention d'un montant maximal de **1 751,00 €** à la **SOUDON SARL** pour la réalisation de l'opération suivante :
Mise en place d'un système héliosec.
- De rattacher cette subvention à la fiche action **4.E « Soutenir le développement d'une agriculture plus respectueuse de la ressource en eau et des milieux aquatiques »** du **3^{ème} programme pluriannuel d'intervention 2017-2022.**
- D'arrêter le taux de participation à hauteur de **20%** du montant de l'opération, limité à un coût plafond de dépenses de **100 000,00 € HT.**
- D'imputer la dépense correspondante au chapitre **65** – nature **6574** du budget de l'Office De l'Eau Martinique.

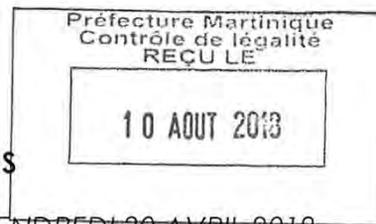
Pour extrait certifié conforme

Fait à Fort-de-France, le **08 AOÛT 2018**



Le Président

Claude LISE



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU VENDREDI 20 AVRIL 2018

Présidence : Marie-France TOUL

Date de convocation : 12/04/2018

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres au début de la séance : 11

Nombre de membres arrivés en cours de séance : 2

Nombre de membres partis en cours de séance : 2

Nombre de membres présents pour ce point : 13

Extrait n° CA 20-04-2018/ 184

Date de publication : 24 AOUT 2018

Objet : ATTRIBUTION DE SUBVENTION A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'ESPACE SUD DE LA MARTINIQUE – CAESM : RESTAURATION DES COURS D'EAU ET DE MANGROVE SUR LA COMMUNE DE DUCOS

ÉTAIENT PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS : Marie-France TOUL (représentant Claude LISE), Patricia TELLE, Arnaud RENE-CORAIL, Victor CESAR, Marcellin NADEAU, Christophe GROS (représentant Patrick BOURVEN et Jacques HELPIN), Guillaume VISCARDI (représentant Mathilde BRASSY), Alex PAVIOT (représentant Marie-Jeanne TOULON), Jean- Maurice MONTEZUME

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS : Éric BELLEMARE

ÉTAIENT ABSENTS : Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Antoine VEDERINE, David ZOBDA, Patrick HOUSSEL

- **VU** le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.1617-2 à L.1617-4, et R.1617-1 à R.1617-17,
- **VU** le code de l'environnement, partie législative, notamment le titre 1^{er} du livre II, les articles L. 213-13 à L. 213-20,
- **VU** le code de l'environnement, partie réglementaire, notamment les articles R. 213-59 à R. 213-76,
- **VU** l'arrêté préfectoral N° 2015-11-0057 arrêtant le SDAGE,
- **VU** la délibération n° CA 084-16 adoptant le 3ème Programme Pluriannuel d'Intervention,

- **VU** la délibération n° CA 085-16 adoptant les modifications conditions générales d'attribution des aides aux personnes publiques et privées,
- **VU** la délibération n° CA 23-05-2017/008 définissant les coûts plafond et le système de bonification des aides de l'Office De l'Eau,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18 /134 adoptant le programme d'actions 2018 de la connaissance et des interventions,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18/138 adoptant le budget primitif de l'exercice 2018,
- **VU** la demande de l'organisme en date du 22 septembre 2017,
- **VU** l'avis du Comité d'Opportunité du **mardi 06 mars 2018**,
- **Considérant** le rapport de la Directrice Générale,

Les membres du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ou représentés,

Décident,

- L'attribution d'une subvention d'un montant maximal de **15 000,00 €** à la **COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'ESPACE SUD DE LA MARTINIQUE - CAESM** pour la réalisation de l'opération suivante :
Restauration des cours d'eau et de mangrove sur la commune de Ducos.
- De rattacher cette subvention à la fiche action **5.A « Rétablir et maintenir le fonctionnement naturel des rivières »** du **3^{ème} programme pluriannuel d'intervention 2017-2022.**
- D'arrêter le taux de participation à hauteur de **30%** du montant de l'opération, limité à un coût plafond de dépenses de **150 000,00 € HT.**
- De bonifier le taux d'intervention de base de **20 %** car le projet s'inscrit dans le cadre du contrat littoral de l'Espace Sud.
- D'imputer la dépense correspondante au chapitre **204** – nature **204142** du budget de l'Office De l'Eau Martinique.

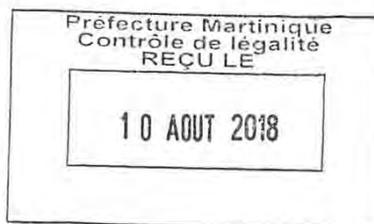
Pour extrait certifié conforme

Fait à Fort-de-France, le **08 AOÛT 2018**



Le Président

Claude LISE



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU VENDREDI 20 AVRIL 2018

Présidence : Marie-France TOUL

Date de convocation : 12/04/2018

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres au début de la séance : 11

Nombre de membres arrivés en cours de séance : 2

Nombre de membres partis en cours de séance : 2

Nombre de membres présents pour ce point : 13

Extrait n° CA 20-04-2018/ 185

Date de publication : 24 AOUT 2018

Objet : ATTRIBUTION DE SUBVENTION A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'ESPACE SUD DE LA MARTINIQUE – CAESM : ETUDE PREALABLE A LA RESTAURATION, L'AMENAGEMENT ET LA MISE EN VALEUR DU COURS D'EAU SUR LA COMMUNE DE RIVIERE PILOTE

ÉTAIENT PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS : Marie-France TOUL (représentant Claude LISE), Patricia TELLE, Arnaud RENE-CORAIL, Victor CESAR, Marcellin NADEAU, Christophe GROS (représentant Patrick BOURVEN et Jacques HELPIN), Guillaume VISCARDI (représentant Mathilde BRASSY), Alex PAVIOT (représentant Marie-Jeanne TOULON), Jean- Maurice MONTEZUME

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS : Éric BELLEMARE

ÉTAIENT ABSENTS : Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Antoine VEDERINE, David ZOBDA, Patrick HOUSSEL

- **VU** le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.1617-2 à L.1617-4, et R.1617-1 à R.1617-17,
- **VU** le code de l'environnement, partie législative, notamment le titre 1^{er} du livre II, les articles L. 213-13 à L. 213-20,
- **VU** le code de l'environnement, partie réglementaire, notamment les articles R. 213-59 à R. 213-76,
- **VU** l'arrêté préfectoral N° 2015-11-0057 arrêtant le SDAGE,
- **VU** la délibération n° CA 084-16 adoptant le 3ème Programme Pluriannuel d'Intervention,

- **VU** la délibération n° CA 085-16 adoptant les modifications conditions générales d'attribution des aides aux personnes publiques et privées,
- **VU** la délibération n° CA 23-05-2017/008 définissant les coûts plafond et le système de bonification des aides de l'Office De l'Eau,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18 /134 adoptant le programme d'actions 2018 de la connaissance et des interventions,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18/138 adoptant le budget primitif de l'exercice 2018,
- **VU** la demande de l'organisme en date du 22 septembre 2017,
- **VU** l'avis du Comité d'Opportunité du **mardi 06 mars 2018**,
- **Considérant** le rapport de la Directrice Générale,

Les membres du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ou représentés,

Décident,

- L'attribution d'une subvention d'un montant maximal de **10 000,00 €** à la **COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'ESPACE SUD DE LA MARTINIQUE - CAESM** pour la réalisation de l'opération suivante :
Etude préalable à la restauration, l'aménagement et la mise en valeur du cours d'eau sur la commune de Rivière Pilote.
- De rattacher cette subvention à la fiche action **5.D « Valoriser le patrimoine des milieux aquatiques martiniquais »** du **3^{ème} programme pluriannuel d'intervention 2017-2022.**
- D'arrêter le taux de participation à hauteur de **50%** du montant de l'opération, limité à un coût plafond de dépenses de **100 000,00 € HT.**
- D'imputer la dépense correspondante au chapitre **204** – nature **204142** du budget de l'Office De l'Eau Martinique.

Pour extrait certifié conforme

Fait à Fort-de-France, le **08 AOUT 2018**



Le Président

Claude LISE



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU VENDREDI 20 AVRIL 2018

Présidence : Marie-France TOUL

Date de convocation : 12/04/2018

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres au début de la séance : 11

Nombre de membres arrivés en cours de séance : 2

Nombre de membres partis en cours de séance : 2

Nombre de membres présents pour ce point : 13

Extrait n° CA 20-04-2018/ 186

Date de publication : 24 AOÛT 2018

Objet : PROROGATION DE LA CONVENTION N° 049-11-2012 A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'ESPACE SUD DE LA MARTINIQUE – CAESM : RENFORCEMENT DE LA CHAÎNE DE POMPAGE AU QUARTIER LA FERME SUR LA COMMUNE DES TROIS-ÎLETS (DELIBERATION N° CA 053-12)

ÉTAIENT PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS : Marie-France TOUL (représentant Claude LISE), Patricia TELLE, Arnaud RENE-CORAIL, Victor CESAR, Marcellin NADEAU, Christophe GROS (représentant Patrick BOURVEN et Jacques HELPIN), Guillaume VISCARDI (représentant Mathilde BRASSY), Alex PAVIOT (représentant Marie-Jeanne TOULON), Jean- Maurice MONTEZUME

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS : Éric BELLEMARE

ÉTAIENT ABSENTS : Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Antoine VEDERINE, David ZOBDA, Patrick HOUSSEL

- **VU** le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.1617-2 à L.1617-4, et R.1617-1 à R.1617-17,
- **VU** le code de l'environnement, partie législative, notamment le titre 1^{er} du livre II, les articles L. 213-13 à L. 213-20,
- **VU** le code de l'environnement, partie réglementaire, notamment les articles R. 213-59 à R. 213-76,
- **VU** l'arrêté préfectoral N° 2015-11-0057 arrêtant le SDAGE,
- **VU** la délibération n° CA 053-12 du Conseil d'Administration du 28 septembre 2012, attribuant une subvention initiale de 400 000,00 €,

- **VU** la délibération n° CA 084-16 adoptant le 3ème Programme Pluriannuel d'Intervention,
- **VU** la délibération n° CA 085-16 adoptant les modifications conditions générales d'attribution des aides aux personnes publiques et privées,
- **VU** la délibération n° CA 23-05-2017/008 définissant les coûts plafond et le système de bonification des aides de l'Office De l'Eau,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18 /134 adoptant le programme d'actions 2018 de la connaissance et des interventions,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18/138 adoptant le budget primitif de l'exercice 2018,
- **VU** la demande de prorogation de l'organisme en date du 19 mars 2018,
- **VU** l'avis du Comité d'Opportunité du **mardi 20 mars 2018**,
- **Considérant** le rapport de la Directrice Générale,

Les membres du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ou représentés,

Décident,

- La prorogation de la subvention, pour **2 ans et à compter de la date de notification de la décision** à la **COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'ESPACE SUD DE LA MARTINIQUE - CAESM** pour la réalisation de l'opération suivante :
Renforcement de la chaine de pompage au quartier la Ferme sur la commune des Trois-Ilets.
- D'effectuer le versement de la subvention au bénéficiaire selon les conditions précédemment arrêtées et notifiées.

Pour extrait certifié conforme

Fait à Fort-de-France, le **08 AOUT 2018**



Le Président

Claude LISE



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU VENDREDI 20 AVRIL 2018

Présidence : Marie-France TOUL

Date de convocation : 12/04/2018

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres au début de la séance : 11

Nombre de membres arrivés en cours de séance : 2

Nombre de membres partis en cours de séance : 2

Nombre de membres présents pour ce point : 13

Extrait n° CA 20-04-2018/ 187

Date de publication : 24 AGOUT 2018

Objet : PROROGATION DE LA CONVENTION N° 051-11-2012 A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'ESPACE SUD DE LA MARTINIQUE – CAESM : RENFORCEMENT DE LA CHAÎNE DE POMPAGE DES QUARTIERS EPINAY ET MORNE HONORE SUR LA COMMUNE DE RIVIERE-SALEE (DELIBERATION N° CA 055-12)

ÉTAIENT PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS : Marie-France TOUL (représentant Claude LISE), Patricia TELLE, Arnaud RENE-CORAIL, Victor CESAR, Marcellin NADEAU, Christophe GROS (représentant Patrick BOURVEN et Jacques HELPIN), Guillaume VISCARDI (représentant Mathilde BRASSY), Alex PAVIOT (représentant Marie-Jeanne TOULON), Jean- Maurice MONTEZUME

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS : Éric BELLEMARE

ÉTAIENT ABSENTS : Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Antoine VEDERINE, David ZOBDA, Patrick HOUSSEL

- **VU** le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.1617-2 à L.1617-4, et R.1617-1 à R.1617-17,
- **VU** le code de l'environnement, partie législative, notamment le titre 1^{er} du livre II, les articles L. 213-13 à L. 213-20,
- **VU** le code de l'environnement, partie réglementaire, notamment les articles R. 213-59 à R. 213-76,
- **VU** l'arrêté préfectoral N° 2015-11-0057 arrêtant le SDAGE,
- **VU** la délibération n° CA 055-12 du Conseil d'Administration du 28 septembre 2012, attribuant une subvention initiale de 258 000,00 €,

- **VU** la délibération n° CA 084-16 adoptant le 3ème Programme Pluriannuel d'Intervention,
- **VU** la délibération n° CA 085-16 adoptant les modifications conditions générales d'attribution des aides aux personnes publiques et privées,
- **VU** la délibération n° CA 23-05-2017/008 définissant les coûts plafond et le système de bonification des aides de l'Office De l'Eau
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18 /134 adoptant le programme d'actions 2018 de la connaissance et des interventions,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18/138 adoptant le budget primitif de l'exercice 2018,
- **VU** la demande de prorogation de l'organisme en date du 19 mars 2018,
- **VU** l'avis du Comité d'Opportunité du **mardi 20 mars 2018**,
- **Considérant** le rapport de la Directrice Générale,

Les membres du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ou représentés,

Décident,

- La prorogation de la subvention, pour **2 ans et à compter de la date de notification de la décision** à la **COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'ESPACE SUD DE LA MARTINIQUE - CAESM** pour la réalisation de l'opération suivante :
Renforcement de la chaîne de pompage des quartiers Epinay et Morne Honoré sur la commune de Rivière-Salée.
- D'effectuer le versement de la subvention au bénéficiaire selon les conditions précédemment arrêtées et notifiées.

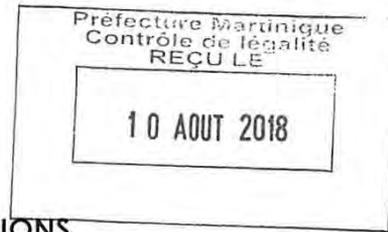
Pour extrait certifié conforme

Fait à Fort-de-France, le **08 AOÛT 2018**



Le Président

Claude LISE



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU VENDREDI 20 AVRIL 2018

Présidence : Marie-France TOUL

Date de convocation : 12/04/2018

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres au début de la séance : 11

Nombre de membres arrivés en cours de séance : 2

Nombre de membres partis en cours de séance : 2

Nombre de membres présents pour ce point : 13

Extrait n° CA 20-04-2018/ 188

Date de publication : 24 AOUT 2018

Objet: PROROGATION DE LA CONVENTION N° 09-010 A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'ESPACE SUD DE LA MARTINIQUE – CAESM : REHABILITATION DE POSTES DE REFOULEMENT DES COMMUNES DUCOS-ROBERT-VAUCLIN-MARIN ET SAINTE-LUCE (DELIBERATION N° CA 033-09)

ÉTAIENT PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS : Marie-France TOUL (représentant Claude LISE), Patricia TELLE, Arnaud RENE-CORAIL, Victor CESAR, Marcellin NADEAU, Christophe GROS (représentant Patrick BOURVEN et Jacques HELPIN), Guillaume VISCARDI (représentant Mathilde BRASSY), Alex PAVIOT (représentant Marie-Jeanne TOULON), Jean- Maurice MONTEZUME

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS : Éric BELLEMARE

ÉTAIENT ABSENTS : Maryse PLANTIN, Nadine PLANTIN, Antoine VEDERINE, David ZOBDA, Patrick HOUSSEL

- **VU** le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.1617-2 à L.1617-4, et R.1617-1 à R.1617-17,
- **VU** le code de l'environnement, partie législative, notamment le titre 1^{er} du livre II, les articles L. 213-13 à L. 213-20,
- **VU** le code de l'environnement, partie réglementaire, notamment les articles R. 213-59 à R. 213-76,
- **VU** l'arrêté préfectoral N° 2015-11-0057 arrêtant le SDAGE,
- **VU** la délibération n° CA 033-09 du Conseil d'Administration du 09 octobre 2009, attribuant une subvention initiale de 72 430,00 €,

- **VU** la délibération de prorogation n° CA 099-12 du Conseil d'Administration du 14 décembre 2012,
- **VU** la délibération n° CA 084-16 adoptant le 3ème Programme Pluriannuel d'Intervention,
- **VU** la délibération n° CA 085-16 adoptant les modifications conditions générales d'attribution des aides aux personnes publiques et privées,
- **VU** la délibération n° CA 23-05-2017/008 définissant les coûts plafond et le système de bonification des aides de l'Office De l'Eau,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18 /134 adoptant le programme d'actions 2018 de la connaissance et des interventions,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18/138 adoptant le budget primitif de l'exercice 2018,
- **VU** la demande de prorogation de l'organisme en date du 19 mars 2018,
- **VU** l'avis du Comité d'Opportunité du **mardi 20 mars 2018**,
- **Considérant** le rapport de la Directrice Générale,

Les membres du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ou représentés,

Décident,

- La prorogation de la subvention, **pour 2 ans et à compter de la date de notification de la décision** à la **COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'ESPACE SUD DE LA MARTINIQUE - CAESM** pour la réalisation de l'opération suivante :
Réhabilitation de postes de refoulement des communes Ducos-Robert-Vauclin-Marin et Sainte-Luce.
- D'effectuer le versement de la subvention au bénéficiaire selon les conditions précédemment arrêtées et notifiées.

Pour extrait certifié conforme

Fait à Fort-de-France, le **08 AOUT 2018**



Le Président

Claude LISE



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU VENDREDI 20 AVRIL 2018

Présidence : Marie-France TOUL

Date de convocation : 12/04/2018

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres au début de la séance : 11

Nombre de membres arrivés en cours de séance : 2

Nombre de membres partis en cours de séance : 2

Nombre de membres présents pour ce point : 13

Extrait n° CA 20-04-2018/ 189

Date de publication : 24 AOUT 2018

Objet : PROROGATION DE LA CONVENTION N° 11-065 A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'ESPACE SUD DE LA MARTINIQUE – CAESM : RENFORCEMENT DE LA DISTRIBUTION AU QUARTIER ZAC MORNE DAVID SUR LA COMMUNE DU SAINT-ESPRIT (DELIBERATION N° CA 047-11)

ÉTAIENT PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS : Marie-France TOUL (représentant Claude LISE), Patricia TELLE, Arnaud RENE-CORAIL, Victor CESAR, Marcellin NADEAU, Christophe GROS (représentant Patrick BOURVEN et Jacques HELPIN), Guillaume VISCARDI (représentant Mathilde BRASSY), Alex PAVIOT (représentant Marie-Jeanne TOULON), Jean- Maurice MONTEZUME

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS : Éric BELLEMARE

ÉTAIENT ABSENTS : Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Antoine VEDERINE, David ZOBDA, Patrick HOUSSEL

- **VU** le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.1617-2 à L.1617-4, et R.1617-1 à R.1617-17,
- **VU** le code de l'environnement, partie législative, notamment le titre 1^{er} du livre II, les articles L. 213-13 à L. 213-20,
- **VU** le code de l'environnement, partie réglementaire, notamment les articles R. 213-59 à R. 213-76,
- **VU** l'arrêté préfectoral N° 2015-11-0057 arrêtant le SDAGE,
- **VU** la délibération n° CA 047-11 du Conseil d'Administration du 28 septembre 2011, attribuant une subvention initiale de 400 000,00 €,

- **VU** la délibération n° CA 084-16 adoptant le 3ème Programme Pluriannuel d'Intervention,
- **VU** la délibération n° CA 085-16 adoptant les modifications conditions générales d'attribution des aides aux personnes publiques et privées,
- **VU** la délibération n° CA 23-05-2017/008 définissant les coûts plafond et le système de bonification des aides de l'Office De l'Eau,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18 /134 adoptant le programme d'actions 2018 de la connaissance et des interventions,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18/138 adoptant le budget primitif de l'exercice 2018,
- **VU** la demande de prorogation de l'organisme en date du 19 mars 2018,
- **VU** l'avis du Comité d'Opportunité du **mardi 20 mars 2018**,
- **Considérant** le rapport de la Directrice Générale,

Les membres du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ou représentés,

Décident,

- La prorogation de la subvention, pour **2 ans et à compter de la date de notification de la décision** à la **COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'ESPACE SUD DE LA MARTINIQUE - CAESM** pour la réalisation de l'opération suivante :
Renforcement de la distribution au quartier Zac Morne David sur la commune du Saint-Esprit.
- D'effectuer le versement de la subvention au bénéficiaire selon les conditions précédemment arrêtées et notifiées.

Pour extrait certifié conforme

Fait à Fort-de-France, le **08 AOUT 2018**



Le Président

Claude LISE



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU VENDREDI 20 AVRIL 2018

Présidence : Marie-France TOUL

Date de convocation : 12/04/2018

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres au début de la séance : 11

Nombre de membres arrivés en cours de séance : 2

Nombre de membres partis en cours de séance : 2

Nombre de membres présents pour ce point : 13

Extrait n° CA 20-04-2018/ 190

Date de publication : 24 AOUT 2018

Objet: PROROGATION DE LA CONVENTION N° 11-066 A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'ESPACE SUD DE LA MARTINIQUE – CAESM : EXTENSION ET REHABILITATION STEP DIZAC SUR LA COMMUNE DU DIAMANT (DELIBERATION N° CA 048-11)

ÉTAIENT PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS : Marie-France TOUL (représentant Claude LISE), Patricia TELLE, Arnaud RENE-CORAIL, Victor CESAR, Marcellin NADEAU, Christophe GROS (représentant Patrick BOURVEN et Jacques HELPIN), Guillaume VISCARDI (représentant Mathilde BRASSY), Alex PAVIOT (représentant Marie-Jeanne TOULON), Jean- Maurice MONTEZUME

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS : Éric BELLEMARE

ÉTAIENT ABSENTS : Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Antoine VEDERINE, David ZOBDA, Patrick HOUSSEL

- **VU** le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.1617-2 à L.1617-4, et R.1617-1 à R.1617-17,
- **VU** le code de l'environnement, partie législative, notamment le titre 1^{er} du livre II, les articles L. 213-13 à L. 213-20,
- **VU** le code de l'environnement, partie réglementaire, notamment les articles R. 213-59 à R. 213-76,
- **VU** l'arrêté préfectoral N° 2015-11-0057 arrêtant le SDAGE,
- **VU** la délibération n° CA 048-11 du Conseil d'Administration du 28 septembre 2011, attribuant une subvention initiale de 329 000,00 €,

- **VU** la délibération n° CA 084-16 adoptant le 3ème Programme Pluriannuel d'Intervention,
- **VU** la délibération n° CA 085-16 adoptant les modifications conditions générales d'attribution des aides aux personnes publiques et privées,
- **VU** la délibération n° CA 23-05-2017/008 définissant les coûts plafond et le système de bonification des aides de l'Office De l'Eau,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18 /134 adoptant le programme d'actions 2018 de la connaissance et des interventions,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18/138 adoptant le budget primitif de l'exercice 2018,
- **VU** la demande de prorogation de l'organisme en date du 19 mars 2018,
- **VU** l'avis du Comité d'Opportunité du **mardi 20 mars 2018**,
- **Considérant** le rapport de la Directrice Générale,

Les membres du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ou représentés,

Décident,

- La prorogation de la subvention, pour **2 ans et à compter de la date de notification de la décision** à la **COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'ESPACE SUD DE LA MARTINIQUE - CAESM** pour la réalisation de l'opération suivante : **Extension et réhabilitation STEP Dizac sur la commune du Diamant.**
- D'effectuer le versement de la subvention au bénéficiaire selon les conditions précédemment arrêtées et notifiées.

Pour extrait certifié conforme

Fait à Fort-de-France, le **08 AOUT 2018**

Le Président

Claude LISE





EXTRAIT DES DELIBERATIONS

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU VENDREDI 20 AVRIL 2018

Présidence : Marie-France TOUL

Date de convocation : 12/04/2018

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres au début de la séance : 11

Nombre de membres arrivés en cours de séance : 2

Nombre de membres partis en cours de séance : 2

Nombre de membres présents pour ce point : 13

Extrait n° CA 20-04-2018/ 191

Date de publication : 24 AOÛT 2018

Objet: PROROGATION DE LA CONVENTION N° 11-069 A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'ESPACE SUD DE LA MARTINIQUE – CAESM : REHABILITATION STEP DE PETIT FOND SUR LA COMMUNE DU SAINT-ESPRIT (DELIBERATION N° CA 052-11)

ÉTAIENT PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS : Marie-France TOUL (représentant Claude LISE), Patricia TELLE, Arnaud RENE-CORAIL, Victor CESAR, Marcellin NADEAU, Christophe GROS (représentant Patrick BOURVEN et Jacques HELPIN), Guillaume VISCARDI (représentant Mathilde BRASSY), Alex PAVIOT (représentant Marie-Jeanne TOULON), Jean- Maurice MONTEZUME

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS : Éric BELLEMARE

ÉTAIENT ABSENTS : Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Antoine VEDERINE, David ZOBDA, Patrick HOUSSEL

- **VU** le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.1617-2 à L.1617-4, et R.1617-1 à R.1617-17,
- **VU** le code de l'environnement, partie législative, notamment le titre 1^{er} du livre II, les articles L. 213-13 à L. 213-20,
- **VU** le code de l'environnement, partie réglementaire, notamment les articles R. 213-59 à R. 213-76,
- **VU** l'arrêté préfectoral N° 2015-11-0057 arrêtant le SDAGE,
- **VU** la délibération n° CA 052-11 du Conseil d'Administration du 28 septembre 2011, attribuant une subvention initiale de 226 500,00 €,

- **VU** la délibération n° CA 013-14 du Conseil d'Administration du 14 mars 2014, attribuant une subvention de complément de 171 000,00 €,
- **VU** la délibération n° CA 084-16 adoptant le 3ème Programme Pluriannuel d'Intervention,
- **VU** la délibération n° CA 085-16 adoptant les modifications conditions générales d'attribution des aides aux personnes publiques et privées,
- **VU** la délibération n° CA 23-05-2017/008 définissant les coûts plafond et le système de bonification des aides de l'Office De l'Eau,
- **VU** la délibération n° CA 20-10-2017/ 094 du Conseil d'Administration du 20 octobre 2017, attribuant une subvention de complément de 97 500,00 €,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18 /134 adoptant le programme d'actions 2018 de la connaissance et des interventions,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18/138 adoptant le budget primitif de l'exercice 2018,
- **VU** la demande de prorogation de l'organisme en date du 19 mars 2018,
- **VU** l'avis du Comité d'Opportunité du **mardi 20 mars 2018**,
- **Considérant** le rapport de la Directrice Générale,

Les membres du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ou représentés,

Décident,

- La prorogation de la subvention, pour **2 ans et à compter de la date de notification de la décision** à la **COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'ESPACE SUD DE LA MARTINIQUE - CAESM** pour la réalisation de l'opération suivante : **Réhabilitation STEP de Petit Fond sur la commune du Saint-Esprit.**
- D'effectuer le versement de la subvention au bénéficiaire selon les conditions précédemment arrêtées et notifiées.

Pour extrait certifié conforme

Fait à Fort-de-France, le 08 AOÛT 2018



Le Président

Claude LISE



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU VENDREDI 20 AVRIL 2018

Présidence : Marie-France TOUL

Date de convocation : 12/04/2018

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres au début de la séance : 11

Nombre de membres arrivés en cours de séance : 2

Nombre de membres partis en cours de séance : 2

Nombre de membres présents pour ce point : 13

Extrait n° CA 20-04-2018/ 192

Date de publication : 24 AOUT 2018

Objet : PROROGATION DE LA CONVENTION N° 09-012 A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'ESPACE SUD DE LA MARTINIQUE – CAESM : EXTENSION STEP DE GROS RAISIN SUR LA COMMUNE DE SAINTE-LUCE - TRANCHE 2 (DELIBERATION N° CA 035-09)

ÉTAIENT PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS : Marie-France TOUL (représentant Claude LISE), Patricia TELLE, Arnaud RENE-CORAIL, Victor CESAR, Marcellin NADEAU, Christophe GROS (représentant Patrick BOURVEN et Jacques HELPIN), Guillaume VISCARDI (représentant Mathilde BRASSY), Alex PAVIOT (représentant Marie-Jeanne TOULON), Jean- Maurice MONTEZUME

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS : Éric BELLEMARE

ÉTAIENT ABSENTS : Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Antoine VEDERINE, David ZOBDA, Patrick HOUSSEL

- **VU** le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.1617-2 à L.1617-4, et R.1617-1 à R.1617-17,
- **VU** le code de l'environnement, partie législative, notamment le titre 1^{er} du livre II, les articles L. 213-13 à L. 213-20,
- **VU** le code de l'environnement, partie réglementaire, notamment les articles R. 213-59 à R. 213-76,
- **VU** l'arrêté préfectoral N° 2015-11-0057 arrêtant le SDAGE,
- **VU** la délibération n° CA 035-09 du Conseil d'Administration du 09 octobre 2009, attribuant une subvention initiale de 450 000,00 €,

- **VU** la délibération n° CA 036-11 du Conseil d'Administration du 18 mars 2011, attribuant une subvention de complément de 450 000,00 €,
- **VU** la délibération n° CA 084-16 adoptant le 3ème Programme Pluriannuel d'Intervention,
- **VU** la délibération n° CA 085-16 adoptant les modifications conditions générales d'attribution des aides aux personnes publiques et privées,
- **VU** la délibération n° CA 23-05-2017/008 définissant les coûts plafond et le système de bonification des aides de l'Office De l'Eau,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18 /134 adoptant le programme d'actions 2018 de la connaissance et des interventions,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18/138 adoptant le budget primitif de l'exercice 2018,
- **VU** la demande de prorogation de l'organisme en date du 21 mars 2018,
- **VU** l'avis du Comité d'Opportunité du **mardi 20 mars 2018**,
- **Considérant** le rapport de la Directrice Générale,

Les membres du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ou représentés,

Décident,

- La prorogation de la subvention, pour **2 ans et à compter de la date de notification de la décision** à la **COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'ESPACE SUD DE LA MARTINIQUE - CAESM** pour la réalisation de l'opération suivante :
Extension STEP de Gros Raisin sur la commune de Sainte-Luce (tranche 2).
- D'effectuer le versement de la subvention au bénéficiaire selon les conditions précédemment arrêtées et notifiées.

Pour extrait certifié conforme

Fait à Fort-de-France, le

08 AOUT 2018



Le Président

Claude LISE



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU VENDREDI 20 AVRIL 2018

Présidence : Marie-France TOUL

Date de convocation : 12/04/2018

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres au début de la séance : 11

Nombre de membres arrivés en cours de séance : 2

Nombre de membres partis en cours de séance : 2

Nombre de membres présents pour ce point : 13

Extrait n° CA 20-04-2018/ 193

Date de publication : 24 AOUT 2018

Objet : PROROGATION DE LA CONVENTION N° 011-04-2018 A LA COMMUNAUTE AGGLOMERATION CENTRE MARTINIQUE – CACEM : PROJET SENEUR : LUTTE CONTRE LES MICROPOLLUANTS - ANNEE 2 (DELIBERATION N° CA 037-15)

ÉTAIENT PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS : Marie-France TOUL (représentant Claude LISE), Patricia TELLE, Arnaud RENE-CORAIL, Victor CESAR, Marcellin NADEAU, Christophe GROS (représentant Patrick BOURVEN et Jacques HELPIN), Guillaume VISCARDI (représentant Mathilde BRASSY), Alex PAVIOT (représentant Marie-Jeanne TOULON), Jean- Maurice MONTEZUME

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS : Éric BELLEMARE

ÉTAIENT ABSENTS : Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Antoine VEDERINE, David ZOBDA, Patrick HOUSSEL

- **VU** le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.1617-2 à L.1617-4, et R.1617-1 à R.1617-17,
- **VU** le code de l'environnement, partie législative, notamment le titre 1^{er} du livre II, les articles L. 213-13 à L. 213-20,
- **VU** le code de l'environnement, partie réglementaire, notamment les articles R. 213-59 à R. 213-76,
- **VU** l'arrêté préfectoral N° 2015-11-0057 arrêtant le SDAGE,
- **VU** la délibération n° CA 037-15 du Conseil d'Administration du 27 mars 2015, attribuant une subvention initiale de 25 000,00 €,

- **VU** la délibération n° CA 084-16 adoptant le 3ème Programme Pluriannuel d'Intervention,
- **VU** la délibération n° CA 085-16 adoptant les modifications conditions générales d'attribution des aides aux personnes publiques et privées,
- **VU** la délibération n° CA 23-05-2017/008 définissant les coûts plafond et le système de bonification des aides de l'Office De l'Eau,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18 /134 adoptant le programme d'actions 2018 de la connaissance et des interventions,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18/138 adoptant le budget primitif de l'exercice 2018,
- **VU** la demande de prorogation de l'organisme en date du 29 janvier 2018,
- **VU** l'avis du Comité d'Opportunité du **mardi 20 mars 2018**,
- **Considérant** le rapport de la Directrice Générale,

Les membres du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ou représentés,

Décident,

- La prorogation de la subvention, pour **1 an et à compter de la date de notification de la décision** à la **COMMUNAUTE AGGLOMERATION CENTRE MARTINIQUE – CACEM** pour la réalisation de l'opération suivante :
Projet SENEUR : lutte contre les micropolluants (Année 2).
- D'effectuer le versement de la subvention au bénéficiaire selon les conditions précédemment arrêtées et notifiées.

Pour extrait certifié conforme

Fait à Fort-de-France, le 08 AOUT 2018



Le Président

Claude LISE



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU VENDREDI 20 AVRIL 2018

Présidence : Marie-France TOUL

Date de convocation : 12/04/2018

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres au début de la séance : 11

Nombre de membres arrivés en cours de séance : 2

Nombre de membres partis en cours de séance : 2

Nombre de membres présents pour ce point : 13

Extrait n° CA 20-04-2018/ 194

Date de publication : 24 AOUT 2018

Objet : PROROGATION DE LA CONVENTION N° 019-04-2015 A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS NORD – CAP NORD: RENOUELEMENT ET RENFORCEMENT DE L'ADDUCTION ET DE LA DISTRIBUTION EN EAU POTABLE QUARTIER BOUT-BOIS SUR LA COMMUNE DU CARBET (DELIBERATION N° CA 010-15)

ÉTAIENT PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS : Marie-France TOUL (représentant Claude LISE), Patricia TELLE, Arnaud RENE-CORAIL, Victor CESAR, Marcellin NADEAU, Christophe GROS (représentant Patrick BOURVEN et Jacques HELPIN), Guillaume VISCARDI (représentant Mathilde BRASSY), Alex PAVIOT (représentant Marie-Jeanne TOULON), Jean- Maurice MONTEZUME

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS : Éric BELLEMARE

ÉTAIENT ABSENTS : Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Antoine VEDERINE, David ZOBDA, Patrick HOUSSEL

- **VU** le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.1617-2 à L.1617-4, et R.1617-1 à R.1617-17,
- **VU** le code de l'environnement, partie législative, notamment le titre 1^{er} du livre II, les articles L. 213-13 à L. 213-20,
- **VU** le code de l'environnement, partie réglementaire, notamment les articles R. 213-59 à R. 213-76,
- **VU** l'arrêté préfectoral N° 2015-11-0057 arrêtant le SDAGE,
- **VU** la délibération n° CA 010-15 du Conseil d'Administration du 27 mars 2015, attribuant une subvention initiale de 800 000,00 €,

- **VU** la délibération n° CA 084-16 adoptant le 3ème Programme Pluriannuel d'Intervention,
- **VU** la délibération n° CA 085-16 adoptant les modifications conditions générales d'attribution des aides aux personnes publiques et privées,
- **VU** la délibération n° CA 23-05-2017/008 définissant les coûts plafond et le système de bonification des aides de l'Office De l'Eau,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18 /134 adoptant le programme d'actions 2018 de la connaissance et des interventions,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18/138 adoptant le budget primitif de l'exercice 2018,
- **VU** la demande de prorogation de l'organisme en date du 03 janvier 2018,
- **VU** l'avis du Comité d'Opportunité du **mardi 20 mars 2018**,
- **Considérant** le rapport de la Directrice Générale,

Les membres du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ou représentés,

Décident,

- La prorogation de la subvention, pour **2 ans et à compter de la date de notification de la décision** à la **COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS NORD – CAP NORD** pour la réalisation de l'opération suivante :
Renouvellement et renforcement de l'adduction et de la distribution en eau potable quartier Bout-Bois sur la commune du Carbet.
- D'effectuer le versement de la subvention au bénéficiaire selon les conditions précédemment arrêtées et notifiées.

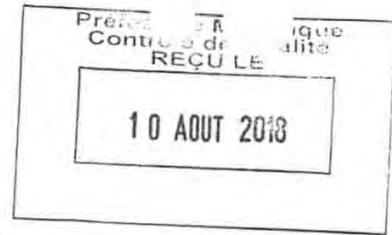
Pour extrait certifié conforme

Fait à Fort-de-France, le 08 AOÛT 2018



Le Président

Claude LISE



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU VENDREDI 20 AVRIL 2018

Présidence : Marie-France TOUL

Date de convocation : 12/04/2018

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres au début de la séance : 11

Nombre de membres arrivés en cours de séance : 2

Nombre de membres partis en cours de séance : 2

Nombre de membres présents pour ce point : 13

Extrait n° CA 20-04-2018/ 195

Date de publication : 24 AOUT 2018

Objet : PROROGATION DE LA CONVENTION N° 023-07-2013 A L'AGENCE DES 50 PAS GEOMETRIQUES : REPRISE DU RESEAU AEP ET EP, EU AU QUARTIER FOND LAHAYE SUR LA COMMUNE DE SCHŒLCHER (DELIBERATION N° CA 015-13 et 021-13)

ÉTAIENT PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS : Marie-France TOUL (représentant Claude LISE), Patricia TELLE, Arnaud RENE-CORAIL, Victor CESAR, Marcellin NADEAU, Christophe GROS (représentant Patrick BOURVEN et Jacques HELPIN), Guillaume VISCARDI (représentant Mathilde BRASSY), Alex PAVIOT (représentant Marie-Jeanne TOULON), Jean- Maurice MONTEZUME

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS : Éric BELLEMARE

ÉTAIENT ABSENTS : Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Antoine VEDERINE, David ZOBDA, Patrick HOUSSEL

- **VU** le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.1617-2 à L.1617-4, et R.1617-1 à R.1617-17,
- **VU** le code de l'environnement, partie législative, notamment le titre 1^{er} du livre II, les articles L. 213-13 à L. 213-20,
- **VU** le code de l'environnement, partie réglementaire, notamment les articles R. 213-59 à R. 213-76,
- **VU** l'arrêté préfectoral N° 2015-11-0057 arrêtant le SDAGE,
- **VU** les délibérations n° CA 015-13 et 021-13 du Conseil d'Administration du 26 avril 2013, attribuant une subvention initiale de 81 000,00 €,

- **VU** la délibération n° CA 067-13 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2013, attribuant une subvention de complément de 30 000,00 €,
- **VU** les délibérations de prorogation n° CA 017-16 et 029-16 du Conseil d'Administration du 29 avril 2016,
- **VU** la délibération n° CA 084-16 adoptant le 3ème Programme Pluriannuel d'Intervention,
- **VU** la délibération n° CA 085-16 adoptant les modifications conditions générales d'attribution des aides aux personnes publiques et privées,
- **VU** la délibération n° CA 23-05-2017/008 définissant les coûts plafond et le système de bonification des aides de l'Office De l'Eau,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18 /134 adoptant le programme d'actions 2018 de la connaissance et des interventions,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18/138 adoptant le budget primitif de l'exercice 2018,
- **VU** la demande de prorogation de l'organisme en date du 23 février 2018,
- **VU** l'avis du Comité d'Opportunité du **mardi 20 mars 2018**,
- **Considérant** le rapport de la Directrice Générale,

Les membres du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ou représentés,

Décident,

La prorogation de la subvention, pour **2 ans et à compter de la date de notification de la décision** à l'**AGENCE DES 50 PAS GEOMETRIQUES** pour la réalisation de l'opération suivante :

Reprise du réseau AEP et EP, EU au quartier Fond Lahaye sur la commune de Schoelcher.

- D'effectuer le versement de la subvention au bénéficiaire selon les conditions précédemment arrêtées et notifiées.

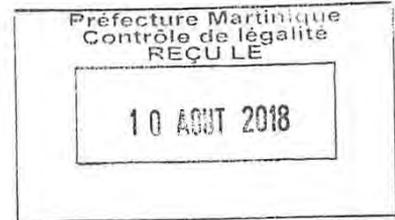
Pour extrait certifié conforme

Fait à Fort-de-France, le **08 AOUT 2018**



Le Président

Claude LISE



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU VENDREDI 20 AVRIL 2018

Présidence : Marie-France TOUL

Date de convocation : 12/04/2018

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres au début de la séance : 11

Nombre de membres arrivés en cours de séance : 2

Nombre de membres partis en cours de séance : 2

Nombre de membres présents pour ce point : 13

Extrait n° CA 20-04-2018/ 196

Date de publication : 24 AOÛT 2018

Objet : PROROGATION DE LA CONVENTION N° 012-04-2018 A L'AGENCE DES 50 PAS GEOMETRIQUES : FORUM BOD LANME 4EME EDITION (DELIBERATION N° CA 038-15)

ÉTAIENT PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS : Marie-France TOUL (représentant Claude LISE), Patricia TELLE, Arnaud RENE-CORAIL, Victor CESAR, Marcellin NADEAU, Christophe GROS (représentant Patrick BOURVEN et Jacques HELPIN), Guillaume VISCARDI (représentant Mathilde BRASSY), Alex PAVIOT (représentant Marie-Jeanne TOULON), Jean- Maurice MONTEZUME

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS : Éric BELLEMARE

ÉTAIENT ABSENTS : Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Antoine VEDERINE, David ZOBDA, Patrick HOUSSEL

- **VU** le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.1617-2 à L.1617-4, et R.1617-1 à R.1617-17,
- **VU** le code de l'environnement, partie législative, notamment le titre 1^{er} du livre II, les articles L. 213-13 à L. 213-20,
- **VU** le code de l'environnement, partie réglementaire, notamment les articles R. 213-59 à R. 213-76,
- **VU** l'arrêté préfectoral N° 2015-11-0057 arrêtant le SDAGE,
- **VU** la délibération n° CA 038-15 du Conseil d'Administration du 27 mars 2015, attribuant une subvention initiale de 12 000,00 €,

- **VU** la délibération n° CA 084-16 adoptant le 3ème Programme Pluriannuel d'Intervention,
- **VU** la délibération n° CA 085-16 adoptant les modifications conditions générales d'attribution des aides aux personnes publiques et privées,
- **VU** la délibération n° CA 23-05-2017/008 définissant les coûts plafond et le système de bonification des aides de l'Office De l'Eau,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18 /134 adoptant le programme d'actions 2018 de la connaissance et des interventions,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18/138 adoptant le budget primitif de l'exercice 2018,
- **VU** la demande de prorogation de l'organisme en date du 22 février 2018,
- **VU** l'avis du Comité d'Opportunité du **mardi 20 mars 2018**,
- **Considérant** le rapport de la Directrice Générale,

Les membres du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ou représentés,

Décident,

La prorogation de la subvention, pour **1 an et à compter de la date de notification de la décision** à l'**AGENCE DES 50 PAS GEOMETRIQUES** pour la réalisation de l'opération suivante :

Forum Bod Lanmè 4ème édition.

- D'effectuer le versement de la subvention au bénéficiaire selon les conditions précédemment arrêtées et notifiées.

Pour extrait certifié conforme

Fait à Fort-de-France, le **08 AOUT 2018**



Le Président

Claude LISE



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU VENDREDI 20 AVRIL 2018

Présidence : Marie-France TOUL

Date de convocation : 12/04/2018

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres au début de la séance : 11

Nombre de membres arrivés en cours de séance : 2

Nombre de membres partis en cours de séance : 2

Nombre de membres présents pour ce point : 13

Extrait n° CA 20-04-2018/ 197

Date de publication : 24 AOUT 2018

Objet: PROROGATION DE LA CONVENTION N° 013-04-2018 A LA FEDERATION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS AGREES DE PECHE ET DE PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES - FDPMA : SCHEMA DEPARTEMENTAL DE VOCATION PISCICOLE (DELIBERATION N° CA 073-09)

ÉTAIENT PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS : Marie-France TOUL (représentant Claude LISE), Patricia TELLE, Arnaud RENE-CORAIL, Victor CESAR, Marcellin NADEAU, Christophe GROS (représentant Patrick BOURVEN et Jacques HELPIN), Guillaume VISCARDI (représentant Mathilde BRASSY), Alex PAVIOT (représentant Marie-Jeanne TOULON), Jean- Maurice MONTEZUME

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS : Éric BELLEMARE

ÉTAIENT ABSENTS : Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Antoine VEDERINE, David ZOBDA, Patrick HOUSSEL

- **VU** le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.1617-2 à L.1617-4, et R.1617-1 à R.1617-17,
- **VU** le code de l'environnement, partie législative, notamment le titre 1^{er} du livre II, les articles L. 213-13 à L. 213-20,
- **VU** le code de l'environnement, partie réglementaire, notamment les articles R. 213-59 à R. 213-76,
- **VU** l'arrêté préfectoral N° 2015-11-0057 arrêtant le SDAGE,
- **VU** la délibération n° CA 073-09 du Conseil d'Administration du 16 décembre 2009, attribuant une subvention initiale de 15 000,00 €,

- **VU** la délibération n° CA 084-16 adoptant le 3ème Programme Pluriannuel d'Intervention,
- **VU** la délibération n° CA 085-16 adoptant les modifications conditions générales d'attribution des aides aux personnes publiques et privées,
- **VU** la délibération n° CA 23-05-2017/008 définissant les coûts plafond et le système de bonification des aides de l'Office De l'Eau,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18 /134 adoptant le programme d'actions 2018 de la connaissance et des interventions,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18/138 adoptant le budget primitif de l'exercice 2018,
- **VU** la demande de prorogation de l'organisme en date du **mardi 06 mars 2018**,
- **VU** l'avis du Comité d'Opportunité du **mardi 20 mars 2018**,
- **Considérant** le rapport de la Directrice Générale,

Les membres du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ou représentés,

Décident,

La prorogation de la subvention, pour **1 an et à compter de la date de notification de la décision** à la **FEDERATION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS AGREES DE PECHE ET DE PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES – FDPMA** pour la réalisation de l'opération suivante :

Schéma départemental de vocation piscicole.

- D'effectuer le versement de la subvention au bénéficiaire selon les conditions précédemment arrêtées et notifiées.

Pour extrait certifié conforme

Fait à Fort-de-France, le **08 AOUT 2018**



Le Président

Claude LISE



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU VENDREDI 20 AVRIL 2018

Présidence : Marie-France TOUL

Date de convocation : 12/04/2018

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres au début de la séance : 11

Nombre de membres arrivés en cours de séance : 2

Nombre de membres partis en cours de séance : 2

Nombre de membres présents pour ce point : 13

Extrait n° CA 20-04-2018/ 198

Date de publication : 24 AOUT 2018

Objet : PROROGATION DE LA CONVENTION N° 050-10-2015 A LA SOCIETE E-COMPAGNIE : PRE TRAITEMENT DES EFFLUENTS HYDROCARBURES (DELIBERATION N° CA 065-15)

ÉTAIENT PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS : Marie-France TOUL (représentant Claude LISE), Patricia TELLE, Arnaud RENE-CORAIL, Victor CESAR, Marcellin NADEAU, Christophe GROS (représentant Patrick BOURVEN et Jacques HELPIN), Guillaume VISCARDI (représentant Mathilde BRASSY), Alex PAVIOT (représentant Marie-Jeanne TOULON), Jean- Maurice MONTEZUME

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS : Éric BELLEMARE

ÉTAIENT ABSENTS : Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Antoine VEDERINE, David ZOBDA, Patrick HOUSSEL

- **VU** le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.1617-2 à L.1617-4, et R.1617-1 à R.1617-17,
- **VU** le code de l'environnement, partie législative, notamment le titre 1^{er} du livre II, les articles L. 213-13 à L. 213-20,
- **VU** le code de l'environnement, partie réglementaire, notamment les articles R. 213-59 à R. 213-76,
- **VU** l'arrêté préfectoral N° 2015-11-0057 arrêtant le SDAGE,
- **VU** la délibération n° CA 065-15 du Conseil d'Administration du 11 septembre 2015, attribuant une subvention initiale de 45 000,00 €,

- **VU** la délibération n° CA 084-16 adoptant le 3ème Programme Pluriannuel d'Intervention,
- **VU** la délibération n° CA 085-16 adoptant les modifications conditions générales d'attribution des aides aux personnes publiques et privées,
- **VU** la délibération n° CA 23-05-2017/008 définissant les coûts plafond et le système de bonification des aides de l'Office De l'Eau,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18 /134 adoptant le programme d'actions 2018 de la connaissance et des interventions,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18/138 adoptant le budget primitif de l'exercice 2018,
- **VU** la demande de prorogation de l'organisme en date du 07 février 2018,
- **VU** l'avis du Comité d'Opportunité du **mardi 20 mars 2018**,
- **Considérant** le rapport de la Directrice Générale,

Les membres du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ou représentés,

Décident,

La prorogation de la subvention, pour **1 an et à compter de la date de notification de la décision** à la **SOCIETE E-COMPAGNIE** pour la réalisation de l'opération suivante :
Pré traitement des effluents hydrocarbures.

- D'effectuer le versement de la subvention au bénéficiaire selon les conditions précédemment arrêtées et notifiées.

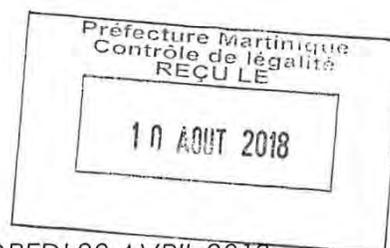
Pour extrait certifié conforme

Fait à Fort-de-France, le **08 AOUT 2018**



Le Président

Claude LISE



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU VENDREDI 20 AVRIL 2018

Présidence : Marie-France TOUL

Date de convocation : 12/04/2018

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres au début de la séance : 11

Nombre de membres arrivés en cours de séance : 2

Nombre de membres partis en cours de séance : 2

Nombre de membres présents pour ce point : 13

Extrait n° CA 20-04-2018/ 199

Date de publication : 24 AOUT 2018

Objet: PROROGATION DE LA CONVENTION N° 051-10-2015 A LA SOCIETE E-COMPAGNIE: RECYCLAGE DES EAUX INDUSTRIELLES TRAITEES ET REJETEES (DELIBERATION N° CA 066-15)

ÉTAIENT PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS : Marie-France TOUL (représentant Claude LISE), Patricia TELLE, Arnaud RENE-CORAIL, Victor CESAR, Marcellin NADEAU, Christophe GROS (représentant Patrick BOURVEN et Jacques HELPIN), Guillaume VISCARDI (représentant Mathilde BRASSY), Alex PAVIOT (représentant Marie-Jeanne TOULON), Jean- Maurice MONTEZUME

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS : Éric BELLEMARE

ÉTAIENT ABSENTS : Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Antoine VEDERINE, David ZOBDA, Patrick HOUSSEL

- **VU** le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.1617-2 à L.1617-4, et R.1617-1 à R.1617-17,
- **VU** le code de l'environnement, partie législative, notamment le titre 1^{er} du livre II, les articles L. 213-13 à L. 213-20,
- **VU** le code de l'environnement, partie réglementaire, notamment les articles R. 213-59 à R. 213-76,
- **VU** l'arrêté préfectoral N° 2015-11-0057 arrêtant le SDAGE,
- **VU** la délibération n° CA 066-15 du Conseil d'Administration du 11 septembre 2015, attribuant une subvention initiale de 32 500,00 €,

- **VU** la délibération n° CA 084-16 adoptant le 3ème Programme Pluriannuel d'Intervention,
- **VU** la délibération n° CA 085-16 adoptant les modifications conditions générales d'attribution des aides aux personnes publiques et privées,
- **VU** la délibération n° CA 23-05-2017/008 définissant les coûts plafond et le système de bonification des aides de l'Office De l'Eau,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18 /134 adoptant le programme d'actions 2018 de la connaissance et des interventions,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18/138 adoptant le budget primitif de l'exercice 2018,
- **VU** la demande de prorogation de l'organisme en date du 07 février 2018,
- **VU** l'avis du Comité d'Opportunité du **mardi 20 mars 2018**,
- **Considérant** le rapport de la Directrice Générale,

Les membres du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ou représentés,

Décident,

La prorogation de la subvention, pour **1 an et à compter de la date de notification de la décision** à la **SOCIETE E-COMPAGNIE** pour la réalisation de l'opération suivante :
Recyclage des eaux industrielles traitées et rejetées.

- D'effectuer le versement de la subvention au bénéficiaire selon les conditions précédemment arrêtées et notifiées.

Pour extrait certifié conforme

Fait à Fort-de-France, le **08 AOUT 2018**



Le Président

Claude LISE



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU VENDREDI 20 AVRIL 2018

Présidence : Marie-France TOUL

Date de convocation : 12/04/2018

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres au début de la séance : 11

Nombre de membres arrivés en cours de séance : 2

Nombre de membres partis en cours de séance : 2

Nombre de membres présents pour ce point : 13

Extrait n° CA 20-04-2018/ 200

Date de publication : 24 AOUT 2018

Objet : PROROGATION DE LA CONVENTION N° 014-04-2018 A L'EXPLOITANT AGRICOLE : M. Emile ALONZEAU : INSTALLATION D'UN SYSTEME DE RECUPERATION D'EAUX DE PLUIE ET DU SYSTEME D'IRRIGATION DANS LE CADRE DU PROJET DE CONVERSION A L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE SUR L'HABITATION VAL D'OR, RAVINE CHIEN SUR LA COMMUNE DE RIVIERE-SALEE (DELIBERATION N° CA 085-14)

ÉTAIENT PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS : Marie-France TOUL (représentant Claude LISE), Patricia TELLE, Arnaud RENE-CORAIL, Victor CESAR, Marcellin NADEAU, Christophe GROS (représentant Patrick BOURVEN et Jacques HELPIN), Guillaume VISCARDI (représentant Mathilde BRASSY), Alex PAVIOT (représentant Marie-Jeanne TOULON), Jean- Maurice MONTEZUME

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS : Éric BELLEMARE

ÉTAIENT ABSENTS : Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Antoine VEDERINE, David ZOBDA, Patrick HOUSSEL

- **VU** le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.1617-2 à L.1617-4, et R.1617-1 à R.1617-17,
- **VU** le code de l'environnement, partie législative, notamment le titre 1^{er} du livre II, les articles L. 213-13 à L. 213-20,
- **VU** le code de l'environnement, partie réglementaire, notamment les articles R. 213-59 à R. 213-76,
- **VU** l'arrêté préfectoral N° 2015-11-0057 arrêtant le SDAGE,

- **VU** la délibération n° CA 085-14 du Conseil d'Administration du 12 décembre 2014, attribuant une subvention initiale de 1 028,00 €,
- **VU** la délibération n° CA 084-16 adoptant le 3ème Programme Pluriannuel d'Intervention,
- **VU** la délibération n° CA 085-16 adoptant les modifications conditions générales d'attribution des aides aux personnes publiques et privées,
- **VU** la délibération n° CA 23-05-2017/008 définissant les coûts plafond et le système de bonification des aides de l'Office De l'Eau,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18 /134 adoptant le programme d'actions 2018 de la connaissance et des interventions,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18/138 adoptant le budget primitif de l'exercice 2018,
- **VU** la demande de prorogation de l'organisme en date du 02 septembre 2014,
- **VU** l'avis du Comité d'Opportunité du **mardi 20 mars 2018**,
- **Considérant** le rapport de la Directrice Générale,

Les membres du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ou représentés,

Décident,

La prorogation de la subvention, pour **1 an et à compter de la date de notification de la décision à L'EXPLOITANT AGRICOLE : M. E ALONZEAU** pour la réalisation de l'opération suivante :

Installation d'un système de récupération d'eaux de pluie et du système d'irrigation dans le cadre du projet de conversion à l'agriculture biologique sur l'habitation Val d'Or, Ravine Chien sur la commune de Rivière-Salée.

- D'effectuer le versement de la subvention au bénéficiaire selon les conditions précédemment arrêtées et notifiées.

Pour extrait certifié conforme

Fait à Fort-de-France, le **08 AOÛT 2018**



Le Président

Claude LISE



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU VENDREDI 20 AVRIL 2018

Présidence : Marie-France TOUL

Date de convocation : 12/04/2018

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres au début de la séance : 11

Nombre de membres arrivés en cours de séance : 2

Nombre de membres partis en cours de séance : 2

Nombre de membres présents pour ce point : 13

Extrait n° CA 20-04-2018/ 201

Date de publication : 24 AOUT 2018

Objet : ACOMPTE DE 80% DE LA CONVENTION N° 033-10-2014 A 2TDA (Traitement et Transport de Déchets d'Assainissements): REALISATION D'UNE PLATEFORME DE TRAITEMENT DES MATIERES DE VIDANGE ET DE BOUES DE MICRO STEP – PHASE TRAVAUX (DELIBERATION N° CA 055-14)

ÉTAIENT PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS : Marie-France TOUL (représentant Claude LISE), Patricia TELLE, Arnaud RENE-CORAIL, Victor CESAR, Marcellin NADEAU, Christophe GROS (représentant Patrick BOURVEN et Jacques HELPIN), Guillaume VISCARDI (représentant Mathilde BRASSY), Alex PAVIOT (représentant Marie-Jeanne TOULON), Jean- Maurice MONTEZUME

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS : Éric BELLEMARE

ÉTAIENT ABSENTS : Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Antoine VEDERINE, David ZOBDA, Patrick HOUSSEL

- **VU** le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.1617-2 à L.1617-4, et R.1617-1 à R.1617-17,
- **VU** le code de l'environnement, partie législative, notamment le titre 1^{er} du livre II, les articles L. 213-13 à L. 213-20,
- **VU** le code de l'environnement, partie réglementaire, notamment les articles R. 213-59 à R. 213-76,
- **VU** l'arrêté préfectoral N° 2015-11-0057 arrêtant le SDAGE,
- **VU** la délibération n° CA 055-14 du Conseil d'Administration du 19 septembre 2014, attribuant une subvention initiale de 218 397,00 €,

- **VU** la délibération de prorogation n° CA 061-16 du Conseil d'Administration du 07 octobre 2016,
- **VU** la délibération n° CA 084-16 adoptant le 3ème Programme Pluriannuel d'Intervention,
- **VU** la délibération n° CA 085-16 adoptant les modifications conditions générales d'attribution des aides aux personnes publiques et privées,
- **VU** la délibération n° CA 23-05-2017/008 définissant les coûts plafond et le système de bonification des aides de l'Office De l'Eau,
- **VU** la délibération n° CA 24-07-2017/ 048 du Conseil d'Administration du 24 juillet 2017, attribuant une subvention de complément de 22 466,00 €,
- **VU** la délibération de prorogation n° CA 18-12-2017/ 129 du Conseil d'Administration du 18 décembre 2017,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18 /134 adoptant le programme d'actions 2018 de la connaissance et des interventions,
- **VU** la délibération n° CA 29-01-18/138 adoptant le budget primitif de l'exercice 2018,
- **VU** la demande de prorogation de l'organisme en date du 18 décembre 2017,
- **VU** l'avis du Comité d'Opportunité du **mardi 20 mars 2018**,
- **Considérant** le rapport de la Directrice Générale,

Les membres du Conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ou représentés,

Décident,

- Le versement d'un acompte d'un montant de 192 690,40 € de la subvention déjà allouée pour l'opération suivante :
Réalisation d'une plateforme de traitement des matières de vidange et de boues de micro STEP – Phase travaux.
- D'effectuer le versement de la subvention au bénéficiaire selon les conditions précédemment arrêtées et notifiées.

Pour extrait certifié conforme

Fait à Fort-de-France, le **08 AOUT 2018**

Le Président

Claude LISE

